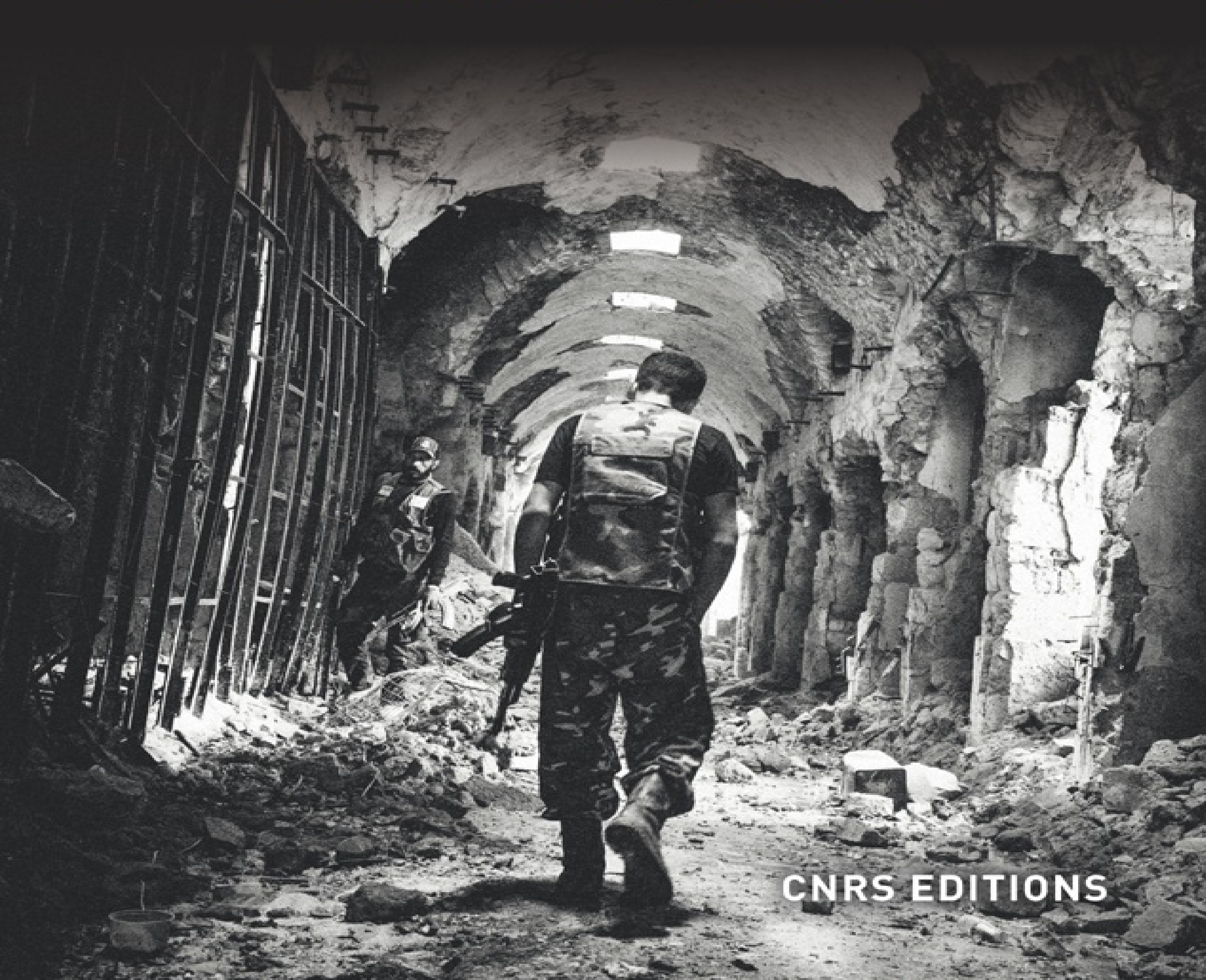
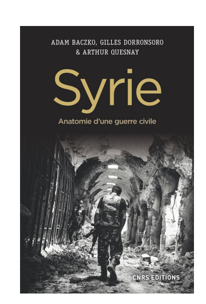
ADAM BACZKO, GILLES DORRONSORO & ARTHUR QUESNAY

Syrie

Anatomie d'une guerre civile



CNRS EDITIONS



Voici la première étude sur la guerre civile syrienne faite à partir d'entretiens réalisés en Syrie même et dans les pays voisins.

2011 : des centaines de milliers de Syriens de toutes confessions et origines ethniques manifestent pacifiquement pour réclamer la démocratisation du régime. Au bout de quelques mois, la violence de la répression les contraint à prendre les armes et à organiser une contre-société avec des institutions embryonnaires et à regrouper des unités militaires improvisées au sein de l'Armée syrienne libre.

Après 2013, cette logique inclusive et unanimiste cède progressivement devant la montée des groupes transnationaux comme le PKK et l'État islamique. L'insurrection se fragmente alors avec une polarisation croissante alimentée de l'extérieur. Les groupes les plus modérés sont marginalisés au profit de l'islam politique qui prend des formes de plus en plus radicales et de revendications ethno-nationales kurdes.

Quels sont les effets de la guerre sur la société syrienne ? Quelles nouvelles hiérarchies communautaires et sociales résultent de la violence généralisée ? Comment les trajectoires sociales des Syriens pris dans la guerre sont-elles affectées ? Comment se structure l'économie de guerre alors que le pays est divisé entre le régime, l'insurrection, le PKK et l'État islamique ?

Un livre unique qui combine une recherche de terrain – rare sur le conflit syrien – et une réflexion théorique novatrice sur les situations de guerre civile.

Adam Baczko est doctorant à l'EHESS. Ses recherches portent sur l'exercice de la justice par les mouvements armés, notamment en Syrie et en Afghanistan (adambaczko.com).

Gilles Dorronsoro est professeur de science politique à l'Université Paris 1 et membre sénior de l'Institut universitaire de France (gillesdorronsoro.com).

Arthur Quesnay est doctorant en science politique à l'Université Paris 1. Ses recherches portent sur les conflits communautaires dans le nord de l'Irak depuis 2003, notamment dans la ville de Kirkouk.

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay

Syrie

Anatomie d'une guerre civile

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

ISBN : 978-2-271-09203-8

« There is only the trying.
The rest is not our business. »

T.S. Eliot

Sommaire

Remerciements

Nous n'aurions pu réaliser cet ouvrage sans le soutien de nos institutions respectives, le CESSP (Centre européen de sociologie et de science politique) à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et le CESPRA (Centre d'études sociologiques et politiques Raymond Aron) à l'École des hautes études en sciences sociales. Pour réaliser nos recherches, nous avons bénéficié du soutien financier du Laboratoire d'excellence TEPSIS. La recherche conduite sur l'État islamique a été soutenue par The Program on Governance and Local Development (hébergé par les universités de Yale et Gothenburg), la Fondation Richard Lounsbery et Noria.

De nombreux chercheurs et analystes nous ont encouragés, soutenus et critiqués. Nous sommes tout particulièrement reconnaissants à Amin Allal, François Burgat, Myriam Catusse, Gérard Chaliand, Aurélie Daher, Nathalie Fustier, Olivier Grojean, Boris James, Félix Legrand, Steven Lukes, Ellen Lust, Kate Miller, Elisabeth Picard, Candice Raymond, Matthieu Rey, Nir Rosen, Myriam Rubiano pour leurs commentaires constructifs. Nous avons également bénéficié des questions des auditoires de l'IFEA (Institut français d'études anatoliennes) à Istanbul, de l'IFPO (Institut Français du Proche Orient) à Erbil, Beyrouth et Amman, de l'IREMAM à l'Université d'Aix-Marseille, de Columbia University, de Yale Law School et de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Les remarques de Thomas Pierret, d'Hélène Michalak et de Patrick

Haenni nous ont permis d'améliorer grandement certains chapitres. Nous remercions tout particulièrement Félix Legrand, Robin Beaumont et Aurélie Daher qui ont relu une première version du manuscrit. Maaï Youssef a participé aux entretiens en Irak et à la rédaction du chapitre 10 sur l'État islamique. Enfin, nous remercions Xavier Houdoy pour la réalisation des cartes.

En Syrie, dans un contexte parfois extrêmement difficile, de nombreuses personnes ont pris le temps de nous raconter leur histoire, de nous accompagner à travers leur quartier, de nous inviter chez eux et souvent de nous héberger. Certains sont aujourd'hui morts, d'autres ont changé de vie et parfois de positions politiques. L'ancien maire d'Alep, Ahmed Azuz, a été d'une aide inestimable lors de nos recherches à l'été 2013. Un électricien qui nous a hébergés à Alep, un journaliste militant kurde à Kobane, des étudiants devenus combattants sur le front du quartier de Salaheddin (Alep), des jeunes d'Al-Bab, un médecin kurde à Afrin, une damascène vivant entre la Turquie et l'Égypte, autant de personnes qui mériteraient d'être nommément citées dans un ouvrage racontant leur(s) histoire(s) et que nous devons laisser dans l'anonymat. Enfin, la situation en Syrie nous a amené à conduire une partie des entretiens en Turquie, en Égypte, au Liban, en Jordanie, en France et en Irak. Notre gratitude va en particulier aux Irakiens récemment sortis des régions tenues par l'État islamique qui nous ont fait le récit de leur expérience souvent avec humour et dignité, quand leur destin probable pour les prochaines années est l'exil ou le camp de réfugiés.

Note sur la transcription simplifiée de l'arabe

Notes sur la transcription

Dans le cadre de ce travail, nous avons opté pour un système de translittération hybride, afin que le lecteur non arabophone puisse se familiariser avec les concepts retranscrits sans trop de difficulté, mais également de façon à ce que le lecteur arabophone averti puisse aisément retrouver le terme correspondant en arabe.

Les consonnes arabes seront translittérées conformément au tableau de correspondance suivant :

ا	a	ض	d
ب	b	ط	t
ت	t	ظ	dh
ث	th	ع	‘
ج	j	غ	gh
ح	h	ف	f
خ	kh	ق	q
د	d	ك	k
ذ	dh	ل	l

ر	r	م	m
ز	z	ن	n
س	s	ه	h
ش	ch	و	w, u
ص	s	ي	y, i

Comme l'indique ce tableau, nous avons choisi de ne pas indiquer les consonnes emphatiques. Il en est de même pour la différence entre voyelles longues et voyelles courtes. Ainsi, ا, و et ي et les voyelles courtes correspondantes ont été translittérées indifféremment par a, u et i (au lieu de â/a, û/u et î/i).

La *hamza*, quelle que soit son orthographe (أ, إ, ؤ, ئ, ئ, ء), sera retranscrite par l'apostrophe « ' », à ne pas confondre avec l'apostrophe inversée, « ʿ », qui correspondra, comme le tableau l'indique, à la lettre ع. La *hamza* ne sera indiquée qu'à l'intérieur ou à la fin d'un mot, pas au début de celui-ci. Ainsi nous écrirons *hay'a* et *liwa'* mais *intiqad* et non *'intiqad*.

La *chadda* sera reproduite par un dédoublement de la ou des consonnes, comme dans *hurriyya*.

Noms et titres arabes

Les noms arabes de personnes, de lieux et d'institutions, ainsi que les titres ou mots techniques propres à la langue arabe, seront repris sous une forme banalisée (et non selon le code de translittération exposé ci-dessus) lorsqu'il est habituel de les rencontrer dans les presses écrites francophones. Nous écrirons « Bachar » et non « Bachchar » et « Deir ez-Zor » et non « Dayr al-Zur ».

Gestion des pluriels

Afin de ne pas gêner le lecteur non arabophone, nous recourrons, pour les mots repris de l'arabe, à un pluriel francisé, y compris pour les pluriels irréguliers. Le pluriel sera formé du singulier auquel sera ajoutée la lettre « s ». Ainsi, le pluriel de « cheikh » sera rendu par « cheikhs » et non par « chuyukh ».

Liste des acronymes

ACU : Assistance Coordination Unit, Wahdat Tansiq al-Da’am
AKP : Adaletve Kalkınma Partisi, Parti de la justice et du développement
AQAP : Al-Qaïda dans la péninsule arabique, Tandhim Qaʿidat fi-Jazirat al-ʿArab
AQM : Al-Qaïda en Mésopotamie, Tandhim Qaʿidat al-Jihad fi-Bilad al-Rafidayn
ASL : Armée syrienne libre, al-Jaych al-Suri al-Hurr
CNCD : Coordination nationale pour le changement démocratique, Hayʿat al-Tansiq al-Wataniyya li-Qiwa al-Taghyir al-Dimuqrati fi Suriyya
CNKS : Conseil national du Kurdistan syrien, Encumena Nistimaniya Kurdi li Suriye
CNS : Conseil national syrien, al-Majlis al-Watani al-Suri
Daech : Acronyme arabe de l’État islamique en Irak et au Levant
EII : État islamique en Irak, Dawla al-Islamiyya fil-ʿIraq
EIIL : État islamique en Irak et au Levant, al-Dawla al-Islamiyya fil-Iraq wal-Cham
FARC : Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia, Forces armées révolutionnaires de Colombie
FIS : Front islamique syrien, al-Jabha al-Islamiyya al-Suriyya
FILS : Front islamique pour la libération de la Syrie, Jabhat Tahrir Suriyya al-Islamiyya
GRK : Gouvernement régional du Kurdistan, Hikumeti Heremi Kurdistan
HCR : Haut commissariat aux réfugiés
IDH : Indice de développement humain
OIAC : Organisation pour l’interdiction des armes chimiques
PDK : Parti démocratique du Kurdistan, Partiya Demokrat Kurdistane
PJAK : Partiya Jiyana Azad a Kurdistane, Parti pour une vie libre au Kurdistan
PKK : Partiya Karkeren Kurdistan, Parti des travailleurs du Kurdistan
PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
PYD : Partiya Yekitiya Demokrat, Parti de l’union démocratique
RSF : Reporters sans frontières
RUF : Revolutionary United Front, Front révolutionnaire uni
SCPR : Syrian Center for Policy Research

TCK : Tevgera Ciwanen Kurd, Mouvement de la jeunesse kurde
TEV-DEM : Tevgera Kurden Demokrat, Mouvement démocrate kurde
UPK : Union patriotique du Kurdistan, Yekitiya Nistimani Kurdistane
YPG : Yekineyen Parastina Gel, Unité de protection du peuple

Introduction

Une maison dans un village du nord de la Syrie. Invités pour la nuit, nous finissons de dîner, l'ambiance est détendue, des enfants sont présents. Un de nos hôtes sort son téléphone portable et nous montre des vidéos extraordinairement violentes : un homme enterré jusqu'au cou écrasé par une voiture, des exécutions sommaires, des cadavres profanés, une tête arrachée par un fragment de missile tenue à bout de bras. Nous verrons beaucoup d'autres traces d'un traumatisme individuel et collectif d'une ampleur inouïe. Cette impression est confirmée par des données objectives : plus de 300 000 morts depuis 2011, la moitié de la population déplacée, dont 5 à 6 millions en exil, des centaines de milliers de personnes torturées dans les prisons du régime dont plus de 11 000 sont mortes dans des conditions atroces, les attaques au gaz répétées de l'armée syrienne contre les civils, la persécution (enlèvements, confiscations de biens, assassinats) de minorités confessionnelles par des groupes islamistes, des dizaines de journalistes et d'humanitaires enlevés ou tués.

Au-delà de la destruction de la société syrienne, cette crise est aussi un moment pivot de la recomposition du grand Moyen-Orient, du Sahel à l'Afghanistan. Depuis la fin de la guerre froide, les interventions américaines en Irak (1991 et 2003-2011) et en Afghanistan (depuis 2001), l'échec des régimes autoritaires et les révolutions arabes sont la cause – ou le symptôme – d'une instabilité qui touche à des degrés divers, mais de façon simultanée, un nombre

impressionnant de pays : Afghanistan, Yémen, Syrie, Irak, Égypte, Liban, Bahreïn, Libye, Somalie, Mali, Nigeria. L'échec à ce jour des Printemps arabes, à l'exception de la Tunisie, conforte la progression de mouvements jihadistes radicaux qui contestent les frontières héritées de la Première Guerre mondiale. De plus, la compétition régionale entre l'Arabie saoudite et l'Iran aggrave encore les clivages entre sunnites et chiites dans un contexte marqué par les politiques discriminatoires des régimes syrien et irakien. L'épuration ethnique, la « milicianisation » de la guerre et les massacres augurent d'un conflit particulièrement long et violent.

Par ailleurs, terrorisme et réfugiés donnent une dimension mondiale à la crise et constituent les ressorts majeurs de l'investissement occidental. Alors que le soutien limité à l'insurrection syrienne avait pour but de réduire les risques d'implication directe, elle a eu pour résultat paradoxal une intervention directe sous forme de bombardements aériens contre l'État islamique.

L'enquête

Ce livre repose sur une enquête de terrain dans la Syrie en guerre, ce qui soulève trois questions. Comment fait-on une recherche dans une situation de conflit armé ? Dans quelle mesure les données sont-elles fiables ? Quel est l'engagement politique et moral des auteurs[1] ?

Notre terrain a consisté à voyager dans les régions hors de contrôle du régime de Damas. Nous y avons mené des entretiens, généralement semi ou non-directifs, individuellement et en groupe, ainsi qu'une observation des pratiques : organisation des lignes de front, fonctionnement des institutions civiles, interactions sociales, vie économique.

En raison de difficultés à utiliser d'autres outils méthodologiques (statistiques, questionnaires), nous avons privilégié une approche par entretiens et observations directes. Nos interlocuteurs n'ont pas été choisis en fonction de critères définis *a priori*, mais en raison de leur position au sein de l'insurrection, par le jeu des recommandations et au hasard des rencontres[2]. Parmi plus de 250 entretiens pris en notes, nous en utilisons 161 dans cet ouvrage. À ce corpus s'ajoutent de nombreuses conversations informelles, qui jouent un rôle déterminant dans le traitement de nos données et le contrôle de nos interprétations[3]. L'analyse *a posteriori* de la liste de nos interlocuteurs montre que le personnel des institutions des zones insurgées et les participants aux premières manifestations pacifiques occupent une place centrale (voir tableau en annexe).

Munis d’une lettre d’un responsable de l’insurrection, nous nous sommes présentés comme chercheurs en science politique de la Sorbonne. Pour protéger nos enquêtés, nous n’avons pas fait d’enregistrements, mais deux d’entre nous effectuaient une prise de note sur carnet pour chaque entretien[4]. L’accueil a été généralement très ouvert, les plus réticents étant, de façon prévisible, les groupes islamistes radicaux : trois entretiens seulement avec des combattants de la Jabhat al-Nusra, dont deux anciens membres, aucun au sein de l’EIIL (al-Dawla al-Islamiyya fil-‘Iraq wal-Cham, État islamique en Irak et au Levant)[5]. Enfin, le travail s’est poursuivi avec des réfugiés et des militants syriens en Turquie et en France et, pour Arthur Quesnay, en Irak, au Liban, en Jordanie et en Égypte. Contrairement à d’autres situations de guerre civile, la parole était libre, les critiques contre les groupes armés pouvaient être exprimées publiquement. La seule exception concerne l’État islamique (al-Dawla al-Islamiyya, État islamique, auparavant EIIL) à l’été 2013 à l’intérieur des zones rebelles du Nord, nos interlocuteurs préférant manifester en privé – ou hors de Syrie – leur opposition à un groupe réputé pour sa *maestria* dans l’organisation d’assassinats politiques. Pour compléter notre recherche sur l’État islamique, nous avons conduit avec Maaï Youssef une quarantaine d’entretiens avec des Irakiens ou des Syriens vivant ou ayant vécu sous le califat (Irak du Nord et par Skype).

Notre travail présente plusieurs limites. Nos données ont essentiellement été collectées dans les régions contrôlées par l’insurrection, celles tenues par le mouvement kurde du PKK (Partiya Karkeren Kurdistan, Parti des travailleurs du Kurdistan) et auprès de Syriens en exil[6]. Les informations sur le régime viennent de sources secondaires ; les rares chercheurs ayant pu travailler des deux côtés n’ont rien publié à ce jour. De plus, le terrain en Syrie a été, pour des raisons de sécurité, plus limité dans le temps et dans l’espace qu’initialement prévu. Les conditions ont beaucoup varié d’un séjour à l’autre, mais nous sommes restés pour l’essentiel dans le gouvernorat d’Alep. Le premier terrain, en décembre 2012-janvier 2013, a été physiquement éprouvant en raison du froid et les bombardements de l’armée syrienne installaient une certaine insécurité. Ceci dit, les déplacements en bus, en taxi ou en voiture dans les zones insurgées du nord ne nécessitaient ni escorte, ni planification particulière. Des familles nous ont accueillis ou, faute de mieux, nous avons été hébergés dans les bases des insurgés. Lors du second terrain, en août 2013, il n’a pas été possible de nous déplacer en dehors d’Alep en raison des risques d’enlèvement, qui nous ont conduits à écourter le séjour et à continuer nos entretiens en Turquie[7]. Comme souvent, la transformation des conditions de recherche est symptomatique de l’évolution politique[8].

Bien qu’incomplet, le terrain était indispensable à plusieurs titres[9]. Tout

d'abord, les descriptions disponibles ne correspondent souvent que très partiellement à ce que nous avons pu observer. Par exemple, la formation d'institutions civiles dans le nord de la Syrie a été très largement oubliée dans les médias, les analyses des experts et, plus surprenant, dans les discours des militants syriens hors de Syrie. Il n'y a pas eu, à notre connaissance, de travail universitaire sur cette question. Comme ces structures ont largement disparu ou muté, la deuxième partie du livre a le mérite d'en donner une description sinon exhaustive, du moins raisonnablement systématique{10}. Ensuite, le terrain a permis non seulement de confronter, mais aussi d'imaginer *in situ* un certain nombre d'hypothèses qui forment la trame de ce livre. Ce type de recherche nécessite donc une certaine réactivité théorique, d'autant qu'il est impossible de planifier les entretiens et, souvent, de revoir nos interlocuteurs{11}. Enfin, ces entretiens constituent un matériau très riche, permettant d'explorer la subjectivité des acteurs. En ce sens, les 161 entretiens, dont nous ne pouvons malheureusement restituer que des extraits, représentent des témoignages d'autant plus précieux qu'ils ont été recueillis en situation. Du terrain à l'écriture, ces entretiens ont été indispensables pour construire nos hypothèses et les vérifier{12}. Dans l'exposé qui suit, nous avons utilisé ceux-ci pour donner des éléments d'information (description d'une institution, trajectoires personnelles) et pour faire comprendre le point de vue d'un acteur (engagement idéologique, perception subjective d'une situation).

Enfin, conduire des recherches dans la Syrie en guerre civile ne peut laisser indifférent. Le rapport au terrain des chercheurs est particulièrement problématique dans de telles situations en raison de l'intensité émotionnelle des expériences{13}. Certes, la science diffère d'autres formes de connaissance en ce qu'elle ne suppose pas une transformation de soi, mais de tels terrains ont un effet sur ceux qui les pratiquent. Il est impossible – est-ce même souhaitable ? – de ne pas être moralement révulsé par les attaques systématiques du régime contre les hôpitaux et les écoles, par la torture visible sur les corps ou par l'exécution d'un prisonnier entrevu quelques heures avant. La prise de distance par rapport à nos propres émotions était d'autant plus nécessaire. De ce point de vue, nos expériences antérieures, le travail à trois et la confrontation avec des chercheurs, militants, journalistes, humanitaires nous ont facilité ce travail sur nous-mêmes. L'écriture représente cependant le moment de distanciation décisif en ce qu'il constitue la mise en forme d'une argumentation théoriquement et empiriquement fondée pour être recevable dans la communauté des chercheurs.

Nous inscrivons notre travail dans le respect de la neutralité axiologique définie par Max Weber{14}, c'est-à-dire – la formule peut conduire à un contresens – que nous séparons notre travail sociologique de nos prises de

position politiques. En pratique, nous avons produit deux types de publications, d'une part des rapports pour des *think tanks*, des interventions publiques, des éditoriaux et, d'autre part, des articles dans des revues savantes qui ont préparé cet ouvrage. Cette distinction, que nous avons voulue tranchée en raison de la nature polémique du sujet, ne signifie pas que les deux démarches soient totalement dissociables. Nos recommandations politiques sont fondées, et plutôt solidement, sur nos analyses sociologiques. Attirer l'attention comme nous le faisions au printemps 2013 sur l'importance de la construction d'institutions civiles à Alep ou, quelques mois plus tard, sur les dangers de l'EIIL constituait certainement des prises de positions politiques, mais celles-ci s'appuyaient sur un travail de terrain minutieux et ces analyses se sont révélées exactes. Que nos avertissements, avec ceux de quelques autres, soient restés lettre morte témoigne une fois de plus de la difficulté à traduire la connaissance en actes[15].

Les trois moments de la crise

Travailler sur la Syrie en guerre pose des difficultés du point de vue des sources. L'obstacle tient paradoxalement à la masse d'informations disponibles : des millions de vidéos, une profusion d'articles de presse, de rapports d'expertise, de récits journalistiques, de témoignages d'acteurs[16]. À l'inverse, en raison d'un accès limité au terrain, la production scientifique est relativement réduite. De plus, la guerre civile a divisé les spécialistes de la Syrie sur l'interprétation des événements, ce dont témoignent les ouvrages collectifs et les numéros de revue consacrés à la guerre civile[17]. Il reste que la recherche sur la Syrie d'avant 2011 est essentielle pour comprendre les développements actuels. Nous avons largement utilisé et commenté les travaux de sciences sociales, en particulier ceux du réseau de chercheurs qui s'est constitué autour de l'Institut français au Proche-Orient (IFPO)[18]. Une partie de ces chercheurs ont d'ailleurs prolongé leurs analyses. Thomas Pierret, Cécile Boëx, Laura Ruiz de Elvira Carrascal et Souhaïr Belhadj ont montré le rôle joué par les élites religieuses, les milieux artistiques, la société civile et le système sécuritaire dans la crise actuelle[19]. Lisa Wedeen, qui menait une recherche sur le rôle du néolibéralisme dans les transformations du régime autoritaire syrien, était présente dans le pays durant la première moitié de 2011 et a proposé des analyses préliminaires dans la perspective d'un travail plus conséquent[20]. Par ailleurs, la recherche sur l'État islamique pose un problème particulier en raison de la rareté des sources de première main, notamment sur les processus internes au mouvement. Les articles de presse concernant son financement, son traitement des minorités ou sa

propagande sont généralement peu étayés. Ce qui est connu de l'État islamique est dès lors surtout basé sur des sources internet et des rapports d'experts[21].

Aucun d'entre nous n'ayant auparavant travaillé sur la Syrie, les questionnements qui forment la trame du livre sont souvent le produit de nos expériences sur d'autres terrains de guerre (Libye, Afghanistan, Congo, Kurdistan, Irak). Ainsi en 2012, avant même notre premier terrain dans la Syrie en guerre, nous nous étonnions de l'absence de territorialisation des groupes. Cette remarque, venue de nos expériences afghane, congolaise et libyenne, s'est révélée centrale dans la suite de notre recherche. En ce sens, il faut rappeler que ce travail, sans être l'application mécanique d'un modèle, s'inscrit dans une recherche plus large que nous menons sur les guerres civiles contemporaines[22].

Dans la continuité de travaux récents, nos questions sont également nées d'une attention particulière aux processus sociaux pour éviter les apories d'une approche étiologique[23]. De façon assez caractéristique dans ce type de situation, la chronologie est serrée, une configuration d'acteurs qui paraît stabilisée peut changer en quelques semaines. Le risque est ici d'écraser les différents moments et d'interpréter 2011 à la lumière des événements ultérieurs. Ainsi, quand un journaliste et essayiste, Fareed Zakaria, explique que *dès l'origine* les manifestants étaient des militants islamistes radicaux, l'analyse est incontestablement fausse, mais ce dérapage est surtout révélateur du travail en cours pour imposer le récit légitime de la guerre civile[24]. Ce biais n'est pas proprement journalistique, on retrouve des erreurs du même ordre chez un géographe travaillant sur la Syrie ou dans l'ouvrage d'une spécialiste des mobilisations[25]. Ce problème est d'autant plus présent que l'histoire des premières manifestations est largement orale, que les acteurs reconstruisent le passé à vive allure et que les enjeux idéologiques sont omniprésents.

Pour retracer la trajectoire de cette révolution (*thawra*), nous distinguons trois moments : la phase de contestation pacifique (2011), la phase d'insurrection unanimiste (2012-13), l'éclatement et la radicalisation (après 2013). Cette chronologie est indicative, car les dynamiques diffèrent selon les régions et certains processus perdurent : ainsi, des manifestations pacifiques continuent dans certaines villes alors que les combats sont généralisés, certaines régions se fragmentent plus tôt que d'autres. Ces trois moments offrent au chercheur des énigmes différentes. D'abord, les protestations pacifiques sont inattendues pour les observateurs et pour les Syriens eux-mêmes : comment, face à un régime aussi violent, des individus sont-ils amenés à protester publiquement ? Pour ce faire, nous devons introduire un modèle qui rend compte à la fois de la mobilisation de centaines de milliers de Syriens et de la survie du régime. Ensuite, alors même que le chaos et la fragmentation sont anticipés par la plupart

des observateurs, la configuration révolutionnaire unanimiste (2012-13) montre la construction d'institutions alternatives et l'absence de territorialisation des groupes armés. Pour comprendre ce processus, nous nous interrogerons notamment sur le rôle des réseaux révolutionnaires et le rapport au territoire des groupes armés. Enfin, si la formation d'institutions civiles et militaires de type étatique est la tendance dominante dans les zones insurgées jusqu'au printemps 2013, qu'est-ce qui explique ensuite l'éclatement violent de l'insurrection et la radicalisation idéologique ? De notre point de vue, cette évolution – plus que le produit de la crise – reflète d'abord des logiques exogènes à la société syrienne. Ainsi, on observe une très forte dépendance par rapport aux acteurs extérieurs : diaspora, pays étrangers, acteurs transnationaux. En particulier, les groupes transnationaux (PKK ou mouvance al-Qaïda), dont l'histoire précède pour l'essentiel la crise syrienne, ont un rôle majeur. Dans un contexte de compétition politique et militaire accrue, la capacité de centraliser, d'accumuler et d'employer stratégiquement des ressources devient cruciale. Tandis que le régime survit porté par la Russie et l'Iran, les appareils partisans et centralisés, le PKK et la mouvance al-Qaïda s'imposent face à une insurrection syrienne décentralisée, qui n'a que de faibles capacités d'auto-organisation. En Syrie, comme en Afghanistan, en Irak ou au Congo, les acteurs les plus aptes à s'organiser s'imposent dans la durée.

Penser les passages d'un moment à l'autre permet de reconstruire la trajectoire d'une crise qui a sa part d'imprévisibilité. Rappeler les moments d'indétermination aide à lutter contre l'idée d'une trajectoire annoncée et permet de préciser le rôle de la contingence et du hasard – la rencontre de plusieurs séries causales indépendantes – dans une guerre où les logiques extérieures à la société syrienne sont essentielles. Les bifurcations possibles sont nombreuses. Les rapports de force auraient par exemple notablement changé si les États-Unis avaient bombardé le régime à la suite des attaques chimiques d'août 2013. L'analyse de ces phases successives nous permettra d'aborder une série de questions : la réévaluation de la domination exercée par le régime syrien sur la société, le modèle de mobilisation d'anonymes en contexte répressif, les processus de formation des institutions, les mécanismes conduisant à la fragmentation politique. Reprenons maintenant l'argument des trois premières parties : la genèse de la crise, les institutions révolutionnaires et la montée du radicalisme.

Genèse de la révolution

En quoi la crise de 2011 modifie-t-elle notre compréhension du régime[26] ? Les interprétations de celle-ci dépendant en grande partie des hypothèses sur la domination exercée par le régime syrien, il faut en préambule s'interroger sur ses transformations. Voit-on dans les années 2000, comme le supposent de nombreux travaux, le passage à une domination moins directement coercitive et plus accommodante ? Quel est alors le degré de soutien ou d'intériorisation de la domination au sein de la population ?

Le régime baassiste est un des régimes politiques les plus violents des dernières décennies. En 1982, le massacre de Hama (entre 10 000 et 40 000 morts) avait montré un pouvoir en état de guerre contre la société[27]. La traque, l'emprisonnement, la torture sont les pratiques routinières du régime contre ses opposants. Sur la scène internationale, Damas entretient une tradition de manipulation de réseaux violents (Carlos, groupuscules palestiniens, jihadistes), d'enlèvements (le sociologue Michel Seurat en 1985)[28] et d'assassinats politiques (l'ambassadeur français Louis Delamare en 1981, l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri en 2005). Pourtant, l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad en 2000 avait semblait-il marqué un tournant, au moins sur le plan socio-économique. Dans un processus d'adaptation aux contraintes économiques, le régime avait instauré une relative ouverture du pays[29]. De plus, les spécialistes de la Syrie notaient une forme de contrat implicite autorisant un degré d'autonomie pour certains champs de la société, notamment le religieux[30]. L'hypothèse dominante était donc celle d'un contrôle plus indirect et d'une violence plus ciblée.

En conséquence, la question de l'acceptation du régime se posait dans des termes nouveaux. Les mécanismes par lesquels un régime autoritaire pénètre et contrôle la société – bien décrits dans d'autres contextes – laissaient l'impression d'un système stabilisé[31]. Ainsi, les actes transgressifs – dérision, détournement ou escapisme – que relève Lisa Wedeen dans les années 1980 et 1990, et qui se perpétuent sous la présidence de Bachar al-Assad, débouchent rarement sur une opposition active[32]. On pouvait donc faire l'hypothèse que le régime avait réussi à faire accepter son existence et que la population coproduisait le pouvoir qui l'asservissait. Cependant, la vérification empirique de ces hypothèses était incertaine, car les sociétés autoritaires sont difficiles d'accès et l'intériorisation de la domination est une hypothèse malaisée à démontrer dans les situations routinières. Une approche fondée sur le choix rationnel pouvait également expliquer l'absence de contestation, mais à partir d'une analyse des risques liés à la répression. Les théories de l'hégémonie et du choix rationnel convergeaient pour des raisons différentes vers la même conclusion. Que le régime ait su trouver un *modus vivendi* avec la société, que la société ait été prise dans une

logique hégémonique, ou que le risque ait été trop important, une révolte paraissait improbable en 2011. C'est le consensus des spécialistes de la Syrie au moment des Printemps arabes{33}.

Au final, la crise de 2011 permet *a posteriori* de mieux comprendre le fonctionnement du pouvoir syrien. En effet, l'ampleur des mobilisations est remarquable : des centaines de milliers de personnes défilent *pendant des mois* malgré la férocité de la répression ; mais, à la différence des autres Printemps arabes, le régime ne tombe pas. Ceci nous amène à plusieurs remarques. D'abord, la rapidité du développement de la contestation montre l'échec du régime à produire des rapports hégémoniques{34}. On est ensuite amené à interroger l'efficacité de la domination par l'économie politique qui, en principe, enserrait la société. L'appareil répressif conservait probablement un rôle central, en particulier dans sa dimension dissuasive. Une approche par le choix rationnel semblerait ainsi plus à même d'expliquer le peu d'opposition dans une large part de la population. Cependant, elle échoue radicalement à rendre compte de la mobilisation en raison des risques encourus par les protestataires.

Quelle approche rend compte des manifestations à la fois dans leur genèse et leur développement ultérieur ? De notre point de vue, les mobilisations pacifiques et le passage à la guerre civile s'expliquent par deux modèles : une « mobilisation par délibération » qui explique la genèse des protestations et une « crise polarisante » qui rend compte du passage à la guerre civile. Ces hypothèses mobilisent l'organisation de la société syrienne pré-révolutionnaire{35}. En effet, l'autonomie des champs – politique, syndical, économique, religieux – était étroitement limitée par des logiques transversales, notamment l'action des institutions sécuritaires et des réseaux clientélistes qui se développaient dans tous les domaines de la vie sociale{36}. L'accès aux ressources économiques donne un exemple concret de ce processus. En Syrie, l'appartenance à des réseaux proches du pouvoir est une forme de capital social{37}, directement à l'origine de l'accumulation économique. Alors que le capital social est souvent perçu comme secondaire ou dérivé par rapport au capital économique, il est ici premier. Plus généralement, le régime contrôle trop étroitement les acteurs collectifs (syndicats, partis, associations) pour que ceux-ci puissent jouer un rôle dans la genèse du mouvement. En conséquence, les mobilisations ne partent pas d'un champ particulier (syndical ou politique) ; elles ne sont pas relayées par les institutions propres à un champ.

Nos entretiens révèlent que la mobilisation initiale est d'abord le résultat d'engagements individuels relativement indépendants des positions sociales et des appartenances communautaires. Les discussions informelles que déclenchent les événements en Tunisie et en Égypte sont directement à l'origine de la

mobilisation. Ces débats amènent une transformation des opportunités politiques perçues[38], indépendamment de l'évolution même du régime syrien. La catégorie de « printemps arabe », conjointement construite par les médias et les protestataires, renforce chez les Syriens l'identification du régime de Bachar al-Assad aux autres régimes arabes renversés. Bien que cette catégorie gomme des différences significatives entre les régimes[39], elle est performative et joue un rôle décisif dans les engagements individuels. Par ailleurs, les débats ont lieu dans des espaces semi-privés (petits groupes, internet) qui garantissent un minimum de sécurité.

Lors de ces délibérations, les intervenants définissent le sens du conflit, souvent en reprenant les thèmes et les arguments avancés dans les révolutions tunisienne et égyptienne. Ces échanges permettent la constitution d'un point de vue commun sur les moyens légitimes et la nature des revendications. D'abord, les demandes sont nationales, universalistes et unanimistes, par-delà les solidarités locales et communautaires. Le refus d'accepter les concessions socio-économiques du régime et le caractère moral et politique des slogans et des symboles suggèrent que les contestataires s'engagent dans « *une lutte pour la reconnaissance* » qui dépasse, au moins provisoirement, les clivages communautaires et sociaux[40]. Les intérêts personnels ou catégoriels s'effacent des discours au profit d'objectifs collectifs passablement abstraits. Comme dans d'autres situations révolutionnaires (l'Afghanistan en 1979 et la Libye en 2011), les oppositions communautaires perdent – provisoirement – de leur efficacité en raison des engagements individuels au nom d'idées universalistes. Ensuite, la délibération sur les fins est indissociablement liée à une réflexion sur les moyens. La référence aux Printemps arabes amène à protester pacifiquement dans l'espace public, choix qui sera maintenu pendant des mois malgré la violence de la répression.

Loin de négocier, de s'effondrer ou de gérer la répression *a minima*, le régime radicalise la crise par le passage à la violence. Cette logique de polarisation est rendue possible par la cohésion d'institutions dominées par l'appareil sécuritaire, celui-ci renforçant son rôle de contrôle et de régulation dans tous les champs. En désignant les manifestants comme des ennemis intérieurs, le régime légitime un usage illimité de la violence. À l'inverse, dans les cas de la Tunisie et de l'Égypte, les protestations débouchent sur une paralysie des institutions et entraînent la chute des régimes[41]. En Syrie, les protestataires n'ont pas de relais institutionnels et, confrontés à une violence croissante de la répression, ils sont contraints à la lutte armée.

Les institutions révolutionnaires

Dans sa phase initiale (2012-2013), la guerre civile offre deux traits inattendus par rapport à la plupart des conflits comparables : l'absence de territorialisation des groupes armés, qui représente une condition de possibilité pour un second phénomène, la reformation rapide d'institutions civiles non partisanes. En effet, dans les régions contrôlées par les insurgés, débute un processus d'institutionnalisation qui touche de nombreux domaines. Ce mouvement commence quand les premiers groupes militaires, improvisés et sans structure de coordination, s'agrègent en formations qui compteront plusieurs milliers d'hommes. Par la suite, les révolutionnaires syriens formeront des institutions civiles, militaires et une représentation extérieure sur un modèle explicitement étatique.

La coexistence de groupes armés non-hiérarchisés aurait pu conduire à une fragmentation territoriale et politique sur le modèle afghan, somalien ou congolais[42]. Or, on constate au contraire la grande facilité avec laquelle les combattants passent d'un groupe à un autre et la rareté des conflits armés entre ceux-ci, malgré l'absence de hiérarchie et d'instance d'arbitrage. De plus, ces unités improvisées fusionnent très souvent pour pouvoir s'attaquer à des objectifs plus ambitieux. La première explication de cette situation atypique tient à l'absence de partis politiques, très peu implantés en Syrie avant 2011 et rejetés par les protestataires comme une source de division. De plus, les groupes armés – même s'ils ont souvent une même origine géographique – ne représentent pas une communauté, ce qui explique la mobilité des combattants d'une unité à l'autre. Jusqu'au printemps 2013, les groupes insurgés qui avancent avec le front se pensent comme la préfiguration d'une armée nationale. D'un point de vue comparatif, la Syrie est proche du modèle libyen, alors que l'Afghanistan, la Somalie et l'Est de la République Démocratique du Congo représentent des situations de territorialisation rapide des mouvements armés.

Après la coexistence des groupes armés, la seconde question porte sur la reconstitution rapide d'institutions civiles. Dans les zones hors du contrôle du gouvernement de Damas, de nouvelles institutions émergent en quelques mois avec le soutien des groupes militaires. Leur reformation est un effet des demandes sociales – relayées par des manifestations et des pressions informelles – d'une population en plein désarroi. Elle renvoie également à l'existence de réseaux militants formés dans la phase pacifique de la protestation. En effet, ces réseaux, initialement informels, connaissent un processus d'institutionnalisation, qui se poursuivra avec la mise en place d'élections et d'un début de bureaucratie.

Du fait d'un quasi-monopole des révolutionnaires sur la représentation politique et l'organisation bureaucratique, les nouvelles institutions qui émergent dans les territoires insurgés apparaissent comme la forme objectivée de ces réseaux militants.

La fragmentation de l'insurrection

Si la formation d'institutions civiles et militaires de type étatique est la tendance dominante dans les zones insurgées jusqu'au printemps 2013, comment expliquer ensuite l'éclatement violent de l'insurrection et la radicalisation idéologique ? De notre point de vue, la polarisation et la fragmentation politique – autant que le produit de la crise – reflètent des logiques externes à la société syrienne. Ces logiques inter- ou transnationales sont d'autant plus efficaces que l'insurrection a une faible capacité d'auto-organisation, ce qui renvoie à la nature décentralisée des groupes militaires. Ainsi, on observe une très forte dépendance par rapport aux acteurs extérieurs : diaspora, pays étrangers, mouvements transnationaux. Cette proposition doit être précisée dans la mesure où il faut distinguer la communautarisation du conflit (le clivage sunnite-chiite pour l'essentiel), résultat de processus complexes à la fois internes et externes, et la fragmentation politique directement attribuable à des acteurs transnationaux. On distinguera donc le processus de territorialisation et la communautarisation du conflit.

D'abord, le passage à la violence du côté des protestataires durant l'année 2012 enclenche une communautarisation du conflit qui est exacerbée par les acteurs extérieurs. Les discours prennent progressivement une connotation plus religieuse ; la martyrologie liée à la violence des combats tend à exclure les non-sunnites. Alors même qu'on constate une « chiitisation » marquée du régime en raison de la dépendance vis-à-vis de l'Iran et du Hezbollah libanais, les mouvements de l'insurrection affichant une idéologie islamiste (parfois pour des raisons purement tactiques) reçoivent des financements importants du Golfe en 2012-2013 notamment. Ceci contribue à affaiblir le courant séculaire de l'insurrection, d'ailleurs peu soutenu par les pays occidentaux.

Ensuite, des mouvements transnationaux – le PKK et la mouvance al-Qaïda – s'implantent avec succès en Syrie, car ils sont mieux structurés que les organisations proprement syriennes. De plus, la politique de Damas a été de favoriser les groupes les plus radicaux (accords informels avec le PKK, libération des jihadistes de la guerre d'Irak) pour diviser l'opposition. Ces groupes suscitent l'éclatement de l'insurrection, car ils combattent pour le

contrôle exclusif d'un territoire et l'imposition de modèles politiques radicalement différents. En juin 2014, l'État islamique proclame un califat dans les territoires sous son emprise en Irak et en Syrie, premier pas vers la reconstitution de l'Oumma. La logique eschatologique du mouvement explique son apparente irrationalité et son extériorité par rapport aux sociétés syrienne et irakienne.

La société syrienne dans la guerre

Plusieurs années de guerre civile ont profondément transformé la société syrienne. Pour analyser les modalités de ces mutations, il faut partir de ce qui caractérise une guerre civile : une situation de retrait ou de disparition de l'État, contesté par un ou plusieurs mouvements armés. En d'autres termes, il s'agit d'une *sociogenèse inversée de l'État* provoquée par la disparition, plus ou moins complète selon les régions, des monopoles étatiques[43]. Le retrait étatique permet notamment à des groupes d'accumuler un capital militaire, c'est-à-dire la capacité à exercer une violence organisée mobilisant des compétences bureaucratiques et des ressources économiques. Or, le monopole de la violence est fondateur car sa disparition entraîne la fin des autres monopoles (justice, monnaie, frontières, impôts). La fin de la garantie étatique amène une transformation, brutale et non anticipée de la valeur des différents capitaux et de la conversion entre capitaux[44]. En raison de l'éclatement du territoire national, ceux-ci ont désormais une valeur différente selon les régions.

Trois dimensions de ces transformations se révèlent particulièrement importantes : le capital social, les ressources économiques et la hiérarchie ethnique. En premier lieu, le capital social de la grande majorité des Syriens diminue, car l'appauvrissement, l'exode, l'insécurité et les difficultés de communication affectent directement la capacité à entretenir des liens. Cette situation-limite révèle comment le capital social est lié à d'autres formes de capitaux et au rôle de l'État, contrairement à l'idée que la capacité à entretenir des liens sociaux renvoie à des dispositions purement individuelles. Dans ce contexte d'isolement croissant des individus, une minorité de Syriens impliqués dans les protestations de 2011 contre le régime voient leur capital social s'accroître du fait de leur appartenance aux réseaux révolutionnaires.

En second lieu, les ressources économiques sont nécessaires aux organisations militaires qui combattent en Syrie et, dans un contexte d'effondrement de la production, l'accumulation passe essentiellement par la prédation, la taxation et le contrôle des flux. La situation syrienne correspond donc à première vue aux

propositions qui, à la fin des années 1990, analysent les guerres civiles comme des espaces de compétition pour l'accumulation des moyens de la violence et leur usage en vue de bénéfices économiques[45]. Cette conception, bien qu'elle rende compte de rationalités économiques effectivement présentes, est trompeuse. En effet, la formation des groupes militaires et la conversion de la coercition en ressources économiques ne répondent pas à une logique de marché en l'absence de situation d'équilibre concurrentiel. La logique de l'accumulation de la puissance militaire est celle d'une recherche de monopole. Contrairement à ce que ces théories supposent, l'absence de monopole de la violence crée une situation fondamentalement instable, car il n'existe pas de mécanismes garantissant la sécurité des acteurs, ni le partage du territoire. De plus, les acteurs militaires en Syrie ne réinvestissent pas le capital accumulé selon une logique économique. Au contraire, l'accumulation de ressources économiques conduit plutôt à une intensification de la violence dans une logique de reconstruction du monopole étatique. On retrouve la même logique notamment dans les conflits afghans et irakiens, ce qui montre que les usages économiques du capital militaire ne sont pas à même de créer les conditions d'un partage stable des territoires et de leurs ressources.

En troisième lieu, le régime identitaire a définitivement disparu. Par « régime identitaire », on entend l'ensemble des pratiques et des discours qui hiérarchisent, définissent et organisent les rapports entre groupes ethniques et religieux. Les relations entre groupes ethniques ou religieux ne sont pas stabilisées car la hiérarchie et les relations entre communautés dépendaient en grande partie de l'action du régime. Ce dernier jouait un rôle central dans la définition des rapports entre groupes ethniques ou religieux[46]. La hiérarchie identitaire avait ainsi une composante hégémonique dans le sens où elle était un classement garanti par l'État. Le retrait de ce dernier amène une dénaturalisation brutale des hiérarchies entre groupes. L'émergence de différents territoires politiques – gouvernement, régions kurdes, insurrection, État islamique – entraîne la coexistence de régimes identitaires concurrents. En effet, être alaouite, druze, chrétien ou sunnite n'a pas les mêmes effets selon que l'on est en zone gouvernementale à Latakia, dans la partie rebelle d'Alep, sous domination de l'État islamique à Raqqa et dans la ville kurde de Aïn al-Arab sous contrôle de la branche locale du PKK.

* *
*

Les trois premières parties rendent compte des trois phases de la révolution

syrienne. D’abord, nous présentons le régime et la société à la veille des premières manifestations (chapitre 1), puis la genèse des protestations (chapitre 2) et le passage à la guerre civile (chapitre 3). Ensuite, nous analysons la formation des institutions militaires (chapitre 4), civiles (chapitre 5), ainsi que la représentation extérieure (chapitre 6). Puis, nous étudions la fragmentation de l’insurrection à partir de sa dimension internationale (chapitre 7), des mouvements kurdes (chapitre 8), de l’islamisme (chapitre 9), puis au travers du cas particulier de l’État islamique (chapitre 10). La quatrième et dernière partie déplace le regard sur les mutations de la société syrienne à partir de trois thèmes : le capital social (chapitre 11), l’économie de guerre (chapitre 12) et les hiérarchies communautaires (chapitre 13).

Première partie

Genèse d'une révolution

Chapitre 1
Le système al-Assad

Plus qu'à une illusoire présentation exhaustive de la société syrienne, les analyses ci-dessous visent à identifier quelques éléments nécessaires pour comprendre la crise qui débute en mars 2011[47]. On présentera en particulier la société prérévolutionnaire à partir de trois thèmes : la nouvelle économie politique des années 2000, les usages de l'identité et l'absence de mobilisation sous l'effet de la répression.

L'économie politique du régime syrien

À la veille de la révolution de 2011, la Syrie est en proie à des tensions sociales et économiques qui affectent son système politique. En effet, le régime syrien est passé d'un système « socialiste », caractérisé notamment par la mise en œuvre d'une réforme foncière, la marginalisation de la bourgeoisie et une étatisation de l'économie, à un système néolibéral où la privatisation de pans entiers de l'économie s'effectue au profit des proches du pouvoir et au détriment des classes moyennes et populaires. Le pouvoir met également en place une gestion par décharge qui accroît la communautarisation et permet l'économie d'une réforme structurelle de l'État[48].

Arrivé au pouvoir en 1970, Hafez al-Assad s'appuie initialement sur les ruraux et la petite bourgeoisie, en partie acquis au régime par une politique de redistribution. L'étatisation de l'économie permet de marginaliser les anciennes

élites économiques et sociales[49]. En effet, les liens avec la clique au pouvoir conditionnent l'accès aux ressources[50] ; les élites économiques se recrutent au sein de réseaux réunissant hauts dignitaires du régime et membres des services de sécurité[51]. Dès les années 1980, Michel Seurat écrivait ainsi que les « *nouvelles "classes" bourgeoises* [...] *se développent non pas à partir de leur contrôle de l'appareil de production, mais en tant que classes parasitaires de la bourgeoisie bureaucratique. Quant à celle-ci, elle n'existe pas, par définition, indépendamment de l'État, au niveau des rapports de production* »[52].

Or, l'économie sur laquelle repose ce système est fragilisée dans les années 1990, lorsque le régime enregistre une baisse de ses rentes. En premier lieu, les pays du Golfe cessent de verser à la Syrie une partie de leurs revenus pétroliers, la solidarité entre pays arabes et la confrontation avec Israël ne constituant plus leur priorité. De plus, la production pétrolière syrienne atteint son pic de production en 1996, au point qu'il devient importateur net à partir de 2006[53]. Enfin, le retrait de l'armée syrienne du Liban en 2005 prive le régime des 750 millions de dollars de revenus annuels liés à la contrebande le long de la « route militaire ». Les officiers en poste au Liban perdent quelques milliers d'euros de revenu mensuel, le blanchiment d'argent dans le secteur bancaire libanais prend fin, ainsi que le contrôle de la culture de drogue dans la Bekaa, que le régime de Damas sous-traitait aux militaires pour garantir leur loyauté[54].

Comme l'explique Elizabeth Picard, le régime syrien entreprend, dans les années 2000, une profonde transformation : « *Pour reprendre une comparaison avec d'autres régimes autoritaires, en particulier dans la région arabe, le régime syrien est entré dans une phase "post-populiste" où le maintien des privilèges du groupe au pouvoir l'emporte sur les promesses de développement* »[55]. En effet, la diminution de ses revenus pousse le régime à libéraliser son économie. L'accession au pouvoir de Bachar al-Assad coïncide ainsi avec une accélération des réformes commencées avec la loi n° 10 de 1991, qui visait à libéraliser l'économie syrienne et à faciliter les investissements étrangers[56]. En 2000 et 2001, une série de lois permettent ainsi l'émergence d'un système bancaire privé, d'une bourse et d'universités privées. De plus, des zones économiques spéciales sont créées sur le modèle chinois pour attirer des investissements étrangers. De nombreuses entreprises publiques sont privatisées et, en 2007, le secteur privé compte pour 70 % de l'activité économique[57]. Sa part dans les importations passe d'un cinquième en 1981 à quatre cinquièmes en 2003[58].

Cependant, pour reprendre les termes de Caroline Donati, « *le processus d'*infitah *(libéralisation) s'est toujours fait dans la plus grande retenue et sous surveillance, le régime étant soucieux de conserver le contrôle des ressources*

économiques »[59]. Dans les années 1990 et 2000, des hommes proches du pouvoir prennent ainsi le contrôle de pans entiers de l'économie[60]. « *Le régime a procédé secteur par secteur pour libéraliser l'économie. Ses membres ont ainsi pu garder le contrôle* », explique un homme d'affaires aleppin réfugié en Turquie, « *une famille, dont l'un des membres était ministre de la santé, a ainsi pu développer une grande entreprise pharmaceutique, parce qu'une partie de ses revenus était directement reversés au clan au pouvoir* »[61]. De même, la mise en place de la plus grande zone industrielle du pays à Cheikh Najar, en périphérie d'Alep, s'accompagne d'une manipulation du zonage au profit du maire de la ville et de ses alliés, qui y multiplient les investissements[62]. L'ouverture économique se traduit donc par une corruption généralisée avec une confusion croissante entre biens publics et privés[63]. Rami Makhlouf, cousin de Bachar al-Assad, est le symbole de ces nouveaux arrangements. Il contrôle Syriatel, le premier réseau de téléphonie mobile, les magasins *duty-free* dans les aéroports, les postes frontières syriens, la majeure partie de la Byblos Bank et possède des intérêts dans les hydrocarbures, l'importation de cigarettes et la collecte des déchets. De plus, il est à la tête de deux consortiums, Al Cham et Al Suriyya. Le premier réunit 70 membres cooptés pour un capital de 350 millions de dollars, le second regroupe 25 héritiers de grandes familles pour un capital de 80 millions de dollars[64]. Ces entreprises reçoivent la plupart des contrats attribués par l'État et leur participation au capital des entreprises étrangères conditionne une autorisation de s'installer en Syrie. La compagnie égyptienne Orascom Telecom finira ainsi par abandonner sa participation de 25 % dans SyriaTel en raison des exigences de Rami Makhlouf[65]. Seules les entreprises internationales trouvent encore un intérêt à investir dans les secteurs à forte rentabilité (finance, luxe, tourisme, foncier) en acceptant de financer les proches de Bachar al-Assad[66]. Pour avoir contesté en 2001 l'attribution du secteur de la téléphonie mobile à Rami Makhlouf, Riyad Saif, propriétaire de la franchise Adidas en Syrie, a été emprisonné. De même, la famille Sankar a été forcée de s'exiler après un différend avec lui au sujet de l'attribution de la franchise Mercedes[67].

En confisquant les bénéfices des réformes économiques, le régime abandonne les politiques publiques favorables aux classes populaires[68]. À partir des années 1990, du fait des difficultés économiques et de l'échec de la politique de collectivisation des années 1960 et 1970[69], le gouvernement syrien n'investit plus assez de ressources dans les territoires ruraux et les zones récemment urbanisées. Le chômage, la mauvaise gestion par le régime de la sécheresse de 2006-2010 et l'absence de politique d'urbanisation sont aggravés par la faiblesse des mécanismes de redistribution[70]. À la veille de la révolution, l'ancrage du

régime dans les villages et les petites villes est réduit, surtout en comparaison avec les années 1970[71]. Les institutions satellites du parti Baas, qui encadraient la population dans les années 1970, ont perdu leur importance trois décennies plus tard[72]. Le parti a ainsi cessé d'être un vecteur d'ascension sociale[73] et ses structures ne constituent plus une ressource essentielle pour les élites politiques. Selon Fabrice Balanche, « *L'adhésion au Baas est une condition d'accès à l'administration*, [...] *mais ce n'est plus une distinction* »[74]. Dans le même sens, un habitant de Maraa, une petite ville dans le nord du gouvernorat d'Alep, explique : « *Nous autres fonctionnaires, nous étions tous membres du Baas. C'était un moyen efficace d'être promu dans l'administration. Il s'agissait surtout de ne pas faire de politique* »[75]. Ainsi, Damas compte seulement 29 000 militants actifs pour 4,5 millions d'habitants en 2004[76]. Le parti Baas des années 2000 compte encore des pratiquants, mais bien peu de croyants.

La Syrie des années 1990-2000 présente donc le paradoxe d'un régime autoritaire qui poursuit une politique néolibérale de retrait de l'État. Or, comme en Égypte et en Turquie, les villes syriennes connaissent un rapide accroissement[77]. L'appauvrissement continu des campagnes depuis les années 1980 et la sécheresse des années 2000 accélèrent un exode rural dont les effets sont multipliés par une croissance démographique annuelle de 2,5 %, soit un doublement de la population tous les 20 ans[78]. Cette croissance affecte en priorité les petites villes rurales[79] dont la population est souvent multipliée par cinq, voire dix depuis les années 1980. « *La population de notre ville* [al-Bab] *a beaucoup augmenté, mais aucune réforme n'a été faite pour accueillir les nouveaux habitants venus des campagnes. Nous manquons d'écoles, d'hôpitaux, le réseau électrique n'est pas adapté* »[80]. Les quartiers auto-construits qui surgissent dans les grandes villes du pays représentent près de la moitié de la surface d'Alep et de Damas[81]. Enfin, l'afflux de réfugiés irakiens, près 1,5 million recensés en 2007, accélère encore la croissance urbaine et la hausse des prix de l'immobilier[82].

Le régime, incapable de mettre en place une politique d'urbanisme[83], laisse les nouveaux citadins s'entasser dans des logements souvent insalubres avec un accès limité aux services publics[84]. Dans les quartiers auto-construits, le pouvoir s'assure en principe de la docilité de la population en jouant sur les régularisations qui permettent de sécuriser la propriété des logements informels et conditionne l'accès aux services publics[85]. Cette stratégie n'est pas nouvelle puisque, dès les années 1960, le régime joue de sa capacité à réorganiser les limites administratives pour s'assurer de soutiens locaux[86]. Cependant, l'État garantit alors la création d'emplois administratifs, ce qui n'est pas le cas 40 ans plus tard. Enfin, dans les années 2000, la gestion informelle de la délinquance est

un autre signe de la faible présence de l'État dans certains quartiers[87].

À partir des années 1990, la crise économique appauvrit durablement les classes moyennes et populaires, qui souffrent de la libéralisation brutale de l'économie et du dynamisme insuffisant d'un secteur privé miné par la corruption[88]. Le salaire d'un fonctionnaire oscille entre 150 et 300 dollars par mois, un ouvrier gagne autour de 70 dollars. Or, en 2007, les dépenses mensuelles d'un couple sans enfant à Damas dépassent en moyenne les 600 dollars[89]. La plupart des hommes ont un second emploi, généralement non déclaré, parfois un troisième. De même, chaque année, des centaines de milliers de Syriens se rendent au Liban pour travailler[90]. Le secteur informel est vital pour une grande partie de la population, ce qui explique que 60 % des transactions sont réalisées en liquide. Ainsi, près de la moitié des emplois agricoles sont illégaux[91] et les zones frontières deviennent le lieu d'intenses trafics (cigarettes, textiles), mobilisant souvent des solidarités ethniques ou tribales[92]. Les échanges non monétarisés d'objets ou de services se multiplient. Si le secteur informel permet à la population de survivre, il grève un peu plus le budget de l'État dont l'assise fiscale se réduit d'autant que, par ailleurs, la taxation des entreprises est largement symbolique[93].

Au final, on constate une confiscation de la richesse nationale au profit de la clique liée au régime[94]. Ces inégalités sont ressenties d'autant plus fortement qu'elles s'accompagnent d'une consommation ostentatoire des élites[95] et d'un accès accru des classes moyennes aux médias (y compris étrangers), à internet et à la téléphonie mobile. La distance sociale devient à la fois plus grande et plus visible[96]. D'un côté, les élites internationalisées proches du régime disposent de passeports, étudient à l'étranger et achètent des biens importés. De l'autre, les enfants de la classe moyenne, souvent diplômés, mais sans capital économique, et les milieux populaires, qui résident dans des quartiers informels, voient leur niveau de vie se dégrader[97].

Les usages de l'identité

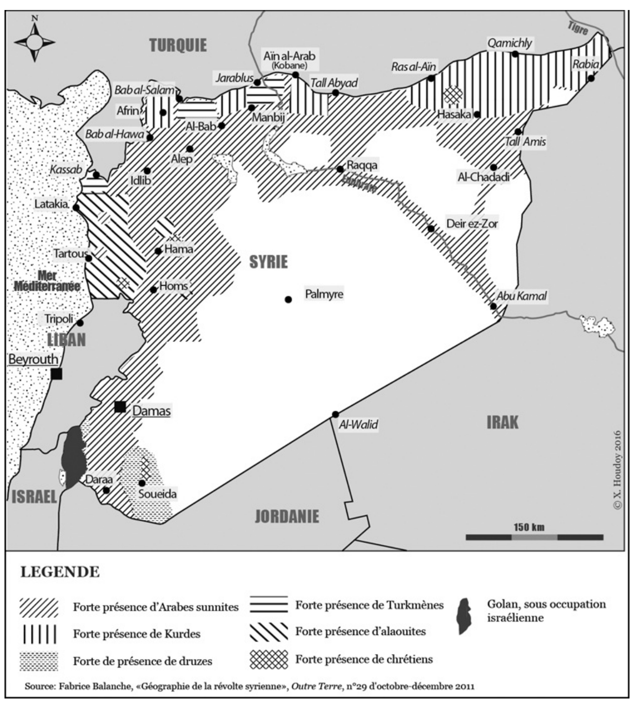
La guerre civile est souvent présentée, nous y reviendrons, comme une conséquence de la structure multicommunautaire de la Syrie. Pourtant, l'importance – indéniable – des appartenances communautaires dans nombre de situations quotidiennes n'implique pas *ipso facto* qu'une communauté soit un acteur politique constitué, ni que l'État représente un groupe particulier. En réalité, le régime syrien perpétue, voire aggrave, la communautarisation de la société, car il a abondamment instrumentalisé les clivages communautaires pour

assurer sa survie.

L’identité ethnique ou confessionnelle joue un rôle dans des contextes spécifiques, à commencer par le marché matrimonial. On constate une endogamie forte, et peut-être croissante, des communautés. Catherine Dupret-Schepens montre ainsi que, sur un échantillon de 33 familles, soit 3 332 individus appartenant à différentes communautés ethniques et religieuses, le taux de mariages mixtes s’élève à seulement 2,1 %, dont 1,5 % sont des mariages à l’étranger{98}. De plus, ces couples et les enfants qui en sont issus se heurtent à des rejets, y compris au sein de leur famille{99}. Plus généralement, « *dans les pratiques quotidiennes, la mixité est loin d’être la règle : un chrétien ira consulter un médecin chrétien* »{100}. De même le système de transport en Syrie est révélateur de fractures communautaires{101}.

Tableau 1 : la composition ethnique et religieuse{102}

Groupe	**Population en 1953, milliers**	**% en 1953**	**Population (estimations) 2004, milliers**	**% (estimations) en 2004**	**Multiplication entre 1953 et 2004**	**Taux de croissance annuel (‰)**	**Population 2012 (projection), milliers**	**(pr**
Arabes sunnites	2 259	61,8	12 765	71,7	5,7	3,40	15 800	
Alaouites	399	10,9	1 846	10,4	4,6	3,00	2 200	
Kurdes	248	6,8	1 450	8,1	5,8	3,46	1 800	
Chrétiens	479	13,1	946	5,3	2,0	1,33	1 000	
Druzes	113	3,1	350	2,0	3,1	2,22	400	
Ismaéliens	37	1,0	171	1,0	4,6	3,00	200	
Turkmènes	49	1,3	114	0,6	2,3	1,66	100	
Chiites	15	0,4	69	0,4	5,6	3,00	80	
Tcherkesses	23	0,6	68	0,4	3,0	2,13	80	
Yézidis	3	0,1	14	0,1	4,7	3,02	20	
Total	3 657	100,0	17 793	100,0	4,9	3,10	21 600	



Carte 1 : Ethnies et confessions (2011)

Cette endogamie s'accompagne d'une concentration spatiale au sud du pays pour les druzes, à l'ouest pour les alaouites, dans le nord et l'est pour les Kurdes et dans les villes pour les chrétiens et les ismaéliens. Cette répartition historique a cependant été bouleversée par l'urbanisation. Par exemple, en 2011, la majorité des Kurdes vivent à Damas et à Alep, c'est-à-dire en dehors des territoires majoritairement kurdes des gouvernorats d'Alep et de Hasaka, où ils étaient historiquement concentrés. En outre, l'intensité des contacts intercommunautaires varie avec les classes sociales. Dans les universités et parmi les élites internationalisées, les différentes communautés socialisent aisément[103]. L'association d'entrepreneurs sunnites et chrétiens est fréquente, car elle permet de faire jouer des réseaux complémentaires. À l'inverse, les quartiers informels, où vivent les classes populaires, sont plus homogènes. Enfin, si certaines régions ont une dominante communautaire, on ne peut pas parler de territoires cohérents. Les alaouites sont particulièrement nombreux sur la côte, mais de nombreux sunnites et chrétiens y vivent également[104]. Dans ce cas, l'appartenance communautaire est liée aux occupations professionnelles : à Latakia et Banyas, les alaouites sont très nombreux dans la fonction publique, alors que les sunnites tiennent le commerce et l'industrie, ce qui ne va pas sans créer des tensions[105].

Pour des raisons complexes, les pratiques ostensiblement communautaires se sont multipliées dans la décennie précédant la révolution de 2011. Elles sont

particulièrement évidentes pour les chrétiens de Syrie que le sort de leurs coreligionnaires irakiens a profondément inquiétés. Ce regain de religiosité est manifeste dans la dévotion mariale chez les jeunes filles ou la participation aux offices religieux. Les fêtes religieuses à Maaloula, tolérées par le régime, permettent la réaffirmation des marqueurs identitaires tels que les croix, les cloches ou la consommation d'alcool{106}. Chez les sunnites, Thomas Pierret a montré une importance croissante des pratiques religieuses depuis les années 1970, visible notamment par l'influence grandissante des grands oulémas sunnites{107}. En revanche, chez les alaouites, la pratique du ramadan se répand, ce qui ne correspond pas à une affirmation identitaire (le ramadan n'est pas une pratique alaouite), mais à une tentative de se faire accepter comme musulmans par les sunnites et les chiites. Cet alignement sur les pratiques orthodoxes correspond peut-être à la marginalisation d'une communauté religieuse dont l'existence n'est, paradoxalement, pas officialisée dans les programmes scolaires, où l'éducation religieuse reconnaît uniquement l'islam et la chrétienté.

Ces inquiétudes identitaires, indissociablement liées à des mémoires communautaires, à la situation régionale et à la politique du régime, se traduisent par des tensions croissantes dont témoignent en 2005 les affrontements entre ismaéliens et alaouites à Qadmus et Massiaf ou la construction d'un immense Christ de béton à Sednaya, construit pour être visible par les communautés sunnites voisines. Un religieux chrétien explique ainsi à Caroline Donati : « *Le chrétien redoute voire méprise le musulman, l'alaouite se sent refusé par le sunnite qui méprise ce dernier encore considéré comme un montagnard, les ismaéliens se sentent assiégés par les alaouites* »{108}.

Or, une partie essentielle de l'élite dirigeante du régime syrien est issue de la minorité alaouite, qui était marginale dans la société syrienne ottomane, car elle n'est pas considérée comme musulmane par les sunnites et les chiites. L'établissement, à la suite du coup d'État de 1963, d'un régime dominé par des officiers alaouites est donc un renversement de la hiérarchie communautaire. Pour des raisons qui ne sont d'ailleurs pas uniquement communautaires, le régime n'a jamais été pleinement accepté par les sunnites, notamment les anciennes élites ottomanes qui dominaient la Syrie après l'indépendance{109}. De plus, la démographie réduit l'assise communautaire du régime de décennie en décennie : « *Il y a là un dilemme, rarement souligné. Les communautés et les régions les plus sûrement acquises au régime – montagne côtière alaouite, Jabal druze, Golan et Damas – sont, en principe, les plus menacées par la démographie explosive de la majorité. La perte de poids démographique ne devrait pas tarder à toucher les autres secteurs* »{110}.

En conséquence, le régime joue une stratégie complexe pour conserver le

pouvoir : rapprochement de la famille al-Assad avec l'islam orthodoxe, maintien d'une domination alaouite dans le secteur sécuritaire, intégration de représentants de toutes les communautés au sein de la clique au pouvoir. En premier lieu, la famille al-Assad a tenté d'intégrer les alaouites dans le courant chiite majoritaire. Sous pression syrienne, l'imam chiite libanais Mousa al-Sadr a reconnu les alaouites comme chiites en 1973{111}. La constitution syrienne stipulant que le président doit être musulman, il s'agissait aussi pour Hafez al-Assad de prévenir une contestation de sa légitimité{112}. Dans les années 2000, le régime a laissé se développer le prosélytisme chiite dans un contexte de rapprochement avec l'Iran. Comme l'explique un habitant de Raqqa : « *Les chiites ? Il n'y en avait pas autrefois à Raqqa. Ils ont été convertis par des Iraniens qui, dans les années 2000, sont venus restaurer d'anciens lieux saints, les tombes de Muhammad bin Yasir et de Wahis al-Qurani. Ils vivaient dispersés dans la banlieue de la ville. Un Syrien qui se convertissait touchait 5 000 lires par mois, versées par Téhéran. Beaucoup de pèlerins d'Iran se rendaient à Raqqa, on les reconnaissait, car leurs femmes portent une* ʻabaya (vêtement féminin islamique) *différente de celles des locaux* »{113}. À la suite de la conversion de plusieurs milliers de personnes, les autorités religieuses sunnites demandent en 2008 à Bachar al-Assad de faire cesser le prosélytisme chiite{114}. Parallèlement, la famille au pouvoir donne des garanties d'orthodoxie (le mariage de Bachar al-Assad avec une sunnite va dans ce sens), les dirigeants prient dans les mosquées sunnites depuis Hafez al-Assad, et le clan entretient des relations suivies avec certains oulémas sunnites{115}. Loin de représenter les intérêts de la communauté alaouite, la famille al-Assad cherche à marginaliser les cheikhs alaouites au profit de ses clients{116}. La communauté elle-même demeure pauvre et ne profite que marginalement de l'accession de la famille al-Assad au pouvoir. La plupart des alaouites, employés dans les échelons inférieurs de l'administration, sont aussi peu payés que les autres fonctionnaires{117}.

Malgré cette ouverture réelle, le régime laisse le contrôle des institutions de sécurité à des alaouites, car ils ne sont pas en position de trahir le régime. Confier la sécurité du pouvoir à un groupe minoritaire et méprisé est une technique classique dans les systèmes impériaux ou multicommunautaires. Peut-être pour maintenir une apparence d'ouverture, Hafez et Bachar al-Assad ont souvent choisi un sunnite comme ministre de la Défense, dont le plus connu a été Mustafa Tlass, un compagnon de la première heure de Hafez al-Assad et un sunnite comme Ali Mameluk peut se voir confier la tête des services de sécurité. Mais si l'armée et les services de sécurité comptent de nombreux sunnites, les postes-clés sont réservés aux alaouites{118}. Les quelques commandants sunnites

sont regroupés dans la 2e division, alors que les unités d'élite de l'armée qui protègent la capitale, les Forces spéciales, la Garde républicaine et la 4e division, sont contrôlées par des alaouites{119}. Certains sunnites commandent des unités importantes (7e et 10e divisions, compagnies 554 et 636 des Forces spéciales), mais ils constituent plutôt des exceptions. Des officiers alaouites des renseignements ou de la 4e division ont souvent plus de pouvoir qu'un général sunnite. Enfin, le régime a facilité l'installation de populations alaouites dans certaines banlieues stratégiques de Damas{120}.

Cependant, le fonctionnement du régime – hors institutions sécuritaires – est multicommunautaire, l'appartenance aux milieux dirigeants repose sur des solidarités politiques ou des intérêts économiques plus que sur l'appartenance à la communauté alaouite{121}. Historiquement, les officiers qui prennent le pouvoir en 1963 proviennent de diverses communautés et l'idéologie bassiste sert de lien entre les officiers au-delà des appartenances religieuses{122}. Avec la libéralisation des années 2000, la politique syrienne continue de fonctionner au profit d'une élite multicommunautaire, mais les intérêts économiques partagés remplacent définitivement le projet idéologique{123}.

Le régime renforce les clivages en instrumentalisant les notabilités au sein des communautés. Ainsi, « *les chrétiens sont partagés entre suivre un clergé proche du pouvoir, prêt à des compromissions, mais qui peut les aider dans leur quotidien, ou s'abandonner à un mouvement de piété populaire* »{124}. Pour les druzes, le régime a coopté les élites claniques installant une forme de gouvernement indirect dans la province, très majoritairement druze, de Soueida{125}. De même, les élites tribales, considérablement affaiblies par les politiques de détribalisation des années 1970 et 1980, ont été intégrées ou marginalisées au profit des notables proches du régime. Au nord d'Alep par exemple, les membres les plus influents des tribus et des minorités sont proches du régime. Dans les environs d'Azaz, les grandes tribus (Kenlo, Derbala, Amuri, Ayubi) coopèrent avec le régime pour protéger leurs intérêts économiques et permettre à leurs chefs d'accéder à des positions de pouvoir, jusqu'au Sénat pour le plus important d'entre eux. « *À Alep, le pouvoir s'est allié à deux chefs tribaux pour exercer son contrôle. Ainsi, les Beri tiennent l'appareil sécuritaire de la ville, tandis que les Chehadé ont un rôle plus politique, notamment un siège au parlement* »{126}. Les élites tribales de la province de Raqqa, notamment les Chawi, ont largement profité de la privatisation des terres depuis l'accession au pouvoir de Bachar al-Assad{127}.

La situation des Kurdes révèle concrètement les ambiguïtés et les manipulations qui constituent le fond de la politique communautaire du régime{128}. Dès la fin des années 1950, les Kurdes subissent de sérieuses

discriminations en raison d'un nationalisme syrien fondé sur l'arabité qui exclut les autres ethnies. Ainsi, la réforme agraire, mise en œuvre dans le reste de la Syrie, n'est pas appliquée dans les régions kurdes, car elle aurait dépossédé les propriétaires arabes au profit des paysans kurdes. L'expropriation de Kurdes et la redistribution des terres à des Arabes venant d'autres régions commence dans le cadre de la politique de la « ceinture arabe » dès 1961{129}. Le dernier exemple en date est la restriction du droit de propriété pour les Kurdes (décret 49 de septembre 2008). Par ailleurs, associations et partis politiques ne peuvent pas légalement faire référence à la culture kurde. Enfin, la nationalité syrienne est refusée à certains Kurdes syriens. Sous prétexte de débusquer les Kurdes turcs qui auraient illégalement franchi la frontière turco-syrienne, le gouvernement prive de leur nationalité plus de 120 000 Kurdes de la région de la Jazira{130}. Ceux-ci ont, depuis 1962, un statut d'étranger (*ajnabi*) officialisé par une carte d'identité rouge. Ce statut se transmet aux enfants et concerne en 2011 des centaines de milliers de personnes{131}. Devenus apatrides, ils sont privés du droit de vote, mais aussi de la possibilité de posséder un bien, de gérer un commerce, d'avoir un passeport ou d'être fonctionnaire.

Ces mesures discriminatoires ont renforcé le sentiment identitaire kurde{132}, mais sa transformation en mobilisation politique s'est heurtée à plusieurs obstacles. D'abord, les Kurdes n'occupent pas un espace continu, leurs revendications ne peuvent pas se construire par rapport à un territoire de référence{133}. Ils se répartissent entre différentes poches le long de la frontière turque, plusieurs villages au nord d'Alep et, enfin, plusieurs quartiers des agglomérations d'Alep et de Damas. Le caractère kurde de certaines zones est incontestable, notamment les poches de la Jazira, d'Aïn al-Arab (Kobane) et d'Afrin, mais celles-ci sont trop réduites et éloignées les unes des autres pour constituer la base d'une stratégie territoriale. De plus, les quartiers majoritairement kurdes d'Alep et de Damas (où vivent la majorité des Kurdes syriens) et les villages kurdes de la province d'Alep ne peuvent pas, dans un environnement essentiellement arabe, former un territoire distinct.

Ensuite, la répression a eu pour effet de couper progressivement la population des partis kurdes, contraints à l'exil. Un parti historique comme la branche syrienne du PDK (Partiya Demokrat Kurdistane, Parti Démocratique du Kurdistan), créée en 1957, travaille dans la clandestinité et n'a que peu d'influence en Syrie même. « *Les partis politiques ne nous ont jamais vraiment soutenus durant les années 2000* », explique un protestataire kurde syrien sans affiliation partisane. « *Ils n'étaient pas là en Syrie, et même depuis l'extérieur, ils nous incitaient à la retenue et refusaient de nous aider pour ne pas se mettre le régime à dos* »{134}. Enfin, le régime utilise des personnalités kurdes, notamment

des cheikhs issus des confréries, comme Ahmed Kuftaro, grand mufti de la République (1964-2004), et Muhammad Sa‘id Ramadan al-Buti. De plus, le régime recrute des Kurdes dans l’armée, notamment dans la garde présidentielle et a utilisé des milices kurdes contre les Frères musulmans à Alep en 1980 et à Hama en 1982[135].

Le régime instrumentalise par ailleurs le PKK pour contrôler les Kurdes syriens et déstabiliser la Turquie. Depuis son départ de Turquie en 1979 jusqu’à la fin des années 1990, l’état-major du PKK est installé en Syrie[136]. À cette époque, les autres organisations kurdes sont sévèrement réprimées, mais le PKK peut recruter des Kurdes syriens à condition de ne pas agir en Syrie même[137]. La présence du PKK et sa collaboration avec le régime rendent difficile une mobilisation d’ampleur des Kurdes syriens. « *Le PKK travaillait main dans la main avec le régime. Au lieu de faire ton service militaire pour l’État syrien, tu pouvais le faire dans les rangs du PKK. Si tu t’opposais au régime, c’était le PKK qui te dénonçait et venait t’arrêter* »[138].

En 1998, cédant aux pressions de la Turquie, Hafez al-Assad expulse Abdullah Öcalan, le leader du PKK, tandis que les services de sécurité syriens démantèlent les structures de son parti en Syrie et arrêtent des centaines de militants. Malgré la formation en 2003 d’une branche syrienne sous le nom de PYD (Partiya Yekitiya Demokrat, Parti de l’union démocratique), le PKK perd de l’influence, ce qui se traduit par un regain de mobilisation chez les Kurdes. Le mouvement de protestation parti de Qamichly en 2004 illustre la montée de la contestation. Face à des manifestants kurdes revendiquant leurs droits civiques, Damas ne parvient pas à enrayer le mouvement autrement que par une répression brutale, qui provoque des dizaines de morts. Le régime est également contraint de s’appuyer sur des Arabes récemment installés dans les régions kurdes, pour attaquer les manifestants accusés d’entretenir des visées séparatistes avec le soutien des pays occidentaux[139]. Face au régime, les protestataires kurdes restent isolés, car leurs revendications ne trouvent pas d’écho au sein de la population arabe[140]. Les mobilisations restent limitées à certaines localités kurdes dans la Jazira, à l’est de la Syrie, là où les forces de sécurité sont les moins nombreuses. Dans les grandes villes comme Damas et Alep, les manifestations qui partent des quartiers kurdes sont faciles à contrôler. « *En 2004 nous étions seuls face au régime. J’étais sympathisant de l’UPK* (Yekitiya Nistimani Kurdistane, Union Patriotique du Kurdistan), *mais ce parti ne nous a pas aidés. Notre mobilisation était spontanée, sans organisation. Avec des amis, nous descendions dans la rue pour manifester* »[141]. Si les mobilisations kurdes sont des échecs, elles préfigurent cependant le mouvement de 2011 à la fois par l’absence des partis politiques, leur nature spontanée et la difficulté du régime à

réagir dans les zones périphériques. Au final, avant 2011, le régime organise une division verticale de la société pour éviter une contestation généralisée et utilise des relais communautaires pour s'assurer de son contrôle.

Une société démobilisée ?

Dès son arrivée au pouvoir, le régime baassiste a mis en place une surveillance systématique de la population et la répression – brutale et immédiate – de toute forme de dissidence. La diminution des ressources et les évolutions démographiques ont entraîné une dégradation progressive de ce système : la Syrie de 2011 est un État policier en manque de ressources. Ainsi, à partir des années 1980, l'État laisse certains territoires urbains et ruraux sous-administrés. Le gouvernorat d'Alep compte moins d'un policier pour cinq cents habitants[142]. La situation est encore pire dans les quartiers auto-construits d'Alep comme Salaheddin (100 000 habitants), qui ne compte aucun commissariat, ou celui d'al-Sukari. « *Dans notre quartier* [al-Sukari], *les forces de sécurité étaient très faibles. On comptait environ 40 policiers et entre 50 et 100 supplétifs pour 300 000 habitants* »[143]. De même, la ville de Maraa compte une cinquantaine de policiers pour plus de 40 000 habitants, soit moins d'un policier pour mille habitants[144].

Les services de sécurité ont principalement deux fonctions : le contrôle des institutions et l'élimination de toute dissidence. D'une part, la multiplicité des agences de sécurité qui se surveillent mutuellement vise à prévenir les coups d'État en évitant la concentration du pouvoir. D'autre part, l'ensemble de l'appareil d'État participe à l'espionnage de la population pour prévenir toute mobilisation en utilisant notamment les *mukhtar* (relais administratifs au niveau du quartier)[145]. Dans les immeubles, les gardiens sont enrôlés par les services de sécurité pour les informer des faits et gestes des habitants[146]. En travaillant de façon préventive, le régime économise les coûts de la répression d'un mouvement social constitué[147]. En ce sens, la torture et les disparitions jouent un rôle stratégique pour prévenir l'engagement individuel et briser ceux qui montrent des velléités de résistance[148].

Pour éviter toute contestation, le régime s'est efforcé de détruire, de contrôler ou de coopter tous les acteurs susceptibles de mobiliser la population : organisations professionnelles, tribus, oulémas et intellectuels. En conséquence, les champs sociaux sont faiblement institutionnalisés, sans véritable autonomie vis-à-vis de la clique au pouvoir. Les logiques propres aux différents champs (économique, culturel, religieux) sont parasitées en permanence par des enjeux

politiques ou sécuritaires. La proximité avec les services de renseignement (*mukhabarat*) donne plus d'influence qu'une position dans la hiérarchie officielle des institutions. Ainsi, le directeur d'une école de Maraa doit composer avec l'homme de ménage lié au parti et aux services de sécurité{149}. Même au sein du parti Baas, l'appui d'une des institutions de sécurité est essentiel dans une carrière militante. En conséquence, avant même la crise du printemps 2011, les Syriens agissent au quotidien dans un environnement caractérisé par la faible autonomie des institutions en raison de la centralité d'acteurs ou d'enjeux transversaux (appareils de sécurité, clientèles).

Cependant, les difficultés économiques du régime à partir des années 1990 limitent son contrôle sur la société. Certains champs (religieux, associatif ou culturel) gagnent en autonomie dans leur fonctionnement quotidien et leur organisation interne. Durant les années 2000, plusieurs recherches s'étaient attachées, face à la perception d'un régime tout-puissant, à dégager les marges d'autonomie des oulémas et des associations. Le même constat – autonomie fonctionnelle associée à un étroit contrôle – s'applique au champ culturel{150}. Cécile Boëx montre ainsi comment les milieux intellectuels, fortement compromis avec le pouvoir, peuvent, dans une certaine mesure, « *exprimer des points de vue critiques sur l'ordre politique à travers la pratique artistique notamment* », mais « *principalement au service de stratégies esquivant la confrontation directe avec le pouvoir* »{151}. Pour paraphraser Fawwaz Haddad, l'écrivain syrien est plus libre dans ses romans qu'en dehors{152}. Caroline Donati conclut ainsi : « *[...] les artistes inventent une production originale de qualité, mais leurs œuvres sont rarement subversives et ils sont en définitive encadrés par ceux qui les rémunèrent : des personnalités issues du régime ou qui lui sont liées* »{153}.

Le clergé constitue un cas limite : le régime n'a en effet pas les moyens de s'immiscer dans la formation des oulémas{154}. En outre, les religieux négocient avec le pouvoir dans un rapport relativement favorable dans le contexte du réveil islamique. Comme l'explique Thomas Pierret, « *le champ religieux est géré par l'État dans une perspective purement "négative", c'est-à-dire axée sur la neutralisation des menaces sécuritaires qui pourraient en émaner* »{155}. Ainsi, le cheikh Ibrahim al-Salqini, issu d'une grande famille d'oulémas et proche des Frères musulmans dans les années 1970, était le mufti d'Alep lors des premières manifestations de 2011{156}. Par ailleurs, on a vu que Bachar al-Assad s'est efforcé de se présenter publiquement comme sunnite et les institutions du Baas ont été partiellement islamisées, de même que le droit de la famille{157}. Dans les années 2000, les religieux gagnent une influence croissante dans l'enseignement, les organisations caritatives et les médias. En s'appuyant sur le capital social des

oulémas et l'argent d'entrepreneurs privés, la fondation Zyad est ainsi devenue l'organisation charitable la plus importante de Damas et a pu négocier une autonomie limitée[158]. Cependant, après 2008, Bachar al-Assad renforce son contrôle sur le champ religieux. Des instituts de formation directement gérés par le régime sont créés et plusieurs dignitaires religieux qui s'étaient permis de critiquer le régime sont mis en prison, dont le fils de l'ancien grand mufti Salah al-Din Kuftaro[159]. L'efficacité du contrôle du régime est manifeste durant le mouvement de protestation de 2011 : les cheikhs importants et les imams des mosquées collaborent généralement avec le régime syrien.

Le régime a produit une société dépolitisée où disparaissent la production sociale de la politique et, réciproquement, la capacité des organisations politiques à se saisir des activités sociales[160]. Cette dépolitisation se traduit par une distance entre les autorités, désignées au terme de processus opaques, et le reste de la population. Les élections en Syrie sont formelles, sans concurrence réelle, et les partis alliés au Baas sont de simples satellites qui ne constituent pas une offre politique alternative. « *En janvier 2011, juste avant la Révolution* », confie un habitant d'Alep, « *le maire d'Alep a été changé brutalement, sans que l'on sache pourquoi. Mais cette pratique était habituelle, le système politique était clos sur lui-même et la population n'avait que très peu d'informations sur ses dirigeants* »[161].

En outre, le régime baassiste a éliminé tous les mouvements politiques indépendants. La répression fut particulièrement efficace puisqu'à la veille du mouvement protestataire de 2011, aucune organisation politique d'opposition n'avait de réel ancrage en Syrie. Après la répression des années 1980, les Frères musulmans et les partis de gauche sont déconnectés de la société[162]. De plus, la contestation kurde en 2004 a confirmé la faible implantation des partis kurdes syriens[163]. Cette faiblesse des mouvements de dissidence devient manifeste lors de la « Déclaration de Damas » de 2005. Cette déclaration, pourtant bien relayée à l'étranger, vient d'une plateforme d'intellectuels, de dissidents et de partis politiques, sans capacité à mobiliser.

L'impossibilité d'une protestation portée par les acteurs institutionnels a deux conséquences : des coûts initiaux élevés pour les protestataires et une généralisation potentielle très rapide de la protestation en raison de l'absence d'interlocuteurs capables d'articuler des demandes sectorielles et négociables.

Chapitre 2
Une révolution d'anonymes

Le 13 mars 2011, quinze adolescents de Daraa, une ville du sud de la Syrie, sont torturés par les services de renseignement pour avoir écrit des graffitis contre le régime. Cet incident est suivi de protestations dans la ville puis, rapidement, dans une grande partie du pays. Ces manifestations, pacifiques, soulèvent une série de questions. Pourquoi descendre dans la rue quand on sait le pouvoir prêt à tirer sur la foule ? Comment organiser la contestation quand la surveillance policière semble omniprésente ? Comment rendre compte des slogans unanimistes et de la présence de minoritaires ethniques et religieux dans les cortèges, en contradiction avec une logique communautariste supposée dominante ?

Différentes théories à l'épreuve du cas syrien

Une première série d'interprétations privilégie les tensions communautaires et la dégradation de la situation économique sur fond de croissance démographique incontrôlée comme explication des manifestations. Fabrice Balanche soutient notamment que les demandes populaires ignorées par le régime syrien ont conduit à un mouvement de protestation. En raison de l'inégalité de l'allocation des ressources entre groupes ethnico-religieux, la dégradation de la situation économique aurait, de plus, exacerbé les tensions communautaires. Ainsi, l'auteur de « Géographie de la révolte », ramène le mouvement du printemps

2011 à une mobilisation des zones périphériques arabes sunnites. « *Les territoires de la révolte sont exclusivement sunnites, et plus précisément en croisant avec le critère ethnique : arabes sunnites, c'est-à-dire ceux de la communauté dominante* »[164].

Cette interprétation repose sur un double glissement : d'une part, l'identité des protestataires est déduite de la localisation géographique des protestations et, d'autre part, la nature des revendications est mécaniquement dérivée de l'identité supposée des protestataires. Or, comme l'indiquent nos entretiens, les individus manifestent souvent en dehors de leur quartier, ce qui rend aléatoire le lien entre lieu de la manifestation et identité des manifestants. De plus, les quartiers sont rarement homogènes, ce qui introduit une incertitude supplémentaire. Enfin, si la logique communautaire était initialement dominante en Syrie, comment expliquer que des jeunes Kurdes et chrétiens participent aux protestations dans le gouvernorat d'Alep, que des Kurdes se mobilisent dans l'est et des druzes dans le sud de la Syrie[165] ?

L'autre élément d'interprétation – les protestataires appartiendraient aux populations marginalisées – est pour le moins à nuancer. En effet, le public des manifestants ne se résume pas, loin de là, aux sunnites pauvres : une partie des enfants de la bourgeoisie d'Alep, de Damas et de Homs participent aux protestations et, dans de nombreux cas, jouent un rôle décisif dans leur organisation. De même, les protestations ont commencé à Daraa, une région parmi les mieux représentées dans les élites dirigeantes et qui a bénéficié d'investissements étatiques. Enfin, ces analyses font l'impasse sur le discours des manifestants – décrit comme un « *écran de fumée idéologique* » –, évacuant ainsi la subjectivité des acteurs au profit d'explications objectivistes, où les demandes se traduisent mécaniquement par la mobilisation des communautés[166].

Au fond, cette interprétation renvoie à la théorie de la frustration relative, critiquée en raison de l'absence de critère définissant le seuil à partir duquel les frustrations se transforment en mobilisation[167]. En effet, cette approche n'explique pas pourquoi les individus s'engagent dans la mobilisation à ce moment précis. L'hypothèse économico-communautaire échoue par ailleurs à analyser ce qui se joue dans les protestations – délibérations, invention d'un discours, création de ressources –, interdisant toute intelligibilité de la trajectoire du mouvement syrien.

Par ailleurs, les théories de la mobilisation des ressources ne rendent pas compte du cas syrien[168]. En effet, à la veille de la révolution, aucun groupe ne dispose des ressources pour organiser une mobilisation contre le pouvoir. Les rares dissidents demeurent en prison ou en exil ; les principales institutions sont

sous étroite surveillance. Le constat d'Elizabeth Picard en 2005 reste valable : « *En interrogeant le monde associatif, les milieux intellectuels laïcistes, la mouvance islamiste, force est de constater que, même combinées avec des pressions extérieures et dans un contexte de crise économique, les dynamiques sociétales peinent à induire des changements démocratiques en Syrie* »[{169}].

En utilisant l'approche par la mobilisation des ressources à un niveau local, certains auteurs ont fait l'hypothèse que les premières protestations émergent dans les régions où les réseaux de solidarité – claniques, transnationaux, criminels, familiaux – sont les plus denses et les plus interpénétrés, notamment à Daraa[{170}], point de départ de la contestation, ainsi qu'à Idlib, Homs et Deir ez-Zor[{171}]. Or, des entretiens menés avec des participants aux premières manifestations dans ces quatre provinces suggèrent que cette hypothèse n'est pas valide et que ces derniers n'appartiennent pas à des familles influentes ou à des réseaux de contrebande[{172}]. Par ailleurs, même en admettant cette hypothèse, comment expliquer la contagion presque immédiate à des régions géographiquement éloignées ? Au final, on constate l'absence à peu près universelle d'associations, de partis politiques, de grandes figures culturelles et de tribus dans le mouvement initial de protestation[{173}]. Les rares organisations ayant appelé à protester ont un rôle marginal et ne peuvent certainement être créditées des mobilisations initiales.

Les manifestations syriennes se rangent donc dans la catégorie des mobilisations sans mobilisateurs dans la lignée des événements d'Iran en 1979 et d'Allemagne de l'Est en 1989. Or, les deux grandes approches appliquées pour rendre compte de ces mobilisations, le choc moral et la Théorie du Choix Rationnel (TCR), ne sont pas utilisables en raison de leurs faiblesses internes autant que des particularités de la situation syrienne.

La référence constante à Daraa amène à considérer l'hypothèse d'un « choc moral » pour rendre compte de la participation des individus aux manifestations[{174}]. Mais cette approche n'explique pas pourquoi la protestation se produit *à ce moment précis*. En effet, l'incident de Daraa suscite l'indignation, mais ne révèle rien au public syrien, qui subit la violence du régime depuis des décennies[{175}]. En ce sens, le cas syrien confirme les critiques relatives au caractère potentiellement circulaire du concept de choc moral dans la mesure où il est difficile de préciser à quel moment l'indignation est telle qu'elle débouche sur une mobilisation[{176}]. De plus, le rôle des événements de Daraa dans le déclenchement des protestations au niveau national doit être relativisé. Ainsi, les graffitis de Daraa s'inscrivent dans une série de protestations, peu médiatisées, mais qui témoignent d'une mobilisation déjà engagée. Enfin, dans un régime aussi répressif, l'expression publique d'une émotion constitue un acte de

contestation qui indique une opposition *préalable* au régime.

En principe, la TCR offre une autre piste pour rendre compte de la mobilisation, mais se heurte *prima facies* à une aporie. En effet, comment expliquer que des individus descendent dans la rue pour des biens collectifs, alors que les risques individuels (torture, assassinat) sont considérables ? L'individu modélisé par la TCR n'a aucun intérêt à s'investir dans une mobilisation quand la répression entraîne des risques aussi exorbitants[177]. Dans ce cadre théorique, le paradoxe du *free rider* est d'autant plus incontournable qu'aucune incitation sélective n'est démontrable[178]. En effet, les premiers individus qui manifestent ne sont liés à aucune institution qui pourrait affecter significativement les coûts et les bénéfices de l'action envisagée.

Pour contourner le paradoxe du *free rider*, Mark Granovetter propose, en s'appuyant sur les travaux de Thomas Schelling et sur la théorie des jeux[179], une Théorie de la Masse Critique (TMC). Dans cette hypothèse, les bénéfices qu'un individu tire de son engagement dépendent directement des choix des autres individus. En effet, chacun possède un seuil (fixé au préalable) à partir duquel il estime que le nombre d'individus qui manifestent rend son engagement suffisamment peu coûteux et le succès assez probable pour se mobiliser à son tour. Ces engagements successifs peuvent créer des manifestations massives et inattendues car, la répartition des seuils n'étant pas uniforme, la mobilisation peut connaître des accélérations significatives.

La TMC a été utilisée pour rendre compte des mobilisations en Iran et en Allemagne de l'Est. Ainsi, Timur Kuran fonde son explication de ces événements sur la réduction des coûts politiques provoquée par le nombre croissant de manifestants, permettant à chacun d'exprimer publiquement ses préférences privées (son mécontentement) auparavant dissimulées[180]. Susanne Lohmann généralise les hypothèses de Kuran en modélisant les engagements individuels comme un jeu de signalisation : « *The status quo becomes unsustainable when mass protest activities reveal information about its malign nature and lack of public support* »[181]. Dans cette logique, l'information sur le régime, jusque-là invisible car diffuse en raison de la passivité de la population, devient publique et entraîne une mobilisation en cascade.

La TMC se révèle une théorie *ad hoc*, inadaptée au cas syrien, et qui ne s'inscrit plus à deux moments clés dans les postulats de la TCR. D'une part, alors même que le rôle décisif des premiers manifestants est reconnu, ceux-ci demeurent le point aveugle du modèle. En effet, Granovetter et Lohmann supposent l'existence d'individus « extrémistes », définis par leur tendance à s'engager indépendamment du coût de l'action et donc de la participation des autres. Or, cette catégorie n'a ici guère de réalité : les Syriens qui descendent

dans la rue manifestent pour la première fois, dans un pays où la protestation publique est rarissime, et ne sauraient donc être classés comme « extrémistes » au sens de Lohmann. On a vu que les premiers manifestants sont indépendants de toute organisation politique. En laissant inexpliqué le processus d'engagement des premiers manifestants, la TMC ne permet pas d'expliquer le moment décisif de la mobilisation. Plus largement, on voit mal comment le comportement de ces individus « extrémistes » ressortirait d'une rationalité égoïste.

D'autre part, les manifestants qui rejoignent ensuite le mouvement peuvent effectivement le faire en raison de risques perçus moindres. Cependant, un tel comportement suppose un individu qui apprécie les risques et les probabilités de succès[182], mais n'implique rien sur la nature plus ou moins altruiste de ses objectifs. Autrement dit, un individu peut décider de s'engager au moment où les risques paraissent diminuer, mais au nom de valeurs universelles et d'intérêts collectifs. Au final, les hypothèses de la TCR sur la rationalité égoïste des individus sont ici un obstacle dirimant à toute explication des mobilisations.

Enfin, la TMC suppose que les préférences des individus sont stables, ce que contredisent les recherches empiriques sur les révolutions iraniennes, est-allemandes, ainsi que nos propres résultats[183]. Dans le cas de la révolution iranienne, Kurzman montre la transformation des seuils d'engagement des individus entre 1977 et 1979, à mesure qu'ils évaluent différemment la viabilité du mouvement[184]. L'engagement public ne fait pas que révéler des préférences existantes, il les transforme et change en conséquence les objectifs des manifestants.

Ainsi, la mobilisation syrienne semble hautement improbable. Pourquoi des individus peu politisés, ne disposant d'aucune structure de mobilisation, décideraient-ils de braver un système répressif particulièrement violent ? La mobilisation s'explique par des événements hors de la scène syrienne, les Printemps arabes, qui laissent percevoir aux Syriens une fenêtre d'opportunité. Pour autant, ceux-ci n'ont d'effets que parce qu'ils entraînent des délibérations dans des espaces semi-privés. Enfin, les modalités d'actions sont le produit des contraintes imposées par le régime et du sens donné à l'engagement.

Les effets du Printemps arabe

À l'exemple d'autres contagions révolutionnaires – le Printemps des peuples de 1848 ou l'effondrement du bloc soviétique –, le Printemps arabe est perçu par la population syrienne comme une fenêtre d'opportunité pour transformer ou

renverser le régime. En effet, ces événements se situent dans un « espace public arabe », qui construit une similarité des régimes politiques et des destins[185]. Tous les témoignages recueillis montrent la passion avec laquelle les Syriens ont suivi les événements : « *Les révolutions en Tunisie, en Égypte et au Yémen se sont déroulées comme un rêve pour nous. Quand Tripoli est tombé, je me suis dit que c'était possible ! Qu'on avait également une chance contre Bachar en Syrie ! L'impossible devenait pensable !* »[186]

La catégorie de « printemps arabe », conjointement construite par les médias et les protestataires, renforce chez les Syriens l'identification du pouvoir aux régimes arabes renversés. Les médias internationaux, notamment France 24, BBC, Al Jazeera[187] et Al Arabiya, jouent un rôle central dans ce processus. Leur caractérisation des régimes en place – autoritarisme, prédation, culte du chef et corruption organisée par le clan au pouvoir – facilite l'identification du régime syrien aux régimes égyptien ou tunisien. Les chutes successives de Zine al-Abidine Ben Ali, Hosni Moubarak, Mouammar Kadhafi et Ali Abdallah Saleh installent en effet la perception d'un régime syrien prêt à tomber. Bien qu'elle gomme des différences significatives entre les régimes[188], cette catégorie est performative et joue un rôle décisif dans les engagements individuels : « *Plus on recevait d'informations sur les manifestations qui se déroulaient ailleurs, plus le fait de manifester nous semblait réaliste* »[189]. On retrouve ici les analyses de Charles Kurzman sur la révolution iranienne : « *This appearance of stability was self-fulfilling: if people expected protest to fail, only the courageous or foolhardy would participate. With such small numbers, protest could not fail to fail. So long as revolution remained "unthinkable', it remained undoable. It could come to pass only when large numbers of people began to "think the unthinkable"* »[190].

Dès la chute de Ben Ali en janvier 2011, le régime anticipe une protestation en désamorçant les incidents ou en durcissant la répression selon les cas. En mars, les services de sécurité torturent des adolescents à Daraa, tandis qu'un mois plus tôt, le 17 février, au Suq Hamidiyya de Damas, le ministre de l'Intérieur s'excuse publiquement pour des violences policières[191]. Par ailleurs, Bachar al-Assad tente de se dissocier des régimes en proie à la protestation populaire. Ce dernier déclare ainsi dans le *Wall Street Journal* le 31 janvier 2011 : « *If you want to talk about Tunisia and Egypt, we are outside of this ; at the end we are not Tunisians and we are not Egyptians* »[192].

Dès la fin du mois de janvier, le Printemps arabe entraîne un engagement et des expressions publiques impensables quelques semaines auparavant. Sous le couvert de prêches contre Ben Ali et Moubarak, des imams de Damas et de Homs se lancent dans une critique voilée du régime que le public entend

parfaitement. La page Facebook « Révolution syrienne 2011 » est créée le 18 janvier 2011[193]. À Damas, le 31 janvier 2011, une centaine d'opposants syriens manifestent place Arnus avec des bougies et des écriteaux sur lesquels est écrit « *Oui à la liberté* » (*Na'am lil-hurriyya*)[194]. Le 17 février 2011, une altercation entre un policier et un commerçant au Suq Hamidiyya de Damas déclenche une manifestation contre la violence policière[195]. À Alep, en février 2011, un homme indique sur Facebook son intention de s'immoler à la manière du Tunisien Mohamed Tarek Bouazizi[196]. Un autre Aleppin se rend tous les vendredis sur la place Saadallah al-Jabri dans l'espoir de rencontrer d'autres protestataires pour occuper les lieux[197]. En parallèle, dès février 2011, les appels à manifester se multiplient sur les réseaux sociaux[198]. Le 15 et 16 mars, des Syriens manifestent à Damas en dépit de la répression des services de sécurité[199]. Les premières protestations d'ampleur, le vendredi 18 mars 2011, montrent que manifester est possible ou, comme le dit un Aleppin, que « *la révolution devenait pensable* »[200].

La délibération

Quelle approche rend compte des manifestations à la fois dans leur genèse et leur développement ultérieur ? De notre point de vue, la genèse des protestations s'explique par un schéma de « mobilisations par délibération ». En effet, l'acteur idéal-typique présente trois caractéristiques. Premièrement, il calcule les risques et les probabilités de succès à partir d'une information imparfaite et variable dans le temps. Deuxièmement, il arbitre entre différentes fins qui peuvent être collectives ou individuelles, altruistes ou égoïstes. Enfin, il prend ses décisions à l'issue de délibérations solitaires ou de discussions, qui lui permettent de former ses préférences. Le modèle que nous proposons repose sur la transformation des calculs, de la sociabilité et des objectifs des individus dans un contexte non-routinier.

À partir du début de 2011, des réunions informelles consacrées aux révolutions arabes marquent le début de la mobilisation. En effet, le simple fait de se réunir pour commenter l'actualité est un crime en Syrie et suppose déjà une forme d'engagement. De ce fait, ces délibérations ont lieu dans des espaces semi-privés (petits groupes, internet) qui garantissent une relative sécurité. Une manifestante aleppine explique ainsi : « *J'étais subjuguée par les révolutions, mais ma mère, dont j'étais proche, m'a dit tout de suite à qui je pouvais parler, quel cousin était dangereux ou non* »[201]. Un jeune Aleppin, chef d'une petite entreprise de création de sites internet, installe une télévision dans ses locaux

pour connaître l'opinion de ses employés[202].

Les délibérations ont une importance stratégique parce qu'elles sont – simultanément – un lieu d'échange d'informations, de calcul des risques et des bénéfices, ainsi que de formation des projets. L'évaluation continuelle des contextes d'action, l'intensité émotionnelle et la définition d'un bien collectif sont dans une relation circulaire. Ce modèle permet également de comprendre comment les groupes informels deviendront au fil des mois des réseaux militants.

La probabilité d'agir est affectée par ce contexte non-routinier de deux façons : l'hyperactivité calculatrice et la dynamique de groupe. D'abord, les actions envisagées induisent une incertitude et donc une augmentation du temps et de l'énergie investis dans la discussion avant le passage à l'action. Les individus manifestent une attention plus grande aux conséquences de leurs actions car les routines institutionnelles, qui agissent comme un réducteur d'incertitude au niveau individuel, s'affaiblissent ou disparaissent. La volonté de minimiser les risques n'implique pas l'absence d'erreurs, notamment en raison du haut degré d'incertitude et de leur inexpérience. Ensuite, les délibérations en petits groupes conduisent probablement à une prise de risques plus élevée. En effet, la littérature psychosociologique a montré une tendance à la radicalisation des décisions sous certaines conditions[203]. Ceci pourrait expliquer les décisions initiales quand les risques sont élevés et quand les manifestants ne savent pas avec certitude s'ils vont trouver un soutien dans la population.

Grammaire morale et unanimisme

Dans ces espaces de délibération, les intervenants définissent également le sens du conflit, souvent en reprenant les thèmes et les arguments avancés dans les révolutions tunisienne et égyptienne. Ces échanges permettent la constitution d'un point de vue commun sur les moyens d'action légitimes et la nature des revendications. Premièrement, les revendications sont nationales, universalistes et unanimistes, transcendant les solidarités locales et communautaires. Le refus d'accepter les concessions socio-économiques du régime et le caractère moral et politique des slogans et des symboles suggèrent que les contestataires s'engagent dans une lutte qui dépasse, au moins provisoirement, les clivages communautaires et sociaux. Les intérêts personnels ou catégoriels s'effacent des discours au profit d'objectifs collectifs et passablement abstraits. Deuxièmement, la délibération sur les fins est indissociablement liée au choix des moyens. La référence au Printemps arabe suppose aussi le choix de manifestations

pacifiques, choix qui sera maintenu pendant des mois malgré la violence de la répression.

À partir de l'imaginaire des révolutions arabes, les individus définissent collectivement une « *grammaire morale* » du conflit[204]. Les revendications reprennent un vocabulaire en référence à des valeurs universelles : « *Nous manifestons pour nos droits en tant que Syriens. Au début, je me suis mobilisé par solidarité avec le reste de la population contre un régime qui a confisqué le pouvoir* »[205]. Le caractère unanimiste va aussi dans le sens d'une « lutte pour la reconnaissance », dans laquelle les individus s'affirment comme des sujets moraux, revendiquant une dignité et des droits en dehors des identités communautaires[206]. La grammaire ainsi produite contraint le choix des arguments recevables, des objectifs légitimes et des moyens acceptables pour y parvenir. On observe ainsi une autolimitation du mouvement, dont l'unanimisme du discours se double du choix de modalités d'action pacifiques.

Comme les habitants de Leipzig en 1989 qui marchent en scandant « *Nous sommes le peuple* », les protestataires syriens construisent une identité collective par leurs slogans et leurs revendications[207]. Les demandes communautaires n'apparaissent alors pas dans les manifestations. Par la suite, les protestataires refusent systématiquement les revendications particularistes, en réaction contre la pratique communautariste du régime, ainsi que pour éviter un affaiblissement de la mobilisation. L'unanimisme de la révolte est d'autant plus une évidence pour les acteurs que ceux-ci sont jeunes, faiblement politisés, et ne se retrouvent pas dans les oppositions idéologiques qui ont pu structurer les mobilisations des années 1980.

Les slogans participent directement à la constitution de l'unanimisme. « *Dieu est le plus grand* » (*Allah Akbar*) est un mot d'ordre transgressif dans un régime perçu comme athée, où nul, pas même Dieu, ne saurait être au-dessus de Bachar al-Assad. Il fait consensus dans un pays très majoritairement sunnite, à l'exemple de l'acteur chrétien Fares Al Helou qui, en avril, le scande devant la mosquée Hassan à Damas[208]. Il ne semble initialement pas avoir de connotation anti-alaouite, d'autant que d'autres slogans « *Sunnites et alaouites, unis, unis, unis* » (*Sunni w 'alawi, wahad, wahad, wahad*) et « *Uni, uni, uni, le peuple syrien est uni* » (*Wahad, wahad, wahad, al-cha'b al-suri wahad*) font explicitement référence à une union entre communautés religieuses. De même, le slogan hebdomadaire du vendredi 20 mai, voté sur Facebook et repris par les cortèges du reste du pays, est « *Azadi* », le mot kurde pour liberté, tandis que celui du 17 juin fait référence à Salah al-Ali, le chef alaouite de la révolte contre les Français de 1919. D'autres slogans font référence à une ville, amenant ainsi les manifestants dans l'ensemble de la Syrie à scander, semaine après semaine,

leur solidarité pour toutes les régions du pays. Dans le même esprit, les manifestants détournent les slogans nationalistes du régime, qui mettaient l'union du peuple en lien avec Hafez ou Bachar al-Assad, en faisant appel à des notions universelles. « *Allah, la Syrie, Bachar, et c'est tout* » *(Allah, Suriyya, Bachchar w bass*) devient ainsi dans les cortèges de Daraa « *Allah, la Syrie, la liberté et c'est tout* » (*Allah, Suriyya, Hurriyya w bass*)[209]. Par ailleurs, les vidéos et les témoignages montrent des slogans initialement focalisés sur l'ouverture d'un dialogue politique, qui se radicalisent progressivement jusqu'à demander le départ de Bachar. « *Au début, nos slogans étaient assez généraux. Ce n'est qu'après plusieurs manifestations que nous avons commencé à chanter des slogans contre le régime* »[210]. « *Le peuple veut la chute du régime* » (*al-Cha*'*ab yurid isqat al-nidham*) et le choix de « *Dégage* » (*Irhal*) comme slogan du vendredi 1er juillet 2011 indiquent la radicalisation des demandes.

Les symboles montrés dans les cortèges mobilisent un imaginaire de l'État, ciment de la nation syrienne et explicitement distingué du régime baassiste. Dans un premier temps, les manifestants utilisent le drapeau baassiste (rouge-blanc-noir avec deux étoiles). La question du drapeau devient rapidement un enjeu symbolique qui illustre la centralité du cadre étatique et national – à l'opposé du local et du communautaire[211]. Les drapeaux sur la façade des bâtiments publics deviennent de plus en plus grands, tandis que ceux des manifestants, portés dans les cortèges atteignent plusieurs dizaines, voire centaines de mètres[212]. Le drapeau de l'époque pré-baassiste (vert-blanc-noir avec trois étoiles) apparaît dans les manifestations à l'été 2011, quand les protestataires demandent de manière de plus en plus explicite le départ de Bachar al-Assad. En outre, l'intérêt des manifestants pour les autres régions est manifeste, notamment dans les slogans hebdomadaires votés sur Facebook qui appellent à une mobilisation nationale[213]. Enfin, la répétition constante de « Syrie » et de « liberté », ainsi que, dans une moindre mesure, d'« unité » et de « nation » dans les chants, les slogans hebdomadaires, les noms des groupes politiques, des sites internet et, plus tard, des unités militaires, expriment et entretiennent la définition nationale et unanimiste du mouvement[214].

De l'anonymat aux réseaux militants

La mobilisation prend parce que la catégorie de Printemps arabe fait sens, mais celle-ci ne préjuge pas de ses modalités. Les Syriens comprennent rapidement l'impossibilité de reprendre le répertoire d'action des contestataires tunisiens ou égyptiens. « *Après la chute des régimes tunisien et égyptien, nous*

avons commencé à discuter entre nous des moyens utilisables. Nous savions que le régime syrien était beaucoup plus fort, avec de redoutables services de sécurité. Aussi, nous n'avons pas fait comme dans les autres pays »{215}. Les occupations de sites ne sont pas une stratégie viable en raison de la violence de l'appareil répressif{216}. Une tentative sur la place de l'Horloge, à Homs, le 17 avril, se solde par des dizaines de morts. Les modalités alternatives sont rapidement abandonnées, à l'exemple des manifestations éclairs (*flash mob*) organisées dans les quartiers aisés des grandes villes.

Initialement, le répertoire d'action se limite à des réunions, des marches assez courtes dans un lieu public (mosquée, parc, université) accompagnées de slogans contre le régime. Peu de données sont disponibles sur les participants. D'après les vidéos visionnées sur Youtube et les entretiens dont nous disposons, les cortèges sont composés pour l'essentiel d'hommes jeunes. Des femmes, regroupées au centre ou à l'arrière des cortèges, participent également aux marches et emploient des registres d'actions différenciés comme des jets de riz ou des you-you. À Alep, les manifestants, bien que majoritairement issus des quartiers populaires, viennent également des quartiers bourgeois de l'ouest. On trouve des sunnites, mais aussi des chrétiens et des kurdes. Dans les petites villes du gouvernorat d'Alep, les cortèges sont plus homogènes avec essentiellement des hommes sunnites, mais conservent une diversité socioprofessionnelle (paysans, notables, commerçants, fonctionnaires).

Les modalités de la protestation sont le produit des contraintes installées par le régime syrien, qui poussent les protestataires à réduire les risques d'arrestation. Ainsi, une réunion à plus de trois individus est interdite par le régime. Indépendamment de leur fonction religieuse, les mosquées deviennent le point de départ d'un nombre important de manifestations. En effet, les hommes adultes peuvent s'y réunir, notamment lors du prêche du vendredi. « *La première manifestation à laquelle j'ai participé est partie de la mosquée d'un village voisin d'Alep – même si l'imam était pro-régime – après la prière du vendredi* »{217}. Le régime ne pouvant surveiller l'ensemble des mosquées et des souks, les manifestants gardent une initiative tactique en variant les lieux. « *Chacune de nos manifestations se déroulait dans un lieu différent. La manifestation ne durait que quelques minutes avant de se disperser d'elle-même et de se reconstituer à un autre endroit* »{218}.

De même, l'évaluation du risque explique la distribution des manifestations par quartier{219}. En effet, la carte des manifestations ne correspond pas nécessairement au lieu de résidence des protestataires, qui prennent en compte la présence policière et, pour certains, s'éloignent des lieux où ils peuvent être reconnus. Dans une ville comme Alep, le risque d'arrestation pousse certains

habitants, notamment les jeunes des quartiers les plus administrés – aisés à l'ouest et kurdes au nord – à se rendre dans les quartiers populaires sunnites, auto-construits et sous-administrés. « *Des habitants des quartiers riches, à l'ouest d'Alep, soutenaient les manifestants, mais nous avons très vite abandonné l'idée d'y manifester* », indique un protestataire, originaire de l'ouest de la ville. « *Ces quartiers sont construits avec des rues plus larges, qu'il est moins facile de tenir face à la police. De plus, celle-ci est plus présente dans ces quartiers où elle a ses garnisons, alors que les quartiers périphériques sont moins quadrillés, la population pouvant donc se rassembler plus facilement. Les forces de sécurité, qui viennent de l'extérieur, connaissent moins bien le terrain* ». Un autre manifestant raconte : « *Venir manifester dans l'est d'Alep était très dangereux pour moi. Je devais passer plusieurs barrages du régime avec le risque d'être reconnu et arrêté. Une fois dans les quartiers populaires, je n'avais pas d'endroit où habiter. Je devais rester plusieurs semaines chez des amis révolutionnaires avant de me risquer à rentrer de nouveau chez moi* »{220}. S'engager du côté de la révolution signifie donc quitter sa famille, notamment pour lui éviter des représailles, et s'établir dans les quartiers populaires. Par ailleurs, dans les villes kurdes (Afrin, Aïn al-Arab) et dans le quartier kurde au nord d'Alep, le PYD réprime les manifestations à partir de septembre 2011. Les jeunes protestataires kurdes se rendent alors dans les quartiers majoritairement arabes pour manifester{221}.

Par ailleurs, le nombre d'informateurs travaillant pour le régime est tel qu'il est difficile d'organiser une action collective sans que les forces de sécurité ne l'apprennent et n'arrêtent préventivement les coordinateurs. De ce fait, aucun acteur organisé – syndicats, associations, clans – ou personnalité connue n'est à l'origine des manifestations ou n'aura de rôle important par la suite. De même, le régime, en surveillant les cheikhs et les imams, s'est assuré que les réseaux religieux ne coordonnent pas les protestations{222}. Peu d'imams appellent donc à manifester, bien que certains s'engagent à titre individuel{223}. Par ailleurs, les liens faibles, utiles pour élargir une mobilisation, sont inutilisables dans ce contexte, car les services de sécurité surveillent les communications. Le risque d'être identifié étant très important, les protestataires ne peuvent pas mobiliser leur capital social (leur carnet d'adresses), constitué essentiellement de ces liens faibles{224}. Ainsi, le dirigeant d'une association qui manifeste prend soin de démissionner de la présidence dès le début du mois d'avril pour la protéger ; elle restera d'ailleurs ouverte{225}. De même, le directeur d'une petite entreprise aleppine n'associe pas ses employés à ses activités militantes{226}. Une employée du Programme des Nations Unies pour le Développement démissionne de son travail et se coupe de ses collègues quand elle s'engage dans les protestations à

Damas. « *Je ne savais pas si mes collègues étaient pour ou contre la révolution et j'avais trop peur d'être dénoncée par l'un d'eux. Après les premières manifestations, j'ai donc quitté mon travail et j'ai arrêté de les voir* »[227]. Par ailleurs, Cécile Boëx rapporte le cas d'un réalisateur qui s'engage anonymement, le visage dissimulé, après l'échec des mobilisations d'intellectuels[228].

Pour éviter l'arrestation, les formes les moins risquées d'action sont, d'une part, l'anonymat et, d'autre part, la mobilisation des liens forts – la solidarité de petits groupes familiaux ou amicaux. Un manifestant raconte ainsi, « *nos premières manifestations étaient spontanées et composées d'individus qui souvent ne se connaissaient pas les uns les autres* »[229]. La nécessité de l'anonymat commande les formes des manifestations, notamment des toutes premières. Certains manifestants se couvrent la tête pour éviter d'être identifiés. À cet égard, les villages près des villes jouent également un rôle important dans la phase initiale : « *Au lieu de nous réunir dans les centres-villes, nous avons commencé par manifester uniquement dans les villages, en couvrant nos visages* »[230]. D'autre part, les protestataires agissent avec leur famille et leurs amis les plus proches. « *Nous étions un petit groupe de dix personnes, amis ou cousins. Le jour de la* [première] *manifestation, nous sommes sortis dans la rue, nous étions effrayés ! Lorsque nous avons avancé en chantant nos slogans, les gens nous ont rejoints progressivement. Il y avait beaucoup d'espions du régime, mais ils ne pouvaient pas tous nous suivre* »[231]. Dans cet espace intime, qui est aussi celui de l'humour transgressif avant d'être celui des mobilisations, persiste la confiance indispensable à la prise de risque. Les groupes Volcano, Ahrar al-Sakhur (Les libres de Sakhur), Ahrar Salaheddin (Les Libres de Salaheddin) et Ahfad al-Kawakibi (Les petits-enfants de Abd al-Rahman al-Kawakibi – un penseur nationaliste arabe originaire d'Alep), à Alep ou le groupe de jeunes à al-Bab permettent une action dans la durée[232]. À l'université d'Alep, les groupes qui émergent se structurent d'abord entre étudiants d'un même cursus, le groupe Flower à la faculté d'économie et le groupe Kahraba (Electricité) pour celle de Charia[233]. Ceci indique ou accentue une rupture générationnelle, qui conduira à un retournement de l'ordre habituel avec des « *chabab* » (jeunes) qui s'imposent aux chefs de famille.

Il semblerait cependant que dans les endroits où les réseaux sociaux sont denses, du fait notamment de la persistance de solidarités tribales, les groupes de confiance peuvent impliquer plus d'individus, car il existe des garanties de loyauté par le biais des appartenances claniques. Dans la province de Raqqa et de Deir ez-Zor, la formation de certains groupes de protestataires est ainsi facilitée par les réseaux claniques[234]. Cependant, nos entretiens dans la ville d'Azaz (décembre-janvier 2012-2013) indiquent que, dans ce cas, les logiques

claniques ou tribales sont marginales dans le processus révolutionnaire. Comme on l'a vu, clan et tribu sont des ressources difficiles à mobiliser.

Les liens émotionnels dans les groupes de manifestants sont extrêmement forts avec des références constantes à une seconde famille. À l'épreuve des manifestations, ces noyaux militants vont s'investir jusqu'au point de non-retour quand, se sachant recherchés par la police, ils basculent dans la clandestinité et, pour certains, dans l'action violente. Le capital social révolutionnaire naît des formes spécifiques de l'engagement dans l'action collective dont il constitue indissociablement une condition et un effet[{235}]. Du fait de l'anonymat du mouvement de protestation, ce nouveau capital social n'est pas la continuité de l'ancien. Comme le soulignent les protestataires, les liens créés dans les petits groupes de militants et dans les cortèges sont nouveaux : « *Avant la révolution, je ne connaissais pas très bien les gens avec qui je me suis ensuite engagée* », témoigne une manifestante damascène. « *C'est à force de manifester, de discuter, de prendre des risques ensemble que nous nous sommes connus* »[{236}].

De l'intensité des délibérations et de la prise de risques en commun émerge une communauté émotionnelle qui permet la fermeture du groupe, indispensable à la formation d'un capital social[{237}]. La multiplication des assassinats par les forces de sécurité contribue également à souder les groupes de contestataires dans la fidélité aux camarades disparus. Dans de nombreux entretiens, la comparaison avec la famille s'impose pour exprimer la force de cette fraternité. « *Le groupe auquel j'appartiens est rapidement devenu une véritable famille. Je passe plus de temps avec eux qu'avec ma propre famille. C'est là que je me sens le mieux, je partage avec eux tout ce qui s'est passé depuis 2011* »[{238}]. Le respect d'une grammaire morale conditionne également l'appartenance au groupe. En ce sens, celle-ci est subjectivement vécue comme désintéressée en opposition à l'instrumentalisation des appartenances communautaires perçue comme dominante dans la Syrie d'avant-guerre. Cette forte composante morale est une forme de dénégation de l'utilité du lien social qu'on retrouve, par exemple, au sein des classes privilégiées occidentales[{239}].

Dans un contexte de rupture biographique, les solidarités militantes, en raison des conditions initiales de la mobilisation, apparaissent comme relativement imprévisibles par rapport aux positions sociales des acteurs avant 2011. Ces relations improbables ne permettent pas tout à fait de parler d'une suspension des pesanteurs sociales, mais ces nouveaux liens apparaissent subjectivement comme obéissant à des règles différentes, d'où l'enchantement – voire la nostalgie – qui transpire dans nombre d'entretiens. « *En 2011, tout a commencé à bouger, c'était fascinant. Plus que de la peur, je me souviens de l'ébullition et des liens extrêmement forts qui unissaient notre petit groupe. Dans nos actions,*

on rencontrait beaucoup de gens, venant de milieux différents »[240]. Du mouvement de protestation pacifique contre le régime naissent ainsi les conditions d'une révolution sociale.

Abu 'Umar : un notable dans la révolution

Abu 'Umar (pseudonyme) est issu d'une vieille famille de la ville. Agé d'une cinquantaine d'années, il commerce des vêtements avec la Turquie. Son père est un ancien communiste qui a définitivement cessé la politique après avoir été arrêté une dizaine de jours sous le régime de Hafez al-Assad. Avant la révolution, Abu 'Umar n'a aucun engagement politique ou associatif. En 2011, il participe aux premières manifestations et devient un courrier entre les groupes de protestataires. Ce rôle de confiance lui permet de rencontrer de nombreux manifestants qui dissimulent leurs activités. Il s'agit d'une position particulièrement dangereuse, car il est l'un des rares à connaître des réseaux de contestataires dans différentes parties de la ville. Cela lui permet de multiplier ses contacts au sein du mouvement de protestation à Alep. Connu parmi les révolutionnaires, il reste dans la ville quand l'Armée syrienne libre y pénètre. Par la suite, Abu 'Umar met ses biens personnels à la disposition de la révolution, ce qui accroît encore son prestige.

Sa position au croisement des réseaux révolutionnaires fait de sa maison un lieu de rencontre entre révolutionnaires. « *Chez Abu 'Umar, nous faisons tous partie d'une même famille* », explique un révolutionnaire d'Alep rencontré chez lui[241]. Tous les soirs, et parfois la journée, les révolutionnaires qui connaissent de près ou de loin Abu 'Umar se retrouvent chez lui, se racontent des anecdotes et discutent de l'actualité. Durant le ramadan de l'été 2013, sa maison est un lieu de sociabilité ; de nombreux révolutionnaires s'y retrouvent pour l'*iftar* (la rupture du jeûne).

Ces réseaux lui permettent de collecter de l'argent pour coordonner différentes activités dans son quartier. Il crée ainsi une cantine pour les combattants, finance la boulangerie locale, organise des distributions de nourriture pour les plus démunis et arrange l'achat et la distribution de bonbonnes de gaz. Il participe aussi à la constitution d'un conseil de quartier qui se transformera, au cours de l'été 2013, en mairie d'arrondissement.

La coordination

La synchronisation des agendas et des répertoires entre protestataires s'effectue notamment par les médias et internet. Les chaînes d'informations internationales créent un sentiment d'appartenance à un mouvement national et nourrissent des processus d'imitation entre des mobilisations qui restent locales du point de vue de l'organisation. Les tentatives initiales de coordination sont d'abord des appels à l'unité via Facebook. Celles-ci restent informelles et ne permettent pas la construction d'une direction unifiée au niveau local ou national. Pourtant, l'uniformité des slogans et des répertoires d'action à l'échelle nationale interroge les modalités de coordination du mouvement par le bas à travers les groupes d'interconnaissance qui se constituent.

En premier lieu, les manifestants apprennent par mimétisme les modalités de protestation – par exemple un enfant chantant des refrains révolutionnaires au mégaphone. La couverture médiatique, coproduite par les manifestants et les médias internationaux, permet la diffusion des pratiques protestataires. Les manifestants filment eux-mêmes les cortèges, au moyen de caméras ou de téléphones portables, et les diffusent par Youtube. En effet, les jeunes Syriens font partie d'une génération qui filme sa vie privée. Or, manifester constitue pour la jeunesse un événement exceptionnel : il s'agit de leur premier acte de contestation du régime dans un moment historique. Les chaînes d'information du Golfe, Al Jazeera et Al Arabiya, rendent disponibles ces vidéos à ceux, nombreux, qui disposent d'antennes paraboliques tolérées par le régime. Les manifestants voient donc à la télévision et sur internet comment opèrent les autres protestataires. De ce fait, les manifestations s'uniformisent progressivement, produisant un répertoire commun, qui permet aux acteurs de s'inscrire dans une perspective nationale.

En second lieu, des coordinations locales organisent concrètement les protestations en prenant soin de cloisonner leurs activités : « *Nous étions organisés en plusieurs petits groupes de quelques personnes. Ces groupes n'avaient aucun contact entre eux et personne ne connaissait l'identité des autres individus. Chaque groupe avait un responsable qui était le seul à rencontrer les responsables des autres groupes. Par exemple, tous les jeudis, j'allais rencontrer d'autres responsables de groupes pour fixer le lieu de la manifestation. Si, le moment venu, les services de sécurité nous attendaient sur le lieu choisi, cela voulait dire qu'un des groupes était surveillé. On se débrouillait alors pour savoir lequel et l'exclure du réseau. Grâce à ce système, l'information et les mots d'ordre pouvaient circuler entre nous sans nous mettre en danger* »{242}. Avec le temps, certains manifestants jouent le rôle de courrier entre les différents groupes{243}.

Les prisons deviennent également des lieux où les protestataires se rencontrent, d'autant qu'après l'arrestation et la torture, ils n'ont plus besoin de dissimuler leur identité. Des centaines de milliers de personnes passent ainsi par les prisons du régime, la plupart du temps dans des cellules surpeuplées. « *On était des dizaines par cellule pendant des semaines, puis le régime nous déplaçait, parfois vers une autre ville. J'ai donc fréquenté beaucoup plus de protestataires en prison que je ne pouvais alors en rencontrer en dehors où les manifestations ne duraient que quelques minutes. Cela m'a beaucoup appris sur les techniques du régime, sur la force qu'on représentait* »{244}. Les prisonniers originaires de tout le pays apprennent à se connaître et échangent des informations sur les villes inaccessibles comme Daraa ou Jisr al-Chughur. Les

premiers qui sortent diffusent ces informations et contactent les familles de leurs codétenus[245].

Enfin, les répertoires d'action vont s'inventer et se diffuser au niveau national par les réseaux sociaux. Dans une société densément connectée, Skype et Facebook deviennent des outils de coordination permettant – grâce aux pseudonymes – une relative sécurité car, semble-t-il, peu surveillés par le régime. Des groupes de discussions et des forums se constituent sur Facebook et les contacts se multiplient sur Skype entre des individus qui ne se connaissaient pas avant les manifestations. Les réseaux sociaux deviennent un moyen de faire passer des informations sur les actions à venir et les slogans, permettant la mise en forme d'un mouvement national, en l'absence de structures hiérarchiques ou spécialisées. Les protestataires participent ainsi sur Facebook au scrutin hebdomadaire dans l'ensemble du pays au sujet du slogan qui sera repris à la manifestation du vendredi suivant. Les réseaux sociaux sur internet deviennent des plateformes d'expression dépourvues de hiérarchie formelle, mais où le capital culturel et les connaissances techniques introduisent un biais dans la prise de parole. La coordination ne nécessite pas de ressources logistiques autres, mais alimente dans l'action le sentiment d'appartenir à la révolution.

Chapitre 3
L’entrée dans la guerre civile

Face aux protestations pacifiques, le régime refuse tout dialogue, tente de diviser le mouvement de protestation avec quelques concessions économiques et militarise la répression pour radicaliser l’opposition. Cependant, l’ampleur de la contestation déborde l’appareil sécuritaire et l’armée se révèle incapable de reprendre le contrôle du territoire. La crise change alors de nature ; les protestataires prennent les armes. Après une première phase où l’opposition progresse rapidement, la situation se stabilise et les avancées dépendent ensuite largement des soutiens internationaux de part et d’autre.

Diviser, radicaliser, réprimer

Il est peu probable que le régime ait eu une stratégie cohérente dès le début des protestations. Pour des raisons qui peuvent tenir à des équilibres institutionnels internes au régime, Bachar al-Assad privilégie l’appareil sécuritaire, ce qui se révélera payant car les institutions de sécurité – minutieusement contrôlées et épurées – restent solidaires du régime. À cet égard, la situation de la Syrie diffère profondément de la Tunisie, de l’Égypte et du Yémen, où l’attitude de l’armée joue un rôle décisif dans la chute du régime[246]. Par ailleurs, contrairement à ces pays, où l’aide occidentale au secteur sécuritaire est un facteur d’autonomisation par rapport au pouvoir politique, Bachar al-Assad contrôle initialement les effets de l’aide iranienne et russe. Au printemps

2011, quand le régime subit des pressions de la part de certains de ses alliés, en particulier le Qatar et le Hezbollah, ceux-ci n'ont pas de relais suffisants au sein du régime pour influer sensiblement sur sa politique. Par ailleurs, au lieu d'affaiblir le régime, la violence croissante renforce la cohésion interne des institutions de sécurité (renseignement, armée, police), car ses principaux responsables ont peu de chances de survivre politiquement à une transition. Le régime syrien a par ailleurs construit des résidences pour les officiers et leur famille à la fois pour leur garantir de meilleures conditions de vie et pour s'assurer de leur loyauté en contrôlant leurs proches{247}. Enfin, en communautarisant le conflit, le régime a pris les minoritaires en otage. Les alaouites jouent ainsi un rôle de plus en plus central, car ils ne peuvent plus passer dans l'opposition après les premiers mois de guerre.

Cependant, cette spécificité du régime échappe aux protestataires syriens qui, inspirés par les révolutions égyptienne et tunisienne, misent sur une défection des forces de sécurité, voire une intervention occidentale. À mesure que la répression s'accroît et que les combats s'amplifient, le flux continu des désertions individuelles dissimule aux manifestants la spécificité de la situation syrienne. Encore au début de l'année 2013, les désertions d'officiers supérieurs entretiennent l'espoir d'un effondrement imminent du pouvoir, alors que ce dernier s'est en réalité restructuré autour des institutions sécuritaires et bénéficie d'une importante aide étrangère.

Le régime s'efforce de diviser le mouvement selon trois stratégies. Premièrement, il répond aux manifestations qui se multiplient en offrant des concessions socio-économiques ou en effectuant des reculs tactiques. À Daraa, il engage un processus de négociations avec les notables de la province, les quinze adolescents sont libérés le 20 mars et, trois jours plus tard, le gouverneur est démis. De même, début avril 2011, lorsque les manifestations prennent de l'ampleur à Homs – elles seront, après celles de Hama, les plus importantes du pays –, Bachar al-Assad limoge le gouverneur de la province. Par ailleurs, pour déconnecter les scènes régionales, le pouvoir essaie de noyer les revendications morales et politiques des manifestants dans les « *eaux glacées du calcul égoïste* ». Cependant cette réponse socio-économique échoue : lorsque la conseillère Bouthaina Chaabane propose en mars 2011 une hausse des salaires, les manifestants de la ville scandent le vendredi suivant « *Ô Bouthaina ! Ô Chaabane ! Le peuple de Daraa n'a pas faim !* » (*Ya Buthayna, ya Cha'ban, Cha'b Dar'a mich ju'an !*){248}. Un révolutionnaire de Daraa explique comment le régime tente de rallier les classes moyennes aisées de la ville : « *Après les premières manifestations de mars 2011, le régime a fait beaucoup de promesses : libérer les gens arrêtés, fournir à la ville de Daraa plus de moyens, lutter contre*

le chômage »[249]. De même, à Azaz (gouvernorat d'Alep), le régime tente de reprendre la main en répondant à d'anciennes revendications. « *Lors des premières manifestations à Azaz, les services de sécurité du régime ont proposé de résoudre les problèmes de canalisations d'eau. Ceux-ci duraient depuis des années, mais, soudainement, ils pouvaient être résolus en quelques jours, à condition que les parents contrôlent leurs enfants* »[250]. Par ailleurs, des mesures ponctuelles sont prises en direction des sunnites religieux : l'autorisation du port du *niqab* pour les institutrices, un an après l'avoir interdit, la fermeture d'un casino et le lancement d'Al Nur, une chaîne de télévision religieuse[251]. Enfin, le régime organise des rencontres avec les élites tribales et les grandes familles dans l'ensemble du pays. L'échec de cette stratégie suggère que le régime ne dispose pas de relais pour engager un processus de négociation. Les figures historiques de l'opposition, en exil, n'ont pas de légitimité auprès des protestataires, tandis que les imams ou les chefs de grandes familles sont perçus comme des agents du régime[252].

Deuxièmement, Bachar al-Assad présente la contestation comme le seul fait des Arabes sunnites. Dans les médias officiels, les premiers heurts à Latakia sont ainsi décrits comme une agression des sunnites contre leurs voisins alaouites perpétrée avec l'aide de commandos étrangers financés par les sunnites du Liban et par l'Arabie saoudite[253]. La population sunnite est stigmatisée comme le terreau du terrorisme islamique. « *En 2011, la rhétorique du régime a changé avec une propagande qui affichait partout l'union nationale des Syriens contre les sunnites radicaux. Les services de sécurité ont commencé à traiter différemment la population en s'en prenant particulièrement aux sunnites. Tout a été fait pour nous rejeter en tant que terroristes* »[254].

Dans la même logique, le régime choisit de négocier directement avec des mouvements dont l'idéologie est explicitement identitaire et de ménager les populations minoritaires. « *Très tôt le régime a cherché à nous isoler. Ouvertement, sa stratégie était de ne pas s'aliéner le soutien des communautés minoritaires. Par exemple, pour tenter de nous calmer, le régime a accordé la nationalité aux centaines de milliers de* bidun *kurdes* [Kurdes syriens ayant perdu leur nationalité lors du recensement de 1962], *une revendication que nous portions depuis des décennies* »[255]. Dans les premières semaines, des prisonniers kurdes sont relâchés. Au printemps 2011, le régime conclut un accord avec le PKK qui obtient le contrôle informel des enclaves kurdes – Jazira, Aïn al-Arab, Afrin et les quartiers kurdes d'Alep – en échange de la mise au pas des manifestants (chapitre 8)[256].

Par ailleurs, le régime arme des milices alaouites dans les villages. En contrepartie, ces dernières peuvent développer une économie au noir sur laquelle

le régime ferme les yeux. Par exemple au nord de la province de Latakia, le gouvernement, faute de troupes, favorise la création de milices locales à caractère défensif dans les villages alaouites. Les miliciens, peu équipés et mal payés (environ 75 $ par mois), n'engagent pas d'action offensive contre les villages sunnites et, de façon générale, sont réticents à combattre. Sur le même principe, Damas forme des milices druzes. En 2011, le régime commence par réprimer les manifestations dans les zones druzes et à emprisonner les protestataires les plus engagés{257}. Il veille cependant à limiter l'usage de la force, afin de s'assurer la neutralité de la communauté. Par la suite, il fait courir la rumeur de massacres commis par des islamistes radicaux et promet un emploi aux jeunes chômeurs druzes dans les milices d'autodéfense encadrées par les services de sécurité. Là aussi, ces milices ne jouent qu'un rôle défensif, d'autant que la communauté druze est aussi touchée par la répression{258}. Enfin, contrairement à la population druze, concentrée sur un territoire, les populations chrétiennes sont dispersées et divisées. La formation de milices chrétiennes s'effectue en fonction les contextes locaux, indépendamment du positionnement des élites religieuses souvent acquises au régime{259}. Ce dernier utilise à la fois la peur des jihadistes et le versement de soldes pour former des milices de défenses locales. Par exemple, dans le Wadi al-Nasara (Vallée des chrétiens), majoritairement grecque orthodoxe et melchite, le régime intègre les chrétiens au sein de la milice des Forces de défense nationale (Quwwat al-Difa‘ al-Watani), présente dans tout le pays{260}. Cependant, le Conseil militaire syriaque, créé à Hasaka en fin 2013, est pour sa part opposé au régime. Son principal objectif est néanmoins de protéger les populations chrétiennes et de combattre la présence jihadiste{261}.

Troisièmement, le régime favorise la radicalisation idéologique de l'opposition en éliminant les modérés et en libérant les radicaux. Dans cette logique, il cible en priorité les figures modérées ou respectées, y compris quand elles ne sont pas engagées auprès de l'opposition. Ainsi, Mechaal Tamo, un opposant kurde syrien, membre du CNS et favorable au dialogue, est assassiné en Syrie le 7 octobre 2011{262}. En septembre 2012, le régime autorise la CNCD (Coordination nationale pour le changement démocratique){263} à organiser une conférence à Damas. Le jour même de la réunion, le président du CNCD, Abdelaziz al-Khayyer, est arrêté{264}. Il est depuis porté disparu. De même, en janvier 2014, le pouvoir emprisonne des parents des négociateurs représentant l'opposition à Genève II à quelques semaines des pourparlers (chapitre 9){265}.

Dès la fin du mois de mars 2011, alors même que les arrestations se multiplient, des islamistes radicaux, ayant des liens avec l'insurrection irakienne, sont libérés{266}. Ces derniers constitueront le noyau dur des groupes armés

islamistes qui émergent au début 2012, notamment le Liwa' Suqur al-Cham, le Liwa' al-Islam, la Jabhat al-Nusra et la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya. Dans les années qui suivent, les rumeurs se multiplient sur les liens entre les services secrets syriens et les islamistes radicaux. En effet, cette libération alimente l'idée que le régime a directement créé les mouvements islamistes en Syrie pour affaiblir la contestation pacifique. Mais, cette explication, pour l'instant invérifiable, n'est pas nécessaire pour comprendre la stratégie du régime. L'action de ces prisonniers, dont une partie a combattu avec la branche irakienne d'al-Qaïda, autorise le régime à se poser en recours contre la menace jihadiste. Par ailleurs, la manipulation d'acteurs violents s'inscrit dans une longue tradition pour le régime syrien. On se souvient du soutien du PKK contre la Turquie jusqu'en 1998 ou encore de l'aide aux islamistes radicaux après l'invasion de l'Irak par les États-Unis{267}.

Ces tentatives pour diviser l'opposition sont finalement secondaires par rapport à la répression brutale qui, autant que de dissuader les protestataires, a pour but – du moins peut-on l'interpréter ainsi – de radicaliser l'opposition{268}. Incapable de cibler des mobilisateurs ou de démanteler une organisation inexistante, le régime accroît les risques individuels de l'engagement{269}. La violence devient de plus en plus collective et radicale et ses effets ne sont que partiellement anticipés. D'abord, le régime adapte son économie répressive en systématisant la torture, une forme de violence individualisée, mais pratiquée à grande échelle. Plusieurs centaines de milliers de personnes ont été arrêtées et torturées depuis 2011. Suite à la défection d'un fonctionnaire de l'administration pénitentiaire, on dispose des photos de plus de 11 000 personnes mortes sous la torture en moins de deux ans (du printemps 2011 à l'été 2013) dans les prisons de Damas{270}. Le chiffre total est très probablement bien plus élevé. Malgré les efforts du régime, l'appareil de renseignement se trouve débordé, sans cible sur lesquelles exercer efficacement une violence dissuasive. À mesure que les manifestations prennent de l'ampleur, la place manque dans les prisons, les cellules sont surpeuplées. Si les services de renseignement torturent la plupart des détenus, beaucoup sont interrogés tardivement, parfois pas du tout{271}. Ils sont relâchés quelques semaines plus tard et menacés eux et leurs proches s'ils continuent de manifester{272}. Nos interlocuteurs disent avoir vu des informateurs à la sortie des mosquées et dans les cortèges, mais les protestataires arrêtés rapportent que les services de renseignement semblaient ignorer des pans entiers de leurs activités. De plus, la compétition avérée entre les dix-huit services de renseignement limite probablement la transmission de l'information. Plusieurs manifestants parmi les plus actifs sont ainsi relâchés. « *Le régime m'a arrêté à deux reprises, mais j'ai toujours été libéré, alors même que j'étais très impliqué*

dans l'organisation des manifestations. On ne m'a même pas posé de questions. Les services de sécurité semblaient débordés »{273}.

Ensuite, les forces de sécurité, incapables de faire du contrôle de foule, dispersent très brutalement les manifestants, y compris par des tirs sans sommation. L'appareil répressif opère désormais hors de toute procédure régulière et s'appuie sur des milices (*chabbiha*){274}. « *Lorsque nous sommes sortis de la mosquée pour nous enfuir, la police saccageait tout. Un milicien sabrait les gens qui étaient devant moi. L'un après l'autre, je les ai vus tomber, jusqu'à ce que la foule me pousse contre lui. Là, il s'est arrêté de frapper et s'est mis à hurler, il avait perdu la raison* »{275}. Dans certains cas, les forces de sécurité utilisent des ambulances pour surprendre les manifestants ; les miliciens se rendent dans les hôpitaux pour retrouver des blessés. L'extension de la répression est aussi symbolique : les attaques dans les mosquées signifient aux protestataires l'absence de refuge. « *L'utilisation de la violence était systématique dès le début du mouvement, les bastonnades à la sortie des mosquées, voire à l'intérieur, les attaques au couteau et les tirs de snipers dans la foule étaient monnaie courante* »{276}. Ce dérèglement de la violence a pour effet, et peut-être pour objectif, de convaincre les manifestants que la répression n'a pas de limites.

Enfin, les récits des hauts gradés déserteurs montrent comment, dès le début du soulèvement le régime provoque volontairement l'escalade de la violence par le biais de comités parallèles aux structures officielles, placés directement sous l'autorité du chef de l'État. Situés hors hiérarchie, ces derniers organisent des attentats spectaculaires probablement pour prévenir le ralliement des minorités et des hésitants à la contestation et provoquent des incidents lors des manifestations. Le général de police Ahmed Tlass, en fonction au début des événements, explique ainsi : « *Tout le monde a entendu parler de la Cellule de Gestion de Crise, créée au début du soulèvement et placée sous l'autorité formelle du secrétaire régional adjoint du Parti Baas. Tout le monde sait également en Syrie que le ministère de la Défense élabore régulièrement des plans destinés à assurer la protection du pays en cas d'agression. Ce que personne ne sait en revanche, c'est qu'il existe une autre instance de décision. Elle n'a pas d'existence officielle. Elle n'inclut ni le ministre de l'Intérieur, ni celui de la Défense. Elle n'agit jamais au grand jour. Mais c'est elle qui détient dans l'ombre la réalité de la décision. C'est elle, et non la Cellule de Gestion de Crise, qui définit la stratégie à suivre. Elle est composée d'officiers appartenant à différents services, choisis un à un, nominativement, qui sont spécialement affectés à cette tâche et qui travaillent au Palais présidentiel. Cette commission, si on peut l'appeler ainsi puisqu'elle n'a même pas de nom, est présidée par*

Bachar al-Assad en personne. Et c'est son avis qui y prévaut »[277]. Il donne ensuite l'exemple de la manifestation du 1er juillet 2011 à Hama : « *Aucun des manifestants n'était armé. Mais, alors que la foule était parvenue sur la Place de l'Oronte, à près de 300 mètres de l'endroit où je me trouvais, des coups de feu ont éclaté. Ils provenaient, selon une enquête de la police à laquelle j'ai eu accès, d'une vingtaine d'éléments, 22 exactement, de la Sécurité militaire, auxquels s'était joint un membre de la Sécurité d'État. Tous adjudants-chefs et tous kurdes alaouites, ils avaient été amenés d'al-Yaroubieh, puis répartis et dissimulés en plusieurs endroits. Mohammed Muflih comme moi-même avons été surpris et furieux de cette intervention injustifiée. Elle contrevenait à toutes les consignes et elle s'est soldée par des dizaines de morts !* »[278].

La militarisation de la répression

Face à une contestation qui s'étend à l'ensemble du pays, la militarisation est la troisième réponse du régime. Comme en 1980, l'armée est déployée dès les premières manifestations, afin d'appuyer la police et les services de renseignement[279]. Quand les policiers doivent se replier, les militaires prennent le contrôle du territoire : déploiement de chars, arrestations collectives, tirs d'artillerie sur les manifestations ou sur les quartiers jugés hostiles[280]. Progressivement, la zone d'opération militaire est étendue, avec pour effet des destructions massives, notamment dans les villes[281].

Dans les premiers mois, le régime reprend apparemment la même stratégie que celle qui avait aboutie au massacre de Hama en 1982 : réunir une large partie des opposants dans une zone laissée libre pendant un temps et l'écraser ensuite militairement. En réalité, en raison de la multiplication des foyers de contestation, les opérations de ratissage sont ponctuelles, les troupes se retirant après quelques jours pour aller nettoyer un autre foyer de mobilisation. Daraa est ainsi assiégée le 25 avril 2011 par l'armée, qui pénètre ensuite dans la ville et tue de nombreux civils[282]. Deux semaines plus tard, l'opération à Daraa terminée, l'armée attaque les quartiers sunnites de la ville de Banyas, puis dans les jours suivant ceux de Homs. Cependant à Homs, contrairement à Banyas et à Daraa, l'armée ne parvient pas à prendre le contrôle de la ville. Avec la multiplication des désertions et l'apparition des premiers groupes de combattants, les opérations s'enlisent et l'intensité des combats augmente. Pour le seul mois de septembre 2011, HRW compte 207 tués à Homs. Comme le dit un habitant de Daraa, « *nous vivions comme si nous étions en guerre* »[283].

Avec la multiplication des opérations, les zones de guerre s'étendent. Ainsi, le

13 août 2011, la marine bombarde les quartiers sunnites du sud de Latakia, signifiant aux habitants que le régime les considère collectivement comme des ennemis. Dès le mois de juillet, après quelques semaines de répit, ce qui lui permet de préparer son offensive, le régime reprend l'initiative en bombardant Hama, prélude à l'avancée des colonnes de blindés dans la ville. L'opération fait plus de deux cents morts en trois jours chez les manifestants[284]. Après deux semaines de destruction, les troupes se retirent à nouveau de Hama, laissée à elle-même pendant trois mois. Sur le même modèle, le régime organise de nouvelles opérations contre Daraa, Banyas et les autres centres de mobilisation. Au début de l'année 2012, des colonnes de blindés sont envoyées dans les campagnes du nord d'Alep, arrêtent des hommes, détruisent des maisons, sans jamais rester plus d'un jour ou deux dans chaque bourg.

Bien que violentes, les opérations de ratissage sont d'une efficacité douteuse. En effet, l'armée, avec des ressources limitées, n'opère que sur les axes et dans les zones stratégiques. Dans le reste du pays, à Rastan, dans le nord d'Alep, et même dans la Ghouta, en banlieue de Damas, l'armée encercle les zones rebelles, se contentant de courtes incursions sous la protection des blindés, et cherche surtout à affamer les insurgés par un blocus[285]. De fait, l'armée est paralysée par les désertions et ne dispose pas de troupes suffisamment fiables, en particulier d'unités d'infanteries, pour reprendre le contrôle des villes. Bombarder devient l'option préférée du régime. D'une part, les bombardements ont pour effet de punir collectivement les populations, d'autre part de maintenir les troupes loin du champ de bataille afin d'éviter les désertions tout en faisant circuler la rumeur de la présence de groupes terroristes. À la fin du printemps 2011, le gouvernement est forcé d'abandonner le contrôle de certains quartiers périphériques, voire d'évacuer certaines agglomérations pour se replier sur les endroits stratégiques (quartiers alaouites, prisons, infrastructures), les axes routiers et les postes frontières. Une partie de Daraa, de Rastan, certains quartiers de Homs, de Hama et de Latakia sont évacués dès 2011 par les forces de sécurité. Les policiers cessent de se rendre dans les quartiers auto-construits d'Alep et de Damas, ainsi que dans les campagnes environnantes.

La multiplication des opérations militaires renforce le mouvement. Alors que l'armée s'efforce de réduire la contestation à Homs, la mobilisation s'accroît partout dans le pays et, à l'été 2011, toute stratégie de confinement sur le modèle de Hama en 1982 est manifestement vouée à l'échec. Par ailleurs, les contestataires, traqués par les services de sécurité, entrent dans la clandestinité. Les forces de sécurité perdent la capacité de repérer les protestataires qui se réfugient dans les zones qu'elles ont évacuées. « *À l'automne 2011, lorsque j'ai vu ma photo à la télé et ma tête mise à prix, tout a basculé pour moi* » explique

un ingénieur originaire de Daraa. « *Je me suis réfugié dans le quartier de Tariq al-Sad à Daraa, où la police ne rentrait plus en raison de la présence de révolutionnaires armés. Il s'agissait d'un lieu bien protégé, où les révolutionnaires se rassemblaient, s'organisaient. J'ai pu rejoindre un groupe et continuer mes activités sur internet* »[286]. Les manifestants, passés à la clandestinité, deviennent d'autant plus dépendants des réseaux militants qui les accueillent, les cachent et les nourrissent. Le nombre de clandestins augmente avec le décret du 23 avril 2012, qui ordonne à tous les hommes aptes au service de rejoindre les casernes. « *Dès les premières manifestations, certains d'entre nous ont commencé à changer régulièrement de logement. On dormait à la campagne, dans des villages où le régime était peu présent. Par la suite, ces villages sont devenus des points de rassemblement, car le régime n'avait aucun moyen de nous atteindre, sauf par une action militaire d'envergure* »[287]. Beaucoup d'appelés refusent de rejoindre leur régiment et, passibles de la peine de mort, n'ont d'autre choix que de passer à la clandestinité. La plupart des contestataires rompent – au moins provisoirement – avec leurs relations, y compris dans certains cas leur famille et leurs amis proches. Les autres militants deviennent leur principale source de sociabilité. Cette concentration des protestataires a pour effet de décloisonner les groupes. Urbains et ruraux se retrouvent ainsi à Maraa et Tal Rifaat au nord d'Alep, à Rastan au nord de Homs, à Saluq au nord de Raqqa, à l'est de Latakia, dans le Jabal al-Zawiya au sud d'Idlib, ou dans les massifs de Qalamun à la frontière libanaise. En l'absence de tout dialogue, les choix des révolutionnaires se simplifient : l'exil ou la lutte armée.

À l'été 2011, les premiers groupes armés restent marginaux. Le passage général à la lutte armée ne se produit que fin 2011 et à partir d'initiatives locales. Les premiers groupes se constituent de façon spontanée, comme forces d'autodéfense pour protéger les manifestations et les quartiers contre les tireurs embusqués et les milices du régime. Les premières armes à feu – pistolets, fusils à chevrotine et, plus rarement, kalachnikovs – apparaissent à partir de l'été 2011 pour protéger les cortèges. La protection assurée par les protestataires armés permet à nouveau de manifester en nombre. À Homs, les cortèges prennent une ampleur considérable en décembre 2011, lorsque des déserteurs de l'armée viennent protéger les rassemblements. De même à Hama, la protection des manifestations par des hommes armés à partir de fin juin 2011 oblige les troupes du régime à évacuer plusieurs quartiers et permet d'étendre les manifestations[288]. Pourtant, dans les premiers groupes armés, même l'emploi des armes fait débat. « *Nous n'étions pas d'accord sur la tactique à utiliser* » explique un révolutionnaire de Daraa. « *Certains voulaient attaquer directement*

les positions du régime, ils pensaient qu'il fallait faire comme en Libye. Pour d'autres, nous devions seulement protéger les manifestations des milices du régime »[289]. Certains protestataires s'opposent même à tout usage de la violence, d'autres concèdent un usage limité pour continuer à manifester : « *Nous étions contre le passage à l'action armée à Homs. Notre mouvement était pacifique et nous arrivions à faire quelques manifestations éclairs pour protester. Mais, si nous voulions que le mouvement survive, il fallait pouvoir nous protéger pour continuer à manifester* »[290].

À Daraa, la question se pose dès le début face à la volonté du régime d'écraser militairement le mouvement de protestation. À Damas, « *après les premières manifestations, les jeunes sont venus avec le fusil de la famille, en se disant qu'ainsi ils pourraient intimider les agents des services sécurité pour qu'ils ne leur tirent pas dessus. Mais, ils ont été immédiatement cernés par les services de renseignement qui les ont exécutés, alors que ces jeunes avaient déposé leurs armes et qu'ils appelaient à la clémence* »[291]. À Alep, « *la plupart des groupes armés de notre quartier ont été créés au départ pour protéger les manifestations* », explique un protestataire du quartier Ansari[292]. « *Il s'agissait alors de groupes d'opposants recherchés par la police. Nous nous cachions et changions régulièrement de planque. Certains d'entre nous ont pu se procurer des armes, de simples pistolets. Je me souviens de la première fois où nous nous en sommes servis. La manifestation était encerclée par les miliciens qui frappaient les gens de tous côtés. Pour nous dégager, j'ai sorti mon arme et j'ai tiré dans leur direction. L'un d'entre eux est tombé, les autres ont fui et j'ai pu m'échapper avec mon groupe d'amis. C'est à ce moment que nous sommes devenus un groupe armé. Notre objectif a été ensuite de protéger la manifestation* »[293].

Si la chronologie diffère selon les régions, le même modèle se répète : après avoir tenté de protéger les manifestations, les protestataires prennent les armes avec l'aide de déserteurs en réaction aux opérations du régime. Les premières attaques visent en général des objectifs relativement faciles comme des postes militaires isolés, des patrouilles ou des commissariats avec pour objectif de libérer des prisonniers politiques, de récupérer des armes ou d'obliger le régime à se retirer d'un quartier. « *Recherchés par la police, nous étions réfugiés à l'extérieur de la ville et la décision d'attaquer directement l'armée à Azaz a été un choix collectif* », explique un habitant de la ville d'Azaz. « *Nous avions d'abord essayé de protéger les manifestations avec des armes. Celles du 15 et du 23 février 2012 ont été des succès avec plus de 17 000 personnes dans les rues d'Azaz. Mais le régime a ensuite envoyé beaucoup de soldats avec des chars, des* douchka [mitrailleuses lourdes]. *Manifester est devenu suicidaire tant il y avait*

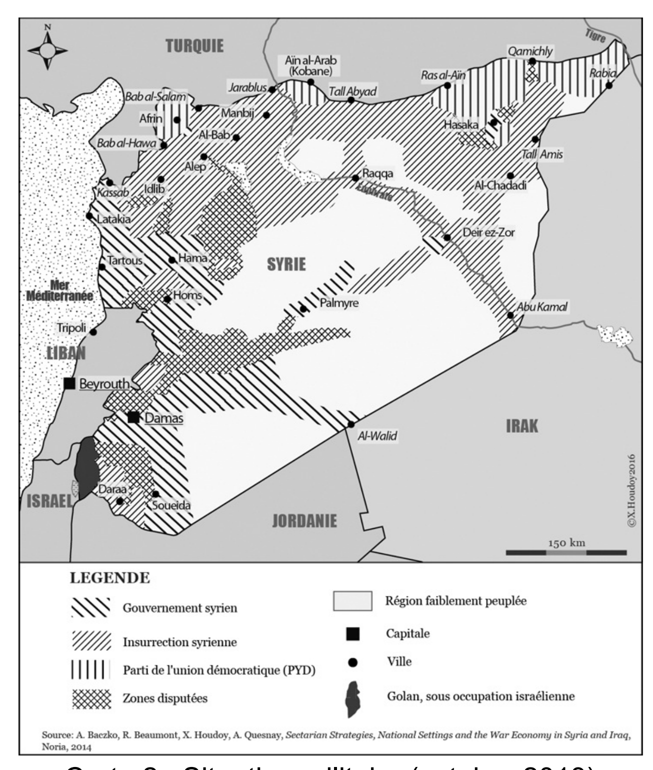
d'arrestations. La population a fui la ville. C'est ainsi qu'on a décidé d'attaquer. Nous savions que nous étions recherchés et ce n'était qu'une question de temps avant d'être pris. Mais notre groupe était très mal organisé, avec seulement deux pistolets, trois AK-47 et quelques bombes artisanales. Il nous a fallu du temps pour nous préparer. La première attaque contre un poste de police à Azaz a échoué faute d'organisation et de munitions. Sur 300 personnes de notre groupe, seuls 60 avaient une arme. La seconde attaque a également été un désastre. Nous avions des RPG mais ils n'ont pas fonctionné et nous avons dû nous enfuir devant les chars »[294]. La lutte armée s'impose ainsi peu à peu à partir du moment où l'usage de la force par le régime ne laisse d'autres choix aux protestataires. Dans tous les gouvernorats, militants et déserteurs créent des groupes armés, plusieurs centaines, tandis que les affrontements se généralisent à partir de l'hiver 2011-2012.

La division du pays

À la suite de la répression, le mouvement de contestation entre dans une logique insurrectionnelle et commence à défendre ses positions face à l'armée. Dans le Jabal al-Zawiya, près de la frontière turque, l'armée syrienne subit son premier revers à Jisr al-Chughur, le 4 juin 2011. Après que des membres des forces de sécurité ont ouvert le feu sur un cortège mortuaire, les manifestants pillent un poste de police, s'arment et sont rejoints par les déserteurs d'une unité militaire. L'armée réagit par une opération de ratissage qui provoque en retour une multiplication des désertions dans ses rangs. Les soldats qui refusent d'ouvrir le feu sur des civils rejoignent les groupes insurgés. À la fin de l'été, le Jabal al-Zawiya devient une zone rebelle que le régime cherche à reprendre par une opération de grande ampleur. Des colonnes de plusieurs dizaines de véhicules blindés appuyées par des hélicoptères mènent des opérations contre les zones insurgées[295]. Cependant, la proximité de la frontière turque permet aux rebelles de se replier jusqu'à la fin des opérations de l'armée. De même, la ville de Homs devient un centre insurrectionnel que, débordé par l'ampleur de la révolte, le régime n'a pas les moyens d'attaquer avant septembre 2011. Or pendant l'été, des contestataires aidés de déserteurs, organisent les premiers groupes armés d'importance, notamment la Katibat Khalid ibn al-Walid et la Katibat al-Faruq. Lorsque le régime lance son opération de nettoyage de Homs en septembre, il se heurte à une forte résistance, les groupes armés ayant eu le temps de se préparer[296]. Cependant, la ville s'avère difficile à tenir pour les insurgés, car le régime aligne plus de 250 blindés. Fin septembre, les quelques

centaines de combattants doivent évacuer la ville{297}.

Les rebelles progressent du fait des ressources limitées du régime, contraint d'abandonner des régions entières. Ainsi, en février 2012, la plupart des villages au nord d'Alep passent aux mains des révolutionnaires. Azaz est prise et perdue à deux reprises, avant que les troupes du régime ne se retirent définitivement de la ville en juin 2012. Les groupes armés qui ont participé à la prise d'Azaz convergent ensuite sur al-Bab, qui tombe début juillet 2012. Le régime contrôle encore les principaux axes, mais ne peut conduire que des incursions dans les autres régions. En dix-huit mois, l'insurrection prend ainsi le contrôle de plus de la moitié du territoire.



Carte 2 : Situation militaire (octobre 2013)

Ainsi, sauf exception, les premières conquêtes territoriales des révolutionnaires ne résultent pas de chocs frontaux. Les insurgés exploitent le repli des forces de sécurité et s'emparent des régions où le régime ne dispose pas de troupes suffisantes. La plupart des villes au nord d'Alep sont évacuées par l'armée régulière à partir de la mi-juillet 2012, le pouvoir ayant choisi de les abandonner. « *Au printemps 2012, nous avons dû fuir notre village, lorsque le régime a envoyé des colonnes de chars* », explique un habitant de Maraa. « *Nous avons attendu à la frontière turque. Après trois jours, nous sommes revenus. L'armée était partie après avoir pillé nos maisons. À partir de ce moment, nous*

nous sommes armés. Notre village est devenu un centre de regroupement pour les groupes insurgés de la région », témoigne un habitant de Maraa. « *Nous avons été frappés par la facilité avec laquelle nous avons pu libérer notre ville. Lors des premières manifestations, la police osait à peine sortir du commissariat. Ensuite, elle a évacué la ville d'elle-même* »[298].

Après la prise des bourgs et des petites villes, comme al-Bab et Maraa, l'insurrection s'engage dans des offensives de grande ampleur pour prendre les villes. À partir du 15 juillet 2012, des milliers de rebelles infiltrent Damas avec l'aide de protestataires et prennent le contrôle de plusieurs quartiers. Le 19 juillet 2012, le même scénario se répète à Alep : la moitié est de la ville tombe aux mains des insurgés. Pourtant, les offensives à Damas et à Alep répondent à des logiques différentes. La bataille de Damas résulte d'une demande des soutiens arabes et occidentaux de l'insurrection, qui estiment qu'une poussée sur la capitale peut faire tomber le régime. Les révolutionnaires s'engagent donc dans une attaque frontale contre les divisions les plus aguerries du régime. À l'opposé, l'offensive sur Alep est lancée avec très peu de soutiens extérieurs et contre l'avis des officiers déserteurs qui composent l'état-major de l'insurrection, basé en Turquie. La plupart des combattants qui ont participé à la campagne du nord de la province d'Alep se regroupent le 18 juillet dans le Liwa' al-Tawhid. Cette dernière déclenche l'offensive victorieuse sur Alep, dont la partie est tombe début août suite à l'évacuation du régime.

À la fin de l'été 2012, le régime semble sur le point de perdre la guerre. Cependant, la prise d'une partie d'Alep et des faubourgs de Damas marque la fin de l'extension rapide de l'insurrection. Les combattants s'enlisent dans la vieille ville d'Alep et ne parviennent pas à s'emparer des quartiers sud de Damas. Ils progressent encore dans l'est, s'emparant de la ville de Raqqa et de la majeure partie de Deir ez-Zor, mais aucune ville majeure sur les fronts décisifs ne tombe. Le régime a suffisamment concentré ses forces pour résister aux rebelles qui n'ont ni les armes ni l'organisation pour prendre d'assaut les bastions de l'armée. En effet, la stratégie des groupes insurgés consiste généralement à encercler les bases de l'armée syrienne et à affamer la garnison[299]. Tant que le régime de Damas ravitaille une position, celle-ci tient. L'absence d'encadrement et de coordination explique que les groupes insurgés ne manœuvrent pas et leurs unités restent souvent dans leur localité d'origine, faute notamment de munitions pour aller combattre sur les fronts. Les unités possèdent quelques kalachnikovs, très peu d'armes lourdes et aucun système de défense anti-aérien. Elles sont incapables d'attaquer frontalement les forces armées du régime qui disposent d'armes lourdes, d'aviation et de chars. Les rebelles bénéficient parfois d'une connaissance du terrain, mais n'ont pas d'expertise tactique et subissent

régulièrement des pertes importantes lors de charges désordonnées. Dans ces conditions, l'insurrection paraît incapable de conduire des offensives coordonnées.

Dès lors, l'issue de la crise passe par une victoire militaire qui dépend de la cohésion interne et de la capacité de chaque acteur à mobiliser des ressources dans une guerre longue. Le premier résultat de la prolongation des combats est la territorialisation de l'insurrection. En effet, initialement, les groupes armés sont présents dans tout le pays, mais ne contrôlent pas un territoire bien défini, d'où la difficulté de faire une carte des zones insurgées dans les premiers mois. Des différences entre les régions commencent pourtant à apparaître progressivement, car les insurgés parviennent surtout à se regrouper dans des zones sous-administrées, suffisamment loin des villes et près des frontières. Durant l'année 2013, la formation de territoires de plus en plus homogènes, dominés par le régime ou par l'opposition, permet la formation de fronts, l'insurrection contrôlant essentiellement des régions au nord et au sud du pays (à l'exception de poches autour de Damas, dans les massifs de Qalamun et au nord de Homs).

Par ailleurs, contrairement à une perception répandue, le front n'est pas statique ; chaque camp élimine peu à peu les positions de l'adversaire dans ses zones de force. La carte militaire se simplifie radicalement avec des zones gouvernementales et insurgées de plus en plus homogènes. Malgré certains reculs, l'opposition continue de progresser, notamment dans la direction de Hama à partir du nord, et peut compter sur les sanctuaires turc et jordanien pour tenir. Le régime syrien, de son côté, reprend Qusayr, Homs et Hama, ainsi que la frontière avec le Liban. Deux raisons expliquent ces progrès. D'abord, l'armée utilise des avions de chasse, des hélicoptères et des missiles Scuds pour désorganiser les bases arrière des révolutionnaires et réduire leurs réseaux d'approvisionnement. Ensuite, l'action des combattants étrangers (Hezbollah, iraniens, irakiens), dont le nombre est de plusieurs milliers, voire de plusieurs dizaines de milliers selon certaines sources, explique l'essentiel des gains militaires du régime en 2013-2014. À l'été 2014, sa survie passe ainsi par une sous-traitance de l'action militaire, avec pour conséquence une fragmentation de son appareil militaire et une baisse de sa capacité offensive. À l'automne 2014, le régime a repris l'essentiel des positions dans le nord en raison des combats internes à l'opposition.

Fin 2014, la carte militaire s'est donc beaucoup simplifiée par rapport aux débuts de l'insurrection, avec l'apparition de fronts relativement stables, qui ne peuvent être percés qu'avec des forces coordonnées et bien armées. La formation de territoires insurgés permet le développement d'institutions révolutionnaires, alternatives à celles du régime de Damas.

Deuxième partie

Les institutions révolutionnaires

Chapitre 4
Insurrection et capital militaire

À l'été 2012, l'apparition des premiers groupes armés signale la fin du monopole étatique sur la violence. Dans les mois qui suivent, des centaines de groupes apparaissent spontanément. Cependant, la capacité à exercer une violence organisée, c'est-à-dire à disposer d'un capital militaire, dépend sur le long terme de compétences bureaucratiques et financières. Or, le manque de ressources rend difficile la stabilisation de ces unités militaires, dont beaucoup disparaissent rapidement. Il n'y a pas initialement de structure hiérarchique au sein de l'insurrection et un combattant peut changer d'affiliation en fonction des ressources disponibles.

Par ailleurs, loin d'entraîner une phase d'anarchie hobbesienne, les premiers mois de l'insurrection donnent à voir la coexistence pacifique de ces unités militaires. Jusqu'en 2013, la Syrie évite donc la territorialisation concurrente de groupes politico-militaires, caractéristique des conflits afghan, somalien et congolais. En effet, les combattants se pensent comme l'armée d'un nouvel État syrien dans la continuité des revendications de 2011. En ce sens, bien qu'organisés dans de petites unités, en partie autofinancées, ceux-ci ne sont pas localistes dans leur projet et ne représentent pas une communauté contre une autre. En outre, l'absence d'affiliation politique limite la fragmentation ; les mouvements d'opposition historiques, réfugiés à l'extérieur de la Syrie, jouent un rôle marginal. Enfin, de nombreux combattants, les déserteurs notamment, se battent hors de leur région d'origine, parfois au sein de groupes majoritairement d'une autre appartenance ethnique ou religieuse.

En 2012 et 2013, les groupes se coordonnent progressivement au sein de l'ASL (al-Jaych al-Suri al-Hurr, Armée syrienne libre). Les unités militaires, qui comptent quelques dizaines d'hommes, s'élargissent à plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de combattants développant des chaînes de commandement hiérarchisées et une organisation accrue. Pourtant, faute de soutien suffisant et face à la montée en puissance de groupes radicaux, l'ASL est marginalisée dans le nord et l'est de la Syrie, même si elle reste dominante sur le front sud.

Le recrutement

Trois questions permettent d'analyser la composition des groupes armés : le recrutement plus ou moins local des combattants, la domination des milieux populaires et ruraux et, enfin, l'importance croissante des clivages communautaires.

En premier lieu, les groupes armés ont d'abord un recrutement local. Les engagements sont volontaires et des groupes de quelques dizaines d'individus s'associent sur la base de réseaux militants, amicaux ou familiaux pour défendre un village ou un quartier, quitte à rejoindre ensuite un front plus distant[300]. « *À Maraa, toute la ville est mobilisée depuis le début de la révolution. J'ai beaucoup manifesté au début à Alep, mais surtout ici. Lorsque ma ville s'est libérée, beaucoup de groupes armés se sont créés. J'étais d'abord hésitant sur le fait de combattre, mais je me suis décidé peu à peu. Beaucoup de mes amis étaient au front depuis plusieurs mois* [...], *c'est comme ça que j'ai rejoint un des groupes de Maraa qui combat à Alep* »[301]. Une partie de ces groupes est ainsi composée d'anciens manifestants, mais certains s'engagent dans l'opposition surtout en réaction à la répression du régime. « *Je n'ai pas beaucoup manifesté* », explique un ancien habitant de Damas. « *C'était très dangereux de descendre dans la rue. Mais le régime a commencé à bombarder notre quartier. Au début personne ne savait quoi faire* [...] *Puis, on a fui notre immeuble pour se réfugier dans la banlieue de Damas. Il n'y avait plus de différence entre s'engager ou non. Face à la répression, le risque était le même. C'est comme ça que j'ai rejoint un groupe dans la Ghouta* [en banlieue de Damas] »[302].

Par ailleurs, de nombreux déserteurs, qui faisaient leur service militaire loin de leur région d'origine, rejoignent les insurgés locaux, ce qui nuance le caractère local du recrutement. Les premières révoltes armées se produisent dans des villes de garnison avec une forte présence de militaires. Par exemple, un des principaux groupes insurgés de Homs, la Katibat al-Faruq, est composé de déserteurs originaires de toute la Syrie. La multiplication des opérations de

l'armée à partir de l'été 2011 entraîne une augmentation des désertions. Selon un rituel instauré par le lieutenant Abd al-Razzaq Tlass (commandant des Kata'ib al-Faruq, excroissance de la Katibat al-Faruq initiale), les déserteurs présentent leur carte d'identité devant la caméra et annoncent publiquement les raisons de leur engagement dans l'insurrection dans un discours à la tonalité morale[303]. Les premières désertions sont improvisées, les soldats profitent d'une occasion ou soudoient un officier. Progressivement, alors que s'accroît la surveillance des soldats, en particulier sunnites, l'insurrection organise les désertions. « *J'étais artilleur, en opération près d'Idlib jusqu'à ma désertion en septembre 2012. Au début, déserter nous paraissait une idée folle. Nos officiers nous surveillaient de très près et n'hésitaient pas à nous frapper. Nous n'avions aucun contact avec l'extérieur. Nous recevions les coordonnées des positions à bombarder, c'est tout. Peu à peu, il y a eu de plus en plus de refus d'obéir aux ordres. Moi, je sabotais nos obus pour qu'ils n'explosent pas quand on nous obligeait à bombarder un village. En septembre, je me suis aperçu que sur 1500 hommes de ma brigade, nous n'étions plus qu'un millier, les autres avaient déserté. J'ai alors décidé de déserter à mon tour. J'ai pu obtenir un téléphone avec lequel j'ai appelé ma famille qui m'a mis en contact avec un ami, devenu combattant dans les Kata'ib al-Faruq. Ce dernier m'a dit de le rejoindre à Homs. J'ai réussi à sortir du camp avec la voiture qui partait chercher des provisions en ville. Une fois à Homs, je me suis éclipsé discrètement. Mon ami m'attendait en zone gouvernementale avec d'autres hommes. Ils m'ont donné des habits civils et payé le taxi pour rejoindre la partie libérée de la ville d'Alep. Tout était prévu. Là, j'ai passé une semaine au bureau de la Sécurité révolutionnaire qui m'a remis des papiers attestant de ma désertion et un peu d'argent pour que je puisse payer le voyage pour rejoindre ma famille* »[304].

Des réseaux similaires sont créés dans chaque gouvernorat pour mettre en relation téléphonique les soldats et leur famille, afin de les décider à déserter. Ils se chargent en outre de cacher les déserteurs, des centaines à certains moments, et de les diriger vers les groupes armés locaux ou de les aider à rentrer dans leur région d'origine. Le centre de la Sécurité révolutionnaire à al-Bab, que nous avons visité en décembre 2012, est ainsi spécialisé dans l'organisation des désertions. « *Nous avons deux tâches principales. La première est de prendre contact avec les soldats qui n'ont pas encore déserté. Les familles viennent nous voir pour aider leur fils à s'enfuir, elles nous donnent leur identité et leur unité d'affectation. Autrement, c'est nous qui contactons les soldats et les familles quand nous en avons l'occasion. Nous transmettons ces informations aux troupes de l'ASL qui se trouvent dans le secteur. Dans le même temps, nous donnons à la famille un numéro de téléphone à envoyer au futur déserteur. Ce*

dernier prend ainsi contact avec l'ASL et ils organisent ensemble son évasion. Une fois celle-ci réussie, l'ASL nous envoie le déserteur, afin que nous l'interrogions et le renvoyons vers sa famille »[305]. Dans le centre, plusieurs dizaines de déserteurs, répartis entre plusieurs chambres, attendent de rejoindre leur famille. « *Notre deuxième tâche* », explique le responsable du centre, « *est de faire en sorte que les déserteurs soient bien traités en attendant de rentrer chez eux. Parfois cela prend du temps, car ils habitent à l'autre bout du pays. Dans ce cas, ils attendent ici et sont nourris et logés. S'ils le désirent, ils peuvent rejoindre les rangs de l'ASL dans la région de leur évasion. Ils ont le choix* ». Plusieurs déserteurs interrogés font des récits similaires[306].

Le nombre de déserteurs, certainement élevé, demeure incertain. L'ASL, sans préciser ses sources, affirme que 189 000 soldats (l'équivalent de 61 % des 300 000 hommes qui composent les effectifs de l'armée en 2011) sont recherchés en 2013 par la Sécurité militaire du régime pour désertion ou refus de rejoindre leur caserne[307]. Quoiqu'il en soit, nombre de déserteurs expliquent avoir craint des représailles contre leur famille. Un ancien membre de l'état-major de l'armée syrienne, le général Mustafa Ahmed al-Cheikh, passé à l'insurrection le 16 décembre 2011, estime que la plupart des officiers sont mécontents, mais qu'ils hésitent à déserter, car les autorités n'hésitent pas à s'en prendre aux familles[308]. Les désertions se multiplient lorsque l'insurrection s'empare d'une région, car les soldats qui en sont originaires cessent alors de s'inquiéter pour leurs proches. De ce point de vue, déserter est plus difficile pour les druzes, alaouites et chrétiens dont les régions d'origine sont généralement mieux contrôlées par le régime[309].

En second lieu, l'analyse du profil des combattants fait apparaître l'importance des ruraux et des classes populaires. D'une part, les révolutionnaires et les déserteurs se concentrent dans les zones rurales, la campagne entre Azaz et al-Bab (au nord d'Alep), Saluq et Tabqa (dans la province de Raqqa), le Jabal al-Zawiya (dans la province d'Idlib), les montagnes de l'est pour Latakia, Qalamun à la frontière libanaise. Ces zones deviennent des points de rassemblement pour les révolutionnaires, ce qui explique que les premiers groupes armés y soient créés. « *J'ai été arrêté à la fin de l'été 2011 pour avoir manifesté* », raconte un révolutionnaire d'Alep. « *Lorsque j'ai été libéré en février 2012, tout avait changé. La plupart des gens avec qui j'avais manifesté avaient décidé de prendre les armes et étaient partis se réfugier à la campagne à Anadan ou à Maraa. Je les ai rejoints. Il y avait des sortes de camps d'entraînement, on nous apprenait à se déplacer en groupe, à fabriquer des explosifs* »[310].

D'autre part, dans les villes, les quartiers insurgés sont généralement les

quartiers populaires, où il est plus facile de protester que dans les quartiers bourgeois où les forces de sécurités sont très présentes. Les lieux où se déroulent la plupart des manifestations deviennent de véritables champs de bataille et la répression massive laisse aux habitants essentiellement deux options : fuir ou se battre. « *Crois-moi, à Latakia, si tu étais des quartiers pauvres, tu n'avais pas vraiment le choix : il fallait prendre les armes* »[311]. De fait, à défaut de disposer d'assez de troupes pour contrôler tout le territoire, l'armée prend le parti de bombarder les quartiers où elle ne peut plus pénétrer[312]. Au final, l'importance des zones rurales et des quartiers populaires ne reflète pas un rapport spécifique à la violence ou une adhésion initiale plus grande de ces catégories à la protestation, mais les conditions pratiques du passage à la lutte armée.

Le passage à la violence provoque le rejet d'une partie des protestataires qui se sentent en décalage – social et idéologique – avec les groupes armés. Ainsi, hors de Syrie, la question divise le CNS (al-Majlis al-Watani al-Suri, Conseil national syrien), tandis que le CNCD (Hay'at al-Tansiq al-Wataniyya li-Qiwa al-Taghyir al-Dimuqrati fi Suriyya, Comité national pour le changement démocratique en Syrie), une coalition d'opposants de gauche, dénonce le passage à la lutte armée[313]. De même, à Homs, le conseil local entre en conflit avec les membres de l'insurrection, ce qui reflète en partie une opposition entre urbains et ruraux. « *Nous avons été dépossédés de la révolution lorsque celle-ci s'est militarisée* », explique un membre de la bourgeoisie de Homs. « *La plupart des combattants venaient des villages alentours, ils n'avaient pas les mêmes méthodes, ils voulaient à tout prix prendre les armes. J'y étais opposé !* »[314]. Avec la fin des manifestations pacifiques, les protestataires – étudiants et éduqués notamment – cessent de définir l'agenda de la mobilisation. Alors que le régime réprime brutalement les manifestations urbaines, le soulèvement des campagnes fait des ruraux et des habitants des banlieues les acteurs centraux de la lutte armée. Dans une certaine mesure, la militarisation de la protestation a marginalisé les élites urbaines, déplaçant le centre de gravité de l'insurrection vers les zones rurales. Pourtant, il faut nuancer l'opposition entre urbains et ruraux ; la libération de quartiers entiers des grandes villes (Homs, Hama, Alep) permet la formation d'unités militaires composées de citadins. On observe fréquemment une proximité entre ces unités armées et les institutions civiles issues de l'insurrection en raison de profils sociaux proches et d'une expérience commune. « *Lorsque l'est d'Alep a été libéré, nous avons décidé de créer notre propre unité avec des amis du quartier. Nous voulions également participer à la chute de Bachar et protéger nos maisons. Dans notre unité, la plupart des combattants viennent du quartier* »[315].

Enfin, la logique communautaire n'est pas initialement dominante, druzes,

chrétiens, Kurdes et alaouites se battent souvent aux côtés des Arabes sunnites dans les mêmes groupes. « *En 2012, nous avions dans notre groupe plusieurs druzes et alaouites, des déserteurs qui nous ont rejoints* » explique un révolutionnaire originaire de Daraa[316]. De même, à Alep, à l'été 2013, on compte toujours des Kurdes, des Arabes chrétiens et des Turkmènes au sein de l'ASL[317]. Par ailleurs, à Tabqa ou dans l'est du pays, le recrutement des groupes armés reflète les solidarités tribales sans provoquer pour autant des affrontements[318]. Mais, progressivement, la logique communautaire s'impose : les alaouites sont *de facto* exclus de l'insurrection tandis que les chrétiens organisent des groupes d'autodéfense. De plus, les différences ethniques, entre Kurdes et Arabes par exemple, deviennent clivantes avec la politisation des groupes armés (cf. troisième partie).

L'organisation des unités militaires

Les nécessités du combat obligent les révolutionnaires à improviser une organisation militaire. Au tournant de l'année 2011-2012, les groupes armés adoptent un vocabulaire militaire : brigade (*liwa'*/*alwiya*), bataillon (*katiba*/*kata'ib*), section (*sariyya*) et commandant (*qa'id*)[319]. Ces termes copient l'armée syrienne, dans laquelle de nombreux insurgés ont servi, les déserteurs formant une partie significative des combattants[320]. « *Nous avons construit notre groupe armé nous-mêmes. Pour faire au plus simple, nous avons décidé de reprendre l'organisation de l'armée régulière* »[321]. Ce vocabulaire mobilise aussi un imaginaire anticolonial, datant de la période mandataire. L'emploi de ces termes avait en effet permis aux insurgés de la révolte anti-française de 1925 de se présenter comme des nationalistes par opposition aux révoltes de 1919, perçues comme locales et communautaires[322].

Mais, derrière le schéma théorique d'une armée régulière, les groupes armés ont une organisation très souple. La frontière entre civils et combattants reste floue : la plupart de ces derniers ne portent pas d'uniforme et certains se battent à mi-temps, continuant à vivre chez eux, rejoignant leur groupe pour des opérations ponctuelles. Un des membres du conseil municipal d'Alep partage ainsi son temps entre ses responsabilités administratives et son unité sur le front[323]. De plus, il n'y a pas de hiérarchie établie : les volontaires rallient un chef de groupe pour des raisons variées, notamment sa bravoure au combat et sa capacité à se procurer des armes, mais le commandement n'est généralement pas lié à une position de notabilité avant-guerre. Les chefs du Liwa' al-Tawhid, le plus important du gouvernorat d'Alep, Abd al-Aziz Salama et Abd al-Qader

Salah, sont respectivement enseignant et commerçant. En outre, dans de nombreux groupes, le chef peut être démis de ses fonctions par les combattants, si ces derniers le jugent inapte à commander. De nombreux témoignages indiquent ainsi un rythme de rotation assez élevé des commandants.

Ce faible niveau d'organisation explique que les combattants sont libres de quitter leur unité quand ils le souhaitent, éventuellement pour en rejoindre une autre. « *Je suis tireur d'élite* », explique un combattant rencontré à Azaz. « *Peu de gens tirent comme moi alors, comme j'ai des amis dans plusieurs groupes, je change régulièrement d'unité. D'ailleurs, je ne rejoins que les unités qui me prêtent un fusil de précision pour me battre* »[{324}]. Progressivement, certains groupes cherchent à s'assurer de la fidélité des combattants, mais les passages entre groupes restent possibles au sein de l'ASL. Des combattants peuvent même rejoindre la Jabhat al-Nusra, affiliée à al-Qaida, puis passer à un autre groupe. « *Après plusieurs mois passé avec la Jabhat al-Nusra, j'en avais assez de la rigueur des règles imposée aux combattants dans cette unité. Je l'ai donc quittée pour rejoindre Ahrar al-Cham, un des plus grands groupes du nord de la Syrie. On y est aussi bien armé mais, surtout, on est libre de rentrer chez soi quand on veut* »[{325}].

Dans les zones de front ou dans les premières semaines qui suivent la prise d'une ville, les combattants se retrouvent en position d'autorité et exercent des fonctions civiles. Ne disposant d'aucune formation juridique, ils punissent sans juger et résolvent les disputes par des arrangements informels, dont le respect dépend de leur puissance militaire. Par la suite, les groupes armés patronnent ou récupèrent des initiatives civiles, favorisant ainsi l'émergence d'institutions civiles.

Les fonctions civiles d'une unité militaire à Alep

L'école du quartier de Qadi Askar a été transformée en poste de police par le Liwa' Ahrar Suriyya. Son autorité s'étend sur l'ensemble du quartier que contrôle le groupe armé. Le commandant de l'unité qui fait la police est un ancien kinésithérapeute, également champion de *body-building*, qui a travaillé plusieurs années à Dubaï avant de revenir en Syrie pour participer à la révolution. Son second est un ancien membre des services de sécurité du régime qui a fait défection.

Sous leur commandement, plusieurs dizaines de combattants exercent les fonctions de police dans le quartier. Ils surveillent la circulation et arrêtent les petits délinquants, qui sont en général battus avant d'être relâchés. Les délits plus importants sont transmis à la Cour du conseil judiciaire uni (Mahkamat Majlis al-Qada' al-Muwahhad) d'Alep (voir plus loin). Par ailleurs, le commandant assure une fonction de médiation et d'arbitrage des disputes civiles (contrats, divorces). Le poste abrite aussi le seul dispensaire du quartier.

De plus, le commandant travaille avec un notable qui habite à proximité du poste de police. Ce dernier se charge de la production et de la distribution du pain dans le quartier avec le

soutien du Liwa'. À la tête d'une milice de surveillance, la Katibat al-Mustaqbal (Bataillon du Futur), il patrouille la nuit en compagnie des combattants du poste de police. Enfin, le commandant a soutenu la mise en place d'un Conseil de district.

Le financement de l'insurrection

L'insurrection manque de ressources, pour armer, équiper et nourrir ses combattants. Régulièrement, des unités de l'insurrection se débandent faute de financements, les hommes sans armes changent de groupes armés, voire cessent de se battre. Dans la logique de leur engagement révolutionnaire, certains Syriens vont jusqu'à engager leurs biens pour financer la lutte armée. Ils vendent leur maison, achètent des armes et financent leur propre groupe. « *Mon magasin ne me rapportait plus rien. Plutôt que de continuer comme ça, j'ai décidé de tout vendre tant que j'en avais encore la possibilité. Avec l'argent, j'ai acheté des appareils de communication, des munitions et des voitures pour équiper notre unité militaire. Un petit investissement, mais qui nous a permis de faire parler de nous. Ensuite, de l'argent est arrivé de l'extérieur* »[326]. Les armes, difficiles à trouver et chères, sont acheminées de l'extérieur (Turquie, Irak, Liban, Jordanie) ou achetées au prix fort aux soldats ou aux policiers syriens. Les armes de poing coûtent plusieurs centaines de dollars, les kalachnikovs entre 1 000 $ et 2 000 $ et la munition autour de 2 $[327]. « *Pour créer mon groupe, j'ai dû vendre mon magasin de décoration d'intérieur* », explique un combattant originaire de Maraa. « *Etant donné la situation, j'ai dû brader les prix, le tout m'a rapporté 200 000 $, juste assez pour équiper une trentaine d'hommes. Un couturier de Maraa nous a fait des uniformes. J'ai acheté vingt AK-47 et mille cartouches par fusil, deux mitrailleuses lourdes MG et quelques RPG. Malheureusement, je n'ai trouvé qu'un vieux fusil sniper. Les armes sont rares et chères ! Ensuite, j'ai acheté des radios portatives et trois 4 × 4. Il me restait tout juste assez d'argent pour l'essence et payer 50 $ de salaire par combattant pendant trois mois. Le Liwa' al-Tawhid* [également originaire de Maraa] *nous a ensuite donné plus d'armes et nous donne des munitions lorsqu'elle a besoin de nous pour attaquer une position. Le reste du temps, nous nous relayons au front par groupe de vingt combattants et le Liwa' al-Tawhid se charge de nous ravitailler. De notre côté, nous filmons nos attaques pour obtenir de l'aide des Syriens à l'étranger* »[328]. L'armement pris à l'armée syrienne et aux forces de sécurité complète celui que l'insurrection parvient à s'acheter. « *Nous nous battons avec une arme pour trois* », explique un combattant de Daraa. « *Acheter des fusils neufs coûte trop*

cher, alors on utilise surtout du matériel de seconde main pris sur l'ennemi »[329].

De plus, les groupes armés tentent d'attirer des ressources extérieures, notamment en provenance des pays du Golfe. Des Syriens en exil à l'étranger envoient aussi de l'argent pour soutenir les insurgés. Pour se faire connaître des bailleurs de fonds sans passer par les coordinations existantes, les groupes armés mettent en scène leurs combats et affichent leur credo idéologique dans des vidéos diffusées sur Youtube et sur la page Facebook du groupe. Chaque opération est méticuleusement filmée, archivée ; le logo de l'unité est apposé et les images sont accompagnées de sous-titres explicatifs[330]. Les vidéos montrent généralement des opérations militaires pour prouver aux donateurs quel usage est fait de leur argent. Cet effort de communication est directement géré par le groupe armé, conduisant à une spécialisation des tâches avec la création de centres d'information (Maktab I'lami) à côté du bureau pour la logistique et de la section administrative. La médiatisation est assurée par un « journaliste » – dont le statut est ambigu, entre le civil et le combattant, mais qui est de fait intégré à l'unité. Il fait figure de spécialiste de la prise d'images qu'il retravaille et diffuse. Un journaliste-militant du Liwa' 'Asifat al-Chimal explique comment s'organise le travail de propagande, « *Nous sommes des professionnels de la vidéo* », affirme-t-il. « *Chaque combat est filmé en direct, puis nous montons le film en y ajoutant les logos et les slogans de l'unité. Le but est de se distinguer des autres groupes pour obtenir plus de financements* »[331]. Dans certains cas, le centre médiatique est une unité à part entière et obéit directement aux ordres du commandement de l'unité. Les plus grands groupes militaires équipent leur centre avec des caméras, des ordinateurs et une connexion satellite.

La coordination et la professionnalisation

Avec l'installation de la guerre dans la durée, les groupes militaires tentent de se coordonner à un échelon supérieur et de se professionnaliser. La formation des *liwa'* (brigades) est un point d'entrée pour décrire cette dynamique. La formation d'un *liwa'* répond *a priori* à deux logiques : la croissance interne d'une *katiba* (bataillon), par exemple 'Asifat al-Chimal à Azaz ou Fatah à al-Bab, ou une coordination de différentes *katiba* déjà existantes. En réalité, ces logiques se répondent. La plupart des *katiba* qui réussissent des avancées importantes, par exemple la prise d'une ville, en sortent renforcées. Elles sont souvent rejointes par des combattants à titre individuel ou au sein d'une *katiba* et s'organisent alors en *liwa'*.

Derrière le terme générique de *liwa'* (et parfois celui de *katiba*), on trouve deux modèles d'organisation. D'une part, les formations de coordinations militaires, comme Kata'ib al-Faruq ou Liwa' al-Tawhid, fonctionnent sans intégration réelle. Les décisions résultent des négociations entre chefs et ne supposent pas une intégration au niveau tactique. Elles apparaissent en même temps que des unités plus petites et sont un signe de la fluidité des premiers mois. Une *katiba* est libre de se rallier à un *liwa'* de son choix ; le soutien financier et logistique offert fait ici la différence.

D'autre part, un *liwa'* peut être une organisation (relativement) hiérarchisée avec des hommes liés au *liwa'* comme tel et non plus dépendants d'une *katiba* particulière. Le Liwa' al-Umawiyyin, le Liwa' al-Islam et les Kata'ib Ahrar al-Cham, notamment, sont représentatives de ce modèle. « *Nous avons établis des règlements internes, une hiérarchie entre différents bureaux chargés de l'administratif, de la logistique, des opérations militaires. Chaque combattant a une carte d'enregistrement auprès du liwa'. Ses armes lui sont prêtées et il doit les rendre. Tout est consigné, ce qui nous permet de savoir exactement ce dont nous disposons* »[332]. À partir de l'automne 2012, la direction de certains *liwa'* décide de la création de nouvelles *katiba* qui, dès lors, ne sont plus l'expression d'une mobilisation spontanée. Grâce aux ressources accumulées, les *liwa'* intègrent et financent également des unités jusque-là indépendantes, qui permettent une extension géographique rapide du *liwa'*. Les nouvelles *katiba* viennent ainsi fournir les troupes nécessaires pour se battre sur une ligne de front, qui dans les premiers mois avance rapidement. Par exemple, dans le Liwa' al-Islam, il existe un organigramme et des sections, qui ont des fonctions de police militaire. De plus, si la *katiba* définit le plus souvent sa zone d'opérations, le *liwa'* peut imposer à une *katiba* des changements de secteurs. Cette question est importante dans l'optique de la professionnalisation de l'armée, car si une unité peut faire opérer ses combattants en dehors de leur lieu d'origine, elle gagne en cohésion et en discipline. Dans ce sens, le Liwa' al-Umawiyyin crée un système pour faire tourner ses hommes entre ses différentes *katiba*. Enfin, l'intégration des combattants dans des unités plus larges se poursuit avec la constitution de divisions (*firqa*) dans un double mouvement de mise en commun volontaire des ressources des *liwa'* et de pression des instances de coordination nationale. En 2013, des divisions, numérotées sur le modèle d'une armée régulière, sont ainsi mises en place dans les provinces d'Idlib, d'Alep, de Raqqa et de Damas.

En mars 2012, une coordination, installée en Turquie et soutenue par les Occidentaux et les pays du Golfe, renforce la centralisation amorcée par le bas avec la formation des *liwa'*. Au niveau national, un Conseil militaire suprême

(al-Majlis al-‘Askari al-A‘la), composé de représentants des principaux commandants de l’ASL, un état-major (Hay‘at al-Arkan) et cinq régions militaires sont constitués en vue de coordonner les opérations{333}. Dans chaque gouvernorat, des Conseils militaires sont mis en place pour réaliser une intégration verticale des unités, en parallèle de l’apparition des *firqa*, dont ils doivent devenir la structure naturelle de commandement. Les Conseils militaires réunissent des représentants des principales unités de l’insurrection présentes dans le gouvernorat et une minorité d’officiers de carrière qui dirigent formellement la structure, mais ont un poids limité. En effet, les Conseils militaires ne disposent pas d’effectifs propres, leur tâche se limite à conseiller les formations militaires dans la préparation des opérations et à organiser des réunions de coordination. Par exemple, pour éviter que ne se répètent les conflits entre groupes armés apparus après la prise de l’Académie militaire de Muchat, le Conseil militaire d’Alep organise, en janvier 2013, une réunion pour déterminer les modalités du partage du butin en prévision de la prise de l’aéroport militaire de Menegh (près d’Azaz). De plus, l’influence du Conseil militaire d’Alep s’accroît ponctuellement avec des distributions de munitions ou le paiement des combattants. « *Après la conquête du nord de la Syrie, le Conseil militaire d’Alep a payé 150 dollars de salaire aux combattants qui ont accepté de lui prêter allégeance* », explique un commandant d’Alep{334}. Le chef du Conseil militaire d’Alep, le colonel Abd al-Jabbar Muhammad ‘Ubaydi devient en 2013 une figure connue qui passe régulièrement sur Al Jazeera, mais l’autorité des Conseils militaires sur la conduite de la guerre reste faible au quotidien{335}.

Le Liwa’ al-Tawhid

Créé le 18 juillet 2012 par un noyau de combattants originaires de Maraa, le Liwa’ al-Tawhid s’impose comme l’un des principaux acteurs militaires dans le nord syrien. Il est le premier *liwa’* de la province d’Alep à unifier des *katiba* sous les ordres d’un chef militaire, ‘Abd al-Qadir Salah, et d’un chef politique, Abd al-‘Aziz Salama. Le nombre de ses combattants est incertain, mais atteint probablement plusieurs milliers, et il domine le nord d’Alep jusqu’à l’automne 2013. Le Liwa’ al-Tawhid doit faire face aux défis liés à sa croissance rapide : l’augmentation du nombre de combattants et l’extension du théâtre d’opération. Pour y répondre, il tente de rationaliser le développement de ses centres d’information, dont le travail fait connaître l’unité à l’étranger et lui permet de recevoir d’importants financements{336}.

Au-delà du militaire, le Liwa’ al-Tawhid a un rôle moteur dans la constitution d’institutions dans les zones insurgées du nord. Ainsi, il est à l’origine de la création de la Sécurité révolutionnaire (Amn al-Thawra) et de la mise en place à la Cour du conseil judiciaire uni (voir plus loin). Cependant, à partir du printemps 2013, le *liwa’* devient plutôt un frein à la consolidation des institutions, car les *katiba* qui le composent sont pour certaines impliquées dans la prédation économique. La mort de Salah, en novembre 2013, marque un affaiblissement du Liwa’ al-Tawhid au profit des groupes islamistes comme la Harakat

Ahrar al-Cham al-Islamiyya et l'EIIL. En janvier 2014, le nouveau front qui s'ouvre contre l'EIIL, après son expulsion d'Alep, accentue la fragmentation du Liwa' al-Tawhid au profit d'autres brigades de l'ASL qui se regroupent dans une nouvelle coalition, l'Armée des Mujahidin (Jaych al-Mujahidin). Faute de financements, le Liwa' ne parvient pas à reconstruire un leadership stable et perd ses principaux lieux d'implantation, conquis par l'EIIL.

Les tentatives d'intégration des groupes armés dans des structures plus larges relèvent de processus différents sur les fronts sud et nord. Au sud, la relative exiguïté des territoires sous le contrôle de l'insurrection et la dépendance par rapport au financement saoudien ont donné du poids aux conseils militaires de Daraa et de Damas. L'intégration est donc relativement poussée et les tensions entre groupes sont limitées.

Au nord, la coordination est plus complexe, notamment du fait de l'absence de contrôle des donateurs, aggravée par le faible contrôle de la frontière irakienne. Avec la conquête de certaines villes, les pratiques de prédation se répandent, fragilisant la légitimité de l'insurrection. Discipliner les combattants devient un impératif qui amène la création de la Sécurité révolutionnaire (Amn al-Thawra) en août 2012. Celle-ci vise à éviter le contrôle exclusif d'un territoire par un groupe armé et le racket de la population. Les juges de la Sécurité révolutionnaire se voient notamment reconnaître l'autorité de juger les conflits entre la plupart des unités militaires du gouvernorat d'Alep. Installée à al-Ra'i, la nouvelle institution dispose d'une prison et d'un centre d'information. Situé à quelques centaines de mètres de la frontière turque, al-Ra'i offre l'avantage d'être éloignée des zones de combat et de ne pas subir de bombardements. Un autre bureau est créé dans le quartier de Hanano à Alep sur la base d'une compétence territoriale : le bureau d'Alep pour la ville, celui d'al-Ra'i pour les campagnes. Au cours de l'automne 2012, un accord est trouvé avec la plupart des unités du gouvernorat, qui permet à l'institution d'acquérir une compétence plus large. De plus, une unité militaire spécifique à la Sécurité révolutionnaire est créée à partir de combattants détachés de chaque unité. En cas de besoin, la Sécurité révolutionnaire peut également compter sur des renforts, en particulier du Liwa' al-Tawhid. La Sécurité révolutionnaire a ainsi les moyens d'arrêter des combattants, mais aussi des chefs de *katiba* et de *liwa'*. Cependant, l'usage de la force reste extrêmement rare et la négociation constitue la norme. En général, la Sécurité révolutionnaire construit un rapport de force dissuasif avant d'opérer ; une intervention contre une unité puissante est exceptionnelle.

À mesure qu'elle se renforce, la Sécurité révolutionnaire concentre les critiques. Combattants et civils l'accusent de devenir l'embryon d'un appareil

sécuritaire au service du Liwa' al-Tawhid[337]. En effet, la Sécurité révolutionnaire devient au printemps 2013 à la fois une police militaire, une police civile et un service de contre-espionnage, se chargeant notamment d'interroger les déserteurs. Ce mécontentement permet au Conseil transitoire d'Alep d'imposer la création d'une police civile (cf. chapitre 5) qui réduit le champ d'action de la Sécurité militaire et fait d'elle un outil de discipline interne de l'ASL. À l'été 2013, le manque de soutiens financiers conduit à l'éclatement de la Sécurité révolutionnaire. « *J'étais responsable de l'information de la Sécurité révolutionnaire jusqu'en mars 2013. Les commandants étaient pour la plupart issus du Liwa' al-Tawhid mais les combattants venaient de toutes les unités militaires du nord d'Alep. Nos enquêtes permettaient d'arrêter des combattants coupables d'exactions contre la population. Mais nous avons été victimes de notre succès. Plus la Sécurité révolutionnaire était efficace, plus elle gênait l'action des unités militaires. Ces dernières n'ont plus voulu nous financer, elles ne voulaient plus qu'on enquête sur elles. Et, nous n'avons pas réussi à obtenir des financements de l'extérieur. Faute de moyens, nous nous sommes dissous* »[338]. À l'été 2013, après la dissolution de la Sécurité révolutionnaire, plusieurs unités de l'insurrection créent leur propre service de renseignement et le Liwa' al-Tawhid forme une Police militaire (al-Churta al-'Askariyya) chargée de réguler les relations entre ses combattants et les civils[339].

Le mouvement d'intégration s'accompagne de résistances. Quelques *katiba* intégrées dans des *liwa'* redeviennent autonomes comme le montre l'exemple de la Katibat Abu Bakr qui quitte le Liwa' al-Tawhid tandis que certaines *katiba* restent indépendantes malgré leur affiliation au Liwa'. De plus, certains *liwa'* déclinent, généralement faute de ressources, et les *katiba* retrouvent leur autonomie au point que l'appartenance au *liwa'* devient purement formelle, comme les Kata'ib al-Faruq ou le Liwa' al-Tawhid, dont les noms ne représentent plus qu'un label à l'été 2013.

Dans quelques cas, des commandants sont tentés de se tailler un fief et d'échapper ainsi à toute coordination. Ainsi, dans la ville d'Azaz – située au nord d'Alep, proche de la frontière turque – la Katibat 'Asifat al-Chimal poursuit jusqu'en novembre 2012 une stratégie de territorialisation inverse de la dynamique alors dominante. Son chef, 'Umar Dadikhi, trafiquant de cigarettes avec la Turquie avant la révolution, profite de ses réseaux transfrontaliers pour financer son groupe, ce qui renforce son autonomie. Après la prise d'Azaz, il s'engage dans une stratégie d'exploitation économique de la région. Il prend le contrôle du poste frontière de Bab al-Salam, ce qui lui permet de taxer les véhicules, et revend les prisonniers capturés par ses combattants. Parallèlement,

Dadikhi intègre d'autres bataillons originaires d'Azaz et transforme sa *katiba* en *liwa'*. Ses hommes prennent le contrôle de la prison, mettent en place leur propre police et accaparent l'aide extérieure en créant une organisation *ad hoc*, le Bureau de l'aide. Les jeunes révolutionaires du Centre des médias d'Azaz doivent cesser leurs activités pour l'avoir critiqué (novembre 2012) et les techniciens du centre sont contraints de venir travailler pour lui à Bab al-Salam, dans le bâtiment voisin de son quartier général.

Ces pratiques – qui fragilisent la légitimité populaire de l'insurrection – provoquent une réaction des acteurs majeurs de l'insurrection dans le nord. Plusieurs groupes, notamment le Liwa' al-Tawhid, mobilisent des centaines d'hommes, peut-être un millier, avec des armes lourdes, contre Dadikhi. Confronté à une menace directe, celui-ci est forcé d'accepter un accord signé par 'Abd al-Aziz Salama et 'Abd al-Qadir Salah (les commandants du Liwa' al-Tawhid), le colonel 'Abd al-Jabbar Muhammad 'Ubaydi (membre du Conseil militaire d'Alep) et cheikh Ahmad Feyat (un juge de la Sécurité révolutionnaire). L'accord stipule que les tarifs de douanes sont réduits de 300 à 100 lires syriennes par personne et de 750 à 500 par véhicule avec un affichage public de ces tarifs. La brigade de Dadikhi doit également se retirer d'Azaz et des institutions civiles (une cour, un conseil local et une force de police) doivent être établies. Enfin, les 64 prisonniers enfermés sans jugement doivent être libérés. Dadikhi a respecté ses engagements mais, en faisant nommer des proches au Conseil local, il est demeuré une figure importante dans la ville.

De façon générale, deux obstacles freinent la constitution d'une hiérarchie militaire : la faible compétence technique des commandants et l'absence de rémunération des combattants. D'une part, les Conseils militaires sont dominés par des officiers de carrière, alors que les groupes armés sont dirigés par des civils mobilisés dans la révolution. En l'absence de ressources propres, notamment au Nord, les Conseils militaires se retrouvent en position de faiblesse dans leurs rapports avec les unités. Avant la bataille d'Alep qui débute en août 2012, les officiers membres du Conseil militaire s'opposent ainsi à l'attaque de la ville[340]. Cependant, faute d'autorité sur les unités insurgées, et notamment sur le Liwa' al-Tawhid, ceux-ci doivent se résoudre à soutenir une opération qu'ils estimaient dangereuse. D'autre part, des annonces sans lendemain sont faites, décrédibilisant les Conseils militaires. Le 1er avril 2012, lors de la Conférence internationale des amis du peuple syrien, le versement d'un salaire de 150 dollars, l'équivalent du salaire d'un fonctionnaire moyen, est promis aux combattants des unités qui rejoindraient la structure de l'ASL[341]. Cette question est décisive, car les salaires sont un moyen pour garantir la loyauté des combattants à un commandement central. Cependant, faute d'engagement des

pays occidentaux et de ceux du Golfe, les salaires ne sont finalement plus versés à partir du printemps 2013. Le manque d'aide extérieure, la pression des combats et la montée de l'État islamique à partir de janvier 2014 poussent l'insurrection à rationaliser le fonctionnement de ses unités militaires. Entre 2014 et 2015, on observe la disparition des petits groupes armés qui n'ont d'autre choix que de s'associer et de mettre en commun leurs ressources.

Chapitre 5
L’administration de la révolution

Des millions de civils vivent désormais dans les territoires contrôlés par l’insurrection, mais les services publics ont cessé de fonctionner et la plupart des cadres (juges, ingénieurs, cadres de la police, administrateurs) ont fui les combats. L’approvisionnement en nourriture, en électricité, en eau, en gaz et en essence est perturbé ou interrompu ; les écoles et les hôpitaux sont fermés. Les insurgés doivent administrer la population, qui demande la remise en route des services publics, mais aussi une rupture avec les pratiques autoritaires de l’ancien régime.

Malgré la violence des bombardements et l’absence de ressources, des institutions civiles alternatives se mettent en place dès l’été 2012. Progressivement, les fonctions judiciaires, policières et administratives sont prises en charge par de nouvelles institutions toutes confrontées aux mêmes questions : qualification du personnel, hiérarchie entre échelons, définition des procédures. La monopolisation, la rationalisation et la professionnalisation conditionnent leur efficacité et à terme leur légitimité. Enfin, les institutions civiles sont fragilisées par le manque de ressources et, surtout, la constitution de groupes politico-militaires qui mettent en place des structures concurrentes.

Juger

Les cours comptent parmi les premières institutions mises en place par les

révolutionnaires. En effet, la justice a cessé de fonctionner en dehors des régions tenues par le régime. Beaucoup de Syriens sont coupés des tribunaux officiels parce qu'ils habitent une région sous le contrôle des insurgés. Les nouvelles cours permettent donc de régler les conflits ordinaires ou liés à la guerre. De plus, dans un contexte d'instabilité et de vide institutionnel, les tribunaux sont d'autant plus importants que la révolution s'est largement faite contre l'arbitraire du pouvoir baassiste. « *Lorsque nous avons pris le contrôle des premiers villages, puis des villes, la question de la justice s'est très vite posée* », explique cheikh Hossein, un des premiers juges de la province d'Alep. « *Nous luttons contre la dictature la plus terrible de la région, notre but est de libérer le territoire et permettre à la justice de s'y exercer à nouveau* »[342].

Les prémisses d'une nouvelle organisation judiciaire se trouvent dans les pratiques des unités combattantes. Dès les premiers mois de l'insurrection, les groupes armés font appel à des tiers pour arbitrer leurs disputes. En particulier, les premières victoires posent la question du partage des bâtiments et des armes capturées. Les groupes insurgés doivent aussi assurer leur cohésion (quelle peine infliger pour indiscipline par exemple) et répondre aux plaintes de la population à l'encontre de certains combattants. Les informations dont nous disposons sur la période sont incomplètes mais, au nord d'Alep, les groupes armés font régulièrement appel à des cheikhs pour résoudre leurs disputes[343]. « *Lorsque nous avons libéré la ville de Maraa et conquis un important butin militaire, la question a été de savoir comment le répartir entre les groupes armés. Il y avait également beaucoup de civils qui venaient nous demander justice pour des affaires personnelles (vol, agression, divorce) sans compter les problèmes entre les combattants et les civils. J'étais le seul cheikh présent, j'ai donc été choisi pour juger ces affaires* »[344].

Avec la prise des premières grandes agglomérations, le rôle des juges s'affirme ; la justice devient un travail collectif avec l'installation de tribunaux, dans une madrasa à Azaz, dans le bâtiment des services municipaux à Deir ez-Zor ou dans celui de l'ancien tribunal à al-Bab. La diversité des expériences est telle que dans chaque ville, dans chaque quartier, la composition des institutions reflète des équilibres variables entre civils et militaires, personnels judiciaires et militants révolutionnaires, religieux et séculaires. De cette diversité des situations locales, émerge un embryon d'organisation qui anticipe l'établissement d'un système judiciaire. Quatre points permettent de décrire ce dernier : le consensus sur un code de lois, l'intégration des tribunaux dans une structure hiérarchique, la reconstitution d'un personnel spécialisé et, enfin, le degré d'autonomie par rapport aux unités militaires.

En premier lieu, autant qu'une préférence idéologique, le choix du code de

lois à appliquer dans les zones révolutionnaires répond à des nécessités pratiques. Le nombre limité de juges passés à l'insurrection fait que très peu de personnels sont disponibles pour reconstruire un système judiciaire. Ainsi, les quelques cas où les nouveaux tribunaux appliquent le droit civil syrien, notamment à Harem et à Salqin (au nord d'Idlib) ou à Douma (en banlieue de Damas), s'expliquent par la présence de juges passés à l'insurrection. Sous la pression des islamistes radicaux, ces institutions disparaissent d'ailleurs à Harem et à Salqin pendant l'été 2013. Dans le reste du pays, au nord de Latakia, à Alep, à Raqqa et à Deir ez-Zor, la charia s'impose par défaut. « *Je suis le seul juriste de formation à Azaz* », explique notre interlocuteur, « *personne ici n'est vraiment formé pour rendre la justice. Les cheikhs se sont donc naturellement imposés comme autorité. Ils connaissent le droit chariatique, dont une grande partie du code civil syrien est issu. Ils peuvent de ce fait aider à résoudre des conflits au sein de la population* »{345}. Ainsi dans la province d'Alep, les premières médiations informelles au printemps 2012 s'appuient sur la charia, qui reste légitime pour la majorité de la population, en particulier dans les zones rurales. De plus, la casuistique très souple du système chariatique se révèle particulièrement adaptée pour traiter de problèmes souvent atypiques, qui ne trouvent pas de réponse dans les lois existantes{346}.

Cependant, au-delà de la rhétorique religieuse, les jugements sont en réalité des arbitrages pragmatiques, d'autant plus que l'application des peines dépend des unités de l'insurrection. La charia sert ici moins de code à proprement parler que de légitimation *a posteriori* des décisions. « *Le Comité judiciaire peine à résoudre les problèmes entre tribus à Deir ez-Zor. Récemment, trois soldats du régime ont été faits prisonniers, appartenant à deux tribus différentes. Du coup, pour respecter la justice tribale, la cour de charia a condamné à mort un membre de chaque tribu. Le troisième a été mis en prison* »{347}. Pourtant, la référence à la charia n'est pas seulement symbolique. Les commandants – en dehors de l'arbitraire qui perdure, notamment sur le front – passent par des juges pour obtenir des décisions applicables pour la gestion des prisonniers, des prises de guerre ou des personnes qu'ils arrêtent.

À mesure que le système judiciaire se développe dans les zones insurgées, les révolutionnaires adoptent le code de l'Union arabe. Celui-ci a été créé en 1996 par une commission d'oulémas de la Ligue arabe avec un financement des pays du Golfe, afin de proposer aux pays arabes un droit civil et pénal basé sur la charia. Lors de sa création à l'automne 2012, la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep (Mahkamat Majlis al-Qada' al-Muwahhad) impose, la première, le code de l'Union arabe. Celui-ci est nominalement adopté dans l'année qui suit par la plupart des tribunaux du nord de la Syrie{348}. « *Nous avons eu une réunion en*

Turquie pour coordonner l'action des cours de justice en Syrie », explique un juge de la ville d'Azaz. « *Nous avons décidé de regrouper les tribunaux créés en province sous l'autorité de la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep. Cette initiative touche aussi bien les tribunaux islamiques créés par des cheikhs que les tribunaux créés par des avocats. Le but est d'avoir un seul code de loi et un seul système judiciaire pour tout le gouvernorat* »[{349}].

En second lieu, dans certains gouvernorats, une hiérarchie judiciaire se reconstitue. Ainsi, la prise d'une partie d'Alep pousse les militaires, sous l'impulsion du Liwa' al-Tawhid, à appuyer la création de la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep. Celle-ci installe une procédure standardisée : une enquête préliminaire, l'attribution du dossier à une des quatre formations spécialisées (affaires criminelles, civiles, familiales et militaires), une enquête et, finalement, une audience. De plus, la Cour du conseil judiciaire uni constitue en principe la cour d'appel au niveau du gouvernorat[{350}]. Elle travaille avec les cours du gouvernorat, quitte à imposer une modification de leur organisation. En particulier, ces dernières doivent avoir trois formations spécialisées (affaires criminelles, civiles et familiales), chacune avec deux cheikhs et un avocat, et appliquer le code de l'Union arabe. D'autres acteurs participent à cette normalisation, notamment le Conseil du gouvernorat d'Alep, dont le bureau juridique produit une liste des cours autorisées, et la Police libre d'Alep, qui ne travaille qu'avec ces cours (voir plus loin).

En août 2013, une conférence réunissant une quarantaine de délégués des principales cours des gouvernorats de Deir ez-Zor, de Raqqa, d'Alep, d'Idlib et de Latakia est organisée à Istanbul pour uniformiser leur fonctionnement. L'accord prévoit la formation d'une autorité judiciaire indépendante, sous le nom de Majlis al-Qada' al-A'la et la généralisation de l'organisation de la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep à l'ensemble des cours, en particulier l'adoption du Code de l'Union arabe et le recrutement de juges diplômés en droit, islamique ou non.

Ce processus de normalisation du système judiciaire ne se déroule pas sans oppositions. Certaines cours résistent à l'intégration dans le système judiciaire émergeant, au risque de disparaître. À Azaz, la fusion entre la cour chariatique et la cour formée d'avocats émanant du Conseil municipal est imposée par Alep en dépit des résistances. À al-Ra'i, une nouvelle cour a dû être instituée, la précédente refusant de se plier au processus de normalisation. Enfin, à al-Bab, la cour s'allie avec une minorité d'opposition au Conseil municipal et parvient à exister grâce à l'appui des combattants de la Jabhat al-Nusra. De même, à Daraa et à Douma, des conflits opposent les cours de justice créées par des avocats et celles mises en place par des cheikhs[{351}]. Au final, dans la plupart de ces

conflits, l'intégration des cours dans un système judiciaire unifié s'impose si les rapports de force militaires au sein de l'insurrection restent stables.

En troisième lieu, la reconstitution d'un personnel judiciaire passe par deux types de recrutement. D'abord, l'inclusion du personnel possédant une connaissance de la charia pose la question de la compétence des juges chariatiques. Une majorité des oulémas ayant soutenu le régime, les juges sont principalement recrutés parmi les cheikhs demeurés dans les zones sous contrôle de l'insurrection. Or, la plupart des cheikhs, qui formaient souvent le petit personnel enseignant des madrasas, n'ont pas une formation approfondie en droit islamique. Mais, à partir de mai-juin 2012, leur rôle devient central, par exemple cheikh Wada à Tal Rifaat, cheikh Hossein et cheikh Zerati à Akhtarin, cheikh Jumaa et cheikh Sukar à al-Bab. Ces cours chariatiques permettent ainsi au personnel religieux de réinvestir localement une révolution à laquelle ils se sont généralement ralliés tardivement{352}.

Ensuite, la reconstitution d'un personnel au fait des procédures judiciaires passe par le recrutement de juges et d'avocats, représentés par des associations professionnelles, le Mouvement des avocats syriens libres (Harakat al-Muhamin al-Suriyyin al-Ahrar) à Alep et le Groupement des avocats libres (Tajammu‘ al-Muhamin al-Ahrar) basé en Turquie. Alors que la profession attirait souvent les étudiants ayant échoué aux concours de la fonction publique, les avocats trouvent une occasion d'ascension sociale dans les bouleversements révolutionnaires. Pour légitimer leur rôle, les avocats arguent d'une certaine expérience dans l'application de la charia, déjà utilisée comme référence pour le statut personnel et les affaires familiales dans les codes du régime baassiste{353}. Certains s'appuient sur les certificats délivrés lors de formations de quelques semaines au code de l'Union arabe organisées en Turquie par la Coalition nationale syrienne avec l'aide d'organisations occidentales. Au final, tandis que des cheikhs sans formation juridique imposent facilement leur autorité, les avocats et les (rares) juges se trouvent en situation de devoir justifier de leurs connaissances religieuses pour trouver une place dans le nouveau système.

Le fonctionnement de la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep donne à voir concrètement les tensions et les arrangements entre les différents groupes. Son fonctionnement résulte d'un compromis entre les avocats, les cheikhs et l'unique juge qui ait fait défection à Alep. Ces personnels possèdent des formations et des priorités très différentes, mais la mise en place d'un système judiciaire unifié entraîne la mise en place de critères de sélection où la compétence juridique devient plus décisive, y compris pour les cheikhs. Les modalités d'organisation du tribunal sont négociées lors d'une première réunion en Turquie, au mois de septembre 2012, entre un avocat, membre du Mouvement des avocats libres, un

cheikh, formé en droit islamique à l'Université al-Azhar du Caire, et le juge. Les représentants des trois principales professions juridiques se mettent d'accord sur un équilibre complexe : la présidence tourne tous les mois, un cheikh et un avocat se succédant. Les avocats sont de loin les plus nombreux, deux tiers du personnel, mais les cheikhs, deux par chambre, dominent les délibérations. L'unique juge a une position stratégique, car il distribue les dossiers entre les chambres spécialisées et peut demander des suppléments d'enquête.

Enfin, ce système judiciaire tend – non sans difficultés – à s'autonomiser. En effet, les unités militaires ont intérêt à se décharger de l'arbitrage des conflits qui minent leur légitimité, mais elles cherchent en même temps à garder un degré de contrôle sur les cours. Ainsi, le procès d'Abu Talal commandant de la Katibat al-Hajjaj (devenue Katibat Ansar al-Chari'a lors de la création du Liwa' al-Umawiyyin en septembre 2012) illustre les limites de l'autorité des juges. À la suite de plaintes à l'encontre d'Abu Talal, un tribunal *ad hoc* composé de cheikhs est constitué en septembre 2012[354]. Abu Talal est condamné, mais le prononcé de la sentence est ajourné à la fin de la révolution et il reprend la tête de son unité militaire[355].

Par ailleurs, les groupes armés et les conseils locaux tentent d'instituer leurs propres autorités judiciaires quand ils sont en conflit avec les cours en place. Quand le commandant Dadikhi veut contrebalancer le Comité judiciaire d'Azaz, il crée sa propre cour (fin 2012) ; quand le Conseil municipal d'al-Bab veut contrer le Comité judiciaire qui a soutenu une tentative de dissolution de son institution, il met en place un Bureau du procureur (janvier 2013). Ainsi, les cours deviennent un acteur dans les jeux de pouvoirs locaux, disposant quelquefois de leur propre police judiciaire et jouissant de l'appui d'une unité militaire ou d'un conseil municipal. Par ailleurs, certaines cours investissent aussi les autres domaines de l'action publique, par exemple la gestion de l'approvisionnement en pain et de l'électricité.

À Alep, bien que créée par les principales unités militaires du gouvernorat, la Cour du conseil judiciaire uni devient progressivement indépendante. Cependant, comme on le verra, elle peine à faire appliquer ses décisions, ce qui affecte beaucoup sa légitimité. Pour éviter de devoir se soumettre aux décisions d'une instance indépendante, certains groupes armés – la Jabhat al-Nusra, la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya, le Liwa' Suqur al-Cham et le Liwa' al-Tawhid – établissent leur propre cour, le Comité judiciaire (al-Hay'a al-Char'iyya), au début de l'année 2013. À la différence de la Cour du conseil judiciaire uni, le Comité judiciaire possède sa propre police, 200 hommes fournis par les groupes armés, et dresse des barrages dans la ville. Le Comité judiciaire refuse l'application d'un code écrit, préférant le recours à la

jurisprudence islamique, il impose en outre un contrôle des mœurs, par exemple le voile pour les femmes et le respect du jeûne pendant le ramadan. Le Comité judiciaire s'implique aussi, avec une efficacité limitée, dans la gestion de la ville, en créant des services concurrents dans la fourniture d'électricité, l'éducation et les soins médicaux. Enfin, en prenant très tôt en charge l'administration des mosquées d'Alep, que la municipalité négligeait, le Comité judiciaire parvient à contrôler une majorité des mosquées de la ville.

La concurrence entre les deux institutions ne débouche pas sur des affrontements armés, mais les tensions sont palpables à l'été 2013. La Cour du conseil judiciaire uni d'Alep, avec le soutien d'unités de l'ASL, souhaite que le Comité judiciaire adopte ses procédures et accepte d'intégrer la hiérarchie qui se met en place. De son côté, le Comité judiciaire accuse les membres de l'administration civile et de la Cour du conseil judiciaire uni de ne pas être de bons musulmans. En juillet 2013, les hommes du Comité judiciaire encerclent la Cour du conseil judiciaire uni à plusieurs reprises, avant que des combattants de l'ASL proches des institutions civiles ne les forcent à se retirer, des concertations ayant lieu par ailleurs pour trouver un compromis.

Policer

À partir de la fin de l'année 2012, une police est mise en place dans chaque ville sous l'impulsion du CNS, des conseils de gouvernorat et de l'association professionnelle des anciens policiers. Ce projet se développe avec pour modèle la Police libre d'Alep (Churtat Halab al-Hurra), créée en octobre 2012, qui remplit le rôle de police judiciaire dans la province. L'intégration de l'ensemble des unités assurant la sécurité civile dans une police professionnelle a pour objectif de renvoyer les combattants sur le front et de dissoudre les groupes armés qui rackettent la population. « *La création de la police doit permettre de libérer les combattants de l'insurrection pour se battre contre le régime. Nous leur enlevons la responsabilité des civils, ce qu'ils acceptent volontiers* »[{356}]. Dès sa création, la fonction policière s'affirme par deux processus : l'intégration des groupes existants et la professionnalisation.

Premièrement, l'ambition de ce projet est de démilitariser les territoires conquis en mettant en place une force de police de plusieurs milliers hommes par province, ce qui suppose la séparation entre fonction combattante et maintien de l'ordre. « *Nous sommes sous les ordres du général Adib Chelaf, qui commande la Police d'Alep depuis Cheikh Najar, et nous recevons nos instructions de la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep. J'appréhende les*

suspects et je les transfère à la Cour. Ma seconde tâche est de faire du maintien de l'ordre public. Dans les deux cas, j'emprisonne les suspects. En cas de problèmes entre des civils et des combattants de l'ASL, j'envoie le dossier au tribunal militaire de la Cour de justice d'Alep. Je n'ai pas autorité pour m'opposer aux militaires »[357]. En effet, la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep doit en principe contrôler les unités militaires : « *En tant que représentant de la loi dans le gouvernorat d'Alep, mon travail consiste à poursuivre les combattants qui se font justice eux-mêmes* », explique un juge de la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep dont le rôle est de mener les investigations. « *Je travaille en étroite collaboration avec la police, avec qui je mène l'enquête. Mon rôle est également de m'assurer que la police reçoive ses instructions de la Cour de justice et de son tribunal militaire, plutôt que des groupes armés les plus puissants de la province* »[358].

Or, de nombreuses unités militaires sont mis en place leurs propres unités spécialisées dans les fonctions de police. À Azaz, quelques jours après la conquête de la ville, un des chefs du Liwa' 'Asifat al-Chimal, cheikh Yussef, constitue une milice de quartier qui prend le nom de Sécurité civile (al-Amn al-Madani). « *Azaz est notre ville, moi et mes hommes nous ne supportions plus que la sécurité se détériore* », explique cheikh Yussef. « *Nous avons créé la Sécurité civile d'Azaz et récupéré l'ancienne prison, transformée en bureau de police* »[359]. Un mois plus tard, avec la création du Conseil municipal par le Liwa' 'Asifat al-Chimal, cette milice devient le Bureau de la sécurité (Maktab al-Amn) de la ville. « *À présent, nous sommes une unité de police officielle. Nous recevons des salaires, 12 000 livres syriennes pour les hommes mariés, 7 000 pour les célibataires. Sous l'autorité du tribunal, nous contrôlons les prix et organisons des patrouilles de nuit dans la ville* »[360]. De même, à Raqqa, une unité insurgée se constitue sous le nom de Liwa' Umana' al-Raqqa (Brigade des gens dignes de confiance de Raqqa) dans le but de faire la police après la prise de la ville au printemps 2013. En pratique, certains de ces groupes se comportent comme des *vigilantes* et font preuve de brutalité[361].

La constitution de forces de police improvisées est également le fait d'initiatives locales. Dans un quartier d'Alep, un groupe de jeunes révolutionnaires prend le nom de Sécurité du quartier (Amn al-Mantiqa). « *Nous sommes tous originaires du quartier d'al-Sukari, nous avons manifesté puis formé un groupe de combattants pour défendre les manifestants contre la répression du régime. En août 2012, nous avons combattu avec l'ASL pour libérer notre quartier. Juste après sa libération, nous avons décidé d'organiser notre propre groupe pour patrouiller dans les rues et éviter les pillages, car la majorité des habitants avaient fui. Lorsque le tribunal d'Alep a été créé, nous*

avons pris contact avec lui. À présent, nous attendons d'être incorporés à la police d'Alep. On nous a promis des uniformes et des salaires à condition que nous acceptions de nous placer sous les ordres des officiers de la nouvelle police. Notre nouveau nom, Police libre d'Alep, doit être inscrit sur nos uniformes et sur le fronton de nos locaux »[362].

La politique d'intégration est menée par le haut pour mettre toutes les forces de police sous une seule autorité[363]. La mise en place de la Police libre, sous l'autorité du Conseil du gouvernorat d'Alep et de la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep, constitue l'étape décisive de ce processus. La Police libre incorpore, avec un succès variable, les forces de police autoproclamées. L'incorporation de celles-ci se fait éventuellement en écartant leur chef. Par exemple, à Azaz, cheikh Yussef est remplacé par le commandant Ahmed après plusieurs semaines de bras de fer. À Bustan al-Qasr, le créateur de la police de quartier est écarté et remplacé par un ancien policier du régime. Dans d'autres cas, de nouvelles unités policières sont recrutées et entraînées pour remplacer des groupes peu fiables. Ainsi, les jeunes protestataires d'al-Sukari, qui s'étaient constitués en police de quartier, espéraient leur intégration dans la Police libre, mais ils doivent céder la place devant une unité nouvellement formée. Lorsque certains groupes refusent de céder, l'état-major de la Police libre cherche l'appui des groupes armés. Pour installer une unité de police à al-Bab, la Police libre va ainsi s'appuyer localement sur les hommes du Bureau de la sécurité, liée au Liwa' al-Tawhid.

Deuxièmement, la professionnalisation commence dès la mise en place de forces de police locale. Des uniformes et un règlement intérieur sont adoptés : manteaux noirs et treillis bleus, port de pistolets, salut réglementaire aux supérieurs, respect de la hiérarchie. La police recrute et paye ses propres membres. L'état-major intègre d'anciens policiers pour reconstruire une force civile professionnelle. Le commandant de la police d'Alep, le général Adib Chelaf, est l'ancien chef de la police de Raqqa. Chaque chef de poste est un ancien policier, ce qui traduit le choix de faire primer la compétence professionnelle sur l'engagement révolutionnaire. « *Je suis diplômé de l'Académie de police de Damas, la promotion de 1986. J'étais inspecteur dans la police criminelle du régime. J'ai déserté en juin 2012, car le travail qu'on nous demandait était devenu inhumain. J'ai payé 400 000 livres syriennes* [environ 3 200 euros] *à ma hiérarchie pour quitter officiellement mon poste. C'était facile, car la police du régime est très corrompue. En tant que civil, j'avais participé à de nombreuses manifestations. Lorsque Alep a été libérée, les gens m'ont désigné naturellement à la tête d'une milice de quartier pour assurer la sécurité. Puis, avec la création de la Police, j'ai été nommé commandant en*

second [du poste de Bustan al-Qasr] »[364]. Les salaires varient entre 8 000 livres syriennes pour les policiers et 15 000 pour leurs officiers. Une académie de police est également créée dans l'ancienne base militaire de Muchat en banlieue d'Alep. Elle délivre un mois de formation par groupe de 200 personnes (entraînement physique, enquête, maniement des armes, droit pénal). « *À Bustan al-Qasr, j'ai 35 hommes sous mes ordres. Chacun a été sélectionné après une enquête sur ses antécédents. Ensuite, il y a un mois d'essai avant d'être embauché et rémunéré. À part moi et mon commandant, tous les autres policiers du poste n'ont jamais exercé ce métier. Leur éducation est rapide, ils apprennent les rudiments et c'est surtout nous qui les formons ensuite* »[365]. Cependant, ces effectifs ne disposent que de moyens limités et sont incapables de maintenir seuls la sécurité. En janvier 2013, la police compte ainsi 1 142 hommes, comparés aux 9 000 autrefois présents, répartis dans les six principaux quartiers d'Alep (al-Sukari, Bustan al-Qasr, al-Ferdus, Azadiya, Salkhi, Asalkhiya) et dans quelques villes de province (Tal Rifaat, Hreitan, Anadan, Azaz et Soran) [366]. Par ailleurs, ils ne possèdent que trop peu de véhicules pour être réellement autonomes[367]. La Police libre compense autant que possible sa faiblesse par l'appui de certaines brigades de l'ASL qui lui sont favorables, notamment celles composées d'habitants d'Alep[368].

Un code professionnel, s'appuyant sur celui de l'ancien régime et sur des textes trouvés sur internet, notamment les recommandations de l'ONU, a été distribué aux nouveaux policiers[369]. Selon ce code, la détention est limitée à 24 h et la présomption d'innocence est affirmée, deux mesures que les premières polices locales ne respectaient que rarement. Avec la réintégration des policiers de l'ancien régime, les techniques traditionnelles d'investigation et d'administration reviennent : témoignage enregistré à l'écrit et collecte des empreintes digitales. La police dispose d'anciennes prisons du régime à la frontière turque – à Azaz, al-Ra'i et à Jarablus.

Faute de moyens, le processus d'intégration des polices liées aux groupes armés est rapidement mis en difficulté. Un général de la Police libre d'Alep explique : « *La répartition des tâches entre les polices militaires mises en place par les unités militaires et la police civile ne s'est pas déroulée sans problème. Dans le gouvernorat d'Alep, sous l'impulsion du Liwa' al-Tawhid, les groupes armés de la province ont uni leurs efforts pour créer une police militaire, Amn al-Thawra. Cette organisation permet au Liwa' al-Tawhid d'organiser le contrôle sur les petites unités militaires. Or, les chefs de cette police militaire ne voulaient pas d'une force concurrente. Nous leur avons expliqué que nous n'étions pas des militaires et que nous n'interviendrions pas dans leurs affaires. De toute façon, nous n'avons pas les moyens de nous attaquer aux unités*

militaires, celles-ci sont mieux armées que nous »[370]. Pourtant, les unités militaires n'hésitent pas mettre en place des institutions concurrentes. À al-Bab, dans un contexte de tension entre le Conseil local et le tribunal, le Liwa' al-Tawhid met en place le Bureau de la sécurité (Maktab al-Amn) qui fait directement concurrence à la police liée au tribunal[371]. De même à Alep, le bureau de la Sécurité révolutionnaire, également liée au Liwa' al-Tawhid, change de nom en janvier 2013 pour devenir Police militaire (al-Churta al-'Askariyya) et fait concurrence à la Police libre.

Administrer

Du moment où l'insurrection contrôle des villes, le fonctionnement des institutions civiles est central dans le rapport entre l'insurrection et la population. La concentration des groupes armés sur le front les oblige à se décharger de la gestion de l'arrière. Des associations informelles, nées d'initiatives locales et spontanées, s'organisent dans un contexte particulièrement précaire. En effet, tout est à réorganiser. Les affrontements ont coupé les réseaux d'approvisionnement en eau et en électricité, tandis que les écoles et les hôpitaux, systématiquement visés par les bombardements, sont contraints de fermer. L'absence d'eau courante et l'accumulation des ordures expliquent la fréquence des maladies de peau et des infections, qui touchent particulièrement les enfants. Les affrontements entraînent une mobilité de la population qui évacue un quartier pour revenir quelques semaines plus tard quand les combats se sont calmés.

À l'origine des administrations civiles, on trouve les nombreux réseaux d'entraide informels qui soutenaient clandestinement les manifestations en fournissant des soins médicaux et prenaient en charge les déplacés. Alors que la répression réduit la possibilité de manifester dans les zones gouvernementales, ces réseaux révolutionnaires forment l'embryon de structures associatives locales. Mais, si la phase unanimiste de la révolution pouvait faire penser que la société disposait de capacités d'auto-organisation, la guerre civile met en évidence les limites de ces initiatives locales. Les associations caritatives que nous avons observées à Alep ou dans d'autres villes du nord sont gérées de façon très improvisée. De ce fait, elles sont généralement dépendantes des unités militaires, par exemple pour les distributions de nourriture ou de vêtements.

Dans les villes et les bourgs, la construction d'un appareil administratif est relativement rapide. Les mêmes structures, les mêmes dénominations se retrouvent un peu partout, sans qu'il y ait d'origine commune aisément

identifiable. Sous le nom de Conseil local (Majlis Mahalli) ou de Conseil municipal (Majlis al-Madina), elles reprennent les services municipaux existants en intégrant les employés (éboueurs, instituteurs), qui reçoivent encore leur salaire du régime. Ces conseils locaux fonctionnent au niveau des municipalités (parfois étendues aux villages environnants) et, dans le cas d'Alep, au niveau des quartiers. Etablis à partir d'août 2012, ils présentent des structures similaires dans toutes les localités avec les mêmes activités : ramassage des ordures, écoles, entretien des routes[372]. Cependant, l'autonomie des Conseils municipaux par rapport aux groupes militaires demeure limitée en raison du manque de ressources[373]. Le choix des membres des conseils est alors opéré sans élection, comme expression de la structure clanique (à Maraa et à Deir ez-Zor), de l'influence des chefs militaires locaux (à Azaz), des notables ou des protestataires de 2011 (à Al-Bab et à Douma)[374].

En parallèle, un processus de centralisation institutionnelle s'engage. Avec le soutien de la Coalition nationale syrienne, des Conseils de gouvernorat (Majlis al-Muhafadha) sont mis en place à partir de l'automne et de l'hiver 2012. À Alep, ce type de conseil est particulièrement développé. À partir de l'automne 2012, le Conseil transitoire révolutionnaire du gouvernorat (al-Majlis al-Intiqali al-Thawri lil-Muhafadha) est établi avec une double fonction : au titre de Conseil de la ville d'Alep, il coordonne les Conseils de district et, en tant que Conseil de gouvernorat, il a autorité sur les institutions civiles de tout le gouvernorat d'Alep. Par la suite, en mars 2013, les deux fonctions sont différenciées, le Conseil municipal d'Alep s'installe à dans le quartier de Chahr, au centre-ville, tandis que le Conseil de gouvernorat conserve les locaux du Conseil transitoire dans le quartier industriel de Cheikh Najar. Le quartier, en retrait du front, devient progressivement un véritable pôle administratif regroupant divers services, dont le Conseil militaire d'Alep et le siège de la Police libre. De façon semblable, dans les gouvernorats d'Idlib, de Raqqa, de Deir ez-Zor et de Daraa, un Conseil de gouvernorat est mis en place pour superviser les conseils locaux. Ils acquièrent une certaine efficacité là où la centralisation administrative est suffisamment avancée pour permettre la mise en place d'une hiérarchie institutionnelle.

Cependant, faute de ressources, l'autorité des Conseils de gouvernorat est souvent remise en cause. Ceci se traduit par des problèmes spécifiques dans chaque province, selon la situation militaire et politique locale. À Alep, le Conseil du gouvernorat rencontre durant l'hiver 2013 une forte résistance de la part des conseils locaux, qui critiquent sa légitimité, reflétant des tensions plus larges au sein de l'opposition entre les révolutionnaires locaux et ceux nommés par la Coalition nationale. À Idlib, la capitale provinciale est alors aux mains du

régime, ce qui entrave la formation d'une administration civile. À Raqqa, les groupes armés, notamment la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya et la Jabhat al-Nusra, s'ingèrent dans la gestion. Enfin à Deir ez-Zor, le Conseil de gouvernorat reflète les équilibres politico-claniques de la ville, ce qui paralyse son action. La prise de Raqqa et Deir ez-Zor par l'EIIL, respectivement à l'été et à l'hiver 2014, met fin à l'administration de ces villes par les institutions issues de la révolution.

À partir de décembre 2012, la convergence des deux processus – l'émergence d'institutions locales et la tentative de les coordonner par le haut – aboutit à la tenue d'élections en Turquie. Des personnalités consensuelles sont chargées par la Coalition nationale syrienne de choisir des centaines de délégués dans les parties du gouvernorat d'Idlib contrôlées par l'insurrection. Ce corps électoral est ensuite réuni à Reyhanlı en Turquie et choisit le Conseil du gouvernorat, puis celui de la ville d'Idlib trois mois plus tard. Le même processus est ensuite reproduit à Alep avec des élections à Gaziantep (Turquie) en mars 2013 : Muhammad Yayha Nanaa, ancien fonctionnaire de la municipalité, et Ahmed Azuz, militant de la première heure, sont respectivement élus gouverneur et maire de la ville. Chacun est à la tête d'une équipe de plus d'une centaine de volontaires, sélectionnés pour leurs compétences professionnelles et pour leur engagement révolutionnaire. À l'été 2013, cet effort de hiérarchisation et de centralisation administrative se poursuit avec la tenue d'élections locales dans les 65 quartiers d'Alep contrôlés par l'insurrection. Le même processus est ensuite mis en place à Raqqa en janvier 2014[{375}], puis dans le sud dans la Ghouta (banlieue de Damas) en janvier 2014 et dans le reste des banlieues de Damas dans les mois qui suivent[{376}].

Malgré la brutalité des bombardements, la résilience des institutions s'explique en partie par le fait que leur financement dépend pour beaucoup de l'aide extérieure. En raison de l'absence d'impôts et de prélèvements sur les circuits commerciaux, leurs ressources viennent pour l'essentiel de l'étranger. Pourtant cette aide extérieure reste faible, la coordination des municipalités avec les organisations nationales – le Conseil national syrien et la Coalition nationale – étant très limitée. Cette aide est irrégulière, en dépit des fonds qui ont été alloués par les pays occidentaux et ceux du Golfe. Ainsi, les salaires des enseignants sont fixés à 25 dollars par mois à Alep, mais sont rarement payés. Les budgets des municipalités dépendent des dons de l'étranger, d'où une paralysie régulière. En l'absence de ressources stables, les conseils municipaux fonctionnent surtout grâce à l'engagement bénévole de milliers d'employés.

De façon paradoxale, une partie des ressources des conseils locaux vient du gouvernement de Damas, car celui-ci paye encore une partie des fonctionnaires

dans les zones qui échappent à son contrôle. Ainsi, les enseignants et les employés municipaux vont régulièrement chercher leur salaire dans les zones gouvernementales (les villes d'Idlib et de Raqqa avant leur prise, la partie d'Alep tenue par le régime). En conséquence, une partie des services publics – ramassage d'ordures, électricité, éducation – fonctionne plus ou moins dans les zones hors du contrôle de Damas. Cependant, certains fonctionnaires, effrayés par une potentielle répression contre eux ou leur famille restent chez eux. Par ailleurs, les salaires payés rendent disponible tout un personnel pour des fonctions autres que celles pour lesquelles ils ont été recrutés initialement. Ainsi, la plupart des cheikhs qui travaillent comme juges dans les différentes cours sont d'anciens professeurs de religion et reçoivent donc encore un salaire. De nombreux membres des conseils municipaux sont également payés par Damas au titre de leur ancien emploi[{377}]. En décembre 2012, pour la première fois, quelques militants publiquement engagés aux côtés de l'insurrection se sont vus rayés de la fonction publique par Damas[{378}]. Une explication possible de ce paradoxe – Damas finançant l'insurrection – est que le régime veut garder un lien avec les fonctionnaires des zones insurgées et les inciter à ne pas s'engager, du moins publiquement, dans l'opposition.

Malgré le manque de ressources et des bombardements constants, les administrations municipales parviennent à réorganiser les services publics en quelques mois[{379}]. Par exemple, le ramassage des ordures et le déblaiement des décombres sont effectués par d'anciens employés du régime en louant des camions à des particuliers. Les déchets, regroupés dans chaque rue par les habitants eux-mêmes, sont ensuite envoyés dans une ancienne carrière de marbre, transformée en décharge. À Alep, une équipe sanitaire passe dans chaque quartier pour asperger les rues de produits insecticides, prévenant ainsi l'épidémie de malaria qui menace la ville à l'été 2013. Les municipalités interviennent également au niveau des infrastructures. Elles organisent des équipes techniques pour entretenir les réseaux électriques et hydrauliques mais, faute de moyens, elles n'entretiennent pas la voirie, qui se détériore sous les bombardements du régime.

Enfin, les conseils municipaux ont cherché à maintenir les services médicaux et éducatifs. Les hôpitaux sont installés dans des lieux tenus secrets pour éviter les bombardements du régime. Selon l'accessibilité des zones, des services spécialisés peuvent être réimplantés, notamment la pédiatrie et la dermatologie. Le même problème se pose avec les écoles qui sont clandestines et mobiles, car ciblées par les bombardements du régime. Des manuels du régime, ou des versions photocopiées, servent de support aux élèves et permettent de maintenir un semblant de normalité, les examens du baccalauréat ont été organisés pendant

l'été 2013 à Alep. À Idlib, ceux qui voulaient obtenir le baccalauréat devaient aller passer les examens dans les territoires tenus par régime.

Par ailleurs, dans chaque province, une défense civile (al-Difa' al-Madani) est mise en place en 2013 pour mener des actions de prévention, coordonner les secours et déblayer les gravats[380]. Dans la Ghouta, en banlieue de Damas, à la suite des attaques chimiques de 2013, les conseils municipaux de Douma et de Daraya se sont organisés pour nettoyer gravats et résidus chimiques, ainsi que pour distribuer des masques à gaz et préparer la population en prévision de bombardements futurs[381].

Chapitre 6
La mobilisation hors de Syrie

À mesure que la guerre s'installe dans la durée, les Syriens exilés en Occident et au Moyen-Orient s'organisent pour constituer des réseaux de soutien à l'insurrection. Le parrainage des États-Unis, de la France, de l'Arabie saoudite, du Qatar, de la Turquie et du Royaume-Uni, pousse à la constitution d'instances de représentation, avec en perspective la formation d'un gouvernement en exil susceptible de remplacer le régime en place. Des instances de représentation sont donc établies pour permettre la participation des différentes sensibilités de l'opposition et poser les bases du futur régime. Elles doivent en principe utiliser l'aide internationale pour coordonner l'action militaire, faciliter l'aide humanitaire et assurer le financement des administrations locales par le biais d'une agence spécialisée.

Pourtant, le processus de formation d'institutions représentatives échoue. Tout d'abord, le soutien des Occidentaux et des pays du Golfe est limité, les nombreuses promesses d'aide étant souvent sans lendemain. Ensuite, ces institutions sont traversées par des dissensions liées à la concurrence entre les bailleurs (Arabie saoudite et Qatar en particulier) et à des différences idéologiques entre les révolutionnaires syriens. Enfin, les instances de représentation ne jouent pas leur rôle et perdent leur crédibilité vis-à-vis des soutiens étrangers et des groupes armés et des institutions civiles en Syrie.

La révolution en exil

Dès 2011, le régime cible les principales figures de l'opposition, dont la plupart sont contraintes à l'exil. « *Ancien membre du parti communiste et signataire de la Déclaration de Damas en 2005, je savais que j'étais surveillé. J'avais fait de nombreuses années de prison sous Hafez al-Assad. En 2011, je n'ai pas osé manifester, mais je participais clandestinement à l'organisation du comité dans la ville de Soueida. Seulement, j'ai très vite compris que le régime me surveillait de très près et j'ai décidé de quitter la Syrie pour la Turquie dès l'été 2011* »{382}. « *Nous avions attendu la révolution toute notre vie* », explique un autre ancien membre du parti communiste « *mais, en 2011, nous avons été les premiers à devoir nous enfuir ou rejoindre l'insurrection. Le régime nous connaissait, nous avions tous fait de la prison. Manifester était une folie pour nous, c'était la garantie de retourner en prison dans les vingt-quatre heures. Partir à l'étranger était notre seule chance de pouvoir continuer à militer* »{383}. Les manifestants pensent alors partir pour un temps limité et continuer à militer à l'extérieur. « *En 2011, tout était encore possible. Quand j'ai quitté la Syrie pour la Turquie, puis la France, j'imaginais revenir quelques mois plus tard après la chute du régime. J'avais fait de la prison avant le début de la révolution. En 2011, après avoir échappé de peu à plusieurs arrestations, je me suis dit que j'allais partir à l'étranger, souffler un peu avant de revenir* »{384}. Les départs sont souvent précipités, les réfugiés se rendent généralement dans les villes où ils connaissent des opposants.

Paris et Londres figurent parmi les premières destinations des exilés qui arrivent à obtenir des visas. « *Quitte à commencer une nouvelle vie, je voulais que ce soit dans un pays favorable à l'opposition syrienne. Je suis venu en France avec l'idée de continuer à militer, de trouver un appui pour aider la révolution syrienne* »{385}. D'autres réfugiés s'installent dans les grandes villes du Moyen-Orient, faute de pouvoir se rendre en Occident ou parce qu'ils souhaitent rester proches de la Syrie. Amman, Beyrouth et Istanbul accueillent ainsi de nombreux opposants syriens. Ces villes, qui présentent l'avantage d'associer une dimension internationale et la proximité avec la Syrie, deviennent des lieux de contact pour l'opposition. En Turquie, le gouvernement Erdoğan, favorable à l'opposition, va jusqu'à mettre à disposition des locaux, notamment dans les villes proches de la Syrie comme Gaziantep ou Antakya. De nombreux opposants en exil s'installent à Istanbul, qui devient une plaque tournante de la révolution. Au Liban, de nombreux damascènes partent pour Beyrouth, qui présente l'avantage d'être à quelques heures de la capitale syrienne et d'offrir une vie intellectuelle et militante riche{386}. Amman est moins propice aux révolutionnaires syriens car, bien que favorable à la révolution, l'État jordanien a une politique plus sévère de contrôle des militants en exil.

Pendant deux ans, Le Caire accueille également de nombreux révolutionnaires syriens, attirés par les opportunités économiques, mais surtout par le succès de la révolution commencée place Tahrir[387]. Le nouveau président membre des Frères musulmans, Mohamed Morsi, permet aux Syriens de s'installer sans visa en bénéficiant des mêmes droits sociaux que les Egyptiens. « *Quand j'ai dû fuir la Syrie, j'avais entendu dire que les Syriens trouvaient un bon accueil en Égypte. Sur les forums révolutionnaires* [sur internet], *Le Caire était décrit comme l'endroit où la révolution continuait, réunissant le siège de la Ligue arabe, une situation économique plus favorable et un régime prêt à accueillir les réfugiés syriens* »[388]. Cependant, en juillet 2013, l'armée renverse le gouvernement Morsi et installe le maréchal al-Sissi. Dès lors, assimilés aux Frères musulmans, les exilés sont violemment attaqués par les médias et traqués par l'appareil sécuritaire. Par ailleurs, les réfugiés politiques kurdes se regroupent au Kurdistan irakien, où ils bénéficient de l'appui du gouvernement régional kurde de Massud Barzani.

Poursuivre une activité politique représente un vecteur d'intégration pour les réfugiés. « *Lorsque je suis arrivé au Caire, la plupart de mes contacts étaient des manifestants syriens en exil. J'ai commencé par travailler avec eux. Nous avons monté plusieurs centres d'information et organisé des manifestations. Cela a permis à notre centre culturel de se faire connaître. Quelques mois plus tard, la représentation du CNS au Caire m'a proposé un travail. J'ai ainsi trouvé un emploi rémunéré à mi-temps* »[389]. Un autre exilé fait le même constat. « *D'abord exilé à Paris, j'ai continué à militer dans des petites associations formées par des franco-syriens. Au fur et à mesure, j'ai rencontré beaucoup de sympathisants français, j'ai construit un réseau et je me suis fait de nouveaux amis. Continuer à militer m'a permis de demeurer actif et de trouver du travail* »[390].

Les lieux d'exil deviennent des relais de la révolution syrienne avec la création d'associations qui collectent des fonds et acheminent de l'aide en Syrie. Les exilés travaillent par l'organisation d'événements à faire connaître le sort des Syriens aux populations arabes et occidentales et à convaincre les pays d'accueil de soutenir l'insurrection. Pour autant, il n'y a pas de mise en réseau de toutes ces initiatives, qui restent dispersées faute, probablement, d'une représentation crédible de la révolution syrienne à l'étranger.

Du CNS au gouvernement provisoire

Malgré son faible ancrage militant en Syrie, les débuts du Conseil national

syrien (CNS) sont bien accueillis à l'intérieur comme à l'extérieur. Le 2 octobre 2011, le CNS est créé à Istanbul avec pour objectif de coordonner l'opposition au régime de Bachar al-Assad. Composé de 230 membres, il réunit sous la présidence de Burhan Ghalioun plus de 30 groupes d'opposition, dont les Frères musulmans, des libéraux, des partis kurdes et assyriens. Seuls 71 noms sont rendus publics ; 60 % des sièges sont distribués aux « Syriens de l'intérieur » et 40 % à ceux de l'extérieur. Dans un premier temps, l'autorité politique du CNS s'impose au niveau international et en Syrie même. Ainsi, la France reconnaît le CNS le 10 octobre 2011 comme la seule autorité politique légitime pour représenter la Syrie, un geste qu'imitent la plupart des pays occidentaux. L'ASL le reconnaît à son tour le 29 novembre 2011. Réciproquement, le CNS affirme sa volonté de « *se coordonner avec l'ASL pour garantir la conformité et l'harmonisation de l'action de l'Armée syrienne libre sur le terrain avec les efforts politiques que le Conseil national syrien déployait aux niveaux régional et international* »[{391}].

Dans la perspective de s'imposer à terme comme le représentant légitime de la Syrie, le CNS met en place des représentations diplomatiques auprès des principales chancelleries occidentales, ainsi que dans le Golfe. Prévoyant que la Ligue arabe peut jouer un rôle dans la crise, le CNS installe son siège au Caire, avant de faire marche arrière en raison du coup d'État du maréchal al-Sissi et de l'inefficacité de la Ligue arabe. Le CNS exerce une activité de lobbying auprès des pays occidentaux par des publications régulières détaillant les avancées de l'opposition en Syrie ou défendant le caractère démocratique de la révolution. Le travail est divisé entre plusieurs bureaux : les médias, les relations avec les pays étrangers, les affaires humanitaires, les opérations militaires.

Cependant, les divisions entre les partis et les figures politiques qui siègent au CNS limitent son efficacité. Les Frères musulmans, qui détiennent une majorité des sièges, sont accusés d'imposer leurs candidats aux postes clés du CNS, ce qui amène les formations minoritaires à s'allier pour leur faire contrepoids. Le Courant national syrien et la Déclaration de Damas demandent ainsi l'établissement d'un collège électoral pour changer le président du CNS, jugé trop proche des Frères musulmans. Ces dissensions entraînent une paralysie dans la gestion des dossiers importants. Ainsi, le CNS ne parvient pas à s'accorder sur la période de transition pour sortir du régime actuel, sur la nécessité de demander des frappes occidentales contre le régime ou sur l'intégration d'autres mouvements de l'opposition comme le Comité national de coordination des forces de changement démocratique en Syrie (CNCD). Cette inefficacité entraîne des démissions justifiées par l'opacité du fonctionnement interne, la réélection de Burhan Ghalioun imposée par le Qatar en février 2012 et le manque de

coordination avec l'insurrection en Syrie. En mai 2012, ce dernier démissionne pour être remplacé par Abdel Basset Sayda, un dissident indépendant d'origine kurde, qui ne parviendra pas non plus à s'imposer. Pendant les batailles d'Alep et de Damas (août 2012), les démissions continuent, par exemple celle de la porte-parole, Bassma Kodmani, qui déplore le manque de crédibilité d'une organisation en proie à des rivalités internes.

Le manque de moyens vient également limiter l'action du CNS. Celui-ci annonce le versement régulier de salaires aux combattants de l'ASL en avril 2012, promesse qu'il ne pourra pas tenir{392}. En perte de crédit auprès des bailleurs de fonds et face à la contestation des conseils locaux en Syrie, le CNS s'efforce d'assurer sa survie. Il s'ouvre finalement à d'autres partis de l'opposition et modifie son fonctionnement interne pour permettre à l'assemblée d'élire un secrétariat général, lui-même en charge de l'élection du comité exécutif et du président. Réuni à Doha le 5 novembre 2012, le CNS intègre 13 nouveaux groupes d'opposition ainsi que des indépendants, soit l'équivalent de 200 nouveaux membres pour un total de plus de 400 personnes. Trois jours plus tard, un nouveau secrétariat général d'une quarantaine de membres est élu, dont une large majorité de membres appartenant aux Frères musulmans. Georges Sabra, un chrétien, devient le nouveau président du CNS.

Sous la pression des pays du Golfe et des pays occidentaux, ces différentes tentatives de l'opposition pour se rassembler aboutissent le 11 novembre 2012 à la signature d'un accord entre le CNS et d'autres organisations pour former la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution{393}. La Coalition est dirigée par Mouaz al-Khatib secondé par des vice-présidents, tous ayant pris part aux manifestations : Riyad Seif, Souheir Atasi, Georges Sabra. Un quatrième vice-président, représentant du Conseil national kurde, ne prendra jamais ses fonctions. Moustafa Sabbagh, réputé proche du Qatar et des Frères musulmans, est nommé secrétaire général, un poste particulièrement important dans le fonctionnement quotidien de la Coalition. Cependant, la création de la Coalition accroît les tensions au sein de l'opposition. En particulier, l'ouverture à de nouveaux courants réduit la part des insurgés de l'intérieur, de 35 % dans le secrétariat du CNS à 20 % seulement dans la structure équivalente de la Coalition{394}. De plus, l'établissement de la Coalition devient l'occasion d'une compétition accrue entre deux alliances politiques : d'un côté, le Qatar et la Turquie appuient les Frères musulmans, de l'autre l'Arabie saoudite et les États-Unis, soutiennent les conseils militaires dirigés par des déserteurs de l'armée ainsi que les courants modérés et laïques.

Le 18 mars 2013, un gouvernement intérimaire est formé avec à sa tête, Ghassan Hito, soutenu par le Qatar et les Frères musulmans. Composé de

technocrates sans affiliation politique, ce gouvernement est perçu par la Coalition comme un concurrent direct, ce qui amène son président, Mouaz al-Khatib, à démissionner. En réaction, l'Arabie saoudite, le premier bailleur de fonds de la Coalition, interrompt son financement. Privée de ressources, la Coalition traverse une période d'autant plus difficile que le régime syrien, soutenu par la Russie, l'Iran et le Hezbollah, lance des offensives sur la frontière libanaise, prenant notamment Qusayr et repoussant les rebelles autour de Damas. Après trois mois de bras de fer, Ahmad Assi Jarba, soutenu par l'Arabie saoudite, est élu à la présidence de la Coalition le 6 juillet 2013[395]. Les financements saoudiens reprennent, mais la chute du régime est désormais exclue à court terme. De plus, les tensions internes à la Coalition persistent : Ghassan Hito continue son action en s'appuyant sur sa propre structure, le Syrian Business Forum, basé au Qatar, mais sans beaucoup de succès.

Ces tensions paralysent l'action de la représentation syrienne à l'étranger, en particulier son manque de légitimité empêche la Coalition de servir de relais à l'aide internationale. Ainsi, les dons annoncés sont importants : la Conférence internationale des amis du peuple syrien (The Group of Friends of the Syrian People), soit une centaine de pays, promettent des centaines de millions d'euros d'aide. Pourtant, les annonces ne se concrétisent pas toujours, et les pays occidentaux, comme ceux du Golfe, court-circuitent la Coalition, jugée inefficace. L'aide de l'Union Européenne et des États-Unis est majoritairement distribuée par les agences des Nations Unies (FAO, HCR) qui travaillent à partir de Damas ou dans les camps de réfugiés hors de Syrie. Avant juillet 2014 et le vote de la résolution 2165 autorisant l'aide humanitaire transfrontalière sans accord de Damas, les zones insurgées sont pratiquement exclues.

Au fil des mois, le décalage s'accroît entre l'opposition en exil et ceux qui luttent en Syrie. Au sein de la Coalition, certains membres se méfient des conseils locaux des zones insurgées, qu'ils perçoivent comme de potentiels concurrents peut-être parce qu'ils n'ont que peu de relais en Syrie même[396]. En dépit des appels répétés à déplacer les institutions de la Coalition dans les territoires tenus par l'insurrection, les membres de la Coalition se limitent à de rares et courts voyages en Syrie[397]. De nombreux groupes armés, parmi les plus importants, refusent alors de reconnaître celle-ci, notamment la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya, la Firqa 19 et le Liwa' al-Tawhid[398]. Lors de rencontres en Syrie, certains membres de ces groupes armés expriment une opposition déterminée à toute représentation extérieure, suspectée de s'approprier la révolution. En fait, ils perçoivent la Coalition comme le résultat d'une ingérence étrangère, très éloignée des besoins de la population.

L'aide humanitaire

Le blocage institutionnel de la Coalition a également de graves conséquences sur l'aide humanitaire. Le soutien de la Conférence internationale des amis du peuple syrien, en particulier celui de la Turquie, met la Coalition en situation de centraliser et redistribuer l'aide au nord de la Syrie. Mais, aucun bureau n'est ouvert en Syrie même par le CNS, puis la Coalition, avant l'été 2013. De plus, au lieu de diriger l'aide vers les institutions civiles naissantes en Syrie, la Coalition laisse les ONG opérer sans coordination.

Pourtant, les acteurs internationaux avaient initialement cherché à éviter la dispersion de l'aide et la création d'un marché de l'humanitaire dont les effets pervers avaient été constatés dans d'autres crises[399]. Ainsi, la Coalition met en place, en décembre 2012, l'Unité de coordination de l'aide (Wahdat Tansiq al-Da‘am, Assistance Coordination Unit – ACU) avec l'aide technique de l'Union Européenne. Installé à Reyhanlı jusqu'en mars 2013, puis à Gaziantep (Turquie) et présidé par l'une des vice-présidents de la Coalition, Souheir al-Atassi, ce bureau coordonne l'aide internationale et évalue la situation humanitaire en Syrie et dans les camps de déplacés à la frontière turco-syrienne.

En l'absence de gouvernement provisoire et sous la pression des donateurs, l'ACU s'implique dans la distribution de l'aide en Syrie par le biais des conseils locaux et dans les camps de déplacés[400]. Son bilan est mitigé ; elle n'est parvenue à dépenser qu'une petite partie de son budget. En effet, l'organisation produit des données inédites sur la situation humanitaire et mène plusieurs campagnes de vaccination contre la poliomyélite. Cependant, la distribution de l'aide est compliquée par le manque d'expérience du personnel et les calculs politiques de Souheir al-Atassi, qui exclut les conseils locaux qu'elle estime proche de ses rivaux au sein de la Coalition, Moustafa Sabbagh et les Frères musulmans. Les administrations locales les plus importantes, notamment à Alep, Raqqa et Idlib, se plaignent d'être écartées des programmes d'aide. De plus, si l'ACU reçoit quelques millions de dollars du Qatar en février 2013, elle reste un acteur mineur. En effet, les 230 millions de dollars des États-Unis, les 477 millions de dollars l'UE et les 1,5 milliard promis en janvier 2013 à la première conférence du Koweït passent par d'autres canaux, notamment les agences de l'ONU, qui travaillent directement dans les camps de réfugiés, ou par Damas[401].

Le contournement d'ACU s'explique par les stratégies nationales des donateurs et son inefficacité à repérer et à hiérarchiser les besoins. Le décalage croissant entre les cadres de la Coalition et les révolutionnaires de l'intérieur

rend difficile la construction d'une stratégie appropriée. Les conseils locaux ne sont pas considérés comme des interlocuteurs fiables par l'ACU, alors même qu'elle les représente auprès des donateurs. En conséquence, l'aide ne parvient pas jusqu'aux conseils locaux, dont le travail de collecte de données ne remonte que très rarement jusqu'aux bureaux d'ACU. Or, privées d'aide extérieure, les structures de l'insurrection sont fragiles, car il n'est pas possible de lever des impôts. Dans chaque municipalité, les tentatives de centralisation et de développement de services publics (hôpitaux, secours de proximité, système éducatif, nettoyage des ordures) survivent difficilement faute de soutiens de la Coalition. Les groupes politico-militaires s'investissent dans l'espace laissé vacant et deviennent des concurrents directs des conseils locaux.

Par exemple, malgré le caractère stratégique d'Alep, la Coalition est incapable de soutenir la municipalité. Ainsi, après avoir payé une partie des salaires en juillet 2013 grâce aux 50 000 dollars d'aide d'un Syrien vivant en Allemagne, la municipalité d'Alep interrompt ses activités en août. Celle-ci étant au bord de la banqueroute, le maire d'Alep décide, après plusieurs tentatives pour prendre contact, de se rendre directement en Turquie auprès d'ACU. Il y est reçu, mais n'obtient pas d'argent. En effet, ACU sélectionne les projets essentiellement à partir des priorités des donateurs et de ses propres contacts en Syrie.

L'échec d'ACU laisse les ONG libres de refuser toute coordination avec les institutions locales, qu'elles accusent d'être « politiques », alors qu'elles négocient pragmatiquement avec les groupes armés. Les donateurs occidentaux aggravent le problème par les critères qu'ils imposent et que seules les grandes ONG internationales sont capables de remplir. De plus, ils exigent que celles-ci mettent directement en œuvre les projets pour lesquels elles sont financées, les incitant ainsi à contourner les nouvelles municipalités. Par ailleurs, les programmes sont souvent décidés hors de Syrie, parfois aux sièges des ONG, dont le savoir-faire ne correspond pas toujours aux besoins. Ainsi, Télécoms Sans Frontières, une ONG française, distribue des iPad dans les camps de réfugiés à la frontière turco-syrienne en août 2013 et installe des connexions internet satellitaires dans des hôpitaux, alors que ceux-ci manquent de médicaments, d'instruments médicaux, de générateurs et d'essence pour produire de l'électricité[402].

Dans les zones tenues par les insurgés, les ONG travaillent avec des Syriens, souvent choisis pour leur connaissance de l'anglais, qui leur facilitent l'accès à certains sites. Ces derniers limitent parfois l'action de l'ONG à leurs réseaux familiaux et sociaux. Ainsi, à Alep, durant l'été 2013, People in Need et Arche Nova s'appuient sur la même famille pour distribuer de l'aide. Cette dernière intervient uniquement dans son quartier et refuse tout contact avec la

municipalité d'Alep. Réagissant à cette situation, le responsable du département de l'éducation à la municipalité d'Alep explique : « *Ils financent sept de nos écoles dans le quartier de Ferdusi et refusent de passer par nous. Ils paient 90 dollars aux professeurs, alors que nous peinons à distribuer 10 à 20 dollars dans les 200 écoles que nous faisons fonctionner. Cela crée de graves tensions et déstructure le système éducatif que nous tentons de reconstruire. Les ONG ne veulent pas comprendre qu'il faut une réponse globale en reconstruisant des institutions pour gérer l'ensemble de la ville* »{403}. De façon plus pertinente, mais malheureusement atypique, Médecins sans frontières installe ses hôpitaux en lien avec les municipalités insurgées. De plus, MSF s'adapte aux besoins locaux, décidant notamment de favoriser les activités de maternité plus que la chirurgie de guerre, car les blessés graves sont envoyés en Turquie, alors que les accouchements difficiles – qui ne sont pas pris en charge en raison de l'effondrement du système de santé – provoquent une mortalité importante{404}.

Au final, la plupart des ONG se concentrent sur une bande de quelques dizaines de kilomètres au nord d'Idlib, près de la frontière turque, poussant ainsi la population syrienne qui est restée dans les zones de l'insurrection à s'y installer{405}. De plus, la plupart des ONG quittent la Syrie à l'été 2013 du fait de la multiplication des enlèvements par l'EIIL, ce qui limite encore leur accès au terrain. Comme dans le Peshawar des années 1980 pour l'Afghanistan, les villes de Gaziantep et d'Antakya attirent les humanitaires occidentaux et les Syriens qui vivent à l'étranger dans un milieu international déconnecté des réalités syriennes.

Le commandement militaire

Le 29 juillet 2011, un conseil militaire est créé à Rastan par des officiers déserteurs qui annoncent la formation de l'Armée syrienne libre (al-Jaych al-Suri al-Hurr, ASL). En septembre 2011, elle fusionne avec d'autres groupes d'insurgés, notamment le Mouvement des officiers libres (Harakat al-Dubbat al-Ahrar), et devient le principal groupe armé de l'opposition. Première tentative pour instituer une coordination militaire nationale, l'ASL est alors pensée comme une structure sans affiliation partisane, mais couvrant l'ensemble du territoire national. Cependant, les combattants à l'intérieur se retrouvent vite en décalage avec les officiers qui commandent depuis l'extérieur. Le 29 novembre 2011, l'ASL reconnaît l'autorité du CNS, mais son président Burhan Ghalioun s'oppose à la militarisation de l'insurrection, ce qui contribue à le couper des combattants. De plus, des conflits de pouvoir éclatent à la tête de l'ASL.

Plusieurs hauts gradés, déserteurs de l'armée syrienne, quittent l'ASL et revendiquent sans succès le monopole de la direction militaire. Par exemple, le général Mustafa al-Cheikh quitte l'ASL en février 2012 pour fonder le Haut conseil militaire révolutionnaire (al-Majlis al-'Askari al-Thawri al-A'la), au moment où le CNS crée sa propre structure militaire. Les débuts de l'ASL sont ainsi marqués par des luttes de pouvoir au sein des élites militaires en exil.

Cette multiplication des centres de commandement amène la Turquie, l'Arabie saoudite et le Qatar à faire pression pour une réunification, notamment pour faciliter les livraisons d'armes. Au printemps 2012, les officiers actifs à l'intérieur prennent l'ascendant sur les généraux déserteurs réfugiés en Turquie. L'ASL se dote alors d'un commandement conjoint regroupant les chefs des unités militaires établies dans 10 des 14 gouvernorats syriens, tandis que le CNS, longtemps réticent à embrasser la lutte armée, se déclare favorable à l'ASL et annonce la prise en charge des salaires des combattants. À la suite d'une réunion de 550 anciens officiers et chefs militaires de l'ASL (décembre 2012), un Haut conseil militaire (al-Majlis al-'Askari al-A'la), un état-major (Hay'at al-Arkan) et cinq régions militaires sont constituées en vue de coordonner les opérations. Installé en Turquie, le Conseil militaire suprême est dominé par des officiers de carrière passés à l'insurrection[406].

Cette coordination a pour but de renforcer la centralisation amorcée avec la formation d'unités militaires de plusieurs milliers d'hommes. Mais, dès ses débuts, le Conseil militaire suprême n'est pas suivi par les combattants qui attendent de l'aide. « *Nous nous sacrifions en Syrie dans un combat largement inégal, la seule chose que nous voulons ce sont des armes et des munitions. Avec une kalachnikov pour deux combattants, nous n'avons aucune chance* »[407]. La plupart des combattants rencontrés ne cachent pas leur distance vis-à-vis du commandement basé à l'étranger. « *Pour moi la Coalition nationale et le Conseil militaire suprême sont factices. On les voit à la télévision signer des alliances et se disputer, mais ici rien, rien ne change* »[408]. Malgré la restructuration du Conseil militaire suprême, les tensions entre l'intérieur et l'extérieur se doublent, dès l'automne 2012, d'une compétition entre l'ASL et les groupes de combattants islamistes radicaux qui rejettent son autorité. En septembre 2012, le général Mohammad al-Hajj Ali, en rupture avec l'ASL, annonce la création d'une Armée nationale syrienne qui doit s'attaquer à l'influence des réseaux islamistes. Pour renforcer sa position, l'ASL déplace alors son centre de commandement de la Turquie vers la Syrie dans le but de mieux contrôler les groupes extrémistes.

En réaction à ce qu'ils interprètent comme une prise de contrôle par les officiers de l'extérieur, plusieurs grandes unités créent leur propre

rassemblement, le FILS (Jabhat Tahrir Suriyya al-Islamiyya, Front Islamique pour la Libération de la Syrie), sans pour autant quitter l'ASL. Ils sont soutenus dans cette voie par les donateurs du Golfe, qui craignent de perdre leur capacité d'influence si l'argent transite par les structures militaires de la Coalition. La scission avec l'ASL se produit en novembre 2013, quand les unités militaires du FILS, à l'exception des Kata'ib al-Faruq, s'associent au FIS (al-Jabha al-Islamiyya al-Suriyya, Front islamique syrien), déclarent que la Coalition ne les représente plus et créent le Front Islamique{409}. Signe de son affaiblissement, l'ASL perd en décembre 2013 le contrôle de son quartier général situé sur la frontière turque à Bab al-Hawa. Ce dernier est pillé par le Front Islamique qui s'empare du matériel que l'ASL refusait de lui fournir depuis leur scission{410}. En Syrie, la légitimité de la Coalition nationale et de l'état-major est au plus bas. En proie à des pressions très fortes de ses soutiens extérieurs, l'ASL accepte finalement une nouvelle restructuration en février 2014 et Selim Idriss est limogé de son poste de chef d'état-major par le Conseil militaire suprême{411}. À partir d'août 2014, l'état-major fonctionne à nouveau sous le nom de Conseil du commandement de la révolution (Majlis Qiyadat al-Thawra), les brigades qui le composaient se restructurent et continuent le processus de centralisation en créant des regroupements d'unités de plus en plus importants. Les suivantes dépassent 10 000 hommes : le Front des révolutionnaires de Syrie (Jabhat Thuwwar Suriyya), l'Organisation de la constance (Harakat Hazm), l'Armée des mujahidin (Jaych al-Mujahidin), l'Union islamique des soldats du Levant (al-Ittihad al-Islami li-Ajnad al-Cham).

Troisième partie

La fragmentation de l'insurrection

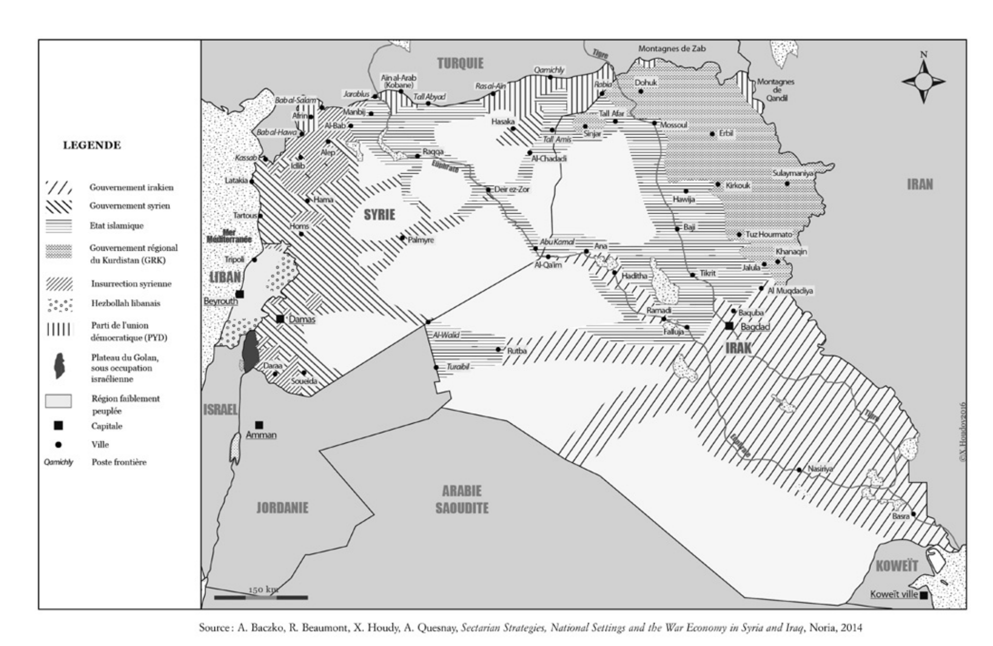
Chapitre 7
Les enjeux de l'internationalisation

L'internationalisation de la crise syrienne est le résultat d'un double processus : le départ forcé de millions de Syriens dans les pays voisins et l'intervention d'acteurs extérieurs dans la guerre. Les effets de l'internationalisation sont donc sensibles en Syrie, mais aussi dans les pays voisins. D'une part, les acteurs extérieurs – étatiques ou non – importent des logiques qui s'imposent aux combattants syriens. Ainsi, la radicalisation et la division de l'insurrection sont d'abord le fait des mouvements et des financements étrangers. En particulier, le PKK et l'EIIL imposent un agenda ethnique et sunnite radical, alors que le soutien de l'Iran et du Hezbollah enferment le régime dans une logique confessionnelle. D'autre part, la crise s'exporte sur le territoire des pays voisins : instabilité politique au Liban, aggravation de la guerre civile en Irak, fragilisation du régime jordanien, tensions communautaires en Turquie. Enfin, l'action de mouvements transnationaux comme l'EIIL et le PKK, qui agissent à cheval sur la frontière irako-syrienne, intègre étroitement les deux conflits.

Plus précisément, la crise prend une dimension régionale, voire globale, en raison de l'interaction, souvent violente, d'acteurs de natures différentes (États, institutions régionales, groupes armés, tribus, partis) autour de cinq enjeux, définissant des espaces transnationaux de lutte. D'abord, les États-Unis (alliés aux Européens) et la Russie (alliée à l'Iran et à la Chine) s'opposent sur des règles du jeu international, notamment la possibilité de renverser un régime autoritaire. Ensuite, l'Iran et l'Arabie saoudite, appuyés par leurs alliés

respectifs, sont en compétition pour le leadership régional. Enfin, la question des réfugiés étend la crise aux pays d'accueil – en premier lieu la Jordanie, le Liban, la Turquie et l'Irak. L'internationalisation dérive également de l'implantation de partis extérieurs en Syrie, ce qui sera développé dans les chapitres suivants. En particulier, les enjeux de la question kurde sont redéfinis par la guerre civile : le PKK sort de son isolement par son alliance avec Damas, alors que la Turquie renforce son soutien au Gouvernement régional kurde (GRK) en Irak (chapitre 8). Parallèlement, le projet de califat de l'EIIL soulève progressivement l'opposition de tous les États, mais sert de ralliement à des mouvements jihadistes de tous les horizons (chapitre 10).

La description de ces espaces transnationaux de lutte nous amène à trois remarques. D'abord, ils ne renvoient pas à des oppositions « naturelles ». En particulier, la formation de deux alliances, « chiite » et « sunnite », suppose pour les chiites de mettre de côté les différences entre alaouites, ismaéliens et duodécimains et, chez les sunnites, les désaccords souvent violents entre Frères musulmans, salafistes et tenants de pratiques religieuses populaires. Ensuite, ces espaces de lutte n'impliquent pas toujours les mêmes acteurs et possèdent des logiques propres, ce qui explique que les alliances et les oppositions ne se recoupent pas d'un espace à l'autre. Pour autant, les évolutions dans un espace affectent les autres espaces. Ainsi, la montée de l'État islamique redéfinit les enjeux prioritaires pour les Occidentaux – de la chute du régime syrien vers la lutte contre celui-ci. Enfin, certains acteurs sont investis (et parfois centraux) dans plusieurs espaces. Par exemple, la Turquie est un acteur de l'alliance soutenant l'insurrection, elle aussi très investie dans l'accueil des réfugiés et dans le champ kurde. La stratégie d'un acteur est donc la résultante d'un arbitrage par rapport à différents enjeux, ce qui explique les transformations rapides et, à certains moments, une imprédictibilité du système.



Source : A. Baczko, R. Beaumont, X. Houdy, A. Quesnay, *Sectarian Strategies, National Settings and the War Economy in Syria and Iraq*, Noria, 2014

Carte 3 : Les dynamiques régionales (2014)

Les règles de l'ordre international

Au-delà de la question du maintien de Bachar al-Assad au pouvoir, la guerre civile est un affrontement entre la Russie et les États-Unis, et leurs alliés respectifs, autour des règles de l'ordre international. Le conflit syrien doit donc être compris dans la continuité des crises qui, depuis la fin de la guerre froide, se sont cristallisées autour des interventions occidentales pour renverser des régimes autoritaires{412}. La crise du Kosovo, avec l'intervention unilatérale de l'OTAN, marque la première opération de ce type, suivie par l'Irak en 2003 et la Libye en 2011. Ainsi, l'intervention en Libye résultait d'une interprétation pour le moins imaginative de la résolution 1973 de l'ONU par les pays de l'OTAN, puisque celle-ci visait la protection des civils et non un changement de régime.

Pour les Occidentaux, la crise syrienne est d'abord perçue comme la continuation des Printemps arabes, c'est-à-dire une démocratisation endogène des régimes arabes. Dans un premier temps, les États-Unis réagissent de façon prudente aux premières manifestations en Syrie, la secrétaire d'État Hillary Clinton qualifiant Bachar al-Assad de « réformateur » à la fin du mois de mars 2011{413}. Cependant, devant la montée de la violence à l'été 2011, le président Obama appelle Bachar al-Assad à se retirer et parraine en octobre 2011 une première résolution à l'ONU, condamnant la répression du régime et imposant des sanctions{414}. Persuadés de la chute imminente du régime, les pays occidentaux entreprennent un travail diplomatique pour délégitimer le régime de

Damas. En février 2012, la création de la Conférence internationale des amis du peuple syrien est un premier pas pour installer l'opposition comme représentante légitime du peuple syrien{415}. Cependant, les pays occidentaux ont des stratégies divergentes et restent réticents à fournir un soutien militaire. Faute de consensus, l'Union européenne limite son action à l'aide d'urgence et au soutien aux réfugiés. En effet, l'Allemagne maintient des contacts avec Damas, alors que la France et le Royaume-Uni s'engagent ouvertement aux côtés de l'insurrection. L'aide militaire occidentale demeure minimale en raison des inquiétudes américaines et israéliennes sur la destination finale des armes fournies. De plus, les officiels américains exigent la promesse écrite des chefs de l'ASL de détruire toutes les armes chimiques en cas de victoire, ce que la plupart refusent au nom de la souveraineté nationale et de peur que le régime ne les accuse d'être inféodés aux États-Unis et à Israël.

L'engagement américain est par ailleurs limité en raison des fiascos irakien et afghan. Comme en Libye, les autorités américaines veulent éviter tout ce qui pourrait conduire à des opérations au sol. Les attaques chimiques contre les populations civiles à la Ghouta (août 2013), qui font entre 1 000 et 1 500 morts, sont révélatrices des ambiguïtés du gouvernement américain. Elles mettent directement en cause la crédibilité du président Barack Obama qui en avait fait une « ligne rouge » dans un discours un an auparavant{416}. Une campagne de bombardements, limitée à quelques bases militaires syriennes et en collaboration avec la Grande-Bretagne et la France, semble alors imminente. Pourtant, le vote négatif des parlementaires britanniques fait annuler l'opération le 7 septembre, la veille de la date prévue. Le président Obama annonce en effet qu'il demandera au Congrès l'autorisation d'effectuer des frappes, ce qui revient à annuler l'intervention en raison du contrôle de la Chambre des représentants par les Républicains. La France, fortement impliquée dans l'opération mais désormais isolée, doit interrompre ses préparatifs.

Le désengagement des États-Unis aggrave les difficultés d'une opposition par ailleurs divisée. Les courants libéraux au sein de l'insurrection se trouvent un peu plus marginalisés et il n'existe plus de contrepoids à l'influence de l'Arabie saoudite et du Qatar. Les pays occidentaux concentrent l'essentiel de leur action sur les réfugiés et sur les risques liés à la présence de milliers d'étrangers, notamment européens, venus faire le jihad en Syrie. Les victoires militaires de l'État islamique à l'été 2014 contraignent ensuite les États-Unis à revenir dans le jeu par des bombardements ciblés. Désormais sans alliés fiables, ces opérations risquent d'aliéner la population sunnite. Au final, l'échec américain reflète, une nouvelle fois, l'absence de politique cohérente au Moyen-Orient.

Ensuite, la volonté de protéger ses acquis stratégiques n'explique pas

l'implication de la Russie dans la crise syrienne. À la différence de la crise ukrainienne de 2014, qui touche à la conception que la Russie se fait d'elle-même, la Syrie n'était pas en 2011 un partenaire économique ou stratégique important. En effet, les achats d'armes syriens ne représentent pas des profits significatifs et la base navale russe à Tartous a une importance limitée depuis la fin de la guerre froide. En réalité, la Russie défend d'abord le principe de non-intervention{417}. Ainsi, en août 2013, l'Arabie saoudite offre à la Russie 15 milliards de dollars de contrats d'armements et des garanties sur ses intérêts stratégiques en échange de l'arrêt du soutien au régime syrien, mais Moscou refuse{418}. Le gouvernement russe vise à gagner assez de temps pour que le régime syrien stabilise la situation militaire et s'impose comme un acteur incontournable pour la communauté internationale. Moscou va jouer sur trois fronts : le blocage de toute résolution défavorable au Conseil de sécurité, la restructuration de l'armée syrienne et le soutien à un processus de négociations. Ainsi, la Russie envoie des armes au régime syrien pour adapter son armée à la contre-insurrection. Elle aide notamment la Syrie à moderniser sa flotte d'hélicoptères, ainsi que ses batteries antiaériennes et côtières pour contrer de possibles bombardements occidentaux. Cependant, malgré les demandes du régime syrien, les armements antiaériens les plus sophistiqués et les avions de combats les plus récents n'ont pas été vendus en raison de l'opposition d'Israël et des États-Unis{419}.

Les institutions internationales, en particulier l'ONU, deviennent le terrain d'affrontement – et quelquefois de collaboration – entre la Russie et les États-Unis sur trois dossiers : la mise en place d'un processus de règlement pacifique par des négociations, le désarmement chimique de la Syrie et l'aide humanitaire.

D'abord, la Russie et la Chine rejettent toutes les résolutions condamnant le régime syrien, afin d'éviter tout prétexte d'intervention. La paralysie du Conseil de sécurité réduit l'ONU à la fourniture d'aide humanitaire et aux missions de bons offices. Les négociations parrainées par l'ONU seront essentiellement le produit d'une ambiguïté. D'une part, la Russie poursuit méthodiquement la mise en place d'un processus diplomatique sans perspectives de réussite, mais qui légitime son allié syrien, au bord de l'effondrement en 2012{420}. Les propositions russes arrivent ainsi aux moments où les soutiens de l'insurrection paraissent prêts à accélérer l'envoi d'aide militaire. Deux jours après l'échec du plan de la Ligue arabe (janvier 2012), la Russie propose la tenue de discussions informelles à Moscou (qui finalement ne se tiendront pas). D'autre part, les pays occidentaux acceptent des négociations pour faciliter une transition politique qui suppose, de leur point de vue, le départ de Bachar al-Assad. Après un essai infructueux{421}, le secrétaire général de l'ONU charge Lakhdar Brahimi d'être le

médiateur international dans le conflit syrien. Suite à des mois de médiation sans effet, Brahimi menace de démissionner et obtient la tenue de négociations sous le nom de Genève II en janvier et février. En l'absence de consensus sur l'objet même de la rencontre, les négociations échouent sans avoir réellement commencé. Cependant, le régime syrien a été reconnu comme interlocuteur, alors que les insurgés ont publiquement étalé leurs divisions. En effet, la Coalition nationale syrienne, forcée par les États-Unis à participer au processus de Genève II, a considérablement perdu en crédibilité chez des combattants. Les négociations sont en effet impopulaires dans l'opposition armée, d'autant plus que le régime intensifie les bombardements et la répression politique dans les semaines précédant Genève II.

Ensuite, la Russie a habilement joué pour paralyser l'action occidentale en ouvrant une porte de sortie au président Obama après que ce dernier a renoncé à bombarder le régime syrien. Le président Poutine propose donc un plan de démantèlement des armes chimiques sous supervision des Nations-Unies. Entre septembre 2013 et octobre 2014, l'OIAC (Organisation pour l'interdiction des armes chimiques) organise le départ et la destruction des substances chimiques les plus dangereuses. Cependant, ces accords sont difficiles à vérifier et n'ont d'ailleurs pas empêché une série d'attaques au chlore[422].

Enfin, les Russes ont soutenu l'obligation de passer par le régime syrien pour distribuer l'aide humanitaire internationale, y compris pour les zones insurgées, ce qui a permis leur exclusion de fait et l'instrumentalisation politique de l'aide. Il faudra attendre la résolution de l'ONU 2165 de juillet 2014 pour voir une aide directe, sans le consentement de Damas, passer par la Turquie (Bab al-Salam et Bab al-Hawa), l'Irak (al-Yarubiyah) et la Jordanie (al-Ramtha).

La compétition régionale

Le Moyen-Orient traverse une crise généralisée qui redéfinit les équilibres politiques internes, les rapports de forces entre pays et menace les frontières héritées de la colonisation. Dans les années 1990 et 2000, les interventions américaines en Irak ont provoqué une marginalisation des Arabes sunnites au profit des Kurdes et des chiites. En effet, l'autonomie kurde pourrait préfigurer une indépendance à plus long terme, alors que le basculement historique du pouvoir vers la majorité chiite a créé les conditions d'une insurrection sunnite. De plus, les révolutions arabes, dont les échecs n'annulent pas les effets, menacent les régimes autoritaires du Golfe.

Par ailleurs, l'Arabie saoudite et l'Iran sont en compétition depuis la

révolution iranienne pour des raisons complexes : opposition historique des wahhabites au chiisme, présence d'une population chiite dans le Golfe (soupçonnée d'être une cinquième colonne), alliance ou opposition avec les États-Unis. Cette opposition structurante explique l'émergence de deux alliances à la suite d'un processus complexe de tâtonnements et d'ajustements sur plusieurs décennies[423]. En particulier, la guerre civile au Liban entre 1975 et 1990, le conflit entre l'Iran et l'Irak dans les années 1980, ainsi que la guerre civile en Irak depuis 2003, ont montré une certaine fluidité des alliances au-delà de l'opposition entre l'Arabie saoudite et l'Iran. La politique syrienne est un bon exemple de ces variations. Dans les années 1980, la Syrie affrontait parfois le Hezbollah, aujourd'hui un soutien militaire indispensable. Le rapprochement irano-syrien s'est fait en raison d'un soutien commun au Hezbollah et, avant tout, d'une même opposition à Israël et à l'Irak de Saddam Hussein[424]. Par ailleurs, jusqu'à la fin des années 1980, le régime syrien était proche des pays du Golfe qui lui reversaient une partie de leur rente pétrolière, au nom de la solidarité arabe contre Israël[425]. À la veille de la révolution, le Qatar était encore un allié important du régime dont il s'était rapproché durant la guerre au Liban de 2006. Les pays du Golfe attendent la répression des manifestations pacifiques de 2011, très impopulaire auprès de leur opinion publique, pour rompre avec Damas. Dans le contexte des révolutions arabes, les pays du Golfe semblent persuadés que le régime suivra la même voie que ses homologues égyptien, tunisien et libyen[426]. Même le Hezbollah libanais a tenté de pousser son allié syrien à plus de modération en 2011. Enfin, si la Turquie a eu de nombreux différents avec la Syrie, notamment sur le statut du *sandjak* d'Iskenderun et le soutien syrien au PKK en Turquie, les deux pays s'étaient rapprochés depuis la fin des années 1990[427]. Ce n'est qu'en septembre 2011, six mois après le début de la révolution, que la Turquie rompt finalement ses relations avec le régime syrien.

La guerre civile en Syrie ouvre une phase de polarisation. D'une part, la Syrie transforme radicalement sa politique extérieure désormais inscrite dans une alliance étroite avec l'Iran et le Hezbollah, explicitement orientée contre les pays du Golfe. En ce sens, la crise syrienne est un moment décisif dans la constitution d'une alliance « chiite » clairement dirigée contre l'Arabie saoudite et ses alliés. L'engagement du Hezbollah s'explique par sa dépendance logistique vis-à-vis de la Syrie, l'aéroport de Damas est important pour acheminer les armes iraniennes et, plus largement, par son importance dans les équilibres internes du Liban. La guerre civile en Syrie renverse d'ailleurs le rapport de force entre le Hezbollah et le régime syrien, ce dernier étant désormais dépendant de celui-ci pour sa survie[428]. Ainsi, le leader du Hezbollah, Nasrallah, justifie initialement

l'intervention en Syrie dans la continuité de sa lutte contre Israël en présentant les protestations comme un complot américano-israélien. Par la suite, la rhétorique du Hezbollah va mettre au premier plan la lutte contre les extrémistes sunnites et la défense des lieux saints menacés par des radicaux sunnites (au premier rang desquels la mosquée Sayyida Zaynab à Damas)[429]. L'évolution du Hamas, autrefois aidé par l'Iran et la Syrie, révèle les limites de la polarisation à l'œuvre après 2011[430]. Face à une guerre civile qui le met en porte-à-faux, le Hamas se rapproche des pays du Golfe en 2013, notamment du Qatar, avant de renouer avec l'Iran en 2014. D'autre part, la politique de soutien des pays du Golfe à l'insurrection participe d'une compétition avec l'Iran. Les protestations de la majorité chiite au Bahreïn ont montré que les pétromonarchies du Golfe pouvaient être affectées dans le mouvement des révolutions arabes. De plus, les pays du Golfe soutiennent l'insurrection sunnite contre le gouvernement de Bagdad[431]. Enfin, l'engagement turc s'inscrit dans un soutien aux révolutions arabes en Tunisie et en Égypte, mais aussi une logique de protection/instrumentalisation des populations sunnites, et notamment turcophones, de la région.

Cette logique confessionnelle dépasse les stratégies étatiques. En effet, la crise syrienne amène la mobilisation d'acteurs variés – oulémas, prêcheurs, associations –, qui ont une marge d'autonomie par rapport aux États. L'appel à la solidarité sunnite ou chiite légitime, mais aussi contraint, les politiques extérieures. La protection des lieux saints pour Riyad et la doctrine khomeyniste de la résistance des faibles contre les puissants pour Téhéran inspirent ainsi des discours étatiques[432]. Depuis l'interdiction pour les Iraniens de se rendre dans les lieux saints saoudiens, à la suite de l'incident de 1987, la Syrie est devenu le premier lieu de pèlerinage, ce qui renforce les liens entre les deux pays[433]. Chez les sunnites, les dons privés du Golfe soutiennent l'insurrection syrienne et les prédicateurs comme cheikh Adnan al-Arur et cheikh Yussef Qaradawi promeuvent une lecture religieuse des événements. En Arabie saoudite, les mouvances islamistes, en particulier les cheikhs, justifient leur soutien à la révolution à partir d'une lecture confessionnelle du régime syrien[434].

En conséquence, le jeu des puissances régionales accroît la fracture entre sunnites et non sunnites en Syrie. La compétition régionale, dont les effets sont visibles en Palestine, en Irak, au Yémen et au Liban, est particulièrement déterminante en Syrie. La polarisation communautaire s'explique par l'alignement croissant entre les alliances régionales et les acteurs locaux[435]. En effet, l'aide de l'Arabie saoudite à l'insurrection et de l'Iran au régime accélère la reconstitution d'un champ politique polarisée par l'appartenance confessionnelle. De part et d'autre, les tentatives des acteurs de se présenter

comme non-confessionnels ont cessé d’être crédibles. Comme en Irak, au Yémen et au Liban, l’opposition chiite-sunnite est ainsi devenue déterminante dans le conflit, alors qu’elle n’était pas clivante lors du déclenchement de la révolution. L’anticipation d’un affrontement confessionnel a accéléré l’alignement des acteurs sur une base confessionnelle, « croissant chiite » contre « encerclement sunnite »{436}. Cette interprétation du conflit syrien facilite en retour la participation d’EIIL et du Hezbollah à la guerre civile syrienne. La présence accrue de combattants chiites, militants du Hezbollah, Pasdaran iraniens ou miliciens irakiens au sein du Liwa’ Abu al-Fadl al-‘Abbas a également un effet sur le fonctionnement interne du régime syrien. Ainsi, des dizaines de milliers de combattants étrangers se battent pour la défense des sanctuaires religieux, dont une partie a été saccagée par les groupes sunnites. Le régime de Damas met en place des milices ouvertement chiites comme les Forces de défense nationale (Quwwat al-Difa‘ al-Watani), les Brigades du parti Baas (Kata’ib Hizb al-Ba‘th), le Parti social-nationaliste syrien (al-Hizb al-Suri al-Qawmi al-Ijtima‘i), le Front populaire pour la libération de la province d’Iskandarun (al-Jabha al-Cha‘biyya li-Tahrir Liwa’ Iskandarun), alors que la multiplication des désertions des sunnites réduit la base communautaire du régime. Affichant sa volonté de se présenter comme séculaire et protecteur des minorités, le régime est renvoyé à une identité non sunnite par l’opposition. De manière similaire, le soutien du Golfe accroît le poids des islamistes sunnites.

Cependant, l’Arabie saoudite perçoit la montée des Frères musulmans et de l’État islamique, comme une menace interne et se trouve, de ce fait, prise dans des logiques contradictoires. D’une part, elle s’oppose à l’État islamique, qui lutte pourtant contre un régime chiite en Irak. D’autre part, elle soutient l’insurrection, mais rejette les Frères musulmans, dominant au sein de la représentation extérieure syrienne. Ainsi, le Qatar et l’Arabie saoudite se sont à plusieurs reprises opposés sur le choix de la direction de l’insurrection syrienne. L’Arabie saoudite, qui craint des contestations internes, préfère les conservateurs, les officiers déserteurs, les tribaux – voire les libéraux{437}. À l’inverse, le Qatar, politiquement plus ouvert, soutient les groupes, même radicaux, se réclamant de l’islam politique{438}. Les tensions entre les deux pays s’expriment également sur le dossier égyptien, le Qatar soutenant le gouvernement Morsi, quand l’Arabie saoudite approuvait sans réserve le coup d’État du général al-Sissi. En Égypte, les fluctuations de la politique vis-à-vis de la Syrie reflètent les mêmes tensions. Le président Morsi, membre des Frères musulmans, soutenait officiellement l’insurrection syrienne, tandis que le général al-Sissi qui lui a succédé réprime les révolutionnaires syriens. En effet, bien que le régime militaire soit sous perfusion financière de l’Arabie saoudite, il

perçoit la Syrie de Bachar al-Assad comme un régime confronté, comme lui, à une menace islamiste{439}. Enfin, les victoires de l'État islamique en 2014 ont conduit à la marginalisation des groupes insurgés sunnites irakiens soutenus par l'Arabie saoudite. Celle-ci, confrontée à une menace révolutionnaire a choisi de collaborer avec les États-Unis et, implicitement, avec l'Iran pour contenir l'État islamique comme elle l'avait fait contre al-Qaïda en Irak après 2006.

Les réfugiés

Les Syriens sont devenus en quelques années la plus importante population de réfugiés au monde ; la crise est d'une ampleur comparable à celles de l'Afghanistan dans les années 1980 et du Congo dans les années 1990. Dès l'été 2011, les offensives de l'armée syrienne entraînent la fuite de dizaines de milliers de personnes. L'extension des combats à l'ensemble du pays, notamment les bombardements des grandes villes à partir du début 2012, accélère les déplacements de population. La côte syrienne, relativement épargnée, accueille des millions de déplacés ; d'autres partent pour le Liban, l'Irak, la Jordanie et la Turquie. Dès l'hiver 2012-2013, près d'un demi-million de Syriens sont enregistrés au HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés) dans les pays frontaliers de la Syrie, chiffre qui passe à 3,3 millions fin 2014 (voir tableau 2). Au-delà de ces chiffres officiels, une estimation raisonnable est de 4 à 5 millions de réfugiés fin 2014, auxquels s'ajoutent 6 à 7 millions de déplacés internes, soit un Syrien sur deux déplacé ou réfugié. Les chiffres sont approximatifs, car une partie importante des réfugiés ne vivent pas dans les camps, profitant d'accords de libre circulation existants, d'une double nationalité ou ayant choisi la clandestinité{440}. C'est notamment le cas au Liban, en Égypte et en Turquie. Dans ce dernier cas, les autorités turques ferment les postes frontières en 2011-2012. Mais, lorsque les insurgés prennent le contrôle de certains postes frontières syriens au nord du pays, la Turquie ouvre le passage et voit affluer près d'un million de réfugiés. Ceux qui possèdent un passeport sont libres de circuler en raison des accords existant entre la Turquie et la Syrie, tandis que les autres s'installent dans des camps de réfugiés. Leur nombre s'accroissant, la Turquie a fermé sa frontière à ceux qui ne détiennent pas de passeport et a favorisé l'installation de nouveaux camps de réfugiés du côté syrien de la frontière. Cependant celle-ci reste poreuse et certains Syriens sans passeport transitent encore entre les deux pays{441}. Enfin, la Turquie devient le point de passage de plus d'un million de réfugiés vers l'Europe.

Tableau 2 : Personnes enregistrées comme relevant de la compétence du UNHCR par pays entre décembre 2012 et décembre 2014{442}

Date/pays	Liban	Jordanie	Turquie	Irak	Égypte	Total
Déc. 2012	129 000	117 000	170 000	67 000	13 000	497 000
Déc. 2013	805 000	576 000	560 000	210 000	131 000	2 301 000
Déc. 2014	1 146 000	620 000	1 165 000	228 000	137 000	3 300 000
Déc. 2015	1 069 000	635 000	2 504 000	245 000	118 000	4 571 000

En quoi les réfugiés sont-ils des canaux de diffusion de la crise syrienne ? Le rôle des réfugiés comme facteur d'extension de conflits (*refugee warriors)* a été analysé dans plusieurs guerres civiles, notamment en Afghanistan et dans le triangle RCA-Tchad-Soudan{443}. Plusieurs travaux ont ainsi établi une forte corrélation entre la présence de réfugiés et l'extension des conflits armés dans le temps et l'espace. Ils suggèrent que les réfugiés jouent différents rôles dans la dynamique conflictuelle. D'abord, la stabilité des frontières permet la constitution de sanctuaires{444} et l'aide humanitaire offre des ressources et une légitimité aux groupes armés qui les redistribuent en leur nom{445}. En conséquence, l'État ciblé par les attaques peut décider d'intervenir sur le territoire de son voisin. De plus, les réfugiés transforment la situation démographique et économique des pays d'accueil et peuvent être instrumentalisés au service de causes locales{446}. Le cas syrien permet d'appliquer ces modèles, mais nous insisterons sur le rôle des contextes d'accueil{447}. En effet, la crise syrienne se diffuse différemment selon les pays d'accueil, ce qui amène à trois questions : l'insertion des réfugiés dans des réseaux transfrontaliers, leur instrumentalisation dans des conflits internes et, enfin, le rôle des États.

D'abord, les nombreux liens économiques, familiaux et tribaux facilitent l'extension du conflit en stimulant les échanges à travers des frontières mal contrôlées. À la suite de Massey pour les États-Unis et d'Harpviken pour l'Afghanistan, on vérifie que les effets politiques de la présence de réfugiés sont fonction de leur insertion dans des réseaux sociaux du pays d'accueil{448}. Au Liban, la ville d'Ersal, dans la plaine de la Bekaa, a vu sa population passer de 40 000 à plus de 100 000 personnes entre le printemps 2011 et août 2013. En raison de liens familiaux, économiques et d'une solidarité religieuse, la population sunnite de la ville, et notamment la municipalité, manifeste un soutien actif aux réfugiés. En l'absence d'une politique d'État, les autorités locales, aidées par le financement de pays du Golfe, coordonnent directement l'accueil des réfugiés. Une clinique est ainsi inaugurée en février 2014 grâce à des fonds koweïtiens. De nombreux insurgés transitent par la ville qui leur sert

de point de ralliement. Des réseaux transfrontaliers acheminent des armes et des vivres vers les insurgés syriens et des habitants d'Ersal partent se battre en Syrie comme d'autres, en nombre plus faibles, étaient partis en Irak après l'invasion américaine[449]. L'arrestation de combattants syriens par l'armée libanaise à l'été 2014 a d'ailleurs entraîné une riposte de Jabhat al-Nusra dans la ville même et la mort de plusieurs soldats libanais.

Ensuite, la capacité d'identification réciproque entre des réfugiés et une communauté du pays d'accueil est un élément clé de diffusion de la crise. En Irak, où les relations entre sunnites et chiites sont un enjeu central de la guerre civile, la crise syrienne est comprise comme un prolongement de la situation irakienne. Au Liban, l'arrivée de réfugiés en majorité sunnites et les groupes jihadistes comme la Jabhat al-Nusra et l'EIIL sont perçus comme une menace par le Hezbollah chiite et les chrétiens, notamment le Courant patriotique libre de Michel Aoun[450]. Le flux de réfugiés bouleverse les équilibres démographiques qui conditionnent historiquement les calculs politiques des acteurs libanais. Ainsi, Vincent Geisser pouvait parler dès 2012 d'« *une captation de la* "*question syrienne*" *par les acteurs libanais, à des fins de légitimation interne, voire d'hégémonie politique* », mais l'ampleur du phénomène les contraint de plus en plus fortement[451]. Le Hezbollah et l'Amal chiites soutiennent le régime syrien, tandis que le Courant du futur et les mouvements islamistes sunnites soutiennent l'insurrection. En outre, les combats à Tripoli et les attentats contre le Hezbollah suggèrent la possibilité d'affrontements au Liban sur les mêmes lignes d'opposition qu'en Syrie. De plus, la prise par l'armée syrienne de Qusayr, d'Homs et des montagnes du Qalamun a considérablement accru le nombre de combattants syriens réfugiés au Liban. Cependant, la position ambiguë du leader druze Walid Joumblatt, alors que les druzes en Syrie restent pro-régime, et les positionnements divergents des mouvements chrétiens montrent qu'il existe encore une marge d'action pour certains acteurs qui refusent de s'aligner sur des clivages confessionnels.

Le cas de la Turquie est moins problématique, mais certains alévis se sentent solidaires, voire s'identifient, aux alaouites en dépit des différences profondes entre les deux communautés et de l'absence de liens privilégiés dans le passé. Réciproquement, le gouvernement turc, initialement soutenu par une majorité de la population, soutient les insurgés sunnites, alors que les alévis sont surreprésentés dans l'opposition au gouvernement AKP. La crise syrienne est devenue un facteur et un enjeu des affrontements sur la scène interne. Les tensions sont particulièrement fortes à Antakya, où les alévis et les alaouites turcs ont vu affluer des réfugiés syriens de toutes confessions[452].

Enfin, la contagion dépend de la capacité des États voisins à contrôler leur

territoire. Plus l'État prend en charge les réfugiés et contrôle la frontière, plus il peut instrumentaliser les mouvements armés ; moins il est capable de contrôler les réfugiés, plus l'État reste en retrait, voire hostile à ceux-ci. En particulier un des enjeux pour les États est le contrôle des ONG intervenant auprès des réfugiés. Au Liban, celles-ci sont relativement autonomes, alors qu'en Turquie et en Jordanie elles sont étroitement surveillées, et l'Irak, du fait de son insécurité, n'en accueille pas en nombre significatif.

Malgré un coût de près d'un milliard de dollars pour la seule année 2012, la Turquie est parvenue à conserver le contrôle des flux de réfugiés, une majorité d'entre eux étant concentrés dans les régions frontalières : Antakya, Gaziantep et Sanliurfa. De son côté, la Jordanie offre un sanctuaire aux insurgés syriens qui se battent au sud du pays, tout en encadrant étroitement leurs activités. Initialement, la Jordanie s'est efforcée de concentrer les réfugiés dans les villes et les camps du nord du pays. En août 2013, le camp de Zaatari est ainsi devenu la quatrième ville du pays avec près de 120 000 habitants[{453}]. Mais, dès 2014, la population réfugiée atteint 650 000 personnes, qui vivent en majorité hors des camps. Cette situation n'est pas sans danger pour le royaume. En effet, la Jordanie abrite déjà des centaines de milliers d'Irakiens ayant fui durant l'occupation américaine, alors que les Palestiniens représentent déjà un tiers de la population. Le royaume hachémite a par ailleurs interdit l'arrivée des Palestiniens résidant en Syrie. En effet, il reste marqué par l'épisode de Septembre noir (1970), quand les Palestiniens réfugiés avaient tenté de renverser la royauté hachémite.

Contrairement à la Turquie et à la Jordanie, où les États gardent le contrôle des réfugiés, ceux-ci dépendent plus des solidarités communautaires en Irak et au Liban. Ces derniers s'opposent à tout usage de leur territoire comme sanctuaire pour les insurgés, car ils craignent une diffusion du conflit. En particulier, le Liban n'a jamais eu les moyens de contrôler sa frontière avec la Syrie. Avec plus d'un million de réfugiés enregistrés fin 2014, auxquels il faut ajouter plusieurs centaines de milliers de Syriens non enregistrés, un quart de la population au Liban est syrienne. Le seul impact économique de la guerre est énorme pour le Liban avec un coût estimé à 7,5 milliards de dollars à la fin de l'année 2014 selon la Banque mondiale, un doublement du chômage et une saturation des services publics, en particulier les écoles et les hôpitaux[{454}]. Les villes sunnites proches de la frontière syrienne sont les principales concernées par l'arrivée massive de réfugiés, mais ceux-ci sont présents dans l'ensemble du pays. Les quartiers sunnites des villes libanaises, comme celui de Bab al-Tebbana à Tripoli, ont vu leur population s'accroître considérablement avec l'arrivée de réfugiés, qui sont parfois aussi des combattants. Les affrontements sont récurrents entre ces derniers et les miliciens alaouites du Jabal Mohsen. De

même en Irak, la crise syrienne a accru les tensions entre le gouvernement dominé par les chiites, les forces kurdes et l'insurrection sunnite, chacun cherchant un allié en Syrie sur la base d'une solidarité ethnique ou religieuse. Les allers-retours de réfugiés et de combattants entre les deux pays sont fréquents depuis les années 1980 du fait des rébellions kurdes et, dans les années 2000, le soutien de Damas à l'insurrection anti-américaine en Irak amplifie le phénomène. Depuis 2011, Bagdad s'est efforcé de contrôler sa frontière, notamment dans les zones sunnites où quelques dizaines de milliers de Syriens sont parvenus à se réfugier, en particulier dans la province d'al-Anbar. En 2013, certaines villes sunnites sont devenues des points de contact entre les oppositions syrienne et irakienne. Cependant, avant les succès de l'EIIL de l'été 2014, l'Irak demeure un sanctuaire moins important en raison de son éloignement géographique des zones de combats en Syrie et de la coopération des forces de sécurité irakiennes et syriennes contre les mouvements sunnites des deux pays[455]. Le GRK (Gouvernement Régional du Kurdistan) a accueilli près de 200 000 réfugiés kurdes, en majorité dans le camp de Domiz. Même si la situation a évolué avec l'offensive de l'EIIL sur Erbil et le Sinjar en 2014, les autorités kurdes irakiennes gardent un étroit contrôle de la frontière, dans un contexte toujours marqué par la rivalité entre le PDK et le PKK. Au final, la crise syrienne contribue à la communautarisation de la scène politique régionale et à la construction d'alliances transnationales sur une base identitaire.

Chapitre 8
Les Kurdes et le PKK

En 2011, certains Kurdes participent aux manifestations à la fois comme citoyens syriens et pour faire cesser les discriminations contre leur communauté. Pour contrer cette dynamique, le régime de Damas autorise le retour en Syrie du PKK, sous le nom du PYD (Partiya Yekitiya Demokrat – Parti de l'union démocratique), en échange de la répression des manifestants{456}. Le régime organise ensuite, au moment de son évacuation à l'été 2012, le transfert du pouvoir au PYD dans les enclaves kurdes d'Afrin, Aïn al-Arab (Kobane) et Qamichly, où ce dernier constitue des territoires autonomes, divisant ainsi l'insurrection.

Les Kurdes dans la révolution

Les entretiens réalisés avec des Kurdes syriens entre 2011 et 2014 au Kurdistan irakien, à Afrin et Aïn al-Arab entre décembre 2012 et janvier 2013 font état d'une forte mobilisation des populations kurdes à l'annonce de l'incident de Daraa{457}. Ainsi, la première manifestation kurde a lieu, le 18 mars 2011, dans la ville d'Amuda en solidarité aux victimes de Daraa{458}. « *J'ai toujours été contre le régime* », témoigne un Kurde de Aïn al-Arab, « *Avec des amis, nous ne manquions pas une occasion pour montrer notre opposition. Par exemple, lors de la fête de Nowruz* [nouvel an dans le monde iranien fêté le 21 mars], *nous sortions avec des drapeaux kurdes en criant des slogans pro-*

kurdes. Après les révoltes en Égypte et Tunisie, nous attendions notre tour en Syrie. Lorsque Daraa a commencé à bouger, nous étions déjà actifs »[459]. Le soulèvement de 2011 contre le régime de Bachar al-Assad s'inscrit dans la continuité des mobilisations pour la reconnaissance de leurs droits civiques[460]. Mais, contrairement aux mobilisations antérieures, les Kurdes participent alors à un mouvement national. Ils le rejoignent d'autant plus facilement que plusieurs décennies de répression ont convaincu beaucoup d'entre eux que leurs revendications n'aboutiraient pas tant qu'un pouvoir autoritaire gouvernerait la Syrie. De plus, les Kurdes, notamment les jeunes à la pointe de la mobilisation, bien que conscients de leur statut de minoritaire, se considèrent comme partie intégrante de la société syrienne. « *Je suis kurde d'Afrin, mais j'ai toujours vécu à Alep entourée d'Arabes* », explique une jeune kurde[461]. « *À l'école, mes amis étaient arabes, nous sortions au café ensemble...il n'y avait pas de différences entre nous* ». Les considérations communautaires sont reléguées au second plan, ce qui est d'autant plus facile que les principaux partis kurdes restent inactifs.

Le régime tente de démobiliser les Kurdes en restituant le 7 avril la nationalité syrienne à 150 000 sans-papiers (*bidun*) kurdes. Damas cherche ainsi à cantonner le soulèvement de 2011 à la composante arabe sunnite de la population syrienne. Mais le registre unanimiste de la révolution syrienne persiste chez les Kurdes : « *La restitution de notre nationalité nous a beaucoup choqués. Alors que nous manifestions pour nos droits politiques en tant que Syriens, le régime nous traitait de nouveau comme si nous étions un groupe à part* »[462]. Par ailleurs, l'absence de relais communautaires complique l'organisation d'une négociation formelle entre le régime et les Kurdes.

À Alep et Damas, les Kurdes se mobilisent généralement au sein des mêmes réseaux que les révolutionnaires arabes. « *Je suis allé à mes premières manifestations avec mes amis de l'université, dont plusieurs Kurdes* », explique un habitant arabe d'Alep. « *Nous nous réunissions la veille pour mettre au point notre itinéraire, choisir nos slogans. Nous étions unis* »[463]. Pour un autre : « *Dans les premiers mois de l'insurrection, nous chantions les mêmes slogans que dans le reste de la Syrie : "À bas le régime". Nous allions manifester les vendredis sur les mêmes thèmes que les autres manifestants* »[464].

Lorsque le régime attaque les quartiers insurgés de Homs et de Hama, les régions kurdes protestent. Comme partout, des groupes de coordination se forment afin d'organiser les défilés, mettre en ligne des vidéos, contacter des groupes dans le reste du pays. « *À Alep et à Damas, les Kurdes côtoient quotidiennement la population arabe. Les manifestations étaient mixtes. Dans le groupe d'amis avec qui je manifestais, il y avait beaucoup d'Arabes. Parfois, des cousins de la Jazira venaient nous visiter à Damas. Ils nous donnaient des*

conseils, comment faire face à la police, comment se disperser après une manifestation »[465]. Les protestataires kurdes réactivent le savoir-faire acquis durant la décennie 2000 : « *L'expulsion des partis politiques kurdes* [le PKK en 1998, mais aussi quinze autres partis kurdes interdits depuis les années 1970] *nous a appris comment contrer le régime. Nous savions comment nous regrouper, descendre dans la rue sans nous faire arrêter, dans quels endroits de la ville il était plus ou moins facile de manifester. Tout cela était déjà acquis pour nous, alors que les Arabes ont mis plusieurs mois à l'apprendre* »[466]. Les manifestants kurdes créent des mouvements de jeunes, dont le plus important est l'Union de la jeunesse kurde (Avahi) et établissent des fédérations de comités locaux pour faire avancer l'agenda kurde au sein du mouvement révolutionnaire[467].

Néanmoins, la dispersion territoriale des Kurdes et l'ampleur de la répression du régime ne permet pas de mettre au point une coordination efficace entre les différents foyers de mobilisation. D'une ville à l'autre, les opposants ont des difficultés à communiquer. « *Nous avons tout de suite voulu créer une coordination nationale dans le Nord* », témoigne un révolutionnaire kurde, « *mais cela était quasiment impossible. La répression ne nous laissait aucune chance pour rassembler les délégués de différentes régions. Créer une structure de coordination était impossible. Seul internet pouvait être utilisé, mais cela ne permettait pas de construire un mouvement efficace. De plus, la situation dans les territoires kurdes et arabes est rapidement devenue différente* »[468].

Lors du passage à la lutte armée, les Kurdes des zones mixtes kurdo-arabes rejoignent les groupes majoritairement arabes. Un révolutionnaire d'Alep témoigne : « *Le régime a très vite réprimé notre mouvement au sein des quartiers kurdes d'Alep. Nous allions beaucoup manifester dans les quartiers populaires arabes pour ne pas être repérés. Ensuite, il n'a plus été possible de le faire sans avoir plusieurs morts. Je suis parti dans un des villages libérés proches de la Turquie. Là, des groupes armés commençaient à se former, composés d'Arabes, de Kurdes, de chrétiens... je les ai rejoints* »[469]. Cependant, leur engagement au sein de l'insurrection devient progressivement plus problématique en raison du refus de l'opposition arabe d'ouvrir un dialogue sur le statut de la minorité kurde. De plus, selon la composition ethnique et confessionnelle des localités, le régime réprime les manifestations de façon différenciée. L'armée bombarde les quartiers insurgés arabes, mais n'intervient pas dans les territoires majoritairement kurdes, où seule la police est déployée. En 2012, l'alliance du régime avec un acteur extérieur, le PKK, sépare définitivement les enclaves kurdes du reste de l'insurrection.

Le retour du PKK

Entre la fin 2011 et l'été 2012, l'aile syrienne du PKK, le PYD, prend progressivement le contrôle des enclaves kurdes. Après plus de dix ans d'absence, la guerre civile fournit au PKK l'occasion de se réimplanter en Syrie. Dès l'été 2011, il parvient à négocier avec Damas son retour progressif dans les trois poches de peuplement kurde à la frontière de la Turquie – Afrin, Aïn al-Arab, la Jazira – en échange de la neutralisation des manifestants kurdes{470}et du refus de faire front commun avec l'ASL{471}. Les militants du PYD arrêtés dans les années 2000 sont relâchés et le parti établit des milices pour contrôler les régions kurdes. Par un usage ciblé de la violence, y compris des assassinats{472}, il marginalise les autres partis kurdes, par ailleurs très fragmentés et dépourvus d'organisation militaire. « *Notre groupe de jeunes s'est créé en avril 2011. Nous avons pu militer plusieurs mois sans que le régime ne nous réprime. Il n'en avait sans doute pas les moyens. Tout a basculé avec l'arrivée du PYD. Nos financements ont été coupés. Nous avons presque tous été arrêtés et interrogés par le PYD. Certains ont été torturés. Ils nous ont demandé de ne plus manifester* »{473}. Les protestataires sont dispersés et contraints au silence dans les territoires kurdes, où le mouvement de contestation est stoppé net{474}.

En échange, les forces de sécurité syriennes n'interviennent plus dans les trois enclaves kurdes. L'armée reste dans ses casernes jusqu'au 19 juillet 2012, lorsque la prise d'une grande partie du Nord par l'ASL amène le régime à évacuer les zones kurdes pour enlever à cette dernière tout prétexte d'intervention. Le PYD prend immédiatement la suite du régime. « *Depuis plusieurs mois des milices PKK étaient à Aïn al-Arab* », témoigne un habitant de la ville, « *Il n'était plus possible de sortir protester sans risquer de se faire arrêter. À partir de mai, on ne voyait plus les forces de sécurité du régime. Le PKK faisait la loi dans la rue. Le 19 juillet, on a vu des convois de l'armée quitter la ville, comme ça, sans coups de feu. Quand je suis sorti, le PKK occupait tous les bâtiments officiels. Il avait même récupéré les voitures de police. Les policiers leur avaient remis les clefs avant de filer* »{475}. Cette transition soigneusement préparée se déroule en une journée. Les militants du PYD prennent le contrôle des bâtiments administratifs et s'établissent comme l'autorité officielle dans les enclaves kurdes{476}. « *Le bureau des Assaych* [services de sécurité] *a été créé en mai* », explique leur chef à Aïn al-Arab, « *Dès lors, nous avons commencé à organiser le recrutement et l'entraînement de la nouvelle police kurde. À ce moment la police du régime avait cessé de travailler dans la ville, elle ne sortait plus de ses bases. Lorsqu'ils ont évacué le*

19 juillet, nous avons pris le contrôle de leur base sans tirer un coup de feu »[477].

Une fois en charge des enclaves kurdes, le PYD fait de l'identité kurde le critère d'appartenance à une société politique distincte avec un territoire et des institutions propres au service d'un parti transnational qui travaille à la formation d'un Kurdistan indépendant. Le PYD se positionne ainsi en contradiction ouverte avec la dynamique des mouvements protestataires et vise à séparer Kurdes et Arabes[478].

Dans les territoires kurdes, la présence d'une coalition de partis et d'associations civiles, le TEV-DEM (Tevgera Kurden Demokrat – Mouvement Démocrate Kurde) permet d'afficher un pluralisme de façade aux yeux de la population et des observateurs extérieurs. Le TEV-DEM est théoriquement dirigé par un conseil réunissant les différentes associations et partis qui le composent. Dans les faits, le PKK reste la véritable autorité qui organise l'activité des différentes composantes du TEV-DEM. « *Personne ne sait vraiment qui détient le pouvoir au sein du TEV-DEM* », explique un notable de Aïn al-Arab cadre du PDKS (Parti Démocratique du Kurdistan de Syrie). « *Beaucoup d'associations et de partis fictifs ont été créés par le PKK pour simuler un mouvement populaire. Mais ce n'est pas là que les décisions sont prises. On ne nous demande pas notre avis. De même, le PYD à Aïn al-Arab n'a qu'un fonctionnement de façade. Il ne possède que quelques membres peu éduqués et ce n'est certainement pas eux qui ont eu l'idée de créer ce type d'organisations* »[479].

Dans chaque ville, l'autorité du TEV-DEM est officiellement relayée par une Maison du peuple (Mala Gal), qui constitue en théorie une assemblée populaire, ainsi que par les Administrations autonomes (Idara Zatiya) à partir de 2014. Il s'agit en réalité d'une institution vitrine, sans pouvoir, dont les décisions sont contrôlées par le PKK[480]. Sous les ordres de cette assemblée populaire, un conseil local est chargé d'organiser l'action publique et d'administrer la ville. Ce conseil prend en charge les services municipaux, dont les employés sont toujours payés (en 2014) par Damas. « *Nous avons une centaine d'employés à Afrin* », explique le nouveau maire, « *Seuls les élus ont été changés. J'ai été élu maire au terme d'élections organisées le 13 février 2012. Le conseil municipal est lui-même composé de 25 élus, tous originaires d'Afrin* »[481]. En accord avec le discours officiel du PYD, les nouveaux responsables décrivent ces institutions comme étant l'« *émanation du peuple* »[482]. « *Cette nouvelle organisation des zones kurdes résulte des réflexions d'Abdullah Öcalan* [le leader historique du PKK]. *Il s'agit d'une idéologie, profonde et réfléchie, conçue pour protéger la population en établissant des conseils locaux. C'est une première étape vers*

l'autodétermination des Kurdes syriens. Le but est que le peuple se gouverne lui-même, en dehors de toute bureaucratie, sans élite. Le pouvoir vient de la base »[483].

Sur le plan judiciaire, des tribunaux sont créés dans les trois enclaves et dans les quartiers kurdes d'Alep (jusqu'à l'éviction partielle du PYD début 2013). « *Conformément à l'idéologie du TEV-DEM, nous avons un quota de femmes qui doivent siéger au tribunal. Les directives sont de rendre la justice au peuple et d'organiser des médiations entre les parties en conflit* »[484]. Des avocats et des juristes fournissent le personnel judiciaire qui prend ses décisions en s'appuyant sur un mélange de droit syrien et de droit coutumier. « *Nous exerçons la justice selon le droit syrien, mais certains cas nécessitent des arrangements pour lesquels nous faisons appel au droit coutumier* »[485]. Une commission basée à Qamichly est chargée de créer un nouveau corpus juridique à partir des codes occidentaux. « *L'autogestion par les Kurdes de leur territoire nécessite de créer notre propre code juridique* », explique une cadre du PKK. « *Une commission spéciale est chargée de réfléchir à cette question et d'effectuer une synthèse entre la jurisprudence délivrée dans nos cours de justice et les codes juridiques occidentaux dont nous nous inspirons pour moderniser le droit syrien* »[486]. Le système judiciaire est très centralisé, avec une Haute Cour qui coiffe l'ensemble des tribunaux, et dont les neuf juges sont directement nommés par le PYD. « *Comme avocats, nous n'avons pas beaucoup de pouvoir* », confie un membre du tribunal de Aïn al-Arab. « *Nous ne suivons pas vraiment les dossiers et ne faisons qu'enregistrer la procédure. Si le procès est trop conflictuel, un des neuf juges de la Haute cour judiciaire se déplace et vient trancher* »[487]. Au tribunal d'Afrin, les juges paraissent peu formés et l'enregistrement des plaintes constitue leur activité principale.

Les organes de sécurité ont une place centrale, notamment les Assaych, qui surveillent la population, et le YPG (Yekineyen Parastina Gel - Unité de protection du peuple) qui regroupe les unités militaires. Les combattants du YPG sont encadrés par des membres du PKK venus de Turquie et d'Irak, dont de nombreux Syriens formés au sein des bases de la guérilla dans les montagnes de Qandil (Irak). Sous l'autorité de ce noyau dur, l'ensemble de la population masculine et une partie de la population féminine sont mobilisés dans un système de conscription[488]. Chacun est astreint à des tours de garde à la frontière des enclaves kurdes, ainsi qu'aux nombreux barrages sur les routes. « *Je ne soutiens pas le PKK, mais ce dernier nous oblige à rejoindre le YPG. Le seul moyen de se défiler est de payer pour avoir le droit de rester chez soi* »[489]. À partir de 2013, les attaques répétées contre les régions kurdes par les éléments les plus radicaux de l'insurrection ou l'EIIL incitent certains Kurdes à s'enrôler

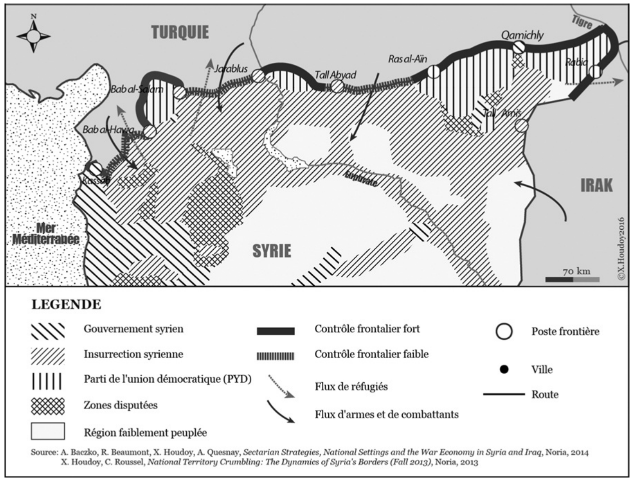
dans le YPG. « *Tout le monde doit se battre ici, c'est une question de vie ou de mort* », témoigne un habitant de Aïn al-Arab, « *Que tu sois avec ou contre le PKK, tu n'as pas le choix, car les attaques de l'EIIL ne font pas la différence* »{490}.

Par le biais de contributions obligatoires, la population finance le mouvement. Les commerçants doivent ainsi payer une taxe pour continuer à travailler. « *Je transporte du grain par camion entre la ville de Raqqa et Aïn al-Arab* », explique un commerçant de Aïn al-Arab, « *Quand le YPG s'est implanté, j'ai tout de suite accepté de payer un droit de passage à ses barrages, car j'avais trop peur de perdre mes camions. Mais j'ai régulièrement des problèmes avec eux. Soudainement, le prix à payer augmente sans raison. Si je refuse de payer, le YPG saisit ma marchandise, qui disparaît* »{491}. De même, le mouvement contrôle les ressources des enclaves. « *Dans la Jazira, les puits de pétrole sont passés sous contrôle du PKK* », témoigne un habitant de Qamichly, « *En accord avec le régime, l'exportation du pétrole s'effectue contre paiement* »{492}. À Afrin, le PYD a mis en place une équipe de gardes forestiers afin de contrôler la vente des arbres de la forêt domaniale{493}.

Par ailleurs, les Maisons du peuple sont chargées de distribuer l'essence et la nourriture à la population. « *Le PKK a été absent pendant plus de dix ans des territoires kurdes, sa seule façon de reconstruire une clientèle est de contrôler l'accès aux ressources* », explique un militant du PDKS{494}. « *Le PKK délègue le contrôle des réseaux économiques les moins rentables aux Maisons du peuple. Cependant, il garde pour lui le ravitaillement en farine, pétrole et matières premières, des activités extrêmement lucratives* »{495}. L'accès au service hospitalier mis en place par le PYD dans les territoires kurdes est également soumis à un contrôle strict.

La stratégie d'autonomie du PKK a cependant des limites. Ainsi, les enclaves kurdes ne forment pas un territoire unifié (voir carte) et plus de la moitié de la population kurde résidait en 2012 à Alep et à Damas dans des quartiers hors du contrôle du PKK. De plus, les Kurdes des enclaves dépendent en partie de leurs voisins arabes pour l'approvisionnement en denrées alimentaires et en énergie. « *La situation est de plus en plus difficile à Qamichly* », explique un habitant de la ville. « *Le PYD contrôle étroitement tout le ravitaillement en provenance du Kurdistan irakien. Cela lui permet de tenir la population, à qui il redistribue l'aide. Mais il est aussi dépendant de ces ressources et ne peut pas aller trop loin dans son opposition à l'ASL et au gouvernement kurde irakien. Le risque de se retrouver isolé deviendrait trop grand* »{496}. En conséquence, le PYD est obligé de négocier avec l'insurrection syrienne pour éviter un embargo. Cependant, dans les zones où le PYD tient des positions proches de celles du régime, les

accrochages avec les groupes insurgés sont récurrents, notamment dans les quartiers kurdes d'Alep et dans la région du Jazira. Enfin, la montée de l'EIIL se traduit à partir de 2013 par une pression militaire croissante sur les régions kurdes. Les offensives de l'EIIL, notamment à partir de l'été 2014, encouragent le PYD à former des alliances avec certains groupes de l'insurrection, autorisant même ces derniers à utiliser les enclaves kurdes comme bases arrière{497}. À Aïn al-Arab, beaucoup de combattants de l'insurrection syrienne, dont les unités ont été dispersées par l'EIIL, rejoignent individuellement les rangs du YPG ou reforment des groupes armés affiliés à celui-ci. De nombreux insurgés de la tribu des Chammar, membres du Liwa' Ahrar al-Jazira de l'ASL, rejoignent ainsi les rangs du YPG pour combattre l'EIIL{498}. L'offensive de celui-ci contre Aïn al-Arab en août 2014 renforce les liens entre le PYD et l'insurrection syrienne, mais ce dernier continue cependant sa collaboration avec le régime de Damas à Qamichly et à Afrin. Par ailleurs, le PKK intervient en Irak en août 2014 pour contrer une offensive de l'EIIL sur le Kurdistan irakien. Il s'engage notamment dans le Sinjar, couvrant la fuite des yézidis, parmi lesquels il recrute ensuite pour former de nouvelles unités.



Carte 4 : Implantation du PYD (octobre 2013)

L'éclatement de l'opposition kurde

Pour résister à la domination du PKK, les autres partis kurdes se sont regroupés en octobre 2011 dans une coalition de circonstance. Créé le 26 octobre 2011 à Erbil, au Kurdistan irakien, le CNKS (Conseil National du Kurdistan Syrien) s'élargit progressivement jusqu'à regrouper quinze formations en mai 2012{499}. Il s'agit d'une coordination lâche, plus que d'une structure politique

unifiée. De plus, sans ressources propres, les membres du CNKS dépendent totalement du soutien de Massud Barzani, le président du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) et dirigeant du PDK (Parti Démocratique du Kurdistan). Par ailleurs, le CNKS est formé de partis en exil qui ont très peu de militants en Syrie. « *Le CNKS ne nous représente pas* », explique un révolutionnaire kurde qui a participé aux premières manifestations en Syrie. « *Ces partis ne sont pas présents en Syrie et les gens ne les connaissent pas vraiment. Ils sont incapables d'envoyer de l'aide* »[{500}].

Dans les premiers mois de son existence, le CNKS acquiert une certaine légitimité grâce au soutien de Massud Barzani. Ce dernier apporte un support financier et logistique, qui permet au CNKS d'afficher une forme de cohésion, mais ce parrainage a également pour effet d'emprisonner les partis kurdes syriens dans la stratégie pan-kurde du PDK irakien. Soucieux de trouver des soutiens internationaux et de s'autonomiser par rapport à Massud Barzani, les principaux partis kurdes du CNKS cherchent à intégrer le Conseil national syrien, tout en réaffirmant leur volonté d'autonomie territoriale dans le cadre d'un hypothétique État fédéral syrien, mais les négociations échouent.

Incapables de lutter frontalement contre le PYD, les partis kurdes tentent de rallier les comités locaux créés en Syrie. Par exemple, le TCK (Tevgera Ciwanen Kurd - Mouvement de la jeunesse kurde), un des comités les plus actifs, est courtisé par le PDK. « *Notre mouvement était très connu et réputé pour avoir coordonné plusieurs manifestations. Plusieurs d'entre nous ont ainsi été contactés par des partis politiques. Ces derniers voulaient que nous reprenions leurs slogans et, en échange, ils nous représenteraient à l'étranger. Nous étions contre, mais le retour du PKK a obligé certains d'entre nous à l'accepter. On ne pouvait plus rester isolés face au PKK et au régime. Cette compétition entre les partis nous a paralysés* »[{501}]. De plus, l'inaction des partis kurdes les discrédite. « *Nous n'avons jamais compris pourquoi les partis kurdes ne sont pas venus nous aider dans la lutte contre le régime* », témoigne une révolutionnaire kurde d'Afrin, « *Nous étions isolés et personne ne comprenait leur inaction* »[{502}].

À l'été 2012, afin de lutter contre l'influence grandissante du PYD, Barzani tente une médiation entre celui-ci et le CNKS. Les accords d'Erbil sont ainsi conclus le 11 juillet 2012 et renouvelés en septembre de la même année. Ils prévoient un partage de l'influence dans les zones kurdes avec la formation d'un Conseil suprême du Kurdistan et de forces de sécurité communes. Cependant, l'application de ces accords se heurte à la résistance du PYD qui, militairement dominant et soutenu par Damas, refuse la présence du CNKS sur le sol syrien[{503}]. Ce dernier s'enfonce dans des querelles internes et, en décembre 2012, quatre des principaux partis font sécession pour négocier directement avec

l'insurrection, stratégie qui échouera rapidement{504}. « *Nous avons été incapables de nous adapter à la révolution syrienne* », témoigne un militant kurde rencontré à Erbil. « *Le CNKS doit suivre le jeu imposé par le gouvernement du Kurdistan d'Irak. Nous n'avons pas les moyens d'une politique autonome avec de nouvelles alliances pour revenir en Syrie* ». Le CNKS est dans une impasse, car le PYD lui interdit toute action dans les zones kurdes alors que, dans le même temps, ses prises de position fédéralistes le marginalisent au sein de l'insurrection. « *Notre erreur a été de ne pas soutenir la militarisation du soulèvement quand elle a commencé. Le PKK est revenu à ce moment en Syrie. Sans arme, nous ne pouvions plus militer et nous avons été débordés* »{505}. En conséquence, les partis kurdes se retranchent derrière une forme de neutralité : ni Bachar, ni l'opposition. « *Nous n'avons pas le choix* », explique un représentant du PDKS. « *Il nous est impossible d'affronter le PKK, la seule voie possible est le compromis* »{506}. Face aux avancées de l'EIIL, le PKK signe un nouvel accord à Dohuk, le 10 octobre 2014, stipulant un partage du pouvoir avec le CNKS. En échange de l'envoi de troupes kurdes irakiennes pour défendre Aïn al-Arab, le CNKS est autorisé à rouvrir des bureaux en Syrie.

Confrontés à ces divisions, les Kurdes syriens sont pris dans un dilemme. Combattre le régime aux côtés de l'insurrection offre peu de garanties pour une reconnaissance des minorités en raison la promotion du nationalisme arabe par une partie des insurgés et, surtout, de la montée en puissance de l'islamisme. Mais les organisations politiques kurdes sont décriées pour leur inefficacité, dans le cas du CNKS, ou leur autoritarisme et leur compromission avec le régime, dans le cas du PYD. Nombre de Kurdes, notamment ceux qui ont participé aux premières mobilisations, n'approuvent pas l'autonomisation des enclaves kurdes par rapport au reste de l'insurrection. « *La protestation a commencé comme un mouvement national. Nous continuons à soutenir la révolution, même si celle-ci a changé de forme* »{507}. Dans les zones de peuplement mixte, de nombreux Kurdes rejoignent des groupes de l'insurrection et rejettent la politique du PYD qui affaiblit une opposition déjà fragmentée.

Au final, l'opposition kurde opposée au PYD est éclatée, sans cohérence. On observe d'une part une coordination entre des groupes kurdes indépendants et l'ASL dans les combats contre le régime, d'autre part des alliances circonstancielles entre des unités de l'ASL avec le PYD, notamment contre l'EIIL.

Chapitre 9
Les usages de l'islam

De façon apparemment paradoxale, l'islam sert à la fois comme justification de l'unanimisme révolutionnaire et des discours d'exclusion, voire d'excommunication, qui déchirent l'insurrection après 2013. L'intrinsèque polysémie d'un discours religieux réduit à quelques symboles a initialement permis la coexistence de projets contradictoires, du pluralisme politique à la théocratie d'inspiration salafiste. L'émergence de partis et de courants politiques au sein de la révolution aurait pu participer de la refondation d'une société différenciée et pluraliste. Mais le caractère inclusif des slogans de 2011, qui affirmaient l'unité du peuple syrien, cède progressivement devant la radicalisation et la communautarisation des discours. En particulier, l'afflux de financements étrangers et l'implantation d'organisations politico-militaires transnationales vont rompre l'unité de l'insurrection. Après 2014, la guerre civile oppose une pluralité d'acteurs territorialisés, l'État islamique prenant une importance grandissante.

Unanimisme révolutionnaire et rejet des partis

Pourquoi l'islam s'est-il imposé comme le langage consensuel des protestations, puis de l'insurrection ? L'islam offre aux insurgés un univers de sens, une esthétique et, enfin, une ressource pour attirer des financeurs extérieurs.

En premier lieu, depuis les années 1970, l'islam est devenu le langage de la protestation dans le monde musulman[508]. La révolution iranienne de 1979 joue ici un rôle pivot, *y compris chez les sunnites*, dans le basculement de l'imaginaire révolutionnaire du marxisme à l'islam avec des passages souvent soulignés dans les trajectoires individuelles et les discours. Le discrédit du marxisme après la chute du Mur (1989) et la domination de l'idéologie néolibérale dans les pays occidentaux mettent l'islam dans une situation de quasi-monopole dans l'expression de la contestation. La dimension révolutionnaire de l'islam s'affirme au fur et à mesure des crises en Afghanistan, en Égypte, dans le Caucase, en Yougloslavie et en Algérie[509]. Dans le contexte d'une intensification des pratiques religieuses, un répertoire d'action se développe à travers le travail caritatif mené par diverses organisations islamiques et l'émergence de réseaux jihadistes internationaux[510].

Dans les manifestations syriennes, l'islam constitue un langage commun dont la nature métapolitique permet la coexistence de discours islamistes, sécularistes et de gauche. Dans cette phase pacifique, la nature historiquement transgressive du fait majoritaire sunnite contre le régime de Bachar al-Assad fait de l'islam un mode d'expression efficace et légitime de la contestation. Ainsi, lors des premières protestations, la référence à l'islam s'impose – indépendamment de tout programme politique – à travers les slogans (*Allah Akbar*), les lieux (les mosquées) et les jours de manifestations (le vendredi). « *Je ne suis pas pratiquant, mais l'islam est devenu un élément d'unité* », confie ainsi un révolutionnaire[511]. De leur côté, les opposants séculaires, notamment la gauche marxiste et les libéraux, échouent à imposer leur interprétation des événements et donc leur agenda politique.

L'entrée dans la guerre ajoute le registre du jihad à la grammaire morale de la protestation, jusque-là essentiellement pacifique. Initialement, le jihad est national et inclusif, au sens où il n'exclut aucune communauté[512]. Les noms des compagnons du Prophète et certains termes coraniques s'ajoutent aux mots de « liberté » et de « révolution » dans le nom de nombreuses unités militaires (Katibat 'Uthman, Liwa' Abu Bakr). Ces références n'indiquent pas un programme politique ou un degré de radicalité. Ainsi, la Katibat al-Faruq à Homs (du surnom du second calife 'Umar ibn al-Khattab) ou le Liwa' al-Tawhid à Alep (unicité divine, terme du Coran) n'ont pas d'idéologie structurée. Et, à l'inverse, le nom de certains groupes salafistes, par exemple la Katibat Ahrar al-Cham (le Bataillon des hommes libres de Syrie, futur Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya), n'est pas religieux. De même, l'utilisation du drapeau avec la *chahada* (profession de foi) en lettres blanches sur fond noir montre la montée en puissance de la symbolique jihadiste. Mais cette bannière, interprétée en

Occident comme le signe distinctif de la radicalité islamique, est employée par des groupes armés qui ne sont pas nécessairement radicaux.

De plus, le jihad est lié à un imaginaire du martyre qui donne sens à la mort, destin probable d'une majorité des combattants. En effet, les références à la religion se multiplient en raison des risques encourus et de l'omniprésence de la mort. Invoquer Dieu est une source d'apaisement pour des révolutionnaires qui combattent dans un environnement dont la violence réelle est encore accentuée par la multiplication à l'infini des traces filmées de celle-ci{513}. Pierre Centlivres l'avait remarqué dans l'Afghanistan des années 1980 : devant le risque d'être tué, l'association de la mort au martyre permet de retrouver un sens eschatologique{514}. Comme en Afghanistan, mais aussi en Iran ou dans la France de la Première guerre mondiale, l'inscription dans un imaginaire religieux permet aux combattants syriens d'affronter la peur et les privations causées par une guerre qui se prolonge{515}. Entre 2011 et 2013, les Syriens engagés dans l'insurrection transforment leur rapport à la religion. Un ancien militant communiste, nouvellement nommé à la tête de la municipalité révolutionnaire d'al-Bab, fait maintenant sa prière : « *Je suis communiste mais, en Syrie, Dieu seul est avec nous* »{516}.

En second lieu, l'univers esthétique des combattants mobilise les signes du religieux. Ainsi, la mise en scène de soi mêle symbolique islamique et révolutionnaire : barbe, habits « traditionnels », sourate sur les vêtements, amulettes, bracelets ou bandeaux aux couleurs du drapeau syrien révolutionnaire avec la *chahada*. Ces signes reprennent en partie l'esthétique des combattants afghans ou caucasiens, mais l'influence des films d'action américains est également sensible. Dans un tel contexte, une lecture univoque des signes donnés à voir est impossible. Des marqueurs qui, dans d'autres situations (Afghanistan, Caucase, Irak, Somalie), indiquent sans ambiguïté une adhésion à un programme islamiste radical, comme le port du noir et du blanc ou le khôl sur les yeux, renvoient ici à des goûts personnels ou une mode. Certains individus profondément conservateurs sur le plan moral et politique se rasent de près, tandis que de jeunes combattants peu pratiquants portent la barbe longue et la moustache rasée à la mode fondamentaliste. À Alep, certains combattants ont adopté tous les signes externes du jihadisme international, mais se révèlent peu pratiquants, omettant parfois de prier lorsqu'ils sont seuls{517}. Finalement, il faut attendre la montée de groupes radicaux après 2013 pour que des marqueurs vestimentaires ou pileux renvoient sans ambiguïté à une affiliation politique.

En troisième lieu, les groupes armés adoptent un discours islamique pour attirer des financements. Les pays occidentaux apportant peu de soutien aux combattants, les pays du Golfe prennent en charge l'essentiel de l'aide aux unités

militaires. Dans les vidéos et sur les réseaux sociaux, les combattants mettent en avant le thème du jihad afin d'obtenir un soutien financier. Ainsi, une véritable surenchère s'installe entre les groupes pour se faire connaître des Saoudiens, des Qataris et des Koweïtis, ce qui conduit au développement d'une thématique anti-chiite{518}. Ces discours deviennent performatifs, car les groupes armés se retrouvent contraints dans leur recrutement (exclusion des non-sunnites), leurs alliances et leur rapport à la population. La nécessité de maintenir une cohérence, même minimale, entre les paroles et les actes transforme la logique de l'engagement. Initialement un langage métapolitique et moral, l'islam devient l'élément incontournable de tout positionnement idéologique et définit l'espace de l'action légitime.

La phase initiale de la révolution syrienne est aussi marquée par un rejet des partis politiques. Menace contre l'unité du mouvement révolutionnaire, ils constituent aussi un risque de *fitna* (division de la communauté des croyants). Les partis politiques, dont on a vu qu'ils étaient absents du mouvement de protestation, ne s'engagent pas plus dans l'insurrection armée, notamment parce qu'ils ont très peu de relais à l'intérieur du pays{519}. Ainsi, « *La Syrie est unie et le peuple syrien ne fait qu'un* » scandent les révolutionnaires ; « *Nous sommes un mouvement uni, nous mettons nos divergences politiques de côté* » explique le maire d'Alep{520}. Dans ce contexte, les partis politiques limitent pour l'essentiel leur concurrence au contrôle des instances extérieures. Les quelques partis qui se créent ne comptent qu'un nombre réduit de membres (quelques dizaines pour le parti Umma en 2013) et, surtout, pas d'organisation militaire{521}.

Ainsi, la branche syrienne des Frères musulmans, chassée par la répression dans les années 1980, ne cherche pas à recruter de nouveaux membres et prend officiellement la décision de ne pas s'engager en Syrie avant le renversement de Bachar al-Assad. Le parti agit principalement au sein de la représentation extérieure de l'insurrection. « *Nos membres qui se rendent en Syrie le font de leur propre autorité. Le parti n'a pas de stratégie de retour en Syrie, car la révolution est un seul et même mouvement qu'il ne faut pas diviser* »{522}. Les Frères musulmans syriens s'inscrivent dans une stratégie de plus long terme, car ils s'estiment bien placés pour profiter des transformations politiques. En effet, en 2011 et 2012, les victoires électorales de partis proches des Frères musulmans, Ennahda en Tunisie et Liberté et justice en Égypte, illustrent le soutien populaire de ces partis et leur crédibilité électorale dans le monde arabe. Et, de fait, l'idéologie des Frères musulmans correspond probablement à la sensibilité d'une partie des insurgés arabes sunnites. Le 25 mars 2012, ils adoptent une charte en faveur d'une « *démocratique pluraliste* [...] *où tous les citoyens seraient égaux, quelle que soit leur race, leur religion, leur*

communauté ou leur orientation ». Celle-ci, lue par leur chef, Sadreddine Bayanouni, lors d'une conférence de presse à Istanbul, explicite « *les principes pour lesquels les Frères s'engagent à œuvrer en Syrie après la chute de Bachar al-Assad* »[523]. Les militants du parti sont cependant autorisés à participer aux combats à titre individuel et certains envoient de l'argent aux insurgés. De même, les partis de gauche en exil n'ouvrent pas de bureaux en Syrie et, si certains de leurs membres s'y rendent individuellement, ils n'affichent pas leur appartenance partisane. Plusieurs militants appartenant à des formations politiques en exil refusent ainsi de militer pour leur parti en Syrie, « *En Syrie, je proteste en tant que citoyen. Nous sommes tous unis contre le régime* », témoigne l'un d'eux[524]. En pratique, les Frères musulmans, le Hizb al-Tahrir, le Parti du peuple (communiste) et le Parti socialiste nassérien participent au financement de certaines brigades, mais de façon discrète et probablement marginale. Fin 2011, les Frères musulmans soutiennent certains des groupes armés à travers le Comité de défense des civils (Hay'at Himayat al-Madaniyyin), chargé de coordonner sur place l'aide militaire et financière puis, à partir de l'été 2012, à travers le Comité des boucliers de la révolution (Hay'at Duru' al-Thawra). Le Liwa' al-Tawhid, le Liwa' Suqur al-Cham et la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya ont ainsi reçu de l'argent des Frères musulmans, mais ont refusé toute affiliation politique et ont généralement mis fin à cette coopération courant 2013[525]. S'il n'est pas rare d'entendre que certaines brigades sont proches des Frères musulmans, comme le Liwa' al-Tawhid, leurs membres rejettent cette qualification, révélant à quel point l'affichage d'une appartenance partisane reste illégitime dans les milieux révolutionnaires.

Par ailleurs, les groupes armés ne sont pas formés sur la base d'un programme politique et, de fait, de nombreuses sensibilités coexistent dans leur sein. Les groupes armés sont peu structurés, peu hiérarchisés ; la circulation des combattants entre les groupes est fréquente. Les grandes unités militaires qui se constituent à partir de l'automne 2012, al-Tawhid à Alep, al-Faruq à Homs, Idlib et Raqqa, Suqur al-Cham à Idlib, sont composées de combattants aux sensibilités diverses, mais le plus souvent non politisés. De même, les différentes alliances nationales de groupes insurgés qui sont successivement créées en 2013 (Front islamique syrien, Front islamique de libération syrien, Front islamique) rassemblent des idéologies hétéroclites. Dans ces groupes de plusieurs milliers de combattants, le spectre politique s'étend du sécularisme à un militantisme islamiste internationaliste. Faire tomber Bachar al-Assad est l'objectif prioritaire, le reste est renvoyé à plus tard. Pourtant, des sensibilités collectives existent, favorisant des regroupements informels. Ainsi, les libéraux/séculaires sont particulièrement bien représentés dans les institutions civiles de l'insurrection et

dans les groupes armés du gouvernorat d'Idlib et de Daraa. Mais ces militants ne se constituent pas en parti en dépit de discussions fréquentes à ce sujet, faute de ressources extérieures ou de soutien populaire. Leur marginalisation progressive a pour effet de faire de l'islam politique le centre de gravité idéologique de l'insurrection.

La formation de groupes politico-militaires

L'éclatement de l'insurrection est provoqué par la formation de groupes politico-militaires dans les marges jihadistes transnationales de l'insurrection. L'engagement de ces militants est antérieur à la révolution syrienne. En effet, la plupart des leaders des groupes politico-militaires islamistes ont participé à la guerre qui a suivi l'invasion de l'Irak en 2003. Ces groupes ont été tolérés, voire soutenus, par la Syrie pour combattre les États-Unis, qui envisageaient alors ouvertement le renversement du régime syrien. De nombreux combattants islamistes se sont ainsi formés dans ces réseaux transfrontaliers en coordination avec les services secrets syriens. En 2009, le rapprochement du régime de Bachar al-Assad avec les États-Unis dans le cadre du retrait américain d'Irak conduit à un retournement de la politique syrienne. Les réseaux jihadistes sont démantelés ; les militants sont arrêtés et emprisonnés. Comme pour l'Algérie des années 1990, l'expérience carcérale constitue un élément central dans l'organisation et le renforcement des réseaux jihadistes. Au printemps 2011, alors que les manifestants pacifiques et modérés subissent de plein fouet la répression, des centaines de militants radicaux sont libérés, notamment de la prison de Sednaya. Ces derniers forment le noyau dur des premiers groupes islamistes créés fin 2011-début 2012. Sont ainsi libérés Ahmad Abu Isa al-Cheikh, qui commandera le Liwa' Suqur al-Cham à Idlib, Zahran Alluch qui dirigera le Jaych al-Islam autour de Damas, Abdul Rahman Suweis du Liwa' al-Haqq, Hassan Abbud, fondateur du Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya et, probablement, Abu Muhammad al-Julani, un cadre syrien d'al-Qaïda Irak qui prend le commandement de la Jabhat al-Nusra, la branche syrienne d'al-Qaïda[526].

Jusqu'en 2013, ces groupes, encore mal établis, choisissent une stratégie de coexistence avec les autres unités combattantes. Cependant, deux groupes, Ahrar al-Cham et Jabhat al-Nusra, se distinguent dès leur création en rejetant les institutions révolutionnaires pour développer des institutions alternatives.

Ahrar al-Cham, un projet islamiste syrien

La Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya est le résultat de la fusion, en janvier 2013, de différents petits groupes islamistes créés au début de l'année 2012{527}. Très actif dans les combats, il étend sa présence au niveau national en intégrant des groupes armés dans tout le pays et prend notamment pied dans les gouvernorats de Homs, de Damas, de Latakia et de Raqqa, où il joue un rôle central dans la prise de la ville de Raqqa (mars 2013).

Bien que le mouvement soit politisé et salafiste, son organisation fonctionne de manière similaire au reste de l'insurrection. Ainsi, les combattants sont libres de quitter le mouvement et, si des combattants étrangers ont rejoint le groupe, celui-ci demeure très majoritairement composé de Syriens. Le mouvement impose très tôt des uniformes à ses combattants et des pratiques collectives comme la prière avant le combat, ce qui n'est pas particulier à ce groupe. La spécificité de la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya tient plus nettement à une dimension politique assumée. En ce sens, le choix du nom de *haraka* (mouvement), plutôt que *liwa'* (brigade) ou *jaych* (armée), est significatif, car il permet d'insister sur la dimension politique en évitant le mot de parti (*hizb*), qui renvoie à une structure plus rigide et demeure inacceptable dans le contexte révolutionnaire syrien{528}. La branche politique est différenciée de la branche armée et, lorsqu'un membre cesse d'être actif militairement, il conserve son affiliation dans le cadre d'une stratégie d'influence à long terme. « *Combattre n'est pas tout, il faut aussi préparer l'après-guerre. L'engagement dans Ahrar al-Cham est pensé sur le long terme* » explique un membre{529}. Le groupe s'appuie sur des financements du Golfe et son programme vise l'établissement d'un État islamique appliquant la charia{530}. À l'été 2013, le mouvement s'engage peu dans les institutions civiles de l'insurrection, mais distribue de l'aide à partir de ses propres réseaux. Enfin, Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya cherche le contrôle des flux économiques à travers une présence aux postes frontières de Bab al-Hawa dans le gouvernorat d'Idlib et de Tall Abyad dans celui de Raqqa.

Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya ne rompt pas avec les milieux issus des protestations pacifiques et se bat avec le reste de l'insurrection. Elle s'accorde sur la nécessité de vaincre Bachar al-Assad avant de déterminer la nature du régime qui le remplacera et, bien qu'il refuse l'autorité de la Coalition, il laisse travailler les institutions civiles et participait aux réunions organisées par Salim Idriss, le leader du FSA{531}. La pression croissante des États-Unis sur les pays du Golfe pour que ceux-ci cessent de financer des groupes islamistes extrémistes

amène Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya à signer le 17 mai 2014 une convention avec les autres groupes armés. Elle proclame comme objectifs la « *chute du régime* », « *l'intégrité territoriale* », « *le travail révolutionnaire* » et « *le rejet du fondamentalisme et du radicalisme* »{532}. Dans les semaines suivantes, une partie des cadres les plus radicaux du mouvement sont écartés comme gage en direction de l'Occident et des potentiels bailleurs du Golfe. Le groupe se positionne explicitement comme « modéré », capable de faire le lien entre la Jabhat al-Nusra et le reste de l'insurrection dans le nord. En mars 2015, Ahrar al-Cham absorbe le Liwa' Suqur al-Cham{533} et force ensuite la Jabhat al-Nusra à accepter une administration civile après la prise d'Idlib. En juillet 2015, le mouvement s'engage dans une campagne de relations publiques dans le *Washington Post* et le *Telegraph* pour obtenir de l'aide pour combattre l'État islamique{534}.

Jabhat al-Nusra, l'internationalisme jihadiste

De sa création le 24 janvier 2012 à la scission de mars 2013, Jabhat al-Nusra li-Ahl al-Cham (Front de soutien au peuple de Syrie) est exemplaire de la première stratégie d'implantation de l'État islamique en Irak (EII) en Syrie{535}. Constitué d'anciens combattants de la guerre d'Irak, dont certains étaient emprisonnés à Sednaya, un groupe de plusieurs centaines d'hommes est envoyé en Syrie fin 2011 par Abu Bakr al-Baghdadi, l'émir de l'État islamique en Irak qui se réclame alors d'al-Qaïda{536}. Malgré un nombre limité de combattants et une faible implantation, le groupe dispose de réseaux de financements, de cadres formés à la clandestinité et d'une expérience militaire. Ces ressources, au service d'une stratégie régionale, lui confèrent un net avantage sur le reste de l'insurrection syrienne. La supériorité de la Jabhat al-Nusra réside notamment dans sa cohésion interne et dans sa chaîne de commandement centralisée. Un combattant peut s'investir de deux façons au sein du mouvement. Par un premier serment (*bay'a*, allégeance), il s'engage à se battre en Syrie et à se conformer à un code moral strict (ne pas fumer, prier cinq fois par jour, ne pas jurer etc.). S'il le désire, et si son comportement le recommande, il peut ensuite prêter un second serment au service du jihad international pour des missions hors de Syrie{537}. Un combattant peut quitter l'organisation, mais s'engage alors à garder le secret sur son fonctionnement. « *Depuis que j'ai quitté la Jabhat al-Nusra, plusieurs combattants et certains émirs que je connaissais continuent de venir me voir pour discuter. Officiellement, je ne suis plus membre du groupe mais ils me considèrent comme tel et je peux me fier à eux en cas de besoin* »{538}. Le

contrôle moral et physique des combattants joue un rôle central dans la cohésion interne de l'organisation. À cet effet, les combattants restent à l'écart de la population, vivent entre eux et ne peuvent que rarement voir leur famille. À la tête de chaque unité, un émir organise des sessions quotidiennes de discussions politico-religieuses. Enfin, pour éviter que des unités ne deviennent trop indépendantes de la hiérarchie, les combattants sont régulièrement transférés.

La Jabhat al-Nusra a construit sa réputation sur ses exploits militaires, l'absence d'exactions contre les populations civiles (sunnites) et l'arrestation des criminels. Le mouvement est présent en première ligne dans toutes les offensives importantes, attirant les combattants les plus motivés. De nombreux témoignages abondent dans ce sens : « *Le courage des hommes de la Jabha est sans égal* », explique un combattant, « *Une fois, le front a été percé et tous les hommes ont fui devant les forces du régime. J'ai été bloqué avec deux autres combattants dans un bâtiment. Nous étions sur le point d'être tués, lorsque deux 4 × 4 de la Jabha ont contre-attaqué, seuls, et ont réussi à nous exfiltrer sous les tirs* »[539]. Un autre combattant explique son choix pour ce groupe : « *J'ai combattu avec beaucoup de groupes différents. Mais le seul vraiment efficace, c'est la Jabha. Quand tu combats avec eux, tu es bien armé, tu peux compter sur tes frères, personne ne s'enfuit. Les attaques sont bien préparées et souvent victorieuses* »[540]. En effet, le financement et la logistique, en provenance d'Irak, permettent à la Jabhat al-Nusra d'équiper correctement ses combattants. De plus, les opérations militaires sont filmées et diffusées sur les réseaux sociaux. Chaque vidéo contribue à construire l'image du mouvement : visages cagoulés, drapeau noir, discipline militaire, omniprésence des symboles religieux, courage sous les tirs ennemis. Le rayonnement médiatique de la Jabhat al-Nusra explique qu'elle recrute, jusqu'à sa scission de l'EIIL, une grande partie des combattants étrangers qui se rendent en Syrie. Cependant, elle n'a pas le monopole du recrutement des combattants étrangers, qui rejoignent de nombreuses autres brigades. Le groupe possède par ailleurs le savoir-faire pour préparer des attentats-suicides dans les zones gouvernementales et sur les lignes de front. Dans la situation d'infériorité matérielle de l'insurrection, les attentats-suicides de la Jabhat al-Nusra avant une attaque permettent d'ouvrir une brèche parmi le dispositif des forces du régime et d'obtenir un effet de surprise. « *Seule la Jabha organise des attentats-suicides. Ses combattants n'ont pas peur, ils sont tous prêts au martyre et combattent jusqu'à la mort* »[541]. Ainsi, lorsque la Jabhat al-Nusra est inscrite sur la liste des organisations terroristes par le Département d'État américain, le 11 décembre 2012, la plupart des autres groupes et une partie de la population des zones insurgées lui témoignent leur solidarité[542]. En effet, afin de ne pas se couper de la population, la Jabhat al-Nusra fait preuve de

prudence sur les questions sensibles. Bien que d'inspiration salafiste, et donc opposé par principe au culte des saints et favorable à l'application du *hudud* (peines graves et non modulables par le juge prévues par la charia), la Jabhat al-Nusra conditionne la mise en place de ces mesures à l'établissement d'un régime islamique, ce qui permet – en fonction des rapports de forces – de fermer provisoirement les yeux sur des pratiques considérées non orthodoxes[543]. En janvier 2013, un émir de la Jabha al-Nusra expliquait que les Syriens n'étaient pas prêts à agir contre les tombes de saints qui sont des lieux de pèlerinage[544].

La véritable spécificité de la Jabhat al-Nusra réside dans une stratégie de contournement systématique des institutions de l'insurrection. À partir de l'hiver 2012-2013, elle met en place une administration concurrente de celle reconnue par la Coalition, en donnant la priorité aux activités qui renforcent sa réputation d'intégrité aux yeux de la population. Au nom de la lutte contre la corruption, elle s'ingère dans la gestion des zones insurgées. À l'automne 2012, la Jabhat al-Nusra refuse ainsi de reconnaître le système judiciaire lié à la Coalition, accusé d'être « séculaire », voire « incroyant ». Avec d'autres groupes islamistes, elle crée ses propres cours et ses propres prisons[545]. Pour s'implanter, elle joue sur les luttes de pouvoir au niveau local. « *Il n'y a pas toujours un consensus pour créer des tribunaux et décider qui peut faire la police dans une ville* », explique un membre de la Sécurité révolutionnaire d'Alep. « *Les combattants de la Jabha en profitent pour ouvrir une base et organiser des patrouilles. S'ils arrivent à mettre la main sur le tribunal, ils se servent des décisions de celui-ci pour effectuer des arrestations, à commencer par celles de leurs opposants* »[546].

L'exemple de la prise de contrôle du tribunal de la ville d'al-Bab recoupe cette description[547]. En décembre 2012, un conflit éclate entre les nouveaux cadres de la municipalité. Certains s'appuient sur la cour, qui juge alors principalement des affaires civiles, pour annuler la nomination de certains responsables municipaux. Dans ce contexte troublé, un Comité judiciaire (Hay'a Char'iyya) est mis en place par la Jabhat al-Nusra. Deux juges occupent un bureau du tribunal avec une trentaine d'hommes armés, qui se chargent notamment de la police des mœurs (voile pour les femmes, respect du ramadan). Ces hommes – tous étrangers à al-Bab et pour certains cagoulés – n'ont aucun lien avec la population. Bien que ces combattants soient en nombre limité, les élites locales, profondément divisées, ne s'opposent pas à cette présence. Au contraire, certains juges s'appuient sur la Jabhat al-Nusra pour renforcer leur autorité, tandis que les autres groupes armés en espèrent une aide militaire[548]. Au final, quelques mois suffisent à la Jabhat al-Nusra pour prendre le contrôle du tribunal et de la police municipale d'al-Bab. De même, à Alep, le système judiciaire de l'insurrection est en compétition directe avec le Comité judiciaire de la Jabhat al-

Nusra, créé fin 2012 avec le soutien de la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya, du Liwa' Suqur al-Cham et du Liwa' al-Tawhid. Dès sa création, celui-ci procède à des arrestations secrètes. « *Depuis la création du tribunal de la Jabha, une police des mœurs arrête des révolutionnaires. Le procès est à huis clos, personne n'en entend parler. Au début, il s'agissait de rumeurs. Puis certains prisonniers libérés ont raconté leur détention. Selon eux, la Jabha détient des dizaines de personnes dans ses prisons, souvent des révolutionnaires* »[549].

Par ailleurs, elle s'implique dans la mise en place de services publics. De plus, dans les villes et les villages, la Jabhat al-Nusra s'engage très tôt dans la réouverture des mosquées désertées par les imams officiels. En nommant les imams, la Jabhat al-Nusra diffuse sa vision politique par les prêches et renforce son implantation. Par ailleurs, le mouvement se concentre sur les services qui lui offrent une visibilité, reculant devant les tâches administratives qu'il n'a pas les ressources pour mener à bien. Ainsi, « *la Jabha a tenté à plusieurs reprises de créer son propre réseau de distribution alimentaire, un service de ramassage des ordures et plusieurs autres services de ce type à Alep* », explique un employé du conseil municipal, « *mais cela n'a pas fonctionné, car ces activités nécessitent des moyens sur le long terme et un savoir-faire que seul le conseil municipal possède. La Jabha ne cherche que les activités visibles, qui la mettent en valeur* »[550].

Par ailleurs, la Jabhat al-Nusra acquiert un rôle essentiel dans le transit de l'énergie et des biens de première nécessité dans le nord jusqu'à son éviction par l'EIIL au printemps 2013. Entre 2012 et 2013, profitant de ses liens avec l'État islamique en Irak, la Jabhat al-Nusra prend le contrôle de l'acheminement du gaz et du pétrole. Elle contrôle également le transport de la farine dans la province d'Alep et siège dans la majorité des conseils contrôlant les usines à pain. L'organisation ne cherche pas essentiellement à faire du profit, mais surtout à accroître sa popularité en organisant la baisse des prix et un approvisionnement plus régulier[551]. Par ailleurs, elle distribue de l'aide et organise les soins des malades et des blessés. Jusqu'au printemps 2014, contrairement à l'EIIL, la Jabhat al-Nusra évite d'affronter les autres groupes. Si le contrôle des sites stratégiques lui a permis de se rendre incontournable dans l'organisation des flux économiques et militaires, elle ne cherche pas évincer militairement ces derniers pour contrôler un territoire[552]. Elle siège enfin dans les comités militaires qui coordonnent les opérations de l'insurrection.

Après la scission avec l'EIIL en mars 2013 (voir plus loin), la Jabhat al-Nusra a maintenu une double stratégie d'alliance et de compétition avec les autres groupes de l'insurrection. En novembre 2013, elle annonce un changement de nom pour devenir al-Qaïda au Levant (al-Qa'ida fi Bilad al-Cham, elle demeure

plus connue sous le nom de Jabhat al-Nusra) affirmant ainsi sa légitimité face à l'EIIL. En août 2014, elle se retire du Comité judiciaire pour établir ses propres cours, les Maisons de justice (Dar al-Qada'). Bien que ses tribunaux soient moins implantés que le Comité judiciaire, ils gagnent rapidement en visibilité en appliquant le *hudud* avec des lapidations publicisées dans une logique de compétition avec l'État islamique[553]. Le même mois fuite une vidéo d'Abu Muhammad al-Julani, à l'origine destinée aux militants, dans laquelle il décrit son projet d'établir un Emirat islamique dans le nord de la Syrie[554]. En octobre 2014, la Jabhat al-Nusra attaque à Jabal al-Zawiya des groupes de l'ASL (le Front syrien révolutionnaire et le Mouvement de la constance)[555].

Cependant, sous la pression de la Turquie et des pays du Golfe, ainsi que des progrès de l'État islamique dans le nord de la Syrie, la Jabhat al-Nusra adopte une nouvelle stratégie au début de 2015. En mars 2015, elle forme avec Ahrar al-Cham et d'anciennes unités de l'ASL une coalition combattant dans les gouvernorats de Hama, Latakia et Idlib, l'Armée de la conquête (Jaych al-Fatah), et accepte un compromis sur l'administration de la ville d'Idlib. Bien qu'elle refuse de désavouer ses liens avec al-Qaïda[556], la Jabhat al-Nusra insiste sur le caractère proprement syrien de ses objectifs. Dans un entretien de mai 2015 avec Al Jazeera, Abu Muhammad al-Julani déclare : « *Nusra Front doesn't have any plans or directives to target the West. We received clear orders not to use Syria as a launching pad to attack the US or Europe in order to not sabotage the true mission against the regime. Maybe al-Qaeda does that but not here in Syria* »[557]. Dans le même entretien, ce dernier niait l'existence du groupe Khorasan qui, d'après les services de renseignements américains, préparait des attentats contre les pays occidentaux.

L'État islamique et la division de l'insurrection

L'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) naît en avril 2013 de la fusion de l'État islamique en Irak (EII) et d'une partie des combattants qui quittent la Jabhat al-Nusra. Les combattants qui restent à la Jabhat al-Nusra se réclament de la branche historique d'al-Qaïda (sous la direction d'Ayman al-Zawahiri) et donnent la priorité à la lutte contre le régime syrien aux côtés des autres groupes armés. Pour sa part, l'EIIL rompt avec al-Qaïda, puis annonce en juin 2014 la formation d'un califat ayant vocation à recueillir l'allégeance de tous les sunnites. On distingue deux phases dans la stratégie de l'EIIL : le contrôle des flux économiques et logistiques jusqu'en 2014, puis l'affrontement généralisé ensuite.

Avant 2014, la stratégie d'EIIL n'est pas orientée contre le régime de Damas. Les affrontements auxquels l'EIIL participe – prise de l'aéroport de Mennegh, l'usine d'armement d'al-Safira, le siège de la base 17 dans le gouvernorat de Raqqa – sont des opérations de nettoyage des dernières positions gouvernementales dans le nord de la Syrie. Bien médiatisées, elles sont politiquement importantes, mais sans grand impact militaire et ne nécessitent pas de mobiliser des troupes sur une longue durée. Le seul front sur lequel l'EIIL s'engage, au nord de Latakia, se singularise par la présence d'alaouites, ce qui donne un caractère sectaire aux combats. De la même manière, l'EIIL tente un raid sur la ville ismaélienne de Salamiya en avril 2014.

L'EIIL cherche alors le contrôle des ressources dans les zones insurgées du Nord. En effet, il contrôle un circuit logistique d'est vers l'ouest, du sanctuaire irakien vers la Syrie. Son implantation en Irak permet la circulation de combattants et de matériel. À l'inverse, le reste de l'insurrection dépend principalement d'un axe logistique nord-sud s'appuyant sur le sanctuaire turc pour les fronts d'Alep, de Hama, de Homs, et jordanien pour Daraa. Comme le suggère la carte, les deux axes se croisent dans le nord de la Syrie, dont le contrôle est indispensable aux mouvements insurgés. La sécurisation des flux d'hommes, d'armes et d'argent sera d'ailleurs l'une des sources du conflit qui éclate en janvier 2014.

Dans un premier temps, le mouvement n'administre pas de territoires, ce qui supposerait un investissement important en hommes et en ressources, mais vise des points stratégiques. En particulier, il se concentre sur le contrôle des routes vers la Turquie, prenant les villes proches des postes frontières, plutôt que les postes eux-mêmes, afin d'éviter une riposte turque et un conflit direct avec l'ASL. Le mouvement conquiert ainsi al-Dana, près du poste-frontière de Bab al-Hawa, Azaz près de Bab al-Salam, Saluq à une dizaine de kilomètres de Tall Abyad et Jarablus. En quelques mois, l'EIIL se met ainsi en position de couper l'approvisionnement de l'ASL en provenance de Turquie. L'affrontement en 2013 contre le PYD dans les gouvernorats d'Alep et d'Hasaka est d'abord un conflit pour le contrôle des régions frontalières, notamment des postes de Tall Abyad à la frontière turque et de Tall Hamis et Yarubiya à la frontière irakienne. L'organisation kurde a en effet établi ses bases dans les poches kurdes adossées à la frontière. Fin 2013, l'EIIL assiège les villages kurdes proches d'Afrin à la frontière turque (notamment Duweidan) et Aïn al-Arab. Dans la Jazira, à Ras al-Aïn et dans les campagnes autour de Qamichly, l'EIIL mène de violentes offensives en 2013 avec le soutien de Jabhat al-Nusra et de certaines brigades de l'ASL.

De même, l'EIIL s'empare des lieux de production et de stockage : silos à

grains, usines, points de distribution du gaz ou du pain. Dans le quartier aleppin d'Hanano, il exige de l'argent de l'opérateur sud-africain MTN pour laisser fonctionner le réseau, une technique de financement souvent utilisée en Irak{558}. Plus généralement, en assurant lui-même le transport de certaines denrées et en établissant des barrages à des points stratégiques, l'EIIL fait pression sur les autres groupes en contrôlant leur approvisionnement.

Enfin, l'EIIL interdit le nord de la Syrie aux Occidentaux, ce qui permet de contrôler l'information et l'aide humanitaire{559}. Les enlèvements ciblés de militants, de *fixers* travaillant pour la presse occidentale et de journalistes syriens se multiplient à partir du printemps 2013. L'EIIL est directement responsable d'une trentaine de disparitions pendant l'été 2013 à Raqqa et Alep. Par ailleurs, le mouvement a séquestré plusieurs Occidentaux travaillant pour des ONG dans le gouvernorat d'Alep et de Latakia et confisqué les biens d'une ONG occidentale dans le gouvernorat de Raqqa. Néanmoins, si l'EIIL travaille à l'exclusion totale des Occidentaux, la présence de Syriens travaillant pour des ONG est acceptée jusqu'en janvier 2014. Si, lorsque l'EIIL s'empare de l'est de la Syrie, il interdit la présence d'ONG occidentales, il organise le séjour d'un journaliste de Vice News pour filmer un documentaire sur la gouvernance du mouvement{560}. Par la suite, il publie une charte qui précise les conditions de travail des journalistes dans les régions qu'il contrôle, en commençant par l'allégeance préalable au califat{561}.

La stratégie de l'EIIL débouche tout au long de l'année 2013 sur des affrontements ponctuels avec les brigades de l'ASL, alors que les combats entre unités insurgées étaient jusque-là rares et très localisés. À l'inverse des autres groupes, l'EIIL poursuit une stratégie nationale qui lui donne l'avantage sur une insurrection fragmentée, dont les différentes composantes ont une vision locale des conflits. Ainsi, ce dernier s'attaque directement aux groupes de l'ASL, mais de façon à empêcher la constitution d'un front commun. Afin de prendre le contrôle de la route menant à la frontière de Bab al-Hawa, l'EIIL passe à l'offensive dans la ville d'al-Dana le 6 juillet 2013. Les combats font près de trente morts parmi l'ASL, tandis qu'EIIL prend le contrôle de la ville en s'alliant à des groupes locaux. En septembre et octobre 2013, il s'empare également de la majeure partie de la ville d'Azaz et en octobre 2013, il prend le contrôle d'Atma, la ville dont dépend le poste-frontière de Bab al-Hawa. De la même manière, l'EIIL accroît son influence à Raqqa en affrontant, une par une, les unités de l'ASL. Il n'hésite pas à attaquer le Liwa' al-Tawhid dans sa ville d'origine, Maraa. Enfin, il assassine ceux qui s'opposent publiquement à lui, l'imam de la grande mosquée de Mambij et un juge à Azaz sont ainsi éliminés par EIIL en août 2013.

La création de l’EIIL marque une rupture au sein de l’insurrection. Le mouvement ne compte que quelques milliers de combattants aguerris, mais sa stratégie a forcé l’ensemble des groupes à choisir un camp. En janvier 2014, la nécessité pour les autres groupes de sécuriser leurs flux d’hommes, d’armes et d’argent en provenance de Turquie entraîne un conflit ouvert. La Jabhat al-Nusra et le Front islamique (al-Jabha al-Islamiyya) se trouvent contraints de choisir un camp et participent aux affrontements contre l’EIIL. Après un mois de combat dans le nord-est de la Syrie, les fronts se stabilisent provisoirement. L’EIIL se retire de la province d’Idlib et des environs d’Alep, mais il a renforcé son contrôle sur l’est, notamment les provinces de Raqqa et d’Hasaka, où il a en grande partie éliminé les autres groupes armés. La progression très rapide de l’EIIL en Irak va lui permettre de relancer les opérations contre les autres groupes armés mais, aussi, pour la première fois contre le régime. Grâce à l’armement récupéré en Irak, il élimine les poches de l’ASL à l’est et progresse dans le gouvernorat d’Alep. Signe de ses nouvelles ambitions, l’EIIL s’engage pour la première fois durant l’été 2014 dans un conflit frontal avec les forces du régime syrien à al-Chaer et s’empare des bases autour de Raqqa.

La montée en puissance de l’EIIL à Raqqa

Les affrontements à Raqqa illustrent la stratégie de l’EIIL. La ville de Raqqa, première capitale de gouvernorat conquise par l’insurrection (mars 2013), se situe sur la route Alep-Deir ez-Zor. La ville est prise par des brigades de l’ASL (affiliées notamment aux Kata’ib al-Faruq et aux Alwiyat Ahfad al-Rasul) et la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya, tandis que la Jabhat al-Nusra joue un rôle marginal. Une administration est mise en place, notamment un Conseil municipal et un Comité judiciaire, avec l’appui des Kata’ib al-Faruq, de la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya et des Alwiyat Ahfad al-Rasul. Par ailleurs, le Liwa’ Umana’ al-Raqqa crée une police afin de repousser les autres unités militaires hors de la ville.

La progression d’EIIL en quelques mois à partir d’avril 2013 s’explique par l’absence de coordination au sein de l’insurrection. Celui-ci affronte successivement la Jabhat al-Nusra, les Kata’ib al-Faruq, le Liwa’ Umana’ al-Raqqa, puis les Alwiyat Ahfad al-Rasul. La Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya, la plus grande unité militaire à Raqqa, ne soutient aucun des groupes attaqués et va même jusqu’à combattre aux côtés de l’EIIL contre les Kata’ib al-Faruq. À chaque fois, l’EIIL use d’une stratégie similaire, assassinant le chef et quelques cadres d’un groupe afin de provoquer sa dispersion. Par ailleurs, lors de la scission entre l’EIIL et la Jabhat al-Nusra, la majorité des combattants font allégeance à l’EIIL, tandis que le reste se replie sur Tabqa à l’ouest du gouvernorat{562}. Les combattants des Kata’ib al-Faruq se réfugient en Turquie. Le Liwa’ Umana’ al-Raqqa, dont le chef Abu Taif est enlevé, est marginalisé. Finalement, les Alwiyat Ahfad al-Rasul perdent leur chef dans un attentat-suicide.

À l’automne 2013, l’EIIL ne contrôle pourtant pas suffisamment la ville pour l’administrer. Par exemple, les femmes portent rarement le *niqab* (voile intégral). Le mouvement compte peu de combattants dans Raqqa, mais en tient les sorties. Il cherche à créer son propre système d’aide à l’intérieur de la ville. Suivant la même stratégie qu’en Irak, l’EIIL passe

également des alliances avec les tribus locales, notamment certains clans des Afadlah. Mais son influence demeure limitée, bien loin de celle d'Ahrar al-Cham, qui reste le groupe le plus puissant du gouvernorat jusqu'à fin 2013. En janvier 2014, l'ASL lance une vaste opération militaire destinée à chasser l'EIIL de Syrie. Raqqa est brièvement conquise (8 janvier), puis perdue quelques jours plus tard, en raison de l'arrivée de renforts en provenance d'Irak. La ville devient la principale base du mouvement et tous les autres groupes sont évincés.

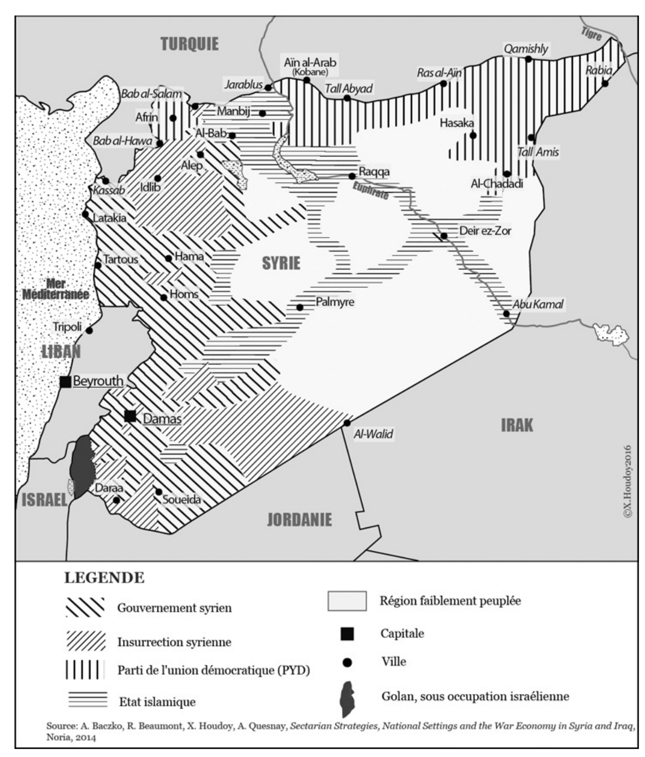
Territorialisation des acteurs politico-militaires

À partir de la fin 2013, la crise interne de l'ASL, la pression du régime et la menace de l'EIIL ont entraîné une reconfiguration complexe des groupes armés dans et hors de l'ASL sans pour autant produire une coalition capable de regrouper tous les groupes armés.

Progressivement, les acteurs isolés disparaissent, les centaines de groupes indépendants formés dans les premiers mois laissent la place à des coalitions alliées dans leur lutte contre l'EIIL. Au niveau national, les anciennes unités de l'ASL se regroupent au sein de la Jabhat Thuwwar Suriyya (Front des révolutionnaires de Syrie) et du Harakat Hazm (Mouvement de la constance). Au niveau régional, trois coalitions d'anciens de l'ASL émergent : le Jaych al-Mujahidin (l'Armée des mujahidin) à Alep, al-Ittihad al-Islami li-Ajnad al-Cham (l'Union islamique des soldats du Levant) à Damas et le Jaych al-Yarmuk (l'Armée de Yarmuk) à Daraa[563].

Cependant, faute de ressources ces structures militaires restent peu attractives et des coalitions tentent de se former en dehors de l'ASL, notamment à l'initiative de groupes islamistes. Le FILS (Jabhat Tahrir Suriyya al-Islamiyya, Front Islamique pour la Libération de la Syrie) regroupe en septembre 2012 le Liwa' Suqur al-Cham, le Jaych al-Islam et le Liwa' al-Tawhid. En décembre 2012, la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya annonce la création du FIS (al-Jabha al-Islamiyya al-Suriyya, Front islamique syrien) qui regroupe quelques mouvements supplémentaires[564]. En novembre 2013, le contexte devient plus favorable à une négociation entre les deux mouvements en raison de l'échec de l'ASL, du désastre des négociations de Genève II et de la montée en puissance d'EIIL. Avec le soutien des pays du Golfe et de la Turquie, la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya reprend son autonomie et forme une coalition avec le FIS pour former le Front islamique (al-Jabha al-Islamiyya). Ce dernier devient la plus grande alliance de l'insurrection. À l'été 2014, confrontés à la progression continue de l'EIIL dans le nord, les groupes issus de l'ASL et les deux plus

grosses brigades du Front islamique, Liwa’ Suqur al-Cham et Jaych al-Islam s’associent au sein du Conseil de commandement de la révolution syrienne (Majlis Qiyadat al-Thawra al-Suriyya)[565]. Ce groupe s’appuie sur une « charte d’honneur » signée en mai 2014, qui s’affiche résolument modérée et affirme le caractère syrien de sa lutte contre l’engagement croissant de combattants étrangers et la dilution de la révolution syrienne dans un jihad global[566]. Jusqu’à la fin de l’année 2015, ces coalitions demeurent fluides, avec certaines qui émergent (par exemple Fatah Halab (la Conquête d’Alep) à Alep ou Jaych al-Fatah (l’Armée de la conquête) à Idlib, Hama et Latakia) et des groupes qui régulièrement les rejoignent ou les quittent.



Carte 5 : Situation militaire (janvier 2016)

Chapitre 10
Le califat

« *La création du Califat a été annoncée dans chaque mosquée par un combattant de l'État islamique qui parlait à la place de l'imam habituel. Les membres de Daech étaient fous ! On a vu des défilés militaires avec des tanks, des Scuds et même des combattants à cheval... Avant le califat, on avait l'impression que l'État islamique n'osait pas toujours appliquer ses idées. Mais après la proclamation, ils ont considéré qu'ils avaient tous les droits. Et la population a commencé à avoir vraiment peur* »[567].

Le 29 juin 2014, l'État islamique proclame un califat revendiquant le gouvernement de la communauté des croyants (Oumma) et Abu Bakr al-Baghdadi devient le calife, avec le titre de Commandeur des croyants (Amir al-Mu'minin)[568]. Communément décrit comme « fou », « fanatique », « médiéval », l'État islamique reste une énigme politique à trois niveaux : le comportement de ses militants, sa relation avec la société et enfin avec le monde extérieur. La propension de ses militants à mener des attaques suicides sur une large échelle est-elle le signe d'une irrationalité particulière ? Pourquoi imposer avec une telle brutalité, un ordre social qui sape les bases économiques et démographiques du califat que l'organisation veut imposer ? Quelle est la logique d'un mouvement qui, dans une situation d'urgence stratégique, aliène des acteurs potentiellement favorables ou neutres par ses attaques tous azimuts et la mise en scène médiatique de son ultraviolence ?

Les interprétations dominantes peinent à décrire la logique spécifique de l'État

islamique. Tout d'abord, les analyses issues de la littérature sur le terrorisme sont incapables d'expliquer comment l'État islamique administre bureaucratiquement une population de plusieurs millions de personnes, tandis que son usage de la violence n'est que marginalement dirigé contre les Occidentaux[{569}]. En outre, les explications centrées sur la déviance, l'endoctrinement, le phénomène sectaire ou le fanatisme se heurtent aux apories connues de l'explication psychologique du politique. La littérature identifie des variables diverses et souvent contradictoires dans les profils psychologiques des kamikazes[{570}]. Plus fondamentalement, la focalisation sur les comportements individuels néglige la dynamique organisationnelle, un élément nécessaire pour l'explication d'un mouvement aussi complexe. Deuxièmement, les analogies avec d'autres mouvements islamistes ne sont que partiellement instructives. L'ordre moral imposé à la population et la destruction de sites archéologiques incitent à la comparaison avec les Taliban afghans, Ansar Dine au Mali ou al-Shabab en Somalie[{571}]. Pourtant, l'État islamique n'est pas seulement une version plus extrême des mouvements islamistes déjà connus, certains traits relèvent d'une logique différente. Par exemple, l'utilisation généralisée du *takfir* (excommunication) et les massacres systématiques des chiites sont des traits spécifiques. De plus, là où les Taliban cherchaient à intégrer l'Emirat islamique d'Afghanistan dans le système international[{572}], l'État islamique rejette le principe même de l'ordre existant. Finalement, loin de constituer la résurgence d'une forme d'autorité traditionnelle, le fonctionnement rationnel-légal de l'État islamique, son affinité avec les technologies de l'information, ses discours et les objectifs énoncés indiquent la modernité d'un mouvement globalisé[{573}]. Pour autant, la nature eschatologique du mouvement reste essentielle : en choisissant de se concentrer exclusivement sur les aspects constitutionnels et judiciaires du califat, Andrew March et Mara Revkin s'interdisent de rendre compte de la logique du mouvement[{574}].

Pour résoudre cette énigme, nous articulons la question de la rationalité à celle du régime de vérité. Selon Michel Foucault, « *chaque société a son régime de vérité, ses "politiques générales de la vérité" : c'est-à-dire les types de discours qu'il accepte et regarde comme vrai ; les mécanismes et les instances qui permettent de distinguer les déclarations vraies des fausses, les moyens par lesquels chacun est sanctionné ; les techniques et les procédures qui ont de la valeur dans l'acquisition de la vérité ; le statut de ceux qui sont chargés de dire ce qui compte pour vrai* »[{575}]. Le régime de vérité conditionne la validité des arguments sur la fin et les moyens utilisés ou sur les objectifs considérés comme légitimes. L'irrationalité perçue de l'État islamique résulte de la formation d'un nouveau régime de vérité, basé sur une lecture eschatologique de l'islam, qui

subordonne les autres modes de véridiction, qu'ils soient judiciaire, scientifique ou éthique{576}. Cette « *politique générale de la vérité* » crée une rupture avec les sociétés irakiennes et syriennes, ainsi qu'avec le reste du monde.

La *Weltanschauung* apocalyptique de l'État islamique constitue l'épine dorsale de son idéologie. Dans une logique charismatique, les victoires du mouvement constituent les preuves d'un soutien divin, car le retour du califat signale la fin des temps historiques et la victoire de l'islam{577}. En outre, l'État islamique reprend les principaux concepts du salafisme dans sa version la plus rigoriste{578}. Sa particularité réside dans une compréhension très particulière du *takfir*{579}. Dans une logique inspirée par Sayyed Qutb et plus lointainement par Ibn Taymiyya, le *takfir* est la conséquence du refus de prêter serment d'allégeance à l'État islamique et à son calife{580}. Ce refus justifie l'excommunication, et donc la mort, d'individus sur une base politique, indépendamment de leur pratique religieuse personnelle.

De façon circulaire, la fermeture de l'État islamique lui permet d'actualiser un régime de la vérité qui est essentiel pour le fonctionnement interne du mouvement. Tout d'abord, une interprétation eschatologique du monde réduit la dissonance cognitive créée par les défaites militaires et le manque de soutien populaire, ce qui préserve la nature charismatique du mouvement{581}. En particulier, la réduction de la dissonance cognitive produit une perception erronée du contexte stratégique{582}. En outre, le discours *takfiri* légitime les exécutions de masse et l'esclavage{583}. Enfin, ce régime de vérité limite les tensions à l'intérieur de l'organisation de deux façons. D'une part, le charisme est dépersonnalisé dans le sens où il provient davantage du mouvement que de son chef. De ce fait, le caractère légal-rationnel de l'organisation, nécessaire à sa survie dans un contexte de pressions militaires très fortes, se trouve renforcé{584}. D'autre part, ce régime de vérité facilite l'alignement des comportements individuels sur les intérêts de l'organisation. Les militants de l'État islamique se battent pour atteindre les objectifs du mouvement, la « promesse d'Allah », c'est-à-dire la réalisation du règne islamique sur terre. Mais, alors que la preuve de l'élection divine du mouvement réside dans son succès ici-bas, les récompenses des militants se trouvent dans l'autre monde. Le comportement individuel des militants suit donc une éthique de conviction, qui explique le sens du sacrifice des combattants prêts à commettre des attentats suicides{585}. Au final, le régime de vérité de l'État islamique permet la coexistence dans la même organisation d'un fonctionnement légal-rationnel, d'une éthique de conviction et d'une légitimité charismatique.

La fermeture de l'État islamique

L'État islamique se constitue pendant l'occupation américaine en Irak comme un petit groupe de militants isolés du reste de la société, sous le nom d'al-Qaïda en Mésopotamie (AQM – Tandhim Qa'idat al-Jihad fi-Bilad al-Rafidayn). Il développe une culture organisationnelle spécifique, caractérisée notamment par un très haut niveau de violence interne et externe. Son fonctionnement militarisé et centralisé interdit tout débat. Cette fermeture s'explique au moins en partie par un triple héritage : les pratiques sécuritaires héritées du parti baassiste, l'expérience partagée d'emprisonnement pendant l'occupation américaine et la clandestinité absolue du fait de la surveillance et des assassinats ciblés menés par les États-Unis.

Paradoxalement, pendant l'occupation américaine, les prisons étaient des lieux plus sûrs que l'extérieur. Abu Bakr al-Baghdadi prend la direction du mouvement qui se constitue en prison et ces années sont décisives dans la formation de l'organisation. Un habitant de Tikrit (Irak) décrit ainsi la trajectoire d'un ami qui rejoint al-Qaïda, puis l'État islamique : « *Originaire de Tikrit, il a été arrêté par erreur lors d'une rafle de l'armée américaine en 2006. Il est resté prisonnier cinq ans dans la prison de Buka dans le sud de l'Irak. Les prisonniers y étaient entassés dans des cellules collectives, quel que soit leur délit, ce qui a permis à l'État islamique de recruter et de former de nouveaux militants. Mon ami était diplômé de l'université d'économie de Tikrit et au chômage depuis 2003, il était une cible parfaite pour leur recrutement. En cinq ans de prison, il est passé par un véritable endoctrinement idéologique. Lorsqu'il a été libéré en 2011, il est revenu s'installer à Tikrit, puis a disparu sans laisser de traces* »[586].

Deuxièmement, certains baassistes, souvent recrutés en prison, rejoignent l'État islamique naissant, ce qui renforce une culture de la violence et du secret. Un habitant de Tall Afar (gouvernorat de Mossoul, Irak) raconte : « *Abu Muslim al-Turkmani, alias Sa'ud, est un ancien habitant de Tall Afar que ma famille connaissait bien avant 2003. Il était colonel dans l'armée irakienne sous Saddam. À la chute du régime, il a commencé à travailler normalement et a tenté de monter plusieurs affaires qui n'ont pas réussi. Au chômage et menacé par la politique de dé-baassification, il a ensuite rejoint l'insurrection à Mossoul, puis est entré dans al-Qaïda. Son expérience militaire a rapidement fait de lui quelqu'un d'important dans l'organisation. Il a notamment réussi à convaincre beaucoup d'anciens officiers de Saddam de le rejoindre, ce qui lui a permis de monter un réseau de confiance composé d'experts en action clandestine, opérations militaires, espionnage... Son parcours n'est pas clair,*

mais à la chute de Mossoul, il est apparu dans l'organigramme de l'État islamique comme un des sept lieutenants de Baghdadi, responsable des opérations spéciales »[587]. La présence d'anciens militaires irakiens au sein de l'État islamique souligne l'importance du transfert de compétences vers l'organisation. Un opposant islamiste au régime de Saddam Hussein note que « *les pratiques actuelles de l'État islamique lui ont été transmises par des cadres de l'ancien régime. Sans eux, il aurait été impossible à l'État islamique de se transformer si rapidement en un mouvement armé bien organisé, avec un appareil sécuritaire aussi opaque qu'efficace. Ce sont les mêmes méthodes que sous la dictature de Saddam* »[588].

Troisièmement, les opérations américaines obligent au maintien d'un haut niveau de clandestinité dans l'organisation. Les capacités de surveillance et d'interception des communications par les militaires américains rendent indispensables les règles de sécurité les plus strictes pour survivre. « *Les membres de l'État islamique vivent dans la peur et sont surveillés en permanence* », explique un habitant d'Hawija. « *Tout le monde surveille tout le monde dans une atmosphère de paranoïa généralisée* »[589]. Un relâchement de la sécurité entraîne des arrestations, voire l'élimination des membres d'un réseau par les forces spéciales américaines. Il en découle une sélection brutale des combattants : ceux qui survivent entre 2003 et 2010 intègrent des pratiques de clandestinité exceptionnellement rigoureuses. Par ailleurs, l'État islamique a beaucoup appris des techniques de contre-insurrection utilisées par l'armée américaine en Irak, notamment le recours à des intermédiaires locaux pour combattre l'insurrection lors de la mise en place des milices *sahwa* (Harakat al-Sahwa al-Sunniyya – Mouvement du renouveau sunnite) en 2007. Cette stratégie contraint le mouvement à se doter d'un appareil de renseignement chargé de contrôler les militants et de déjouer les opérations de contre-insurrection. En Syrie, un militant de Raqqa, ancien membre de l'ASL, explique : « *Avant sa prise de contrôle totale en janvier 2013, Daech s'est intéressé à la société tribale et aux fractures sociales. L'idée pour Daech était de ne pas aller trop vite et de ne pas répéter les erreurs faites en Irak. Il s'agissait d'infiltrer les quartiers pauvres et de repérer quels groupes ou quels individus pouvaient se sentir humiliés ou frustrés et seraient donc susceptibles de travailler avec eux. Il y avait de toute évidence un élément de revanche de classe que Daech a très bien su exploiter et que le reste de l'opposition a complètement ignoré. L'État islamique s'est nourri des laissés pour compte de la révolution. L'ASL a ainsi été prise à revers* »[590].

En outre, la présence de dizaines de milliers de combattants étrangers, jusqu'à 30 000 selon certaines sources[591], renforce la fermeture de l'organisation, car

ces derniers dépendent entièrement de leur hiérarchie et sont isolés du reste de la population. En Syrie, de nombreux groupes armés composés exclusivement de combattants étrangers prêtent allégeance à l'État islamique : Jaych al-Muhajirin wal-Ansar (Armée des émigrants et des compagnons du Prophète), composé notamment de Caucasiens ; Harakat Cham al-Islam (Mouvement du Levant islamique), composé principalement de Marocains[592] ; Jund al-Cham fi-Bilad al-Cham (Armée du Levant en Syrie), composé d'anciens combattants libanais du groupe Fatah al-Islam ; Katibat Usud al-Khilafa (Bataillon des Lions du Califat), regroupant des Egyptiens. Beaucoup de combattants viennent en effet avec leurs familles et vivent dans les mêmes quartiers, notamment à Raqqa et à Mossoul. « *Dans Raqqa, les combattants de l'EIIL sont parfois Syriens, mais la grande majorité des émirs sont des étrangers. Il est très difficile de négocier avec eux et nous les craignons beaucoup* » explique un habitant en septembre 2013[593]. De fait, l'organisation limite autant que possible les contacts avec la population. « *De façon générale, Daech évite toute relation entre ses membres et la société. Quand j'ai été arrêté la première fois, j'ai réussi à négocier ma libération avec un émir originaire de Raqqa du clan des Bariaj (tribu des Afadlah) grâce à des connaissances communes. Mais c'était au début de la présence de Daech, aujourd'hui je pense que ce ne serait plus possible. Cet émir a été muté juste après ma libération, car il rendait des services aux gens qu'il connaissait du fait qu'il était originaire de Raqqa. Or, Daech a toujours voulu éviter que ses émirs établissent des liens avec la société. Souvent, ils mettent des personnalités locales à des postes importants quand ils ont besoin de contrôler un territoire et une population. Une fois qu'ils sont sûrs de leur contrôle, ils nomment un étranger et déplacent la personnalité locale. Les relais entre l'organisation et la population ne leur sont utiles que pendant la première phase du contrôle. Et, de façon générale, les cadres changent régulièrement* »[594].

Cette fermeture s'accompagne d'une « fraternité impersonnelle », qui s'exprime par des termes d'adresse entre les combattants notamment *hajj* (pèlerin, communément utilisé comme marque de respect) ou *akh* (frère). Cette fraternité révolutionnaire peut rappeler le « camarade » des communistes. En outre, l'ensemble de nos observations, les entretiens et les vidéos disponibles, soulignent l'esthétique particulière développée par le mouvement. Cette insistance sur l'aspect extérieur créée et renforce l'identité collective des militants. Les membres de l'État islamique s'habillent souvent « à l'afghane », plus précisément à la mode de Kandahar : pantalons à mi-mollet avec de longues chemises blanches, noires ou brunes. Alternativement, l'usage de cagoules ou de foulards noirs est fréquent en principe pour dissimuler le visage. Ils portent la barbe et les cheveux longs, s'appliquent souvent du khôl sur les yeux, se

conformant ainsi à une image du jihad global.

Une bureaucratie sécuritaire

Bien que le mouvement manipule des symboles de la culture islamique, l'organisation prend des formes bureaucratiques classiques qui l'apparentent à un proto-État[595]. La vision baassiste de l'État joue un rôle central dans l'explication de l'organisation du califat. L'État islamique, avant même de lancer sa conquête territoriale, avait mis au point un système d'archivage fonctionnel comme le montrent ses rapports annuels (al-Naba')[596]. Un conseil exécutif, principalement formé par des compagnons de la lutte contre les États-Unis, et un conseil militaire aident le calife dans ses décisions. Ce premier cercle de combattants aguerris permet à l'État islamique d'assurer la cohésion de dizaines de milliers de militants investis dans les fonctions quotidiennes du mouvement et les combats sur la ligne de front. Bien que peu d'informations soient avérées, il semble y avoir des mécanismes institutionnels stabilisés, notamment pour la désignation du calife[597].

Cependant, du fait de la rapidité de son expansion et des contraintes militaires, l'administration de l'État islamique varie selon les localités. Les institutions ne sont pas uniformes, on observe en particulier des différences significatrices entre les espaces ruraux et urbains. De plus, les zones de front, principalement situées dans des espaces ruraux, ne sont pas assez stables pour y maintenir une véritable administration. Dans d'autres localités, le rapport de force avec des tribus oblige l'État islamique à adapter sa gouvernance. Les services publics ne sont pas une priorité pour le mouvement et leur fonctionnement est irrégulier. L'État islamique cherche à exercer un contrôle sans avoir les moyens de transformer profondément les institutions existantes. « *Il y a certains services à Raqqa, mais d'une manière générale, Daech ne veut pas dépenser d'argent et installe le minimum quand cela ne coûte pas trop. Par exemple, Daech a repris les infrastructures d'électricité à Raqqa et Tabqa. Il fournit de l'électricité à la population et en vend une partie au régime* [syrien]. *En réalité, ce sont les salariés du régime qui font tout le travail et qui continuent à obtenir leurs salaires (pour ceux qui peuvent se rendre dans les zones du régime). Daech ne fait rien, tout ce qu'ils font c'est produire des factures par l'Administration des services islamiques* [*al-Hay'a al-Islamiyya lil-Khadamat*] »[598].

Par ailleurs, suivant le modèle baassiste centralisé, les institutions de sécurité sont au cœur du gouvernement. Le Bureau de la sécurité (Maktab al-Amn) est l'équivalent des services de renseignement de l'ancien régime irakien et

d'anciens membres de celui-ci y jouent un rôle important. Ses agents restent anonymes et surveillent l'ensemble des membres de l'organisation. Un habitant de Raqqa explique ainsi : « *Nous n'en savons pas beaucoup sur eux. Ils ont une branche spécialisée dans les fouilles et les arrestations. Par exemple, ceux qui sont venus fouiller ma maison étaient du Bureau de la sécurité. Ils sont les plus puissants. Il semble qu'ils travaillent dans le secret et, apparemment, indépendamment de toute autre institution de l'État islamique. Même les membres de l'État islamique en ont peur. Ma famille a essayé de se renseigner au sujet de la fouille qui a eu lieu chez moi, ils sont allés au Bureau d'examen des plaintes et à la Cour islamique mais personne n'a été en mesure de les informer sur les raisons de la fouille. Pire encore, ils ont dit que personne n'avait fait de fouille et qu'ils n'avaient aucune trace d'un tel événement. Les gens du Bureau de la sécurité sont un peu différents des autres membres. Ils sont souvent irakiens, d'anciens officiers et d'anciens combattants. Il y a aussi des gens de Raqqa et des Tunisiens. Ce sont les plus redoutés, ils sont les plus radicaux et les plus sanguinaires* »[{599}].

Pour contrôler la population, l'État islamique a mis en place un système judiciaire avec des Tribunaux islamiques (al-Mahakim al-Char'iyya) et une Force de police (al-Churta al-Islamiyya) dans les villes les plus importantes. Omniprésente dans les discours, la charia informe tous les aspects du comportement des militants et légitime l'absence de consultation de la population. Les tribunaux islamiques appliquent à la lettre les peines sévères : amputation d'une main pour vol, lapidation pour adultère, exécution des homosexuels, décapitation, pendaison, crucifixion de cadavres, etc. Les peines sont exécutées publiquement, « *les nouvelles règles sont affichées dans les mosquées et annoncées sur les marchés par une voiture avec haut-parleurs autour de la ville. Les exécutions, les amputations pour vol et les coups de fouet sont exécutés publiquement ; les gens sont invités à y assister et les corps restent exposés dans le milieu du marché. Il est même permis de prendre des photos* »[{600}].

Toutefois, les peines varient souvent pour la même infraction[{601}]. « *Je ne pense pas que les peines soient codifiées quelque part. Je n'ai jamais vu écrit qu'il fallait vingt coups de fouet pour une cigarette, même si c'est ce que nous subissons en général. Parfois, ils forcent les gens à apprendre quelques versets du Coran, ou à suivre une formation islamique. Ces types de châtiments sont plus fréquents pour les crimes liés à la prière, par exemple si quelqu'un marche dans les rues pendant la prière ou, pour un propriétaire de magasin, s'il n'a pas fermé ses portes. Mais nous n'allons pas voir de juge. Parfois, les membres de la Hisba* [Diwan al-Hisba, Bureau de la régulation] *nous punissent sur place. Une*

fois, ils m'ont vu fumer une cigarette et ont pris mon paquet, me forçant à manger les cigarettes restantes. Une autre fois, ils m'ont simplement arrêté au hasard et ont senti mes doigts. Bien sûr, ils ont senti l'odeur de cigarette et ils ont frappé mes doigts avec la crosse de leur pistolet. Certains de mes amis ont été arrêtés par la Hisba qui a décidé elle-même du nombre de coups de fouet sans passer par une décision du tribunal islamique. Je ne comprends pas leur logique, je ne pense pas qu'ils se soucient beaucoup des procédures. Quand ils le veulent, ils se dispensent de voir le juge »[602].

Les tribunaux islamiques se chargent essentiellement des peines liées à des comportements moralement déviants mais, contrairement aux Taliban pour qui la justice permet de pénétrer la société[603], l'État islamique utilise principalement les juges pour imposer son pouvoir et réguler le mouvement lui-même. Ainsi l'État islamique a appelé la population à porter plainte contre ses combattants en cas d'infraction[604], mais nos entretiens suggèrent qu'il est difficile, voire risqué, d'aller devant les tribunaux. Un Irakien de Baji explique ainsi : « *Il n'est pas facile d'aller à la Cour islamique pour déposer plainte. Pour avoir accès à la Cour islamique, vous avez besoin d'une autorisation du Mudir al-Nariyya* [chef de quartier] *ou du Mudir al-Balda* [chef de commune] *qui envoie la demande au tribunal. En général, les seuls à y aller sont ceux qui ont été arrêtés par l'État islamique. Ils y sont amenés par la force par des combattants sans avoir la possibilité d'assurer leur défense devant le juge* »[605].

En outre, la majorité de la répression contre la déviance morale ou politique a lieu en dehors des tribunaux à travers le Bureau de la sécurité (Maktab al-Amn) et le Bureau de la régulation (Diwan al-Hisba). Un habitant de la région du Mossoul explique que dans son village « *le Bureau de la régulation est l'organe exécutif local. Cinq personnes y travaillent, elles sont chargées de la surveillance de la population et du respect des règles religieuses. Ces cinq personnes sont du village. Elles vivent dans leurs propres maisons, elles sont les mêmes qu'avant l'arrivée de l'État islamique, mais avec une barbe. Elles connaissent tout le monde dans le village et ont été choisies pour cette raison* »[606].

Plus généralement, la peur joue un rôle central dans le gouvernement de l'État islamique. « *L'État islamique ne veut pas contrôler le conseil de la ville, il a seulement créé un appareil de sécurité pour contrôler la population. Les gens sont paralysés par la peur, alors que de nombreuses vidéos d'exécution circulent sur les téléphones portables. Même quand il n'y a pas d'exécutions publiques, il y a une vraie crainte de représailles. En général, lorsque l'État islamique arrête quelqu'un, personne ne reçoit plus de nouvelles* »[607]. En effet, il est impossible pour les familles des personnes arrêtées par l'État islamique d'obtenir des

informations sur leur situation, un facteur qui contribue à la multiplication des rumeurs sur l'exécution des disparus et sur l'incinération des cadavres.

Espionnage et dénonciation sont omniprésents ; les enfants sont utilisés comme informateurs. Des rumeurs se propagent sur les prouesses des espions de l'État islamique, exagérant probablement leurs capacités réelles, mais avec pour effet d'installer la peur. Les exécutions publiques et médiatisées participent de la même stratégie de terreur. Différents témoignages confirment que les hommes du Bureau de la régulation rassemblent des passants (hommes, femmes et enfants) pour qu'ils assistent aux exécutions. Ainsi à Mossoul, vingt-deux personnes accusées d'homosexualité ont été jetées du haut d'un bâtiment public devant des centaines de personnes rassemblées par l'État islamique. Les nombreuses vidéos d'exécution qui circulent sur les téléphones portables diffusent et amplifient les effets de ces exécutions.

La politisation de la société

La refondation du corps politique passe par l'anéantissement des catégories suspectes, l'élimination des corps intermédiaires et des notables et, enfin, par la moralisation des comportements individuels. Tout d'abord, l'État islamique redéfinit la communauté politique à travers un serment d'allégeance au calife Abu Bakr al-Baghdadi. N'importe qui peut devenir membre de l'État islamique à condition d'être sunnite. Cependant, même au sein de la population sunnite, les « ennemis intérieurs » sont surveillés, expulsés ou tués. De plus, l'État islamique refuse les intermédiaires politiques afin d'individualiser la relation avec ses sujets. Enfin, sur le plan individuel, l'État islamique impose un ordre moral qui vise à discipliner et à mobiliser les individus.

La communauté politique est constituée par l'allégeance (*bay'a*) au calife Abu Bakr al-Baghdadi, qui suppose une appartenance ou une conversion au sunnisme, indépendamment de l'appartenance ethnique ou de la nationalité. Ainsi, l'un des adjoints d'al-Baghdadi est turkmène et certains combattants sont kurdes, européens etc. L'appel aux musulmans à effectuer la *hijra* (émigration vers les pays musulmans), présentée comme un devoir religieux, est une constante de la propagande de l'État islamique. Ce dernier cherche ainsi à augmenter sa population en encourageant l'immigration des sunnites. Dans le magazine du mouvement, *Dabiq*, al-Baghdadi déclare notamment : « *L'État est un État pour tous les musulmans. La terre est pour les musulmans, tous les musulmans. Les musulmans partout dans le monde, celui qui est capable d'effectuer la hijra vers l'État islamique, laissez-le faire, parce que la hijra vers*

la terre de l'islam est obligatoire »[608]. Au-delà de l'aspect théologique, l'État islamique veut combler le déficit de cadres en faisant appel à des étrangers qualifiés[609]. Parallèlement, il est interdit d'émigrer hors du territoire de l'État islamique et la sortie du califat est soumise à des règles particulièrement strictes. Une personne désirant quitter le califat doit avoir un garant (*kafil*), fournir un document à l'État islamique décrivant où il vit et le nom des membres de sa famille. En cas de non-retour, sa famille risque l'arrestation, sa maison peut être détruite et le garant exécuté. Ainsi, à Alam, « *les habitants ne sont pas autorisés à quitter la ville. Pour la quitter, les gens doivent avoir un garant, et s'ils sont absents plus de quinze jours, le garant est exécuté* »[610].

Etre sunnite ne suffit pas pour l'État islamique qui veut purifier la communauté des croyants. Comme souvent dans une situation révolutionnaire, l'État islamique organise une surveillance très serrée de certaines catégories jugées suspectes. À cet égard, sa politique rappelle la Terreur pendant la Révolution française ou certains traits de l'Union soviétique et des Khmers rouges au Cambodge. En Irak, les membres de l'armée, la police et les milices sont particulièrement ciblés, car ils sont soupçonnés de former une « cinquième colonne ». Lors de la chute de Mossoul, l'État islamique a saisi des documents officiels et ses militants disposent de fichiers avec les noms des policiers et des militaires qu'ils utilisent lors des contrôles sur certaines routes. Les officiers sont généralement tués, mais le mouvement a une attitude plus ambiguë envers les soldats. De plus, l'État islamique occupe ou dynamite les maisons des membres des forces de sécurité qui ont fui. Ceux qui restent doivent se repentir : dans un laps de temps restreint, généralement une vingtaine de jours, ils doivent signer un document de repentance (*tawba*), payer une amende de 2 000 $ à 3 000 $ et rendre leurs armes. Un ancien soldat du district d'al-Qayara (Irak) explique : « *J'ai découvert le fonctionnement de la repentance à mon retour. Vous devez vous inscrire à un bureau spécial de l'État islamique. Vous devez donner votre identité et donner votre arme. Vous n'avez pas à prêter le serment d'allégeance. L'État islamique ne nous enregistre pas comme des musulmans mais comme des gens qui ont quitté la foi à cause de notre collaboration avec le gouvernement irakien* »[611]. Ensuite, des restrictions particulières s'appliquent à leurs mouvements : ils doivent impérativement avoir un garant et ne peuvent pas quitter leur domicile plus de quelques jours. Par ailleurs, les *mukhtar* sont suspects parce qu'ils espionnaient généralement pour le gouvernement. Leur situation varie entre les villes et la campagne. À la campagne, ils occupent une position souvent ambiguë et ne sont généralement pas inquiétés, car l'État islamique peut les utiliser pour espionner la population. En Syrie, les combattants de l'ASL et des autres groupes insurgés sont ciblés par l'État

islamique. Ainsi, à Tall Abyad : « *Au cours de la prise de contrôle de la ville par Daech, ils ont fait une annonce indiquant que durant un mois, ils avaient leur porte ouverte pour la* tawba*, qui est la repentance. Le repenti doit faire une sorte de cours de rééducation islamique. Afin de retourner dans les territoires tenus par Daech, quelqu'un de la région, connu et reconnu par Daech, doit se porter garant. Si le repenti trahit encore une fois, le garant est tenu pour responsable. Ensuite, le repentant doit se signaler chaque semaine dans ce qu'ils appellent des réunions de repentis* [ijtima' al-ta'ibin]. *Ceci à des fins de surveillance, mais aussi afin de les endoctriner. Pendant environ un an, ils ne peuvent pas quitter la ville* »[612]. Enfin, les non-sunnites sont condamnés à la mort, à l'exil ou brutalement marginalisés. Ce processus accroît la territorialisation des communautés et renforce dans le même temps le contrôle de l'État islamique sur les sunnites (voir chapitre 13).

Pour installer une dynamique révolutionnaire, l'État islamique crée une relation directe entre les individus et les autorités politiques au détriment des corps intermédiaires. Le discours idéologique et doctrinal de l'État islamique met l'accent sur la relation directe de chaque personne avec Dieu et, plus exactement, avec ses représentants sur terre. Thomas Pierret et Mériam Cheikh analysent ainsi le cas d'une Syrienne qui a rejoint l'État islamique et partage sur les réseaux sociaux son sentiment d'accomplissement de soi[613]. Plus généralement, les élections sont considérées comme non islamiques et la population ne peut pas mobiliser des représentants (notables, imams, chefs tribaux) qui pourraient relayer leurs revendications. Par exemple, à Alam (Irak), « *les notables de la ville sont tous partis, l'État islamique a pris leurs terres et leurs biens et emploie des travailleurs agricoles pour cultiver les champs* »[614]. De même, nos interlocuteurs originaires de régions tribales et rurales soulignent le fait que l'État islamique ne reconnaît pas les tribus – déjà affaiblies par les régimes baassistes – comme interlocuteurs[615]. Le mouvement ne considère ainsi que les individus, personnellement responsables devant les autorités du califat. « *Vous devez vous présenter à l'État islamique en tant qu'individu* », explique un jeune homme des environs de Muqdadiyah (Irak)[616]. De même, un sunnite des environs de Mossoul explique que « *les contacts avec l'État islamique se produisent d'une manière individuelle. Il est impossible de négocier collectivement. Tout au plus, un membre plus âgé de la famille peut représenter une personne, mais c'est rarement accepté par l'État islamique* »[617].

Tant que son emprise demeurait précaire, avant janvier 2014 pour la Syrie et août 2014 pour l'Irak, l'État islamique devait localement composer avec les tribus puissantes, d'où l'établissement d'un département des affaires tribales à Raqqa avec des correspondants dans chaque gouvernorat. La logique dominante

est celle de l'évitement et de l'affaiblissement des tribus, d'autant plus que nombre de leurs pratiques religieuses ne sont pas orthodoxes d'un point de vue salafiste. Un habitant de Raqqa témoigne de cette stratégie anti-tribale : « *Au début Daech a créé des liens avec chaque tribu, ils prenaient un membre de chaque tribu qui avait rejoint l'organisation et lui donnaient beaucoup de pouvoir (argent, armes, véhicule, piston) pour qu'il s'impose au sein de sa tribu et serve de lien avec l'organisation, tout en garantissant le soutien à celle-ci ou s'assurant du moins sa docilité. À ce moment, l'État islamique invitait les cheikhs des tribus, les militants envoyaient des cadeaux quand un vieux mourrait, organisaient des grands repas. Mais ça, c'était avant la prise de contrôle totale de Raqqa. Depuis les combattants de l'État islamique s'en moquent et se sentent invulnérables. Ainsi, entre avril 2013 et la prise de contrôle totale par Daech en janvier 2014, le bureau le plus important était le Maktab al-Ittisal lil-'Acha'ir* [Bureau de communication avec les tribus]. *La personne qui s'occupait de ce bureau était un Irakien qui connaissait très bien les conflits et les histoires entre les clans. Et comme il n'est pas d'ici, il n'était pas perçu comme étant favorable à tel ou tel clan. À présent, ce bureau ne sert plus à rien, sauf à faire du renseignement pour que les tribus ne puissent pas s'organiser contre l'État islamique* »[{618}]. Pourtant, dans les gouvernorats de Raqqa, Deir ez-Zor et Hasaka en Syrie, et Anbar en Irak, les tribus ont montré une opposition sporadique à l'État islamique. Cette opposition a conduit au massacre de centaines de membres des tribus al-Ch'itat, à Mohassan (gouvernorat de Deir ez-Zor), en août 2014, à la suite de désaccords sur l'appropriation du pétrole. Toutefois, l'État islamique veille à ne pas déclencher de conflit généralisé avec les tribus. Par exemple, la répression est déléguée à des combattants de l'État islamique appartenant à la tribu ciblée pour diviser ses membres.

Par ailleurs les mosquées, l'un des seuls endroits où la population est autorisée à se rassembler, sont un élément central du gouvernement de l'État islamique. Le contrôle des mosquées, et donc des imams, permet à l'État islamique de communiquer ses ordres ou ses recommandations par le biais d'affiches et des prêches du vendredi (*khutbat al-jum'a)*. La pleine obéissance des imams est exigée sous peine de mort, sans que ceux-ci soient pour autant intégrés dans le mouvement, à la différence des Taliban entre 1996 et 2001. « *Dans mon village* [aux environs de Gwer], *15 imams ont accepté l'État islamique comme autorité légitime, cinq ont refusé et ont été exécutés. Dans un autre village, l'État islamique a assassiné l'un des imams et les habitants ont dû aller à l'hôpital pour récupérer le corps, il avait été exécuté d'une balle dans la tête* »[{619}].

Ordre moral et mobilisation politique

Contrairement aux Taliban afghans et au mouvement somalien al-Shabab, l'État islamique oblige les individus à soutenir activement le processus révolutionnaire. Le croyant « authentique » s'accomplit moralement en remplissant ses obligations scripturaires (prières, respect des règles coraniques), mais aussi en s'engageant pour le jihad qui devient *de facto* le sixième pilier de l'islam. Ainsi, conscription militaire, éducation islamique et ordre moral se renforcent mutuellement dans la construction d'un homme nouveau.

En imposant un code moral, l'État islamique redéfinit les comportements individuels, la frontière entre espace privé et public, ainsi que les relations de genre. À cet égard, les récits de sunnites ayant vécu sous le califat complètent les sources écrites disponibles. Le Bureau de la régulation (Diwan al-Hisba) s'apparente à une police des mœurs sur le modèle de la Mohtaseb des Taliban ou des Mutawwa'i al-Churta al-Diniyya du royaume saoudien. Ce type de police morale a d'abord été mis en œuvre par un des premiers califes, 'Umar Ibn al-Khattab (634-644), pour assurer « *la commanderie du bien et le pourchas du mal* »{620}. Une force de police composée de femmes, la Katibat al-Khansa', constitue le pendant du Bureau de la régulation{621}. Patrouillant à pied ou dans des voitures portant son insigne, le Bureau de la régulation est souvent la seule présence de l'État islamique dans les villages. « *Les hommes de la Hisba qui marchent dans les rues et disent "Vous n'êtes pas bien habillé, c'est ok pour cette fois, mais attention la prochaine fois" ou "Vous devriez supprimer cette affiche de votre boutique, ou vous risquez telle ou telle peine". Une fois que nous savons que quelque chose est interdit, nous disons à notre ami et voisin : "Soyez prudents, maintenant ils interdisent de le faire". Il y a toujours des choses considérées comme contraires à la religion, mais parfois nous ne savons pas s'il est seulement conseillé de ne pas faire quelque chose ou si cela est vraiment interdit. Mais quand ils commencent à réprimer cela se sait très rapidement* »{622}.

Un ensemble de règles normalisent l'apparence physique. Les hommes ne doivent pas raser leur barbe, même si certains témoignages signalent des exceptions. Les barbes courtes, associées aux Frères musulmans, sont également interdites. L'utilisation de rasoirs à lames est interdite ; seuls les rasoirs électriques sont autorisés. Les coupes de style pour la barbe et les cheveux, très populaires en Irak et en Syrie, sont interdites. Les contrevenants sont fouettés en public et les coups sont donnés en utilisant toute l'amplitude, et donc toute la force, du bras : vingt coups de fouet s'ils ne respectent pas strictement les règles,

jusqu'à quarante coups pour une coupe de style. Les coiffeurs sont tenus responsables des coupes de cheveux de leurs clients et certains d'entre eux ont été battus publiquement. Les heures d'ouverture sont réglementées ; les coiffeurs sont étroitement surveillés par le Bureau de la régulation. Par ailleurs, jeans et baskets sont généralement interdits, ainsi que les vêtements avec des images ou des inscriptions, mais un pantalon de survêtement est toléré à la place d'une *jellaba* ou d'une robe traditionnelle. Un homme ne peut pas porter de maquillage autre que le khôl et seul le musc, mentionné dans le Coran, est approuvé comme parfum.

Les femmes doivent porter un voile intégral qui ne laisse que les yeux découverts. En outre, à Raqqa, le Bureau de la régulation exige le port d'un « bouclier », un morceau de tissu épais qui cache le corps de la tête aux pieds, sous peine de 100 coups de fouet et d'une amende de 150 $[{623}]. Les femmes ne peuvent quitter la maison qu'accompagnées d'un *mahram*, leur frère, leur père, leur mari ou leur fils. Porter des pantalons, du maquillage ou toute autre forme d'ornement est interdit. Les femmes n'étant pas de pleins sujets de droit, quand une femme est reconnue coupable d'un manquement, c'est son mari qui subit la punition.

Par ailleurs, il est interdit de fumer, ce qui est particulièrement problématique en Syrie et en Irak, où les gros fumeurs sont nombreux. La pénalité pour la première infraction se limite généralement à un avertissement, parfois quelques coups. Une deuxième infraction peut entraîner une amende de 300 $ et deux doigts brisés, voire amputés. La télévision et la musique sont interdites mais, en pratique, les gens écoutent la radio et regardent la télévision chez eux en dépit du danger. Aux postes de contrôle sur les routes, les combattants de l'État islamique vérifient si les téléphones contiennent de la musique ou des photos, notamment de femmes. Les sonneries musicales sont interdites sur les téléphones portables. En cas d'infraction, le téléphone est confisqué et le coupable est condamné à une amende ou une flagellation. Dans les villes, l'État islamique ferme les portes de tous les cafés, boutiques et autres lieux de sociabilité.

La participation à la prière du vendredi est obligatoire pour tous, mais l'État islamique concentre sa surveillance sur certains groupes. Ainsi, les commerçants doivent fermer pendant la prière, comme dans plusieurs pays du Golfe et sous le régime Taliban. Ils sont soumis à un examen particulier et le Bureau de régulation contrôle si, quinze minutes avant la prière, ils ferment bien leurs boutiques. Cependant, certains interviewés déclarent que l'on peut passer devant une mosquée pendant les prières sans entrer et ne pas être inquiété pour autant.

L'ordre moral islamique et le système d'éducation préparent à la mobilisation pour le jihad. La formation d'une nouvelle génération, élevée dans une

« authentique » société musulmane, est une priorité pour le mouvement. Les programmes scolaires ont été modifiés[624] et certains sujets sont interdits, y compris l'anglais, l'histoire, la géographie et les sciences naturelles. En outre, les adultes et les enfants sont invités à aller dans des centres de prière pour étudier l'islam. Jusqu'en décembre 2014, le recrutement a d'abord lieu par la persuasion ou la pression exercée sur les familles. Par la suite, les jeunes qui refusent de rejoindre l'État islamique peuvent être exécutés et certains auraient été enlevés. « *Daech recrute les enfants de la rue et dans les orphelinats et les envoie dans des camps de formation. Beaucoup d'adolescents en conflit avec leurs parents ont rejoint Daech. J'ai même rencontré un père qui apportait des médicaments pour son fils car celui-ci a menacé de rejoindre Daech s'il ne recevait pas ses médicaments* »[625]. Ensuite, face aux bombardements occidentaux et à la pression des milices chiites irakiennes dans le sud et des peshmergas kurdes dans le nord, l'État islamique a mis en place une conscription obligatoire. Depuis décembre 2014, chaque famille ayant plus de trois fils doit en envoyer au moins un à l'État islamique, mais la pratique semble varier d'un endroit à l'autre.

L'État islamique rencontre des résistances ponctuelles à l'intérieur des territoires sous son contrôle, alors que la situation militaire instable et ses moyens limités empêchent la surveillance systématique de la population. Certains témoignages indiquent qu'il est possible de négocier avec les militants subalternes du mouvement : « *Nous négocions en jouant de relations personnelles, par l'intermédiaire de personnes plus ou moins influentes. Si nous connaissons quelqu'un, nous pouvons négocier, mais très peu connaissent les gens du Bureau de la sécurité, alors nous essayons de négocier à l'échelon le plus bas de la hiérarchie* »[626]. Il serait erroné de considérer la population comme exclusivement passive mais, pour la plupart des individus, la résistance se limite à l'escapisme et aux multiples stratégies d'évitement. « *Dans les maisons, la vie n'a pas changé. Nous continuons à fumer* [à la maison] *et ceux qui ne prient pas restent à la maison pendant la prière et continuent de ne pas prier. Il y a même encore des drogues et de l'alcool* »[627]. Cependant, certains mouvements clandestins organisent des attaques sporadiques (attentats, assassinats), par exemple à Raqqa et à Mossoul[628].

Le rejet de l'ordre international

La stratégie internationale de l'État islamique découle de deux éléments. D'une part, le mouvement perçoit l'environnement international comme

ontologiquement hostile, d'où les attaques préventives qui anticipent des agressions perçues comme inévitables. En particulier, l'État islamique rejette les normes internationales sur deux points clés : la citoyenneté et le territoire. En niant les principes de frontière et de citoyenneté, l'État islamique s'interdit toute forme d'inclusion dans l'ordre international tel qu'il a été constitué aux XIXe et XXe siècles. Ce faisant, il s'installe dans une guerre perpétuelle contre tous les États, occidentaux et musulmans, y compris sunnites. D'autre part, l'État islamique cherche à unifier sous son autorité tous les mouvements jihadistes, ce qui explique ses attaques – rhétoriques ou armées – contre d'autres mouvements, comme les Taliban ou al-Qaïda.

Au-delà de la nature même de son régime, l'État islamique applique une conception de la souveraineté qui interdit son intégration dans le système international. Bien que la stabilité des frontières internationales soit un fondement essentiel des relations interétatiques depuis 1945, l'État islamique nie toute légitimité aux États existants, et donc à l'ordre international. En effet, les frontières du califat ne sont que temporairement stabilisées, en fonction de l'équilibre des forces militaires. Ainsi, les conquêtes actuelles ne représentent qu'une étape dans l'expansion du califat. Dans sa proclamation, Abu Bakr al-Baghdadi déclare : « *Nous attirons l'attention des musulmans qu'à partir de la proclamation du Califat il devient une obligation pour tous les musulmans de faire serment d'allégeance et de secourir le Calife Ibâhîm, qu'Allâh le préserve, et tous les émirats, groupes, autorités et organisations qui peuvent être atteint par son pouvoir ou son armée son vain et nul.* ». Il ajoute : « *Venez Ô musulmans ; rassemblez-vous autour de votre Calife afin de redevenir les rois de la terre et les chevaliers de la guerre, venez afin de vivre forts et nobles. Sachez que nous combattons pour une religion qu'Allâh a promis de secourir, pour une communauté à qui Allâh a décrété la puissance, l'élévation et à qui Il a promis qu'il ferait hériter la Terre. Venez Ô vous les musulmans vers votre puissance, car par Allâh si vous mécroyez à la démocratie, à la laïcité, au nationalisme et autres parmi les déchets de l'Occident et que vous reveniez à votre religion et à votre 'Aqîdah (croyance) alors par Allâh vous gouvernerez la Terre, l'Orient et l'Occident se mettront à vous. Ceci est la promesse d'Allâh sur vous, ceci est la promesse d'Allâh sur vous* »[629]. Cette perspective rappelle la distinction classique entre le *Dar al-Islam* (Domaine de l'islam), où la loi islamique s'applique, et le *Dar al-Harb* (Domaine de la guerre), qui est ouvert à la conquête et au prosélytisme. L'État islamique nie notamment toute légitimité aux institutions internationales et au droit international (droit international humanitaire par exemple). La différence avec les Taliban est flagrante ici : ces derniers visent la reconnaissance internationale et revendiquent un siège à

l'ONU. Ils coopéraient parfois avec le CICR (Comité International de la Croix-Rouge), les agences de l'ONU et certaines ONG, quand ils étaient au pouvoir à Kaboul (1996-2001) et même en tant que mouvement insurgé (après 2001).

L'hostilité de l'État islamique contre tous les États de la région a un coût stratégique énorme. Sa politique d'attaque tous azimuts l'a non seulement privé de tout soutien mais a aussi entraîné l'intervention militaire de certains États. L'État islamique, *de facto* le seul mouvement sunnite qui soit opposé à la fois aux gouvernements de Bagdad et de Damas – et donc aux alliés de l'Iran – aurait pu bénéficier de la tolérance, voire du soutien, des États sunnites de la région et du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Avant la chute de Mossoul, le GRK avait en effet soutenu plusieurs mouvements insurgés sunnites pour contrebalancer l'accaparement du pouvoir par les acteurs chiites à Bagdad. « *Entre juin et août 2015, il y avait de nombreux échanges, notamment économiques, entre l'État islamique et certains Kurdes du PDK* », explique un Arabe sunnite, ancien fonctionnaire à Mossoul. « *À ce moment-là, le PDK a pensé qu'il pourrait cohabiter avec l'État islamique, ce qui lui aurait permis d'affaiblir Bagdad. Mais l'État islamique a décidé d'attaquer Erbil* [capitale du Kurdistan irakien] *et était si près de réussir qu'il a provoqué une réaction de la Coalition internationale* »[630]. De même, les États du Golfe, à commencer par l'Arabie saoudite, n'ont jamais accepté l'influence iranienne en Irak et la crainte de la formation d'un « croissant chiite » est déterminante dans la politique de ces États. Cependant, l'État islamique n'a pas cherché à capitaliser sur ces oppositions, ce qui lui aurait permis de disposer d'un soutien pour faire face à Bagdad et à Damas.

Le jihadisme international de l'État islamique marque une rupture avec les mouvements antérieurs. À la différence d'al-Qaïda, son mode d'action principal n'est pas le recours à l'attentat terroriste. De même, l'attentat suicide n'exclut pas la constitution d'une armée régulière avec une première phase de conscription à l'hiver 2015. Cette valorisation du territoire va de pair avec une volonté hégémonique sur l'ensemble du mouvement jihadiste. La généalogie de l'État islamique explique sa concurrence avec al-Qaïda. En effet, au cours de la guerre en Irak au milieu des années 2000, l'État islamique est initialement une branche locale appelée al-Qaïda en Mésopotamie (AQM). Luttant contre l'armée américaine, le mouvement dirigé par Abu Mussab al-Zarqawi, élabore une stratégie de guérilla impliquant un degré de contrôle territorial et ciblant les chiites comme ennemi principal. Ces deux évolutions déclenchent ainsi une transformation importante du projet jihadiste. Dès les années 1990, la question du contrôle territorial constitue un objet de tension entre Oussama Ben Laden et ses partisans soudanais, puis afghans[631]. Certaines branches locales ont déjà

pris le contrôle d'un territoire, notamment au Yémen et en Somalie, mais aucune n'a encore poussé cette logique à son terme[632]. Dans sa lutte contre l'occupation américaine, AQM favorise une stratégie de contrôle territorial basée sur l'exacerbation des divisions confessionnelles. Par ailleurs, en 2004-2005, AQM fait des chiites sa cible principale, alors qu'al-Qaïda a jusque-là mis l'accent sur l'Occident. La principale branche d'al-Qaïda rejette cette évolution et Ayman al-Zawahiri rappelle à Abu Mussab al-Zarqawi, dans une lettre de 2005, que l'ennemi principal est l'Occident et que les attaques anti-chiites pourraient être mal comprises par les musulmans, et donc être contre-productives[633]. À partir de 2008, la défaite d'AQM en raison de sa violence aveugle et de son refus de prendre en compte les exigences sociales clôt le débat pour plusieurs années. Après le retrait américain en Irak en 2011, la politique anti-sunnite du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki marginalise son opposition politique et favorise ainsi la résurrection de la branche d'al-Qaïda sous le nom de l'État islamique en Irak.

Dans le même le temps, la guerre civile syrienne fournit au mouvement les moyens de s'étendre. La violente répression par Bachar al-Assad d'un mouvement de protestation pacifique suscite en effet une insurrection, qui se fragmente et se radicalise progressivement. L'État islamique en Irak crée en 2012 une branche syrienne, la Jabhat al-Nusra. L'organisation est officiellement rattachée à al-Qaïda, mais en pratique, la plupart des cadres viennent de l'État islamique en Irak. En 2013, ce dernier ordonne la fusion des deux mouvements sous le nom de l'État islamique en Irak et au Levant. Une partie des combattants refusent de se joindre au mouvement et restent directement affiliés à al-Qaïda, gardant le nom de Jabhat al-Nusra. Ce mouvement est désormais principalement composé de recrues syriennes qui participent activement à la lutte contre Damas, en coopération avec le reste de l'insurrection. À l'inverse, l'État islamique est en guerre contre l'insurrection syrienne depuis janvier 2014 et évite jusqu'à la mi-2015 d'affronter les forces de Damas, plus difficiles à combattre.

Cette scission correspond à une divergence stratégique fondamentale. D'une part, al-Qaïda promeut un modèle de militantisme transnational et déterritorialisé, avec l'Occident comme cible première ; et de l'autre, l'État islamique cherche à construire un califat sunnite au détriment des régimes voisins et des autres groupes armés. En janvier 2014, après de longues préparations pour affaiblir les insurgés syriens dans le nord et l'est de la Syrie, l'État islamique reprend la majorité des provinces de Raqqa, Deir ez-Zor et Hasaka. Puis, en août 2014, l'État islamique profite de la chute de Mossoul pour éliminer tous les autres groupes insurgés, islamistes ou non (Jaych Rijal al-Tariqa al-Naqchbandiyya, Jaych al-Mujahidin, Ansar al-Islam), et monopolise la

représentation des sunnites en Irak. En Syrie, l'État islamique reste en compétition avec l'Armée syrienne libre, Jabhat al-Nusra et d'autres groupes à Alep, Hama et dans le sud du pays. En outre, l'État islamique se montre très critique à l'égard des Taliban dans le journal du mouvement, *Dabiq*. Il s'agit d'une question déterminante, car Mollah Omar revendiquait également le titre de Commandeur des croyants (Amir al-Mu'minin), ce qui le mettait en concurrence directe avec Abu Bakr al-Baghdadi. Cependant, le principal motif d'affrontement réside dans l'opposition entre un jihad national, qui respecte les frontières internationalement reconnues, et un jihad transnational, aux revendications mondiales. Alors que les Taliban cherchent à négocier avec le gouvernement de Kaboul et les États-Unis, l'hostilité de l'État islamique est absolue.

Dans plusieurs régions du monde, des mouvements armés prêtent ainsi allégeance à l'État islamique. Celui-ci proclame des gouvernorats (*wilaya*) en novembre en 2014, en Libye (Tripolitaine, Cyrénaïque, Fezzan), en Algérie, en Égypte (Sinaï), au Yémen et en Arabie Saoudite[634]. Trois mois plus tard, un autre gouvernorat est annoncé en Afghanistan et au Pakistan sous le nom de Wilayat Khorasan[635]. Le ralliement de Boko Haram en mars 2015 montre la réalité d'une dynamique qui repose avant tout sur la présence médiatique de l'État islamique. La présence du mouvement est limitée en Arabie Saoudite ; elle reste faible au Yémen, en raison de la concurrence avec al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQAP, qui a déclaré un émirat à Abya en 2011-2012), en Afghanistan et au Pakistan, en raison de la concurrence avec les Taliban. Enfin, les ralliements individuels dans les pays occidentaux ne semblent pas annoncer la constitution de mouvements localement importants en raison de l'absence de base sociale.

Quelle est au final l'utilité de ce réseau transnational ? Les combattants étrangers sont utiles au moins à deux niveaux. D'abord, certains peuvent devenir des cadres du mouvement. « *So this is more than just fighting, this means more than just fighting. We need engineers, we need doctors, we need professionals, we need volunteers, we need fundraising. We need everything. There is a role for everybody... Your family will live here in safety, just like how it is back home. We have wide expanses of territory here in Syria, and we can easily find accommodation for you and your families* » explique un combattant canadien dans une vidéo de propagande[636]. Ensuite, ces militants sont par définition étrangers à la société syrienne, ce qui renforce l'extériorité du mouvement par rapport à la population et favorise l'accomplissement du projet révolutionnaire. Cependant, ces allégeances sont finalement contre-productives, notamment quand elles se traduisent par des attentats à l'étranger. En effet, les attaques

terroristes ont pour effet essentiel d’accroître l’isolement de l’État islamique sans pour autant faire basculer le rapport de force international. De façon parfaitement prévisible, toutes les attaques ont accru la pression sur l’État islamique, favorisant la mise en place d’une coopération interétatique qui sans cela aurait eu beaucoup de mal à voir le jour.

Quatrième partie

La société dans la guerre

Chapitre 11
Les variations du capital social

L'objet de ce chapitre est d'expliquer la transformation du capital social, c'est-à-dire « *l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations* »[{637}]. Avec la guerre civile, le capital social de la plupart des Syriens diminue en raison de l'appauvrissement, de l'insécurité et des migrations. Pourtant, dans ce contexte d'isolement croissant des individus, une minorité voit son capital social s'accroître du fait de son appartenance aux réseaux protestataires. Cette forme particulière de capital social « révolutionnaire » naît des liens formés au cours des manifestations qui perdurent indépendamment de leur contexte initial. Il est simultanément une ressource pour un agent (ou un groupe) et un élément de la mobilisation dans laquelle il se forme et qu'il participe à produire.

L'hypothèse de la formation d'un capital social révolutionnaire nous amène à plusieurs remarques. D'abord, ce dernier ne naît pas du développement d'un capital social déjà existant. Ensuite, ce capital social révolutionnaire explique en partie la genèse des institutions révolutionnaires. En d'autres termes, la mobilisation crée de l'institution via la formation d'un capital social. Il reste que le capital antérieur des acteurs détermine assez largement la distribution des positions de pouvoir au sein des nouvelles institutions. Tandis que les ruraux et les classes populaires jouent un rôle dominant dans les institutions militaires, les classes moyennes s'imposent dans l'administration civile renaissante et les élites dans les institutions de représentation à l'extérieur de la Syrie. Ces clivages sociaux recoupent souvent des positionnements idéologiques, la lutte armée

s'inscrivant de plus en plus dans l'espace de l'islam militant. Enfin, l'insertion dans les réseaux révolutionnaires produit des ruptures biographiques, notamment pour les (rares) femmes militantes.

La perte de capital social

Dans les zones insurgées, une des conséquences de la guerre est la perte de capital social, de façon cependant différenciée selon les positions initiales des individus[638]. En effet, celui-ci a des caractéristiques marquées en fonction des groupes sociaux : celui des classes moyennes et, plus encore, celui des classes populaires possède un fort ancrage territorial[639], alors que celui des élites se caractérise par sa nature plus complexe et diversifiée avec un double jeu sur l'autochtonie et sur l'international[640].

Dans les milieux populaires, le capital social est généralement lié à une sociabilité de quartier (une rue, un bloc d'immeuble), même si l'exode rural et les migrations saisonnières amènent à nuancer cette proposition[641]. Dans certains cas, ces sociabilités peuvent être renforcées par des solidarités de clan[642]. De plus, elles sont liées aux activités professionnelles et à des lieux spécifiques comme les cafés ou la mosquée[643]. Or, les villes étant des cibles prioritaires pour les belligérants, beaucoup de lieux publics ont fermé. Les endroits les plus bombardés par le régime sont les quartiers populaires, bastions des premières mobilisations et notamment les lieux publics (écoles, hôpitaux, bâtiments administratifs). Toute présence dans l'espace public – personnes âgées devant leurs immeubles, enfants jouant dans la rue, files d'attente devant un magasin – constitue désormais un risque.

La destruction du capital économique et l'insécurité affectent également les classes moyennes et beaucoup de nos interlocuteurs disent avoir perdu contact avec leurs amis, voire leur famille élargie. Ainsi, la destruction totale ou partielle des logements, le prix de la nourriture et l'absence de chauffage en hiver paralysent le jeu normal des sociabilités. La pénurie d'électricité et la destruction par le régime des antennes relais pour téléphones mobiles entravent les communications, notamment celles des jeunes pour lesquels l'utilisation du portable joue un rôle central[644]. Internet ne demeure accessible qu'à condition de disposer d'un générateur et d'une antenne satellite. Enfin, les conditions de sécurité compliquent les déplacements, surtout quand les lignes de front sont mobiles.

Mais le phénomène majeur qui explique la désorganisation des réseaux de sociabilité est le déplacement forcé de la population. En décembre 2014, plus de

la moitié des Syriens ne vivent plus dans leur lieu de résidence habituel, la proportion étant bien plus élevée dans les zones insurgées. Ces migrations affectent directement le capital social des individus, désormais coupés à des degrés divers de leurs réseaux amicaux, professionnels et familiaux[645]. Les classes populaires sont majoritaires dans les camps de réfugiés, notamment en Turquie et en Jordanie, qui restent des lieux fermés où les familles se retrouvent isolées[646]. La création de nouveaux liens prend du temps, d'autant qu'elle est compliquée par une instabilité des lieux de résidence (changements de camp, migrations clandestines, retour en Syrie parfois loin de la résidence initiale).

Pour les classes moyennes, la possession d'un passeport permet d'échapper aux camps de réfugiés et de s'intégrer plus facilement aux groupes d'exilés. Enfin, pour les groupes les plus aisés, l'existence de réseaux bien en place à l'extérieur du pays facilite l'installation dans le monde arabe et en Occident, par exemple à Paris, où une communauté syrienne est présente depuis des décennies.

Le déclassement d'un professeur

Un entretien avec un professeur d'anglais d'une ville au nord de la Syrie montre concrètement les effets de la perte de capital social[647]. Quand nous l'avons rencontré, au hasard d'un déplacement en janvier 2013, il bavardait dans la rue avec les habitants désœuvrés de son immeuble. Il nous reçoit dans son appartement. L'électricité est coupée la plupart du temps, il n'y a pas de chauffage et l'immeuble, construit récemment, a subi de sérieux dégâts suite à un bombardement aérien. L'appartement correspond aux goûts de la classe moyenne syrienne enrichie dans les années 2000. Les canapés du salon sont tournés vers la télévision ; la cuisine est équipée à l'européenne. Les visiteurs ne sont pas reçus dans une pièce à part comme dans les maisons traditionnelles et sa femme participe activement à la conversation avec nous (trois hommes étrangers), ce qui ne serait pas possible dans une famille conservatrice.

Avant la guerre, notre interlocuteur était professeur dans un lycée du centre-ville et tirait l'essentiel de ses revenus de cours particuliers. Il était propriétaire d'un appartement à Alep et d'une maison de campagne dans les environs où il se rendait régulièrement pendant son temps libre avec ses amis. L'insécurité l'a conduit à réduire ses déplacements et il a cessé de sortir de la ville. De ce fait, il a perdu contact avec ses amis à Alep et à la campagne, alors que beaucoup de ses connaissances ont quitté la ville pour se réfugier en Turquie. La fermeture du lycée et la fin des cours particuliers lui ont également fait perdre la sociabilité liée à l'exercice de sa profession (collègues, parents). Son identité de professeur ne lui apporte plus la même reconnaissance sociale.

Les usages du capital révolutionnaire

Le capital révolutionnaire permet aux militants d'investir des positions dans les espaces institutionnel, médiatique, religieux et juridique. Néanmoins, il n'a

d’effets que conjugué à d’autres formes de capital, notamment scolaire. Les données dont nous disposons montrent que l’appartenance aux réseaux révolutionnaires est, de fait, une condition d’accès aux positions électives ou administratives dans les institutions des zones insurgées à partir de 2012. La grande majorité des individus qui siègent dans les conseils locaux ont participé aux manifestations de 2011 et appartiennent à des réseaux de militants. La centaine de volontaires qui travaillent au sein du conseil municipal d’Alep sont tous issus de ces groupes{648}. En d’autres termes, les nouvelles institutions proviennent de l’institutionnalisation des réseaux révolutionnaires formés lors de la protestation de 2011.

Cependant, l’accès à ces positions suppose certaines compétences techniques et relationnelles. À la différence des membres des premiers groupes de coordination (*tansiqiyat*) composés principalement de jeunes manifestants, les cadres de la mairie d’Alep sont souvent plus âgés et ont des expériences professionnelles (instituteur, ingénieur, informaticien) qui les prédisposent au travail bureaucratique. « *Un comité est chargé de sélectionner les volontaires travaillant dans les différents bureaux de la municipalité* », explique un ancien étudiant en gestion à l’université d’Alep en charge des ressources humaines de la municipalité, « *par la suite, il s’agit pour moi de contrôler le travail effectué, afin d’être sûr que le volontaire a les compétences requises* »{649}. Dans le gouvernorat d’Idlib, une des conditions pour être élu est d’être diplômé de l’université, ce qui officialise le monopole de fait des classes moyennes et supérieures sur la représentation politique.

Le champ religieux se transforme avec le départ des clercs liés au régime. Lorsque les insurgés s’emparent de villes ou de villages, la plupart des imams ont fui et des groupes armés (Harakat al-Fajr par exemple) ou des comités de quartiers comme dans celui d’al-Sukari à Alep nomment de nouveaux imams. La compétition pour ces positions est exacerbée par la faible structuration du champ avant la révolution (formation et nominations) et la présence de la plupart des courants religieux sunnites dans les zones tenues par l’insurrection. L’émergence de figures religieuses marginales sous le régime baassiste montre la politisation rapide du champ religieux. « *Avant la révolution, j’étais étudiant en études islamiques à Damas et enseignant dans une école religieuse. Je ne m’intéressais pas à la politique qui pour moi était un univers inaccessible, corrompu et contraire à la morale religieuse. Depuis le début de la révolution, tout est différent. En tant que juge, je dois m’investir dans des débats politiques, économiques et trouver des solutions pour les habitants* », explique un juge du tribunal islamique d’al-Bab{650}. De nombreux exemples appuient cette hypothèse : « *Avant 2011, j’étais sur le point d’arrêter mes études de droit*

islamique », explique cheikh Yussef, commandant de la police de Azaz entre l'automne 2012 et l'été 2013, « *après la prise de la ville, il était difficile de trouver des cadres. Comme j'étais engagé depuis le début dans les manifestations et que je connaissais le droit islamique, je suis devenu chef de la police* »[651]. De même à al-Bab, cheikh Jumaa, un imam sans importance dans l'institution religieuse prérévolutionnaire, devient une personnalité en vue grâce à son engagement politique[652].

Du côté insurgé, on voit l'émergence d'une génération de *media activists* dont l'appartenance aux réseaux révolutionnaires favorise l'accès aux unités militaires, aux institutions civiles et à la représentation révolutionnaire hors de Syrie. Les photographes, les documentaristes, les *fixers* et autres journalistes militants qui parviennent à s'imposer ont généralement moins de trente ans et maîtrisent l'usage des nouvelles technologies et des réseaux sociaux. De plus, ce champ médiatique se caractérise par une grande ouverture internationale avec de nombreuses publications en arabe, en anglais et, plus marginalement, en français. La connaissance de l'anglais constitue donc un atout déterminant, car elle permet de communiquer avec les journalistes, les blogueurs et les humanitaires occidentaux. Parler une langue étrangère est également nécessaire pour être *fixer*, ce qui outre un revenu considérable (100 à 200 dollars par jour) donne accès à des contacts utiles. La plupart des journalistes militants pratiquent une palette d'activités et se désignent, selon le contexte, comme journaliste ou révolutionnaire. Leur statut est ambigu car, s'ils sont engagés aux côtés des insurgés, ils ont aussi un statut de journaliste reconnu par Reporters Sans Frontière et par Amnesty International. Ils se mettent en lien par les réseaux sociaux (Facebook, Twitter et Skype), par des collectifs (journaux, sites internet, bureaux médiatiques des groupes armés et des institutions civiles) et par des séminaires organisés par les ONG internationales. Par ailleurs, devenus des personnalités sur les réseaux sociaux, ils comptent des milliers de contacts sur Facebook et sont suivis sur Twitter, réseaux de diffusion souvent supérieur en audience aux publications syriennes pour lesquels ils travaillent. « *Au début chacun utilisait son téléphone portable pour filmer les manifestations. Puis, on s'est organisé en centre d'information avec des amis. On parlait anglais, cela nous a permis d'entrer en contact avec les médias étrangers, d'accueillir des journalistes, de travailler comme* fixer *pour gagner de l'argent et acheter du matériel de meilleure qualité. Certains d'entre nous sont même allés en Turquie suivre des formations de journaliste* »[653]. Ceux qui répondent à ce profil viennent souvent de milieux aisés et ont fait le choix, par engagement, de rester en Syrie. *A contrario*, la plupart des journalistes militants qui couvrent les manifestations et les combats paraissent appartenir à la classe moyenne, voire

aux milieux populaires. Ils ont souvent appris dans les cortèges à prendre des photos ou à filmer grâce à leur téléphone portable. Avec le passage à la guerre civile, ils prolongent leur engagement révolutionnaire en s'associant aux Centres d'information (Maktab I'lami) rattachés à des institutions civiles ou à des unités militaires.

Dans le champ du droit, la conversion du capital révolutionnaire en position institutionnelle (juge, procureur, avocat) se heurte à la question des compétences (réelles ou perçues). L'autonomie plus marquée du champ juridique par rapport au mouvement révolutionnaire se double d'une porosité inédite vis-à-vis du champ religieux. En effet, la position dominante des juristes et des clercs est indépendante de leur participation aux manifestations de 2011. Ainsi, un juge qui a fait défection après la chute d'Alep travaille à la Cour du conseil judiciaire uni{654}. Il est en charge de la qualification juridique des dossiers, ce qui exige une connaissance poussée des procédures. De même, la légitimité religieuse permet d'obtenir une position dans un tribunal. À al-Bab, les juges du tribunal révolutionnaire rencontrés en décembre 2012 sont majoritairement d'anciens imams. Malgré une formation limitée ou des cursus universitaires interrompus, la position de juge leur confère de l'autorité, ce qui montre la dissociation entre légitimité à dire le droit et connaissance effective du droit islamique{655}.

Ces compétences techniques ou scolaires favorisent la classe moyenne dans l'accès aux positions de pouvoir. En revanche, les personnes issues des milieux populaires sont reléguées à des positions subalternes (chauffeur, cuisinier). À la mairie d'Alep, en raison des difficultés de recrutement, policiers, éboueurs et techniciens des services municipaux ont été réintégrés dans leurs anciennes fonctions. Il en va autrement dans les unités combattantes, où nos entretiens montrent que les chefs militaires sont souvent d'origine modeste, notamment du fait de la constitution de ces groupes dans les zones rurales et les banlieues pauvres{656}.

L'improbable trajectoire du maire d'Alep

Le parcours d'Ahmad Azuz, maire de la partie insurgée d'Alep entre mars et septembre 2013, illustre la conversion d'un capital révolutionnaire en position institutionnelle{657}. Lorsqu'il nous reçoit dans son appartement à Hanano, quartier de fonctionnaires où il vit depuis 1989, Ahmad Azuz nous apparaît comme un représentant de la classe moyenne (ameublement contemporain, électroménager). Ahmad Azuz est en effet issu d'une famille de commerçants, son père exportait des vêtements féminins islamiques ('*abaya*) en Arabie saoudite. Par ailleurs, son père et son grand-père exerçaient des responsabilités subalternes au sein du parti Baas. Ses trois frères sont artisans et réalisent des travaux d'intérieur. Notre hôte nous raconte qu'il a poursuivi ses études d'économie à l'université d'Alep, dont il est renvoyé pour avoir refusé d'adhérer au parti Baas. Il travaille ensuite

comme comptable dans une aciérie. En 1998, il crée sa propre entreprise, un magasin d'informatique qui fonctionnait encore en 2013, malgré la guerre et le départ d'une partie des habitants du quartier.
La première manifestation à laquelle il participe se déroule le 18 mars 2011 dans la grande mosquée d'Alep. Avec une vingtaine de personnes, il crie « *Allah Akbar* » à la sortie de la mosquée avant de se fondre dans la foule pour éviter l'arrestation. Au début, il connaît les autres manifestants uniquement par leurs pseudonymes. Peu à peu, ils s'organisent, se contactent par Skype et Facebook. Chaque action publique est l'occasion de se lier avec de nouveaux manifestants. Arrêté en novembre 2011, il fait cinq mois de prison pendant lesquels il multiplie les contacts avec d'autres militants. Dès sa sortie, il retourne manifester, mais le mouvement a changé d'échelle. La plupart de ses amis militants sont partis à Maraa (un bourg du gouvernorat d'Alep), d'où ils organisent la lutte armée. L'ASL lui fait passer des armes qu'il cache dans son appartement à Alep. Lorsque son quartier passe aux mains de l'insurrection, il renoue avec les anciens manifestants devenus combattants. Fort de ses réseaux, il participe à la création du conseil local de son quartier à l'automne 2011, puis à la reconstruction du service technique au sein du Conseil transitoire de la ville d'Alep à la fin de l'année 2011. Son commerce lui permet de faire vivre sa famille tout en continuant à militer. En mars 2013, il est sélectionné avec d'autres révolutionnaires de la ville pour se rendre à Gaziantep, où sont organisées des élections. Il est élu maire d'Alep, poste qu'il occupe jusqu'à sa défaite aux élections de septembre 2013. Au printemps 2014, son immeuble ayant été rasé par des bombardements, sa famille est partie en Turquie, mais il est resté dans le quartier d'Hanano, pratiquement vidé de ses habitants.

Le rôle central de la classe moyenne découle aussi de l'absence des anciennes élites. La majorité des territoires tenus par l'insurrection à partir de l'été 2012 sont des zones rurales ou des quartiers populaires, les quartiers riches étant généralement contrôlés par le régime. Le projet politique et, surtout, les *habitus* des révolutionnaires ruraux et issus des classes populaires diffèrent de celui des classes moyennes et supérieures. « *Dès le début de la révolution, j'étais très investi. Avec des amis, nous organisions des manifestations et des cliniques clandestines* », raconte un révolutionnaire issu d'une grande famille de Homs. « *Mais, peu à peu, nous avons été marginalisés par des gens venus des villages et des quartiers pauvres, qui étaient mieux organisés. Le passage à la lutte armée a été notre échec. Nous n'étions pas d'accord pour utiliser des armes et nous avons été totalement dépassés.* [...] *Finalement, je suis venu en Turquie pour continuer à militer* »[{658}]. Pour les élites, l'appartenance à des réseaux révolutionnaires ne compense généralement pas un sentiment de déclassement.

Pourtant, la révolution permet aux familles dominantes, marginalisées par le régime baassiste dans les années 1960, de revenir sur le devant de la scène. Si leur rôle en Syrie est limité, les représentants de ces familles sont très présents dans la représentation extérieure de l'insurrection, les organisations non-gouvernementales et internationales, ainsi que dans les réseaux qui organisent le financement depuis l'étranger. Par exemple, l'Assistance Coordination Unit (ACU), qui travaille depuis la Turquie pour le compte de l'insurrection, recrute

essentiellement des héritiers des grandes familles syriennes, seuls à posséder les diplômes et les connaissances linguistiques requises. On les retrouve de façon moins visible au sein du Conseil national syrien, puis de la Coalition nationale qui lui succède en 2012. En effet, pour ce qui est de la représentation politique, les organisations partisanes et le patronage de pays étrangers font contrepoids au capital social des élites.

Le capital social et le capital scolaire de ces élites expliquent leur place dans la représentation extérieure de l'insurrection. Certains sont binationaux et leurs trajectoires montrent généralement un passage par des établissements scolaires à l'étranger, ce qui leur donne la maîtrise des langues et codes culturels occidentaux. De ce fait, ces héritiers sont idéalement placés pour s'insérer dans les réseaux liés à l'aide internationale (ONG, OI) et communiquer avec les médias. Leur socialisation préalable dans des milieux internationaux leur permet de faire jouer de façon décisive leur capital social au moment de la formation des nouvelles institutions. L'exemple de l'un des membres d'ACU est révélateur{659}. Âgé de 28 ans lors de l'entretien, fils d'une riche famille damascène, ses parents quittent la Syrie en 1980 pour s'installer en Californie. Après des études de gestion à Washington D.C., il rejoint la Turquie en avril 2013 pour militer contre le régime. Ses relations et son parcours lui permettent d'accéder en peu de temps à des postes à responsabilité, malgré son âge et son éloignement de la Syrie. De façon similaire, certains membres de l'élite syrienne ont pu tirer parti de liens familiaux ou professionnels avec les pays du Golfe, dont les gouvernements financent l'insurrection. Adib al-Chichakli par exemple devient une personnalité importante de l'opposition à l'étranger grâce à ses réseaux dans le Golfe. Originaire d'une grande famille de Damas, il vit une dizaine d'années aux États-Unis et s'installe en Arabie saoudite où il travaille dans l'aéronautique. Lorsque l'insurrection éclate en 2011, il participe à la fondation du CNS, puis d'ACU, dont il devient vice-président. En 2013, il est nommé ambassadeur de l'opposition dans le Golfe.

Une héritière à la tête d'ACU (Assistance Coordination Unit)

La présidente d'ACU, Souheir al-Atassi, appartient à l'élite syrienne{660}. Elle est la fille de Jamal al-Atassi, un homme politique connu de Homs qui crée un forum éponyme en 2000, quand l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad semble annoncer une ère plus libérale{661}. Souheir al-Atassi étudie la littérature à Damas, puis en France. Elle commence à militer dans le forum fondé par son père, dont elle prend la tête à sa mort en 2009. Elle est impliquée dans les milieux libéraux éduqués (architectes, étudiants, cinéastes) qui militent pour les droits de l'Homme et participent aux protestations du printemps 2011. Arrêtée du fait de ses activités militantes le 16 mars 2011, elle est rapidement relâchée du fait de l'intervention de sa famille. Partie de Syrie fin 2011, elle devient membre de la Commission

générale du Conseil national syrien, puis vice-présidente de la Coalition nationale syrienne en novembre 2012 et prend la direction d'ACU, qui vient alors d'être formé. En décembre 2013, elle démissionne de son poste de vice-présidente. Parallèlement, la contestation de son autorité au sein d'ACU aboutit à sa destitution *de facto*. Un directeur exécutif, Osama Kadi, est chargé de diriger l'organisation, son poste de présidente devenant honorifique.

Les expériences divergentes entre révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur du pays redoublent les différences sociales. À l'intérieur, la guerre paralyse les activités quotidiennes ; à l'étranger, les élites sont quotidiennement en contact avec les milieux diplomatiques et humanitaires. Les révolutionnaires de l'intérieur considèrent généralement le retour des grandes familles sur la scène politique comme illégitime. En outre, leur action est souvent mal comprise. La Coalition nationale syrienne est appelée à se positionner dans des débats internationaux qui semblent très abstraits aux militants confrontés à une violence quotidienne. À l'inverse, une partie de ceux qui sont hors de Syrie, notamment en Occident, rejettent la référence à l'islam politique.

Militantisme féminin et ruptures biographiques

Participer aux manifestations, puis s'engager dans la révolution, constitue une rupture biographique pour tous les militants, mais prend une dimension particulière pour les femmes. En effet, celles-ci sont amenées à assumer des rôles inédits, qui leur donnent une place nouvelle dans l'espace public et transforment les rapports de genre au sein de la sphère privée. Trois biographies de femmes engagées, par beaucoup d'aspects exceptionnelles, vont nous permettre de comprendre ces transformations. Ces hypothèses semblent également pertinentes pour la participation à l'État islamique qui apparaît pour certaines militantes comme une occasion d'accomplissement de soi[{662}].

Trois femmes dans la révolution

Trois femmes engagées dans le mouvement révolutionnaire présentent des profils sociaux fortement hétérogènes à la fois par les milieux sociaux d'origine et les modalités de l'engagement.
Avant les événements de Daraa, Fatma[{663}], issue d'une famille de la classe moyenne qu'elle décrit comme non politisée, n'était pas opposée au régime. En 2011, choquée par les discours de Bachar al-Assad, qu'elle avait pourtant appréciés durant les premières années de sa présidence, elle s'engage par Skype et sur Facebook pendant les révolutions tunisienne et égyptienne. En particulier, elle partage des informations et devient un contact de Reuters et d'Al Jazeera. Elle se fait connaître plus largement sur Facebook en créant le

groupe Liberté Idlib (Huriyya Idlib). Etant couturière, elle fait des masques pour les manifestants. Sa famille est également mobilisée : son frère organise la fuite hors de la ville des personnes recherchées par le régime. En tant que femme, elle peut plus facilement se déplacer, recueillir des témoignages et correspondre avec Al Jazeera. Recherchée par l'armée, elle quitte finalement la ville en mars 2012, alors que son mari et sa sœur restent à Idlib. Devenue localement célèbre, elle est élue en décembre 2012 au Conseil du gouvernorat d'Idlib, dans lequel elle siège lorsque nous la rencontrons à Antakya en septembre 2013. Même si elle se considère plus libre qu'avant 2011 en raison de ses engagements et de ses activités politiques, elle regrette sa vie familiale d'avant la révolution du fait du délitement des liens amicaux et familiaux causé par son départ en exil.
Adiba, originaire d'Ansari, un quartier riche d'Alep, est issue d'une grande famille de la ville. En septembre 2011, lorsque sa famille veut se réfugier dans la partie ouest (gouvernementale) de la ville, elle refuse de quitter les zones insurgées, laisse partir son mari et sa famille et reste dans sa maison. Elle établit un dispensaire, une école et un centre de distribution d'aide, ce qui la rend populaire dans son quartier. Par ailleurs, elle divorce en mars 2012 de son époux et se remarie avec un ami d'enfance engagé comme elle dans la révolution. Elle nous explique qu'ils n'auraient jamais pu se marier avant la guerre en raison de l'origine sociale plus modeste de celui-ci. Peu après la prise de l'est d'Alep par l'insurrection, Adiba se présente aux élections du conseil de quartier d'Amariya et fait campagne contre des notables. En dépit de pressions et grâce au soutien des habitants, elle est élue en avril 2013. Ses concurrents contestent les résultats, mais en août 2013 la municipalité d'Alep tranche en sa faveur et la nomme à la tête du Conseil de quartier. Lorsque nous l'interrogeons, elle exprime un sentiment d'isolement et de solitude dans un milieu révolutionnaire composé d'hommes issus de milieux populaires et de classes moyennes qu'elle ne côtoyait pas avant la révolution. Selon elle, le plus difficile à vivre est ce changement social, même si elle présente les gens avec qui elle milite comme sa nouvelle famille.
Samia, pédiatre de formation est issue d'une vieille famille aleppine. Bien avant 2011, elle acquiert une expérience militante en se mobilisant pour le Hamas en soutien à la cause palestinienne. Lorsque la révolution commence, elle habite avec sa famille dans l'ouest de la ville. Elle participe aux premières manifestations avec un groupe de cinq amies. Celles-ci manifestent hors de leur quartier et rencontrent d'autres protestataires, hommes et femmes. La plupart de ses amis sont arrêtés courant 2011 et elle doit précipitamment partir pour la Turquie. En septembre 2012, elle revient à Alep, mais reste dans les quartiers insurgés et, pour des raisons de sécurité, ne peut retourner voir sa famille, qui vit encore en zone gouvernementale. Elle décrit la révolution comme une libération personnelle : elle sort des quartiers bourgeois, découvre des milieux différents en dehors du monde médical. Elle vit seule dans un appartement, se fiance à un avocat originaire du monde rural, conduit elle-même sa voiture (ce qui est rare pour une femme à Alep) et rencontre des révolutionnaires et des journalistes, parfois étrangers. Elle est en charge de la coordination des hôpitaux sous l'autorité de la municipalité d'Alep. Sa renommée, liée à son engagement révolutionnaire et à son métier de médecin pédiatre, la protège et lui permettent de passer les barrages des groupes armés.

Avant la révolution, l'engagement politique des femmes était découragé par le régime (hors du parti Baas), mais aussi par les familles. Samia se heurte ainsi à l'opposition de ses parents, notamment de sa mère, lorsqu'elle participe aux collectes d'aide en faveur du Hamas en 2010. « *En tant que femme, il m'était difficile d'avoir une activité humanitaire ou associative. Mes parents essayaient*

de me stopper sous prétexte que cela n'était pas bon pour mon avenir »[664].

Dans la phase pacifique des protestations, on a vu que la participation féminine dans les cortèges et au sein des groupes de révolutionnaires se fait selon des modalités spécifiques. La présence sur les réseaux sociaux est moins genrée. Ainsi, Fatma se met à écrire sur Facebook des messages de soutien aux révolutionnaires tunisiens et égyptiens, ce qui dans le contexte syrien constitue une forme d'engagement et une prise de risque. Samia participe clandestinement aux premières manifestations en mars 2011, « *Pour moi, descendre dans la rue était très important, mais je ne pouvais pas manifester ouvertement. D'une part, à cause de la répression du régime, mais aussi à cause de mes proches qui m'auraient interdit d'y retourner* »[665]. Avec la militarisation du conflit, leur participation dans l'espace public se restreint car les rôles dominants, surtout combattants, excluent les femmes dans un contexte idéologique de plus en plus radical[666]. Cependant, l'absence d'hommes – morts, au combat ou à l'étranger – transforme la vie de nombreuses femmes. Certaines, issues de familles conservatrices, travaillent hors la maison pour la première fois. Enfin, celles qui ont fui la Syrie peuvent continuer à militer, ce qui leur ouvre de nouvelles possibilités d'action[667].

Au prix d'une rupture biographique majeure, l'engagement militant permet, pour quelques-unes, d'aller contre le mouvement de marginalisation des femmes dans l'espace public. Le caractère radical de la rupture que constitue l'engagement devient souvent visible par les choix qui les mettent en porte à faux avec leur milieu et leur famille. Lorsqu'Adiba décide d'héberger des combattants de l'ASL à la veille de la bataille d'Alep, en août 2012, elle s'oppose à son mari et à sa famille qui déménagent à l'ouest de la ville. « *Je croyais en la révolution et je ne voulais pas partir. Ma famille m'a menacée, mais je n'ai pas cédé. Cette décision de rester a changé ma vie* »[668]. En mars 2013, elle se remarie et s'exclut ainsi d'une des grandes familles riches et religieuses d'Alep. De même, lorsque Fatma quitte Idlib, où l'armée la recherche, elle se coupe de son mari chauffeur de taxi et de sa sœur. « *Beaucoup de choses reposaient sur moi dans notre foyer. Après mon départ, mon mari a dû apprendre à vivre seul et moi à affronter tous les jours un univers d'hommes qui n'était pas le mien avant* »[669]. Enfin, Samia, qui a vécu toute sa vie dans les quartiers bourgeois de l'ouest d'Alep, s'installe dans les quartiers est et vit pour la première fois dans un milieu populaire.

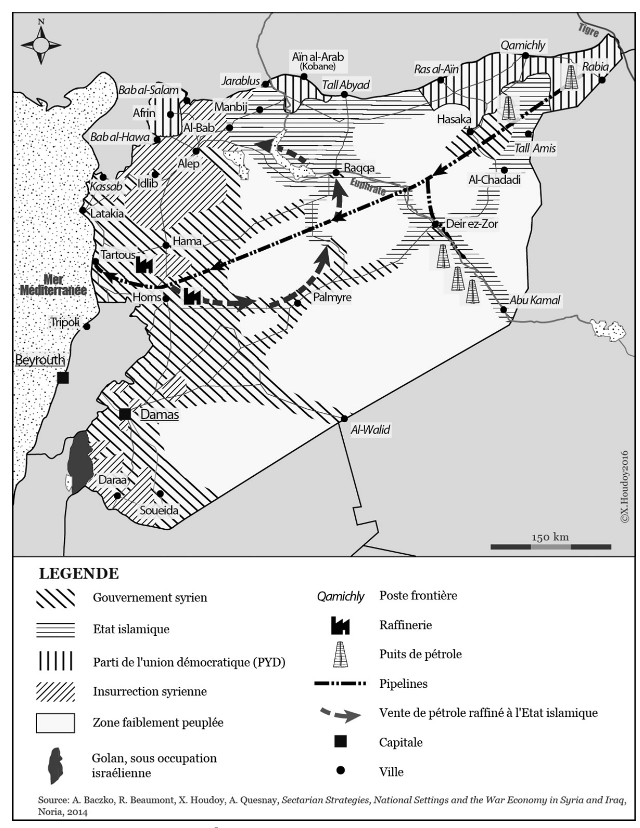
Le prix de ces ruptures, l'isolement et le déclassement social, explique probablement que ces engagements restent rares. Ces trois femmes se retrouvent coupées de leur famille qui sont restées en zone gouvernementale, ont subi des arrestations ou sont parties en exil. Parfois, aussi, les clivages politiques divisent

profondément les familles. La révolution devient une « nouvelle famille », au sens métaphorique, avec des amitiés très fortes, mais aussi au sens littéral avec des mariages qui auraient été autrefois impossibles. Adiba divorce et se remarie avec un protestataire qu'elle rencontre durant la révolution. « *Ce qui est difficile, c'est ce sentiment d'isolement et de solitude* » confie Adiba, « *je n'ai pas vu ma famille depuis plus de sept mois. Même si je suis très occupée par mon travail pour la révolution, je me sens parfois en décalage avec les autres. Nous ne partageons pas les mêmes choses, nous n'avons pas eu les mêmes vies jusque-là. Pour moi tout a changé, je ne vis plus de la même façon, j'appartenais à une famille très riche, je n'avais jamais eu besoin de travailler. À présent je suis pauvre, sans vrais amis en dehors des révolutionnaires, ma nouvelle famille* »[670].

Ces ruptures biographiques ont deux conséquences. D'une part, elles permettent à ces femmes de sortir des rôles assignés. Samia participe aux délibérations à l'origine des premières manifestations à Alep. Fatma profite de son statut de femme pour recueillir les témoignages pour les médias étrangers. Adiba accueille les combattants, puis met en place des écoles pour pallier la disparition des services étatiques. En participant aux activités révolutionnaires, elles partagent les risques, ce qui leur confère une légitimité. Chaque soir, elles participent aux réunions, où les militants chantent, dansent et discutent, ce qui prépare parfois à des rôles plus officiels. Ainsi, Fatma est élue en décembre 2012 au Conseil du gouvernorat d'Idlib lors d'un scrutin indirect, Samia est nommée coordinatrice des services de soin à Alep et Adiba est élue mairesse d'Amariya à la suite d'un scrutin local mouvementé. « *Le fait d'avoir un statut officiel est important, cela me permet d'être reconnue en tant que révolutionnaire et pas simplement en tant que femme* », explique Samia. D'autre part, ces engagements transforment leur vie personnelle, ouvrant le champ des possibles. Dans les entretiens, ces femmes expriment un sentiment de libération par rapport aux normes sociales. « *S'engager dans la révolution, cela signifie tellement plus, cela veut dire côtoyer des dizaines de nouvelles personnes chaque jour, voyager partout. Les gens n'ont plus de préjugés, car je prends des risques, je suis comme eux à présent* »[671]. Pour elles, la révolution se traduit par des liens sociaux plus étendus, des possibilités d'action inédites dans la sphère publique, mais aussi privée.

Chapitre 12
L'économie pour la guerre

La fin du monopole étatique sur la violence organisée permet l'émergence d'un capital militaire, dont la formation et l'entretien supposent des ressources économiques importantes. La violence, ou la menace du recours à la violence, devient alors une des modalités principales d'accumulation économique, notamment par le contrôle des flux, la taxation et l'extorsion. Cette situation correspond à première vue à la proposition du sociologue allemand Georg Elwert qui introduit l'idée d'un « marché de la violence », c'est-à-dire d'un espace de compétition pour l'accumulation des moyens de la violence et leur usage en vue de bénéfices économiques. « *Markets of violence generally originate in conflicts of a non-economic nature. The continuation of the violence is, however, based on economic motives or unconscious economic behaviour. From the perspective of the warlords, violence can be used to maximise profit to such an extent that it is on a par with other economic methods. The fact that the balance sheet is far from positive in its effect on the overall system is irrelevant. This inherently rational economic behaviour can continue as long as the warlords are able to exercise their power without the support of the majority* »[672]. Par la suite, cette conception a été reprise sous diverses formes, par exemple la « *fonction économique des guerres civiles* » de David Keen ou, plus récemment, le « *political marketplace* » d'Alex de Waal et sous-tend le courant contemporain d'études économiques des guerres civiles[673].



Carte 6 : Économie du pétrole (2014)

Pourtant, bien qu’il rende compte d’une rationalité économique effectivement présente, le concept de « marché de la violence » est trompeur. En effet, la formation des groupes militaires et la conversion de la coercition en ressources économiques ne répondent pas à une logique de marché, faute notamment d’équilibre concurrentiel. L’accumulation du capital militaire conduit à une recherche de monopole : toute situation intermédiaire de concurrence entre acteurs armés est intrinsèquement instable. En effet, il n’existe pas (ou rarement) de mécanismes garantissant la sécurité des acteurs sur un territoire partagé. Dans le cas de la Syrie, les conséquences attendues de cette théorie – constitution de fiefs, centralité des enjeux économiques – ne se vérifient pas empiriquement : les acteurs militaires ne réinvestissent pas le capital accumulé selon une logique économique, ce qui ouvrirait à des accords autour d’un partage des ressources. Au contraire, ils utilisent leurs ressources pour la guerre, sauf dans des situations très spécifiques et généralement provisoires que nous décrirons. L’accumulation de ressources économiques conduit à une intensification de la violence dans une logique de recherche de monopole.

La destruction du capital économique et la fin du marché national

La guerre a trois conséquences : la destruction du capital économique, l'émergence de marchés régionaux et la réorganisation des flux économiques et humains. Premièrement, l'économie syrienne a été durement touchée avec un effondrement de la production et une destruction du stock de capital. L'aide internationale et le trafic transfrontalier ne compensent pas cet appauvrissement massif car les ressources de la contrebande, d'ailleurs limitées, profitent à des groupes souvent hors de Syrie (réfugiés, trafiquants). Cette destruction se produit de façon différenciée selon les régions et les catégories sociales, ce qui entraîne un accroissement des inégalités au sein de la société syrienne. Les classes populaires et les entrepreneurs individuels (dans la mesure où leur capital est en Syrie) sont les plus touchés ; les fonctionnaires ainsi que ceux qui vivent dans les zones contrôlées par le régime sont relativement épargnés. Deuxièmement, le marché national a éclaté, remplacé par des régions économiques qui correspondent aux territoires contrôlés par des acteurs ou des coalitions d'acteurs. Enfin, les flux de marchandises et de personnes sont réorganisés en fonction des risques politiques et du degré de fermeture des marchés régionaux. Ainsi, le marché du travail est segmenté ; certaines frontières internationales ne sont plus contrôlées, ce qui permet une intensification des échanges internationaux. Mais, contrairement à une idée répandue, il n'y a pas de « disparition » des frontières, car les régions transfrontalières ne constituent pas des marchés unifiés sauf pour l'État islamique et la différence de valeur liée au franchissement d'une frontière reste au principe des échanges{674}.

La guerre a causé la destruction d'une partie significative du capital économique de la Syrie, dont le Syrian Center for Policy Research (SCPR), en collaboration avec les Nations Unies, s'est efforcé de quantifier l'ampleur{675}. En raison notamment de la difficulté à collecter des données, il ne peut s'agir que d'une estimation probablement conservatrice{676}. Au milieu de l'année 2013, le SCPR estimait que la Syrie avait subi une perte de 103,1 milliards de dollars, soit 174 % du PNB du pays en 2010, ce qui équivaut à une baisse annuelle d'environ 60 % du PIB entre juin 2011 et juin 2013. Ces destructions ont eu pour effet un recul de l'Indice de Développement Humain (IDH) de près de 35 années. Autrement dit, la Syrie a aujourd'hui un IDH équivalent à celui du début des années 1980{677}. La moitié de la population qui vivait en Syrie en 2010 est passée sous le seuil de pauvreté en 2013, un tiers supplémentaire s'en approche. « *Ici, les gens font avec ce qu'ils ont pu sauver* », témoigne un habitant d'al-Bab, « *La plupart des familles vivent de la charité. Même des gens*

autrefois considérés comme riches doivent se mêler aux pauvres pour aller chercher de la nourriture et de l'aide »[678].

L'épargne individuelle a souvent été réduite à néant. Beaucoup de Syriens ont perdu leur logement, détruit par les bombardements ou pillé par des troupes du régime ou les groupes insurgés[679]. Même (provisoirement) intact, l'immobilier est invendable faute d'acheteurs en dehors de quelques cas isolés qui connaissent un boom en raison de l'afflux de réfugiés (les villes de Latakia et Tartous notamment). Par ailleurs, la valeur officielle de la livre syrienne a été divisée par plus de trois, de 50 livres pour un dollar en 2011 à 180 en décembre 2014, et les taux du marché noir sont inférieurs, autour de 300 livres pour un dollar. Cet effondrement de la monnaie s'explique par la perte de confiance dans l'économie syrienne et par l'injection massive de liquidité pour financer l'effort de guerre. Les classes populaires et moyennes, en particulier dans les régions insurgées, sont ici les plus touchées, car elles n'ont pas d'épargne hors du pays, à la différence de la bourgeoisie internationalisée. Dans les régions insurgées, les petits commerçants ont perdu à la fois leur capital et leur travail. Un habitant d'Alep raconte ainsi : « *Mon père était propriétaire d'un magasin d'électroménager à Alep. Il a dû fermer au début de la bataille d'Alep* [août 2012] *et n'a pas pu rouvrir. Depuis, la famille est ruinée. Parmi mes six frères et sœurs, aucun de nous n'a réussi à trouver un emploi* »[680]. De plus, la dévaluation de la monnaie a provoqué une forte inflation. Les prix nominaux ont souvent été multipliés par deux et, faute d'une augmentation proportionnelle des salaires, les Syriens ont vu leur pouvoir d'achat lourdement affecté[681].

La production industrielle a brutalement diminué avec le pillage, le démontage ou la destruction de la plupart des sites de production dans les régions insurgées. Ainsi, des usines entières ont été démontées dans la zone industrielle de Cheikh Najar, dans le nord d'Alep, et transportées soit vers des zones non bombardées (Afrin ou Latakia), soit à l'étranger notamment en Égypte, en Turquie et au Liban. Le fils d'un industriel aleppin explique ainsi : « *Fin 2011, la situation était de plus en plus instable autour d'Alep. La plupart des industriels ont commencé à déménager leurs usines pour les envoyer sur la côte ou à l'étranger* »[682]. En particulier, en Égypte, le gouvernement de Morsi a facilité l'installation des entrepreneurs syriens. Un industriel syrien rencontré au Caire témoigne : « *Mon magasin et mes ateliers de fabrique de meubles étaient installés près de Damas. Lorsque la crise a commencé, j'ai tout de suite essayé de trouver un endroit où les transporter. J'avais un contact au Caire et j'ai tout délocalisé* »[683].

Au-delà de la destruction du capital économique, la guerre a pour conséquence la disparition d'un marché national unifié. À l'intérieur des

marchés régionaux définis par le contrôle territorial d'un acteur politique, le respect du droit de propriété varie beaucoup : d'une certaine stabilité dans les zones gouvernementales à l'insécurité dans les régions insurgées. La valeur du capital économique varie donc en fonction des territoires. Le retrait de l'État implique également un moindre contrôle des frontières internationales et donc une réorganisation des flux économiques et humains. D'abord, les échanges sont taxés parfois plus lourdement entre les différentes régions à l'intérieur du pays qu'aux frontières internationales. Par exemple, il devient plus difficile de faire passer des biens d'Alep-est à Alep-ouest, que d'Alep-est à Gaziantep (Turquie). De même, le marché du travail n'est plus national, il est souvent plus facile d'aller travailler à l'étranger que de franchir les frontières politiques en Syrie même. « *Avant la guerre je gagnais 200 à 250 $ par mois* », explique un électricien originaire d'Alep, « *j'ai une femme et cinq enfants et nous arrivions tout juste à nous en sortir. À présent, il n'y a presque plus de travail à Alep. Il faut aller dans les zones tenues par le régime comme Tartous ou Latakia, mais même là il est très difficile d'en trouver. En plus, le risque d'être arrêté est important. Le seul moyen est de se rendre au Liban avec un contact et d'être embauché sur un chantier. Le travail s'effectue dans des conditions misérables, mais c'est la seule façon de ramener de quoi vivre* »[684]. Enfin, pour les zones non gouvernementales, les échanges internationaux sont devenus vitaux. Ainsi, l'État islamique contrôle de larges pans du territoire irakien et, si certaines enclaves du PYD sont relativement isolées, la frontière de la Jazira avec la région autonome kurde d'Irak joue un rôle économique irremplaçable. Par ailleurs, la Jordanie et le Liban représentent à la fois un sanctuaire et un marché transfrontalier, respectivement pour les zones insurgées de Daraa et celles de Damas.

Quatre zones économiques peuvent être distinguées : celles du régime, du PYD, de l'EIIL et, enfin, de l'insurrection. Ces quatre marchés diffèrent dans leur organisation, en particulier le niveau de contrôle des acteurs politiques sur l'économie. Dans leurs zones, le régime, l'EIIL et le PYD ont imposé un contrôle étroit des marchés et des circuits d'approvisionnement dans le cadre d'une économie de guerre. À l'inverse, l'économie dans les régions sous contrôle de l'insurrection fonctionne de manière décentralisée. En effet, l'évolution des conseils municipaux, qui jouaient un rôle croissant en 2012 et 2013, est différente selon les régions et le niveau de l'aide. En fait, aucun groupe armé n'a les moyens de contrôler seul les circuits d'échanges et aucune taxation systématique n'a été mise en place. Tout dépend ici de la capacité des acteurs économiques à négocier avec les groupes armés.

Ces quatre territoires économiques ne sont pas des entités autarciques. Les

échanges d'un territoire à l'autre se maintiennent notamment dans trois situations : des régions encerclées, des biens indivisibles obligeant à une gestion commune, des ressources suffisamment lucratives pour que les acteurs trouvent un intérêt à coopérer. Premièrement, les lignes de front se stabilisent en laissant parfois un quartier, un groupe de villages ou une région encerclés, ce qui favorise un régime particulier d'échanges. Le point de passage laissé ouvert en 2013 entre l'est et l'ouest d'Alep, dans le quartier de Bustan al-Qasr, est un bon exemple de ces situations. Dans la première moitié de l'année 2013, le régime ne tient plus qu'une route pour se rendre à Alep et le pain vient à manquer. À l'inverse, les insurgés s'organisent mieux et, après un hiver difficile, marqué par les privations et le froid, parviennent à approvisionner régulièrement la ville. Le point de passage va donc devenir un lieu de trafic de nourriture qui permet de faire des profits (le prix du pain est différent entre les deux zones), mais aussi d'exprimer des solidarités, car des Aleppins apportent de la nourriture à leur famille restée en zone gouvernementale. Un commerce s'organise également de la Turquie vers les zones tenues par le régime : « *Des commerçants, souvent installés en Turquie, font du commerce entre la partie de la ville d'Alep contrôlée par le régime et celle tenue par l'insurrection, notamment la nourriture, l'essence, le mazout* [utilisé pour le chauffage et les générateurs d'électricité]. *Pour le nord de la Syrie, tout vient de Turquie et un peu d'Irak : les biens partent de la Turquie, passent en zone libre, puis sont revendus en zone gouvernementale. Personne ne contrôle ce trafic, même du côté du régime où les services de renseignement sont devenus la principale autorité, notamment al-Mukhabarat al-Jawwiyya* [les services de renseignement de l'armée de l'air]. *L'armée et les milices fonctionnent selon leur propre intérêt, chaque commandant a ses arrangements et essaye de s'enrichir* »[685]. De même, Idlib n'a jamais pu être mise sous blocus par les insurgés, car de nombreux combattants de l'ASL avaient leur famille dans la ville et des fonctionnaires s'y rendaient pour retirer leur salaire. Comme dans de nombreux endroits, logique économique et liens familiaux sont indissociables. « *À Binnich* [ville tenue par l'ASL à l'entrée d'Idlib], *lorsque les unités de l'insurrection ont fermé le passage des marchandises pour Idlib, la population a tout de suite protesté. De plus, assiéger la ville voulait dire une perte de revenu pour les groupes armés qui tenaient les barrages autour de celle-ci. Tout cela a facilité la reprise de négociations pour le ravitaillement* »[686]. Autre exemple, les enclaves kurdes ne sont pas autosuffisantes et les autorités turques ne laissent rien transiter par les postes frontières tenus par le PYD. Les enclaves d'Afrin et d'Aïn al-Arab doivent donc constamment négocier avec l'insurrection pour se ravitailler. Le responsable de la mairie d'Afrin explique ainsi que « *l'approvisionnement des*

boulangeries est un véritable business. L'ASL prend une marge de 20 % sur la vente de farine et il nous faut 30 tonnes de farine par jour pour Afrin ! La bonbonne de gaz est passée à 4 000 livres »[687], soit le double du prix pratiqué à Azaz à quelques kilomètres de là. En 2013, les tensions avec l'insurrection entraînent des coupures régulières d'eau et d'électricité.

Deuxièmement, la division d'une ville ou d'une région pose parfois la question de la gestion de biens indivisibles, par exemple l'eau et l'électricité. À Alep, quand le régime a voulu interrompre la fourniture d'électricité aux zones rebelles en 2012, l'insurrection a fermé les transformateurs sous son contrôle, provoquant une panne du réseau à Alep-ouest. Par la suite, l'administration insurgée a négocié avec les autorités municipales côté régime, afin d'assurer l'entretien des infrastructures. La distribution d'eau pose un problème *a priori* similaire, mais n'a pas débouché sur une coopération. Une partie des châteaux d'eau sont sur la ligne de front et l'accès à ceux-ci est indispensable pour assurer le débit d'eau dans les deux parties de la ville. Cependant, l'armée syrienne, qui tient la ligne de front, refuse généralement de négocier avec les insurgés. En conséquence, le débit est faible et fluctuant, même si la réparation des canalisations et des châteaux d'eau à l'est de la ville a permis le rétablissement de la distribution d'eau quelques heures par jour. À Damas, où l'insurrection est implantée dans la périphérie de la ville, de tels arrangements n'ont pas été mis en place, ce qui peut s'expliquer par l'intensité des combats et l'enjeu symbolique que représente la capitale. Le même problème se pose avec le barrage de Tabqa, que l'EIIL exploite jour et nuit, d'où une diminution de six mètres du lac Assad et des pénuries d'eau à Alep et à Raqqa[688].

Enfin, de nombreux accords sont conclus entre acteurs armés autour de ressources comme le pétrole et le gaz, présents dans les provinces d'Hasaka et Deir ez-Zor[689]. En 2013, le PYD et l'insurrection, dont l'EIIL, s'emparent des puits d'hydrocarbure. Cependant, les raffineries sur la côte et à Homs sont tenues par le régime, alors que les oléoducs et les routes sont sous le contrôle de différents groupes armés. Dans certains cas, des routes alternatives fournissent les ressources nécessaires. Une partie du pétrole à Alep et à Idlib provient ainsi des stations-service turques près de la frontière, avec des prix supérieurs à deux euros le litre pendant l'hiver 2012-2013, le double du tarif normal en Turquie. Mais, la plupart du temps, les acteurs sont forcés de conclure des accords. Le pétrole est vendu et transporté dans les oléoducs ou par camion vers les raffineries du régime. À propos des sites d'extraction de pétrole à l'est de Deir ez-Zor, un révolutionnaire explique ainsi : « *Les sites d'extraction de gaz et de pétrole sont sous le contrôle du régime, mais encerclés par l'ASL. Le pétrole est amené de l'est de la Syrie à Homs directement par l'oléoduc. L'ASL l'a coupé à*

plusieurs reprises, mais à chaque fois le régime coupait l'électricité en représailles. C'est ainsi qu'un accord a été trouvé : du gaz et du pétrole contre de l'électricité pour tout l'Est »[690]. Pour favoriser les jihadistes radicaux, le régime a choisi en 2013 de vendre du pétrole raffiné à l'EIIL plutôt qu'à l'insurrection. À l'été 2013, « *l'EIIL se contente de tenir des barrages et de taxer les camions qui transitent, sans chercher à contrôler directement les puits de pétrole. Un litre d'essence raffiné coûte 75 livres syriennes en zone gouvernementale. Lorsque le camion passe le barrage que tient l'EIIL sur la route entre Palmyre et Raqqa, le prix du litre passe à 250-300 livres, à cause de la taxe que prend l'EIIL. Le pétrole est ensuite distribué dans le nord de la Syrie tenue par l'ASL et pour éviter que le prix n'augmente trop, l'EIIL s'assure d'être le seul groupe à ponctionner une taxe* »[691].

Les ressources locales des groupes armés

En raison de l'accroissement du nombre de combattants et de l'éloignement des fronts, les groupes armés qui pouvaient initialement subsister grâce à leur ancrage local, doivent trouver d'autres ressources. L'économie des zones non gouvernementales se caractérise par des prélèvements plus ou moins institutionnalisés : impôts, taxes sur les transports, prélèvements aux frontières, mais aussi exploitation des biens publics (pétrole et gaz, minoteries, forêts). Une partie des sommes prélevées sert au paiement des services publics (eau, électricité) et à subventionner des produits de première nécessité. Mais les difficultés à mettre en place un système de taxation les amènent souvent à vivre sur le pays au risque de s'aliéner la population.

Premièrement, la mise en place d'un système de taxation dépend directement du niveau d'organisation des groupes armés. Le PKK et l'EIIL ont fait preuve d'une capacité sans équivalent chez les autres groupes à prélever systématiquement des ressources. En 2012, le retour du PKK dans les enclaves kurdes, cette fois en position de monopole, lui permet d'exploiter les territoires d'Afrin, d'Aïn al-Arab et de la Jazira. Les commerçants, les entrepreneurs, les chauffeurs de taxi s'acquittent d'une taxe mensuelle. « *Tous les commerçants de la ville d'Afrin doivent donner un pourcentage de leur revenu au PYD. Les chauffeurs de taxi n'ont plus le droit de travailler s'ils ne présentent pas au barrage l'autorisation délivrée par les nouvelles autorités. De même, un commerçant ne peut accéder au marché de la ville sans s'acquitter de cette taxe* »[692]. Par ailleurs, la taxation des usines d'huile d'olive à Afrin représente un revenu substantiel pour le mouvement. De plus, la population doit payer pour

utiliser les biens publics. « *À Afrin, couper un arbre pour se chauffer l'hiver coûte 1 000 livres* [15 dollars] » explique un membre du PYD[693]. Le mouvement taxe également les réseaux d'approvisionnement en nourriture, en eau et en électricité. Ces prélèvements dépassent les besoins de l'administration locale, les salaires étant toujours payés par Damas. Enfin, le PYD contrôle des infrastructures comme l'hôpital d'Afrin, très bien équipé, qui sert à traiter les combattants du PYD, PKK, mais qui est payant pour la population.

Avec son expansion territoriale de 2014, l'EIIL commence à prélever des revenus. Les impôts sur le revenu sont progressifs, de 5 à 50 %, mais les chrétiens payent un impôt supplémentaire, proportionnel à leur revenu lié à leur statut de « protégés » (*dhimmi*). Le mouvement impose également une taxe douanière de 30 % sur les marchandises qui entrent sur son territoire. Les ressources de l'EIIL servent prioritairement à la guerre, mais aussi à la remise en route des services sociaux (tribunaux, santé, éducation) et des infrastructures (eau, électricité, routes)[694]. Celui-ci collecte d'ailleurs le prix de ces services : « *Je me retrouve à payer tous les mois des abonnements d'électricité, d'eau et de téléphone aux hommes de l'EIIL, tandis que le régime s'est mis à prélever le montant des factures de téléphone et d'électricité de mon salaire* », se plaint un enseignant de Raqqa à la journaliste Hala Kodmani[695]. L'État islamique a également mis en place, sur le modèle du régime, des magasins subventionnés[696]. Enfin, il continue à employer les fonctionnaires dont les salaires sont encore versés par le régime.

Deuxièmement, les silos de blé du nord de la Syrie sont une source importante de profits et donc de tensions entre les groupes. À Alep, l'approvisionnement en blé a été un motif de conflits entre le Liwa' al-Tawhid qui contrôlait 43 000 tonnes de blé entreposées dans les silos d'al-Bab, et les autres groupes de la ville. Début 2013, la population se plaignait d'une augmentation du prix du pain de 10 à 100 livres. La municipalité et le gouvernorat d'Alep, avec l'aide du Conseil militaire, se sont alors efforcés de négocier une baisse des prix avec le Liwa' al-Tawhid. Il faudra cependant l'intervention de la Jabhat al-Nusra et d'un juge du Comité judiciaire à l'été 2013 pour mettre fin au conflit. Le Liwa' al-Tawhid doit alors laisser la Jabhat al-Nusra distribuer le blé et la farine à Alep. « *Avant la guerre, un kilo de pain coûtait 10 livres. Pendant la guerre, le prix a considérablement augmenté. Il a fallu que les conseils de quartiers réorganisent la chaîne d'approvisionnement des boulangeries en farine. Une réelle amélioration a été apportée lorsque la Jabhat al-Nusra a repris la distribution et mis fin à la corruption. Le prix du pain est alors redescendu à 50 livres* »[697]. À al-Bab, des conflits similaires sont résolus en décembre 2012 par la mise en place d'un Conseil du pain, où siègent le maire, un juge et les commandants de

deux groupes, dont le Liwa' al-Tawhid.

Par ailleurs, les groupes armés ont fait du contrôle du pétrole et du gaz à Deir ez-Zor un enjeu central. « *Des unités insurgées attaquent régulièrement les puits de pétrole, mais n'arrivent pas à se coordonner. Cette dispersion a permis à des groupes indépendants de prendre le contrôle des champs pétroliers et de s'accaparer leur revenu* »[{698}]. Jusqu'en 2014, la plupart des puits de pétrole et de gaz sont sous le contrôle d'entrepreneurs locaux qui, grâce à l'argent du pétrole, peuvent se procurer suffisamment d'armes pour tenir en respect les unités de l'ASL. À l'été 2014, l'EIIL s'empare des puits de pétrole et des raffineries artisanales de Deir ez-Zor et contrôle, par ailleurs, le pétrole et les raffineries industrielles du triangle sunnite irakien (Bagdad-Ramadi-Tikrit). Pour progresser, l'EIIL a négocié des alliances avec des clans auparavant dépendants du régime[{699}]. Certains sont ainsi parvenus à conserver les puits de pétrole qu'ils avaient conquis en déclarant leur allégeance au mouvement. Bien que l'exploitation et l'exportation soient une entreprise complexe, l'EIIL dispose de ressources importantes qui lui apportent une autonomie financière. Pour sa part, le PYD contrôle une partie des puits de pétrole et de gaz de la Jazira et vend celui-ci au régime.

Enfin, le contrôle des flux (transport de blé et de biens de consommation), en particulier transfrontaliers, est un élément essentiel de la stratégie des groupes. Ainsi, lors de la prise d'Azaz en juillet 2012, la Katibat 'Asifat al-Chimal parvient à prendre le contrôle du poste frontière de Bab al-Salam, ce qui lui permet d'étendre son influence. Le contrôle de la frontière permet en effet de taxer les véhicules et les biens, de s'approprier l'aide internationale et de faire des bénéfices conséquents. Les transferts d'argent ou d'aide nécessitent de négocier avec l'ensemble des acteurs présents sur la route. Le directeur syrien d'une ONG basée en Turquie explique ses difficultés à faire transiter de l'aide dans le nord de la Syrie à l'été 2013. « *Pour faire passer un camion d'aide en Syrie et faire quelques kilomètres, il me faut au moins deux semaines de négociation avec les différents groupes qui contrôlent la route. Il est impossible de se fier au commandement de l'ASL* »[{700}]. Par ailleurs, le PYD contrôle la frontière avec le Kurdistan irakien, où le transit d'hommes et de marchandises est important, et taxe les véhicules qui passent la frontière. Cependant, les tensions entre le PKK et le PDK irakien de Barzani conduisent régulièrement à la fermeture de la frontière. De même, le contrôle des postes frontières est au cœur de la stratégie de l'EIIL. Progressivement en 2013 et 2014, l'EIIL s'empare des postes frontières de Tall Abyad – en partageant dans un premier temps les revenus avec le Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya – de Jarablus et, brièvement, de Bab al-Salam. Ainsi, à l'été 2013, les vivres envoyés par ACU

dans la province de Raqqa, ont été confisqués par l'EIIL qui les distribue en son nom. Quelques semaines plus tard, l'EIIL ferme le dernier bureau de change de la ville qui permettait aux habitants de recevoir de l'argent de l'étranger{701}. Cette stratégie, qui prive l'insurrection de ses ressources, décide la plupart des groupes armés à affronter l'EIIL en janvier 2014.

Si ces prélèvements divers sont relativement organisés, il existe aussi des formes d'appropriation plus brutales : pillages, prises d'otages, banditisme. Les pratiques varient beaucoup d'un groupe à l'autre, un commerçant aleppin explique ainsi : « *Le renouvellement des groupes armés est très rapide, ce qui pose des difficultés pour trouver des interlocuteurs. Les unités militaires intègres sont principalement sur le front et se préoccupent peu de ce qui se passe à l'arrière. Pour faire son business, un commerçant a donc besoin des unités corrompues restées à l'arrière. Il faut négocier à chaque étape. Par exemple, voici la situation au nord d'Alep : la Jabhat al-Nusra a la réputation de ne pas voler, mais peut confisquer la marchandise si un émir veut sanctionner un commerçant pour une faute quelconque ; l'EIIL lance des* fatwa *pour confisquer des biens ; les unités créées après la prise d'Alep, comme le Liwa' Ahrar Suriyya, volent souvent et sont particulièrement opportunistes ; celles créées avant la chute d'Alep, comme al-Tawhid, ont été honnêtes au début de la révolution, puis sont devenues malhonnêtes, notamment à cause du fait que le commandement central n'arrive pas à contrôler les groupes armés qui sont sous ses ordres. Par exemple, un groupe peut protéger une usine au nom de la révolution dans un premier temps, puis décider soudainement, pour une raison ou une autre, de revendre le matériel pour un dixième de sa valeur* »{702}.

Certains commandants tirent de substantiels revenus de l'économie de guerre. « *Être chef d'un groupe armé donne de nombreux avantages. Les commandants sont presque tous devenus des entrepreneurs et ont accumulé beaucoup d'argent. En général, l'argent du groupe armé n'arrive pas jusqu'au simple combattant qui n'a aucune idée des réseaux de financement de ses chefs. C'est pourquoi beaucoup d'entre eux ont leurs propres activités et essayent de s'en sortir par eux-mêmes* »{703}. En zone insurgée, la désignation d'un individu comme *chabbiha* (milicien pro-régime) permet de confisquer ses biens ou d'extorquer une rançon à sa famille. De même, la vente de prisonniers au camp adverse est attestée. De nombreux témoignages font état de barrages volants pour réquisitionner des véhicules et d'enlèvements contre rançon. L'aide internationale est parfois instrumentalisée, voire détournée : « *La plupart du temps les ONG n'ont pas de relais en Syrie et aucune visibilité* », explique le responsable d'une ONG basée en Turquie, « *elles livrent leur aide sans savoir vraiment ce qu'il arrive ensuite. Or, parfois, les groupes militaires s'en emparent*

pour leurs propres fins »[704]. Certains commandants exploitent systématiquement un territoire. Un des exemples les plus célèbres du nord d'Alep est celui d'ʻUmar Dadikhi, commandant du Liwa' ʻAsifat al-Chimal. « *Dadikhi est originaire de la ville d'Azaz que son groupe armé contrôle en partie. Il s'agit d'une position de premier ordre puisque cette ville donne accès au poste frontière de Bab al-Salam avec la Turquie. Dadikhi en a donc profité pour taxer 300 livres aux véhicules qui y transitent. De même, il s'est débrouillé pour nommer ses propres hommes à la tête du Conseil municipal de la ville. Il contrôle ainsi la majeure partie de l'activité économique et l'aide en provenance de Turquie. Au passage, il en profite pour extorquer de l'argent, enlève les personnes qui le critiquent et ne les libère qu'en échange de rançons payées par leur famille* »[705]. La plupart des groupes de l'insurrection se revendent entre eux les armes prises à l'armée régulière et les réseaux d'approvisionnement s'étendent jusqu'en Irak et au Liban.

Le pillage proprement dit est relativement rare et lié à la conquête de nouveaux territoires. Ainsi, la prise de Raqqa permet à la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya de s'emparer de l'or entreposé dans la branche locale de la Banque centrale syrienne. Dans les zones près du front, certains quartiers sont pillés lorsque les groupes armés s'y installent et que la population a fui les bombardements du régime.

La question des pillages commis par l'ASL est complexe. En effet, le comportement des groupes armés change significativement selon l'environnement militaire et la présence de combattants locaux. La comparaison entre deux quartiers d'Alep, Bab al-Nasser et Salaheddin, tous deux conquis en août 2012 et depuis lors sur la ligne de front, met en évidence les éléments qui favorisent ou freinent le pillage[706]. Le quartier de Bab al-Nasser (entrée est de la vieille ville) n'a pas été pillé. Malgré l'exode de la grande majorité de la population civile, les boutiques sont intactes et les cadenas qui ferment les stores métalliques toujours en place. Le quartier est fortement quadrillé par les unités militaires et par les habitants restés sur place, dont certains ont intégré l'ASL. Ce quadrillage efficace et l'enracinement local des unités militaires expliquent l'absence de pillage. À l'inverse, le quartier plus moderne de Salaheddin a été pillé de façon systématique après le départ de sa population qui a fui les bombardements du régime. Dès les premiers jours, les unités qui se succédaient sur le front ont pillé le quartier. En effet, à l'inverse de Bab al-Nasser, il n'y a pas de stabilisation du front et donc pas de contrôle rigoureux des combattants. Dans cette situation d'impunité, certains commandants ont laissé piller des blocs d'immeubles moyennant un pot-de-vin.

Cependant, ces pratiques de prédation doivent être remises en perspective. Les

combattants font régulièrement des allers-retours dans leur famille et sont en relation avec les révolutionnaires restés en dehors des unités militaires. L'existence de ces réseaux limite les actes de pillages et pousse les combattants à protéger les installations publiques (générateurs électriques, silos à blé, usines). Il n'y a pas de brutalisation de la population, qui reste libre de critiquer ouvertement ces pratiques et on constate, au contraire, des tentatives de remise en ordre par les combattants les plus engagés{707}.

Du côté du régime, le poids croissant de l'appareil de sécurité amène également des pratiques de prédation. Le recrutement dans les milices ou les services de sécurité assure en principe un salaire, mais le régime manque de ressources pour payer ses hommes. « *Du côté du régime, les salaires sont bas et ne sont pas la motivation principale : les militaires sont très peu payés, les miliciens gagnent 75 $ par mois, les policiers 70 à 75 $, un garde du corps pour un homme politique touche environ 100 $. C'est très peu. En revanche, quand on travaille pour le régime, on a tous les droits...* »{708}. D'un point de vue économique, l'appartenance à l'appareil sécuritaire permet la prédation contre la population en toute impunité. Dans une économie sous le contrôle du régime, les membres des services de sécurité peuvent s'adonner à de nombreux trafics. « *Normalement un kilo de pain coûte 25 livres, grâce aux subventions du régime mais, en réalité, il atteint 120 à 130 livres, car les miliciens contrôlent les boulangeries dans certains quartiers et s'arrangent pour revendre le pain plus cher* »{709}. Un autre habitant ajoute : « *Les miliciens de la brigade al-Baas d'Alep sont parmi les plus corrompus, ils ont tous les droits et contrôlent le ravitaillement dans plusieurs quartiers* »{710}. Au final, les sources de revenus en Syrie même sont insuffisantes pour les groupes armés qui dépendent de soutiens extérieurs.

La dépendance des acteurs syriens

Le besoin constant de ressources nourrit une logique de dépendance, qui permet aux acteurs syriens de s'autonomiser des contraintes politiques locales et favorise une radicalisation des discours et des pratiques. La dépendance prend deux formes différentes : le transfert de ressources au sein d'une organisation transnationale et le soutien des acteurs extérieurs. Les deux acteurs transnationaux, PKK et EIIL, ont construit des modèles économiques autonomes. Les ressources du PKK proviennent essentiellement des populations kurdes émigrées en Europe et de diverses contrebandes, mais le parti s'efforce de rendre autosuffisantes les trois enclaves d'Afrin, de Aïn al-Arab et de la Jazira.

L'EIIL a bénéficié initialement de l'aide de donateurs du Golfe, mais s'est autonomisé en rackettant la population sunnite irakienne et en contrôlant des puits de pétrole. Les deux autres acteurs, l'ASL et le régime, dépendent incomparablement plus de l'aide extérieure.

La guerre a placé l'État syrien dans une situation de dépendance économique. Alors qu'en 2010 la dette syrienne est à un niveau très bas, 23 % du PIB, elle atteint 126 % fin 2013 et ne cesse de croître par la suite{711}. Sans l'aide de la Russie et de l'Iran, le régime se serait effondré. En effet, l'État syrien a perdu les revenus de l'exportation d'hydrocarbures, des droits de douane et des impôts. Et, alors que ses revenus ont été divisés par quatre, ses dépenses ont doublé. Ainsi, le régime importe près de 500 millions de dollars de pétrole par mois et la croissance des dépenses militaires représente un surcoût d'environ 8 milliards de dollars entre 2011 et fin 2013{712}. Afin d'éviter un effondrement définitif de la monnaie, la Russie subventionne largement la banque nationale syrienne{713}. De même, l'Iran accorde des prêts : 3,6 milliards de dollars en 2013 pour l'achat de produits pétroliers et un second crédit d'un milliard de dollars la même année{714}. Entre 2011 et janvier 2014, l'Iran aurait envoyé plus de 15 milliards de dollars d'aide à la Syrie{715}. L'envoi de combattants et d'armes par l'Iran, le Hezbollah et l'Irak constitue par ailleurs une aide directe. De plus, l'ONU – et donc les donateurs occidentaux – subventionnent le régime indirectement. En effet, l'aide humanitaire pour la Syrie devait légalement passer par Damas jusqu'à juillet 2014, la Russie ayant mis son veto à toute résolution permettant la fourniture d'aide aux régions insurgées par les pays voisins{716}. Le régime conservait ainsi un contrôle sur la grande majorité de l'aide humanitaire et ciblait la distribution selon des critères politiques. Les enclaves kurdes et les régions sous le contrôle de l'insurrection en étaient généralement exclues.

Tableau 3 : Revenus, dépenses et déficit budgétaire du gouvernement syrien (en % de PIB), 2010-2013{717}

	Réels			Projetés			
	2010	**2011**	**2012**	**2013 T1**	**2013 T2**	**2013 T3**	**2013 T4**
Revenus pétroliers	*7.0*	*5.0*	*2.9*	*2.6*	*1.4*	*1.4*	*1.3*
Revenus fiscaux non pétroliers	*9.4*	*8.4*	*5.1*	*6.4*	*2.7*	*5.4*	*7.9*
Autres revenus	*6.3*	*4.0*	*1.8*	*1.4*	*0.7*	*0.8*	*0.6*
Revenus totaux	**22.7**	**17.4**	**9.8**	**10.4**	**4.8**	**8.4**	**10.9**
Salaires et traitements	10.7	13.5	16.3	24.0	15.5	23.5	23.5
Biens et services	1.3	1.4	1.6	2.2	0.7	0.9	0.7
Paiement des intérêts							

de la dette	0.8	0.9	1.3	2.1	2.9	3.8	3.8
Subventions et autres transferts	3.5	3.7	6.6	12.0	7.2	7.2	7.2
Dépenses courantes	*16.2*	*19.4*	*25.7*	*40.3*	*26.3*	*35.3*	*35.1*
Dépenses de développement	*8.7*	*6.9*	*4.3*	*1.4*	*2.2*	*4.1*	*5.2*
Dépenses totales	***24.9***	***26.3***	***30.0***	***41.7***	***28.4***	***39.4***	***40.3***
Solde budgétaire	**– 2.2**	**– 8.9**	**– 20.2**	**– 31.3**	**– 23.6**	**– 31.9**	**– 30.7**
Solde budgétaire, incluant les subventions non budgétaires	**– 2.2**	**– 12.1**	**– 33.7**	**– 59.1**	**– 40.1**	**– 54.2**	**– 53.7**

Pour garder une base sociale, le régime maintient sa politique d'emploi dans la fonction publique. Alors que plus de 2,67 millions d'emplois ont disparu depuis le début de la guerre{718}, les salaires de millions de fonctionnaires sont devenus le seul revenu pour beaucoup de familles étendues. Le régime procède à des augmentations régulières de salaires qui, en réalité, ne compensent pas totalement l'inflation. Par exemple, le 24 mars 2011, un décret prévoit une augmentation de 30 % des salaires de fonctionnaires touchant moins de 10 000 livres (200 dollars) par mois et de 20 % pour les salaires supérieurs à cette somme{719}. De même, en juin 2013, un décret prévoit une augmentation de 40 % des salaires des fonctionnaires et des militaires de moins de 10 000 livres syriennes (60 dollars) et de 20 % pour les salaires supérieurs{720}. Les pensions de retraite sont également revalorisées, ce qui atténue la perte de pouvoir d'achat. Par ailleurs, le régime a continué à payer les salaires en dehors des zones sous son contrôle au moins jusqu'en 2013 pour maintenir une autorité symbolique sur ces régions. Seuls ceux qui acceptent une position officielle dans les institutions de l'insurrection perdent leur salaire à partir du début de l'année 2013. Enfin, le régime subventionne les produits de première nécessité. Dans les boulangeries publiques des régions tenues par Damas, le kilo de pain est officiellement vendu 25 livres en 2013, alors que le prix varie de 80 à 300 livres dans le reste du pays. De même, la bonbonne de gaz coûte 500 à 600 livres, cinq à dix fois moins que dans le reste du pays ; l'eau, l'électricité et l'essence sont également subventionnées.

Contrairement à Damas qui jouit d'un soutien constant de ses alliés, l'insurrection est en permanence à la recherche de financements extérieurs. Les pays occidentaux, s'ils appuient diplomatiquement l'insurrection, envoient peu d'aide et les pays du Golfe n'ont pas de stratégie cohérente. À la différence d'autres guerres civiles (Afghanistan et RDC), les États qui financent

l'insurrection n'ont pas facilité la constitution de mouvements politiques. Les pays qui offrent un sanctuaire aux insurgés – la Jordanie, la Turquie et le Liban – exercent un contrôle assez faible sur la destination des armes. La situation syrienne diffère ici de la guerre d'Afghanistan, où le Pakistan déterminait quels partis politiques bénéficiaient de l'aide occidentale et arabe, et de la guerre en RDC, où le Rwanda et l'Ouganda contrôlaient de manière très précise quels groupes recevaient un soutien.

De plus, le soutien du Golfe est un mélange d'aides étatiques et privées. Les dons privés sont acheminés par des Syriens en contact avec les pays du Golfe pour y avoir vécu ou en raison de liens familiaux. La multiplicité des donateurs et des intermédiaires ouvre l'accès au financement à tout groupe qui parvient à se faire connaître par un fait d'arme ou sur internet. Cette logique alimente la fragmentation de l'insurrection en permettant à de nombreux groupes armés d'accéder à des ressources sans s'affilier à une coordination.

Chapitre 13
Le nouveau régime des identités

L'appartenance communautaire, qui ne jouait pas un rôle déterminant dans les protestations de 2011, est devenue centrale dans la plupart des engagements politiques. Dans ce processus de communautarisation, l'opposition sunnite/non sunnite devient le clivage principal. Bien que toujours présente dans le nord, la division kurde-arabe est moins importante, car les Kurdes sont généralement sunnites et les réfugiés arabes sont tolérés dans les régions kurdes. La formation de différents territoires politiques entraîne la coexistence de régimes identitaires concurrents. En effet, être alaouite, chrétien ou sunnite, Kurde ou Arabe n'a pas les mêmes implications selon que l'on est en zone gouvernementale à Latakia, dans la ville kurde de Aïn al-Arab sous contrôle du PYD, sous domination de l'État islamique à Raqqa ou dans la partie d'Alep tenue par différents groupes insurgés.

Sans nier une évidente dimension émotionnelle, la communautarisation du politique peut *aussi* être interprétée comme une stratégie cynique de mobilisation. Pour les mouvements les plus radicaux, le durcissement des frontières communautaires est un moyen efficace de sortir de la marginalité. Ainsi, peu de Kurdes syriens se reconnaissent dans Abdullah Öcalan, le leader historique du PKK, et rares sont les Arabes sunnites qui adhèrent à l'idéologie de l'État islamique. Pourtant, ces deux mouvements ont réussi, au moins en partie, à devenir les champions des Kurdes et des sunnites. L'adhésion d'officiers baassistes à l'État islamique (notamment en Irak) donne une idée des transgressions idéologiques possibles quand l'identité devient le principe des

réalignements politiques.

Les nouvelles hiérarchies identitaires

La communautarisation du politique par les acteurs engagés dans la lutte armée s'accélère à partir de 2013. Dans les zones du régime, de l'EIIL et du PYD, cette polarisation autour des identités correspond à la stratégie d'acteurs politiques centralisés, tandis qu'il s'agit d'un basculement progressif pour l'ASL. Quel que soit leur degré de cohérence, ces politiques se répondent par effet miroir. Le recentrage du régime sur les non-sunnites, l'ethno-nationalisme kurde du PKK et la sunnitisation de l'insurrection créent des exclusions qui font sens au niveau national. Dans le cas du PKK et de l'EIIL, le principe de participation à la communauté politique transcende les frontières syriennes au nom du nationalisme kurde et de la communauté des croyants, alors que le régime et les autres groupes insurgés restent dans une logique nationale. La question identitaire est donc aussi une redéfinition, voire une tentative de dépassement, du cadre national. Reprenons un par un les quatre territoires politiques et leur régime identitaire respectif.

Premièrement, l'éclatement territorial de la Syrie signifie la fin des équilibres communautaires entretenus par un régime qui cooptait des alliés sur des critères politiques et économiques plus qu'identitaires. Désormais, le régime s'appuie ouvertement sur les minorités à commencer par celles qu'il assimile au chiisme. En cohérence avec une stratégie répressive qui cible les sunnites, le régime cherche à militariser les minorités pour en faire des auxiliaires de l'armée régulière. Après 2011, la communauté alaouite, déjà prépondérante dans les institutions de sécurité, devient le principal réservoir de recrutement pour l'armée. Par ailleurs, le régime organise des milices alaouites, qui donnent un caractère communautaire aux combats. « *Dès 2011, des milices alaouites ont été mises en place à Latakia* », témoigne un habitant de la ville. « *Elles étaient aidées et armées par le régime avec un seul objectif, se défouler sur les sunnites, n'importe lesquels. Le but était de faire peur* »[721]. En retour, cette politique accroît la dépendance des alaouites vis-à-vis du régime, alors que les discours critiques sont fréquents au sein de ce groupe, certains accusant Bachar al-Assad d'être à long terme le fossoyeur de la communauté. De même, la stratégie du régime pour empêcher les druzes de participer à la révolution a donné à ceux-ci une large autonomie et les a coupés des Arabes sunnites de la province de Daraa, avec qui ils étaient quotidiennement en contact. L'instrumentalisation des antagonismes communautaires s'appuie sur la manipulation d'incidents :

« *Lorsque le fils d'un général druze originaire de Soueida a été enlevé près de la ville en avril 2012 par l'ASL, le régime a immédiatement fait de lui un héros national. Mais, au lieu de répondre militairement, il a délégué la répression à des miliciens druzes. Ces derniers sont allés à Daraa pour se venger et ont kidnappé des étudiants sunnites. Ensuite, le régime a chargé des cheikhs druzes de Soueida de négocier la fin de la prise d'otage. Indépendamment de cette affaire, ces derniers ont alors tenté de régler pacifiquement le problème et de s'assurer qu'il n'y ait plus d'attaques entre druzes et sunnites. Mais cette médiation n'a fonctionné que quelques mois. Un autre groupe armé a effectué des enlèvements, sûrement pour des raisons mafieuses, et les violences ont repris* »{722}. De même, la stratégie de communautarisation du régime renforce les clivages entre chrétiens et sunnites. Les chrétiens, confrontés à la montée en puissance de l'islam politique et à la violence généralisée, se protègent en créant leurs propres milices. En parallèle, les populations sunnites sont marginalisées ou poussées à l'exil, particulièrement par les forces de sécurité, qui les suspectent de sympathie pour l'insurrection.

La stratégie du régime, au-delà de ses aspects militaires, entraîne la refondation du système politique par une modification des équilibres communautaires. L'alliance des minorités (chrétiens, druzes, alaouites) et la marginalisation des Arabes sunnites sur un plan économique et politique sont pour Damas le gage de survie du régime. Ainsi, la grande majorité des déplacés internes étant sunnites, le pouvoir économique a basculé en faveur des minoritaires (relativement) épargnés, au détriment de la majorité arabe sunnite. De plus, les principales zones de combat sont majoritairement peuplées de sunnites et ces derniers sont logiquement très majoritaires chez les réfugiés. Cependant, la production massive de réfugiés ne change pas fondamentalement les équilibres démographiques entre sunnites et non sunnites, car les chrétiens notamment émigrent massivement. On peut estimer que la proportion d'Arabes sunnites, environ 73 % des 21,6 millions de Syriens avant 2011, n'a pas suffisamment changé pour renforcer le régime{723}.

Deuxièmement, dans les zones qu'il contrôle, le PYD agit dans le cadre d'une idéologie qui fonde une société politique sur l'appartenance ethnique{724}. Cette affirmation du nationalisme kurde passe notamment par une mobilisation militaire et culturelle. Ainsi, le parti a mis en place un système de conscription qui oblige les Kurdes à servir quelques jours tous les deux mois ou à payer une contribution. À partir de juillet 2014, sous la pression des offensives de l'État islamique à Aïn al-Arab et dans la Jazira, le PYD oblige tous les hommes valides entre 18 et 30 ans à rejoindre le YPG pour une durée de six mois. Dans les écoles, l'enseignement est en partie en langue kurde et de nombreuses activités

culturelles – fêtes, ateliers d'écriture et de dessins – promeuvent l'identité kurde. De même, le culte des martyrs participe de l'affirmation d'un destin historique kurde, et non syrien. Dans chaque Maison du peuple (Mala Gal), une salle est consacrée au culte des martyrs du PKK. Des centaines de portraits sur fond de montagne, avec une kalachnikov plantée dans le sol en référence à la lutte armée et au martyre, sont accrochés au mur. Sur les portraits et dans la salle, on note les couleurs du parti – jaune, rouge et vert –, les photos et les citations d'Öcalan. Derrière la mise en scène d'un engagement populaire des Kurdes en faveur du PKK, cette propagande politique a pour résultat un modèle politique excluant ceux qui ne sont pas Kurdes. Dans les villages arabes repris à l'État islamique par le PYD, les forces kurdes sont souvent considérées comme des forces d'occupation. Certains habitants expriment quelquefois une nostalgie de l'État islamique, qu'il faut probablement interpréter comme un rejet de la domination kurde plus que comme une adhésion à l'idéologie de l'État islamique.

Cette marginalisation des autres ethnies n'empêche pas une collaboration, notamment sur un plan militaire, avec les Arabes. Face à la montée en puissance de l'EIIL à l'été 2014, Kurdes et Arabes se battent côte à côte. Autour d'Aïn al-Arab, des villages arabes se mettent sous la protection du PYD pour se défendre contre l'État islamique et accueillent les structures locales du mouvement kurde. Des combattants de l'ASL réfugiés dans les zones kurdes sont encadrés par le YPG pour combattre l'État islamique ; certains Arabes s'engagent directement dans des unités kurdes.

Troisièmement, une hiérarchie identitaire très stricte a été mise en place dans les zones conquises par l'État islamique, où le sunnisme est la condition de l'appartenance à la communauté religieuse et politique, ces deux dimensions n'étant pas distinguées. Les minoritaires sont persécutés, tués ou poussés à partir selon les cas. Les conquêtes territoriales de l'État islamique conduisent les chrétiens, les Kurdes et alaouites à fuir.

Quand l'État islamique s'empare de la ville de Raqqa, à l'automne 2013, il pille les deux églises et organise un autodafé de livres chrétiens. À la suite d'un accord avec l'évêque de la ville, l'église grecque-orthodoxe Notre-Dame de l'Annonciation reste ouverte, alors que l'Eglise arménienne est transformée en centre de prédication islamique[725]. Ceux qui font le choix de rester sont déclarés *dhimmi* et doivent s'acquitter à ce titre d'un impôt. De plus, ils sont soumis à de nombreuses restrictions dans leur pratique religieuse. En conséquence, la plupart des chrétiens quittent la ville[726]. Les chiites et les alaouites sont exécutés pratiquement sans exception, car ils sont considérés comme des hérétiques (*kafir*) et des apostats (*murtadd*), c'est-à-dire comme ayant abandonné l'islam. Durant l'été 2014, l'État islamique a abattu des

centaines de soldats chiites, modifiant les images dans les vidéos d'exécution pour les rendre encore plus brutales. Aussi, les yézidis, qui ne comptent pas parmi les Gens du Livre (*Ahl al-Kitab*), sont considérés comme polythéistes. Par conséquent, les hommes sont invités à se convertir et sont exécutés s'ils refusent. Des centaines ont ainsi été abattus dans Kocho, Qiniya et Jdali. Environ 5 000 ont été forcés de se convertir dans les villages près de Tall Afar (Amnesty International 2014). En outre, l'État islamique a asservi et vendu environ 3 000 femmes âgées de 10 à 35 ans. Considérées comme « butin de guerre » (*al-ghana'im al-harbiyya*, terme coranique), quatre cinquièmes d'entre elles sont partagées entre les combattants et le dernier cinquième sont réservées à l'État islamique. Certaines d'entre elles sont vendues publiquement dans les marchés de Raqqa et de Mossoul ; d'autres sont arrêtées, violées et revendues par les combattants{727}.

Enfin, dans les territoires contrôlés par l'insurrection, l'appartenance au sunnisme devient une condition de la participation politique. Alors que la contestation était multiconfessionnelle en 2011, les discours des insurgés à partir de 2013 laissent rarement une place aux alaouites dans le futur système politique qu'ils envisagent. Les islamistes les plus radicaux renvoient les chrétiens au statut de « protégés » (*dhimmi*). Certains groupes sont donc exclus : chrétiens, druzes, alaouites, chiites, ismaéliens. Les minoritaires voient leurs biens pillés sous le prétexte de collaboration avec le régime et vivent dans une insécurité permanente, qui les incite à rejoindre les zones gouvernementales.

L'engagement contre le régime ne protège pas les minoritaires. Une alaouite se voit ainsi conseiller avec insistance de quitter Damas et admet ne plus pouvoir entrer dans les régions insurgées en dépit de son engagement qui remonte aux débuts des manifestations{728}. Un commandant druze qui dirigeait une unité de plusieurs centaines d'hommes dans la région d'Idlib quitte la Syrie début 2014 après avoir reçu des menaces de mort{729}. De manière similaire, en avril 2014, le convoi de ravitaillement d'un groupe insurgé trotskiste, les Factions de libération du peuple, est arrêté à un barrage de la Jabhat al-Nusra qui tente de désarmer les combattants chrétiens et les ismaéliens. L'affrontement fait plusieurs morts dans les deux camps{730}. Jusqu'en 2013, les opposants chrétiens peuvent toujours militer dans les zones insurgées, mais avec des difficultés croissantes. En 2013, l'exclusion des alaouites est largement acceptée. Un cheikh de Latakia, qui a participé aux premières manifestations, et qui soutenait en 2012 la mise en place d'unités alaouites au sein de l'ASL, écrit un an plus tard des poèmes où il appelle à uriner sur leurs cadavres{731}. Ces évolutions sont encouragées par l'arrivée de combattants étrangers notamment en provenance d'Irak. « *Ce sont les combattants de la Jabhat al-Nusra qui ont introduit les premiers slogans*

pour la création d'un califat et l'exclusion des alaouites et des chrétiens. Et c'est la même chose dans certaines mosquées »[732]. Un alaouite risquerait sa vie, ou au moins sa liberté et ses biens, en restant dans les zones insurgées, tandis que les chrétiens subissent des pressions et se font régulièrement extorquer de l'argent. Bien que les Kurdes fassent également l'objet d'exactions, ils sont incomparablement plus acceptés et certaines brigades demeurent mixtes, par exemple le Liwa' Fajr al-Hurriyya (Brigade de l'aube de la liberté), le Liwa' Chams al-Chimal (Brigade du soleil du Nord) et surtout la Jabhat al-Akrad (Front des Kurdes), composé majoritairement de Kurdes, dont certains vivent dans les quartiers kurdes d'Alep, Achrafiya et Cheikh Maqsud.

Chrétiens, alaouites et Kurdes participent de plus en plus marginalement à l'insurrection armée et se retrouvent essentiellement dans les représentations extérieures en Turquie et en Europe. Cependant, les milieux d'exilés sont également affectés par la communautarisation du conflit, la concurrence victimaire ayant pour effet une hiérarchisation des souffrances selon les appartenances identitaires. Enfin, si la proximité des institutions extérieures de l'insurrection avec la mouvance des Frères musulmans participe de cette évolution, l'opposition en exil demeure incomparablement plus ouverte.

Les pratiques discriminatoires

Ces nouvelles hiérarchies identitaires se concrétisent par trois types de pratiques qui se renforcent mutuellement : les discriminations, la violence et les discours d'exclusion. Ces pratiques ont un effet direct, mais aussi indirect dans la mesure où elles légitiment les mesures de rétorsion.

Premièrement, les discriminations, légales ou informelles, jouent un rôle déterminant dans les relations entre groupes. Si, avant la révolution de 2011, le droit de la famille était spécifique en fonction de la religion, le choix d'appliquer la charia dans les zones rebelles entraîne une discrimination contre les non musulmans d'autant plus systématique que son application est plus rigoureuse. La question du statut légal des alaouites – sont-ils musulmans ou hérétiques ? – et celui des chrétiens est un sujet récurrent de discussions dans les zones insurgées. Lors de la mise en place des tribunaux, les Avocats syriens libres (al-Muhamin al-Suriyyin al-Ahrar) se sont opposés aux cheikhs qui souhaitent appliquer des mesures discriminatoires. Dans les régions sous le contrôle de l'État islamique, l'application de la charia est un outil essentiel dans l'asservissement des non sunnites.

Au-delà du droit, tous les groupes sont victimes de pratiques discriminatoires.

Par exemple, les réfugiés arabes doivent souvent s'acquitter du double, voire plus, pour un logement dans l'enclave kurde d'Afrin. « *Si tu es kurde, tu as beaucoup plus de chance de t'en sortir à Afrin* », explique un médecin arabe réfugié qui travaille dans un des hôpitaux du PYD[733], « *malgré mon diplôme de médecin qui me favorise, j'ai eu beaucoup de mal à trouver un logement décent* ».

De plus, les réfugiés sunnites qui fuient les bombardements de l'armée syrienne sont logés dans des tentes ou des maisons abandonnées et reçoivent l'aide de l'ONU que le régime distribue. Sur la côte, ils sont accueillis avec hostilité par les alaouites qui craignent un afflux de sunnites. Parallèlement, les alaouites qui fuient les régions insurgées sont abrités dans des logements laissés vacants par des sunnites partis en exil. Dans les zones sous contrôle de l'insurrection, les chrétiens sont soumis à des extorsions systématiques. Ainsi un chrétien peut être forcé à donner de l'argent ou des médicaments à un commandant de l'ASL en échange de la libération d'autres chrétiens[734]. Les chrétiens rencontrés à Alep s'efforcent d'éviter les insurgés ou s'en remettent à des contacts personnels avec des membres de l'insurrection pour protéger leurs biens. Enfin, les contrôles d'identité au barrage signifient aux minorités en zones rebelles et aux Arabes sunnites dans les zones du régime et du PYD qu'ils sont indésirables, voire suspects. De nombreux Kurdes ont été arrêtés au nord d'Alep car accusés de collaborer avec le PYD. La seule présence d'un barrage de l'État islamique interdit *de facto* l'usage de la route à tous les non sunnites. En 2013, les combattants de l'État islamique ont abattu trois conducteurs de camions alaouites et ont filmé l'exécution[735].

Deuxièmement, l'usage stratégique de la violence joue un rôle central dans la redéfinition des rapports entre communautés. Ainsi, les bombardements du régime sur les quartiers sunnites de Latakia ou ceux d'Alep ont pour effet de creuser le fossé entre sunnites et alaouites. De même, lorsque l'EIIL massacre des centaines d'alaouites au nord de Latakia ou des ismaéliens près de Salamiya, il impose une interprétation sectaire de la guerre qui rend tout compromis impossible. L'incitation à la haine passe par la destruction de lieux sacrés. En mars 2014, l'EIIL renforce sa mainmise sur la province de Raqqa, il détruit le tombeau d'Uways al-Qarni, un lieu de pèlerinage chiite[736]. Déjà auparavant, certains tombeaux de saints avaient été détruits dans les zones contrôlées par l'insurrection. Ainsi, en janvier 2013, un tombeau de la vieille ville avait été vandalisé sous nos yeux en dépit de l'opposition de certains combattants et des habitants du quartier. L'intervention du Liwa' Ahrar Suriyya n'avait pas pu sauver le tombeau[737]. Par ailleurs, la destruction, volontaire ou non, de lieux religieux dans les combats accroît les tensions, par exemple le bombardement de

la tombe du savant sunnite cheikh Muhammad Adib Hassun par le régime en octobre 2012 ou les dommages du tombeau de la sainte chiite Sakina Bint ‘Ali à Deraya en février 2013. Dans ce contexte, la protection des lieux saints, la mosquée sunnite Khalid ibn al-Walid à Homs ou le mausolée chiite de Sayyida Zaynab au sud de Damas, constitue un enjeu à part entière de l’affrontement.

Troisièmement, la qualification des événements et des acteurs participe à la construction de la crise. Ainsi, la désignation par le régime des révolutionnaires comme des « islamistes sunnites » et des « terroristes affiliés à al-Qaïda » a des effets performatifs. Dans l’autre camp, la désignation du régime comme alaouite renforce la lecture identitaire du conflit. Ainsi, à l’été 2013, nos interlocuteurs font souvent la distinction entre un alaouite et un sunnite dans les vidéos à partir de phénotypes physiques. L’usage péjoratif du terme *nusayriyyin* pour désigner les alaouites s’inscrit dans la même logique. De même, les Kurdes sont souvent stigmatisés comme membres du PKK. Plaisanteries et stéréotypes renforcent les divisions communautaires. La violence des insurgés est ramenée à l’effet de la pauvreté et du manque d’éducation des Arabes sunnites, tandis que les mœurs supposées douteuses des alaouites sont incriminées dans les zones insurgées. L’exacerbation de ces haines est flagrante : lors de notre premier terrain à Alep à l’hiver 2012- 2013, les chants révolutionnaires ne ciblaient jamais les alaouites, alors qu’à l’été 2013, le dénigrement est systématique.

Les rumeurs jouent un rôle central dans ce contexte, car elles renforcent les stéréotypes négatifs[738]. Dès 2012, les alaouites fuient les zones conquises par les insurgés, alors qu’aucun massacre ne s’est produit et que le discours révolutionnaire unanimiste est encore dominant. Or, cette fuite est souvent interprétée par les révolutionnaires comme une preuve de leur lien avec le régime. De part et d’autre, les accusations de destructions de lieux saints se multiplient. Dans les derniers mois de la bataille de Homs, le régime est accusé de vouloir détruire la mosquée Khalid ibn al-Walid[739]. Les journalistes syriens et les médias arabes participent à la diffusion de ces rumeurs. Les effets des violences et des destructions sont exacerbés par leur médiatisation. La vidéo joue un rôle aussi important dans la guerre civile que dans la phase pacifique des protestations. Dans de nombreux cas, les acteurs armés n’ont pas besoin de stratégie de diffusion très complexe. Les combattants ou les personnes présentes filment spontanément des scènes de violence avec leur téléphone portable et les diffusent sur Youtube et Facebook. Par ailleurs, le régime autorise la circulation de vidéos de tortures et d’actes de cruauté commis par ses soldats ou ses miliciens. Les Syriens ont des collections de vidéos extrêmement violentes sur leur ordinateur et leur téléphone portable, qu’ils montrent dans des contextes sociaux *a priori* surprenants, lors des dîners en famille par exemple[740].

Complexité et ambiguïté des identités

Au milieu de ces tensions, les individus sont confrontés à des situations complexes, en particulier dans le cadre des déplacements, où ils s'efforcent de jouer au mieux de leurs identités, multiples et souvent ambiguës. De nombreux Syriens continuent à circuler entre les zones du régime, du PYD et de l'insurrection. Comme déjà indiqué, à Alep, le point de passage entre les zones gouvernementale et insurgée de la ville est resté ouvert. Bien qu'il soit dangereux, puisque des snipers du régime tirent de façon aléatoire sur ceux qui traversent le *no-man's land*, des milliers de personnes le franchissent quotidiennement, pour voir leur famille ou pour travailler. De même, des bus font la jonction entre Alep et Damas et passent successivement par des zones sous le contrôle du régime et de l'insurrection. Par exemple, un médecin arabe sunnite travaille à l'hôpital d'Afrin sous le contrôle du PYD et dans l'un des hôpitaux d'Alep sous le contrôle des insurgés. Ces circulations supposent de franchir des barrages, où les contrôles sont irréguliers et variables ; ceux-ci sont parfois simplement visuels, dans d'autres cas le voyageur doit décliner son nom, voire présenter une carte d'identité. Or, dans de nombreux cas, le nom et le lieu d'origine, qui figurent sur la carte d'identité, révèlent l'appartenance probable à une communauté. Chacun développe des stratégies de dissimulation : faux-papiers, corruption, évitement des barrages. Par exemple, un révolutionnaire cache ses origines palestiniennes pour pouvoir passer régulièrement de l'est à l'ouest d'Alep, car le régime soupçonne les Palestiniens de collaborer avec l'insurrection{741}. Une alaouite prend avantage de son genre pour participer à la réalisation d'un documentaire en zone insurgée en dissimulant son visage sous un voile et en se fondant dans un groupe d'amis sunnites{742}. Par ailleurs, des accords locaux sont fréquents, y compris entre villages de confessions différentes, ce qui permet les déplacements{743}. Au nord de Latakia par exemple, en l'absence de combattants étrangers et des troupes d'élites du régime, les milices tendent à être plus flexibles.

Certains individus ont des identités complexes dont l'ambiguïté peut se révéler une ressource. Ainsi, la fille d'un couple mixte alaouite-sunnite de Latakia conserve des liens avec des milieux révolutionnaires à Tripoli (Liban) en tant que sunnite, mais peut aussi se rendre dans les quartiers alaouites de Latakia. Elle évite en revanche de se rendre dans les zones de l'insurrection qu'elle estime dangereuses{744}. De nombreux étudiants kurdes de l'université d'Alep se présentent comme Kurdes dans les zones du PYD et sunnites dans celles de l'insurrection. Au maximum des tensions entre le PYD et

l’insurrection, à l’été 2013, ils parvenaient à faire ainsi l’aller-retour entre Alep et les enclaves kurdes.

Par ailleurs, l’exil permet plus de souplesse dans les usages de l’identité. À Istanbul, un opposant donne des cours à tous les enfants qui le souhaitent et refuse même d’aborder la question de leur appartenance. De plus, les organisations internationales offrent des ressources à des groupes de Syriens pour dépasser les clivages communautaires. Ainsi, les bureaux de Beyrouth de la fondation allemande Friedrich Ebert sont dirigés par une révolutionnaire d’origine alaouite qui participe à de nombreux collectifs d’artistes et de documentaristes avec des sunnites et des chrétiens[745].

Conclusion

Trois points serviront de conclusion à ce travail sur la révolution syrienne : une réflexion sur la genèse des crises politiques, une analyse des logiques de monopole dans les guerres civiles et, enfin, une description de l'engrenage des conflits identitaires.

Les crises en régime autoritaire

Les événements de mars 2011 en Syrie nous ont conduits à une réflexion sur la dynamique des crises dans les régimes autoritaires dont on rappelle ici les principaux éléments. L'autonomie des champs sociaux, caractéristique de la modernité pour des auteurs aussi différents que Niklas Luhmann, Anthony Giddens et Pierre Bourdieu, varie selon les sociétés considérées. En particulier, le rôle transversal des institutions de sécurité et les rapports État-parti déterminent souvent le degré d'autonomie des champs dans les régimes non démocratiques. Dans les régimes communistes par exemple, le rôle du parti comme organisation omniprésente dans la société limite l'autonomie des champs (politique, économique, culturel etc.). En Turquie à certains moments, le parti au pouvoir, confondu avec l'État, aboutit au même résultat{746}. En Libye, le régime

de Kadhafi avait délibérément affaibli les institutions au point que la société libyenne fonctionnait largement de façon informelle[747].

Or, nous faisons ici l'hypothèse que plus l'autonomie des champs est limitée, plus les contestations se font en dehors des relais institutionnels, faibles ou inexistants. Au-delà du cas syrien, cette hypothèse se vérifie dans l'Iran de 1979, l'Allemagne de l'Est de 1989 et la Libye de 2011. En effet, ces régimes contrôlent les institutions de façon assez efficace pour interdire les appels à manifester par des organisations syndicales ou politiques. De ce fait, ces crises ne peuvent pas être le produit de la coïncidence ou de la diffusion de mobilisations sectorielles dans l'ensemble de la société comme l'indique Pierre Bourdieu qui parle de « *coïncidence des crises locales et, par là, de la crise générale comme intégration – et non simple somme – de crises synchronisées* » ou Michel Dobry dont l'objet est une « *catégorie particulière de crises, celles qui sont associées à des mobilisations affectant simultanément plusieurs sphères sociales différenciées d'une même société* »[748]. Sans surprise, ces modèles, construits à partir de crises politiques occidentales (mai 1968) ne rendent pas compte de la crise syrienne et, à vrai dire, de la plupart des ruptures politiques dans les sociétés à faible autonomie sectorielle.

Les Printemps tunisien et égyptien constituent des situations intermédiaires où des organisations sectorielles, syndicats et associations notamment, remplissent, comme souvent en contexte autoritaire, le rôle des partis. Ces organisations mobilisent au nom d'une réforme globale du système politique : les crises tunisienne et égyptienne ne sont pas la conjonction de revendications sectorielles, même si elles sont portées par des organisations inscrites dans un champ spécifique, syndical par exemple. Il faut ainsi éviter la confusion, fréquente, entre la nature des revendications et l'inscription sectorielle de l'institution qui les porte.

Par ailleurs, la fragilité des régimes autoritaires, que ces crises révèlent, renvoie à leur absence de base sociale. Les effets politiques du néolibéralisme, c'est-à-dire en pratique l'abandon de tout projet politique et la captation de la richesse nationale par une clique au pouvoir ou des entreprises multinationales, ne sont pas compensés par les formes de décharge qui organisent la pénétration du régime dans la société. Doit donc être remise en cause l'idée que ces modes de gouvernement permettraient d'assurer la stabilité de régimes dont la capacité à produire de la loyauté s'est révélée étonnamment faible. Ces conclusions ne sont pas propres aux pays arabes, elles s'appliquent aux mobilisations récentes contre les régimes en place en Afrique et en Amérique Latine.

Enfin, le passage à la violence est d'autant plus probable que les institutions de sécurité ne peuvent pas se dissocier du régime. L'autonomie plus ou moins

grande du secteur sécuritaire pourrait permettre de rendre compte des trajectoires divergentes des Printemps arabes. Dans la Tunisie de Ben Ali et dans l'Égypte de Moubarak, la défection des institutions de sécurité est possible, car celles-ci avaient su s'approprier des ressources, notamment par des coopérations avec les gouvernements occidentaux. À l'inverse, le pouvoir de Kadhafi avait installé un système institutionnel volontairement très embryonnaire, sans armée régulière constituée. En Syrie, la multiplication de services de sécurité concurrents et le contrôle politique de l'armée a permis au régime de militariser la répression sans subir de défections autres qu'individuelles.

La lutte pour le monopole

Ce livre constitue également le premier jalon d'une approche comparatiste des guerres civiles contemporaines. En Syrie comme ailleurs, les sciences sociales peinent à appréhender ces situations extrêmes, pourtant fertiles sur le plan théorique du fait de leur capacité à débanaliser le fonctionnement social. Malgré différents appels en ce sens[749], la guerre civile n'est toujours pas un objet à part entière en sciences sociales. Depuis quelques années, plusieurs recherches ont questionné ce manque et, plus largement, la difficulté à penser les conflits armés[750]. Mais pour l'instant, peu de travaux proposent des hypothèses générales relatives aux processus spécifiques des guerres civiles[751].

Loin d'être un cas unique, la crise syrienne donne à voir tous les principaux traits des conflits contemporains. Depuis la fin de la Guerre froide, les guerres civiles, qui représentent la quasi-totalité des conflits, concernent essentiellement des États abritant des minorités. Les mobilisations identitaires, qui constituent une forme particulière de politisation, sont donc au cœur de la grande majorité des crises. Par ailleurs, les guerres civiles ont généralement un caractère transnational marqué : la plupart des mouvements armés disposent d'un sanctuaire dans un pays voisin et les acteurs extérieurs non militaires (OI, ONG) interviennent massivement. Bien que ces similitudes structurelles suggèrent la possibilité d'un paradigme, aucune comparaison systématique des guerres civiles mobilisant des études de terrain approfondies n'a été menée. Pour pallier ce manque, ce travail sur la Syrie nous a permis de développer plusieurs orientations de recherche qui peuvent être testées sur d'autres terrains : apparition d'un capital militaire et variation brutale de la valeur des capitaux.

La guerre civile signale la perte du monopole de l'État sur le capital militaire[752]. Or, la coexistence de multiples groupes armés est instable et induit une concurrence qui tend vers le monopole d'un des acteurs. En effet, les guerres

civiles contemporaines se jouent à l'intérieur d'un État avec des frontières et une capitale. Elles n'entraînent généralement pas de modification des frontières internationales ; l'annexion, rare, n'est pratiquement jamais reconnue internationalement ; les sécessions restent peu fréquentes{753}. Au final, les territoires sont plus stables que les États car, contrairement au modèle éliasien, où un centre politique définit progressivement son emprise territoriale, les frontières sont aujourd'hui largement stabilisées du fait des contraintes internationales{754}. L'enjeu des guerres civiles est donc le contrôle ou la neutralisation du centre politique.

Dans un tel contexte, toute stabilisation des interactions entre groupes armés ne peut être que temporaire, car la survie d'un acteur nécessite à terme l'élimination ou l'intégration de ses concurrents. Après les conflits angolais, sierra-léonais ou congolais, le cas syrien confirme la critique portée contre les théories ramenant les guerres civiles à une exploitation économique prédatrice par des acteurs violents qui éviteraient ou limiteraient les affrontements{755}. Les intérêts économiques des acteurs militaires ne sont pas à même de créer les conditions d'un partage stable du territoire et de ses ressources. Cette compétition pour le monopole ne touche pas uniquement le capital militaire, mais également d'autres institutions comme la justice, la monnaie, les impôts. Cependant, le capital militaire reste déterminant, car il est la condition nécessaire à l'instauration des autres monopoles.

La capacité à accumuler des ressources, notamment par la mise en place d'une bureaucratie, permet d'estimer la probabilité de survie d'un acteur. La construction des institutions est donc un enjeu déterminant dans cette compétition en Syrie comme en Afghanistan, en Somalie ou en République démocratique du Congo. Dans les phases unanimistes, la formation et l'extension d'un appareil administratif sur le modèle étatique sont permises par l'absence de confrontation entre groupes armés. Cependant, ce modèle est particulièrement fragile et généralement peu durable. D'une part, comme nous l'avons montré pour la Syrie, la genèse d'organisations rationnelles légales est souvent à chercher dans la mobilisation de réseaux peu institutionnalisés fondés sur une communauté émotionnelle. Celles-ci apparaissent comme du capital social objectivé, ce qui attire notre attention sur les effets structurels d'un événement, dans ce cas la transformation de réseaux informels en institutions. D'autre part, à moins que la guerre civile se termine rapidement, les acteurs extérieurs, les États et les mouvements transnationaux peuvent aisément briser l'unanimisme indispensable à la coopération entre des groupes armés autonomes. Ces logiques d'unanimisme, généralement transitoires, se retrouvent en Ouganda, en Afghanistan, en Libye et en Syrie à différents moments.

Dans le cas d'une concurrence entre acteurs politico-militaires, des organisations structurées intègrent monopoles militaire et administratif sur un territoire défini. Dans le cas de la Syrie, la montée en puissance de groupes venus de l'extérieur, le PKK et l'État islamique, s'explique avant tout par leur capacité supérieure à accumuler et utiliser des ressources. Ils ont ainsi pu tenir, voire étendre les territoires sur lesquels ils construisent progressivement des appareils administratifs de plus en plus complexes. Ce sont des logiques similaires qui expliquent dans les années 1990 la montée en puissance des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), des Taliban, de l'Union des tribunaux islamiques somaliens, du Front révolutionnaire uni (RUF) au Sierra Léone.

Quand des autorités politiques concurrentes divisent le territoire national, la valeur des capitaux (économique, social, culturel, identitaire) se différencie d'une région à l'autre. Le cas syrien suggère que le capital social et le capital identitaire sont particulièrement affectés par la disparition de l'État qui provoque une dénaturalisation brutale de la hiérarchie entre groupes. Etre Hazara en Afghanistan, Hutu à l'est de la République Démocratique du Congo ou Zaghawa au Soudan n'a pas les mêmes implications avant et après le déclenchement de la guerre civile. De plus, la conversion des capitaux d'un champ à l'autre est facilitée par la disparition de l'État. Par exemple, en Syrie, en Somalie et en Afghanistan, la guerre civile permet la conversion des capitaux religieux dans le champ politique{756}.

L'engrenage des conflits identitaires

Pour beaucoup de commentateurs, les Printemps arabes avaient signé la fin de l'islam politique, déjà en déclin, en particulier dans sa version radicale représentée par al-Qaïda{757}. Les pays arabes s'ouvraient à une normalisation politique grâce aux nouvelles générations mobilisées contre les régimes autoritaires. Cette interprétation s'est révélée fausse et le retour, d'ailleurs récurrent, de la thèse décliniste signale une difficulté à penser l'islamisme en dehors d'une dualité déclin/progression. Cette perspective reflète surtout la difficulté à prendre en compte la diversité et les mutations de l'islam politique. Comme l'ont montré les résultats électoraux en Égypte et en Tunisie, les Printemps arabes n'ont pas fait basculer les classes populaires vers le post-islamisme. De plus, certains régimes en place – Algérie, Égypte, Pakistan, Maroc – utilisent le langage de l'islam comme source de légitimité : bonnes mœurs, lutte contre la corruption, critique des pays occidentaux. L'échec assez

général des transitions a eu pour effet d'éliminer les partisans d'une société ouverte. À mesure que les libéraux sont contraints de soutenir les gouvernements autoritaires ou de payer le prix de la répression, comme en Égypte, l'islam politique (re)devient le seul discours contestataire sur la scène politique arabe. Sans surprise, cette fermeture profite aux courants les plus radicaux qui tentent de récupérer à leur profit les mouvements sociaux nés en 2010.

La transformation de l'islam politique radical s'articule à la centralité grandissante des conflits identitaires. En premier lieu, al-Qaïda poursuit une stratégie de rupture entre musulmans et non-musulmans qui a pour objectif de poser la présence de l'islam en Occident comme un problème. En second lieu, l'État islamique a un agenda d'affrontement confessionnel, sunnites contre chiites, qui s'accompagne d'une persécution des minorités. Enfin, l'Occident est prisonnier d'une vision communautaire des conflits au Moyen-Orient, qui conditionne les modalités de ses interventions.

La guerre civile irako-syrienne est un moment pivot de transformation des organisations jihadistes. Dans les années 1990, la formation d'al-Qaïda correspondait à une innovation stratégique ; le groupe d'Oussama Ben Laden était pensé comme un mouvement clandestin, authentiquement transnational du point de vue de son recrutement, de ses objectifs et de son implantation. L'organisation était à la recherche d'un sanctuaire, au Soudan, puis en Afghanistan, mais son fonctionnement était toujours organisé pour frapper des objectifs occidentaux et non contrôler un territoire. Pour des raisons de sécurité, al-Qaïda s'est toujours appuyé sur un nombre réduit de militants, en charge d'un attentat spécifique. Par le biais des diasporas, des engagements individuels et des médias, les attentats de la mouvance al-Qaïda participent avec beaucoup d'efficacité à la création de clivages identitaires dans les pays occidentaux, en particulier le rejet montant de l'islam et la radicalisation d'une frange de la communauté musulmane.

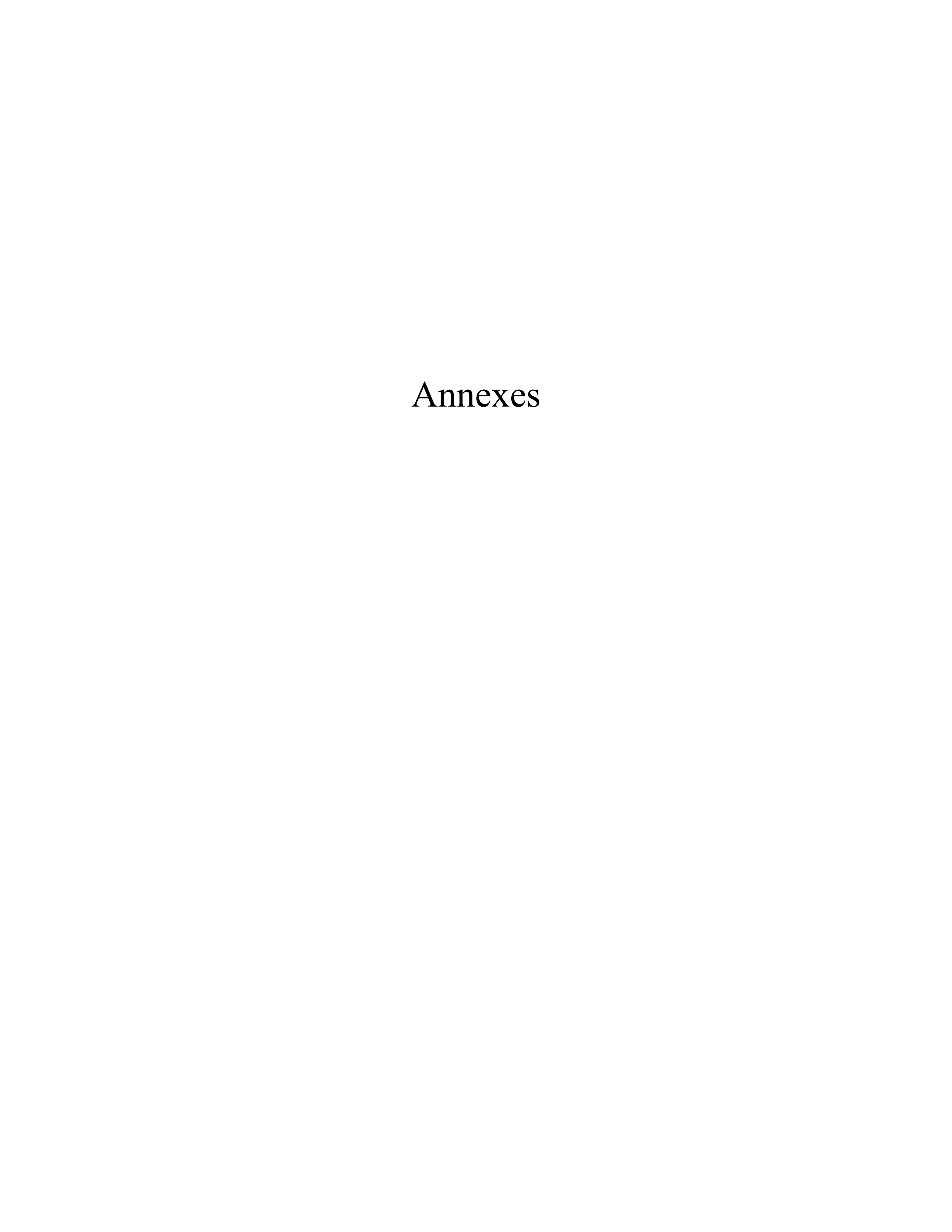
À l'inverse, l'État islamique a pour objectif la formation d'un califat, qui passe par la conquête d'un territoire ; l'ennemi devient donc local, essentiellement chiite. Cette évolution a créé des tensions au sein de la mouvance jihadiste. Ayman al-Zawahiri rappelle ainsi dans une lettre de 2005 à Abu Mussab al-Zarqawi, dirigeant d'al-Qaïda en Mésopotamie, que l'ennemi prioritaire est occidental, et que les attentats anti-chiites risquent d'être contre-productifs, même s'il souhaite également l'établissement d'un califat au Moyen-Orient[{758}]. La mutation d'al-Qaïda en Mésopotamie s'explique par la montée des politiques d'exclusion identitaire initiées par de multiples acteurs dans un contexte d'usure des gouvernements autoritaires et des crises ouvertes par l'intervention américaine au Moyen-Orient. L'échec des dictatures arabes à créer

une citoyenneté partagée ouvre le champ aux mobilisations communautaires. Dans l'Irak post-2003, le passage au sectarisme politique crée des conditions particulièrement favorables à une transformation de la mouvance jihadiste radicale. D'une part, l'occupation américaine a fait du communautaire la base des nouvelles institutions, marginalisant les mouvements nationalistes irakiens. D'autre part, le gouvernement Maliki et les autorités kurdes définissent un jeu politique où les appartenances ethniques et confessionnelles deviennent déterminantes. La répression par le gouvernement Maliki du mouvement de protestation sunnite de 2011 permet à l'État islamique de se présenter localement comme la seule alternative politique. La centralité des politiques d'État dans les dynamiques communautaires se retrouve, avec d'autres modalités, par exemple dans les violences contre les coptes en Égypte, contre les musulmans au Nigéria et contre les chiites au Pakistan.

Les mouvements jihadistes transnationaux fonctionnent donc à partir d'une double matrice : d'abord, le modèle d'al-Qaïda de lutte contre l'Occident à travers des actions terroristes ; ensuite, le modèle de l'État islamique de construction immédiate d'un califat sunnite. La scission entre la Jabhat al-Nusra et l'EIIL a révélé les contradictions entre ces modèles. Cependant, l'agenda de l'État islamique se rapproche de celui d'al-Qaïda, dans la mesure où un califat peut être la base d'attaques contre l'Occident. Celles-ci se justifient par la défense du califat et des gouvernorats contre les interventions occidentales. Réciproquement, al-Qaïda, dans des situations de guerre civile, est amené à prendre le contrôle de territoires et à faire des chiites l'ennemi prioritaire (al-Qaïda en Mésopotamie, al-Qaïda dans la péninsule arabique, Jabhat al-Nusra). Ce rapprochement des agendas n'empêche pas, au contraire, une lutte de plus en plus violente pour le monopole de la cause jihadiste.

Enfin, la crise syrienne montre la façon dont les pays occidentaux participent au processus général de communautarisation des conflits. Le prisme identitaire constitue en effet la grille de lecture « naturelle » des événements au Moyen-Orient. Des processus sociaux complexes sont arbitrairement réduits à l'action de collectifs – tribus, ethnies, confessions –, alimentant une anthropologie imaginaire de ces sociétés. De plus, la question des minorités demeure centrale pour des Occidentaux prisonniers de catégories ethnico-religieuses héritées du XIXe siècle. Ainsi, jamais ne meurt l'orientalisme et on ne s'étonnera pas si le soutien à Bachar al-Assad est justifié par la « défense des minorités ». Les exactions contre les yézidis, les chrétiens et les Kurdes ont donné lieu à une mobilisation relativement rapide. Cependant, les violences dont sont victimes tour à tour les sunnites et les chiites arabes n'entraînent pas de réactions des opinions et des gouvernements occidentaux. On se rappelle par exemple la vague

de négationnisme dans les médias occidentaux après les attaques au gaz contre les civils syriens en 2013. Ces perceptions se répondent, créant un engrenage où chaque événement confirme les préjugés, aggrave les tensions latentes et installe un état de guerre réel ou imaginaire.



Annexes

Carnet de terrain (27-29 décembre 2012)

Nous arrivons en fin d'après-midi dans la bourgade de Maraa, à 30 km au nord d'Alep. À la descente du bus, nous demandons le Conseil local. Un de ses membres nous y conduit et fait venir plusieurs autres représentants pour nous rencontrer. Nous nous présentons comme « *des chercheurs de l'Université de la Sorbonne qui menons des recherches sur la société civile pendant la Révolution* », ce que nous appuyons par une lettre du Conseil militaire du gouvernorat d'Alep enjoignant les autorités révolutionnaires de nous laisser conduire notre enquête{759}. Il n'est pas sûr que leur suspicion soit totalement dissipée mais, ces présentations terminées, les représentants du Conseil répondent à nos questions relatives au fonctionnement des institutions de Maraa et à leur parcours personnel.
La nuit tombant, on nous amène dans une maison occupée par des combattants du Liwa' al-Tawhid, à ce moment le principal groupe armé dans le nord. Notre présence les amuse ; ils partagent du thé et du pain avec nous et répondent à nos questions sur leur engagement dans la lutte armée. Certains nous montrent leurs armes, de vieilles kalachnikovs avec, ce que nous verrons partout, des chargeurs à moitié vides. Le commandant du groupe nous loge dans sa propre maison, dans un autre quartier de Maraa. La maison voisine a été éventrée par un obus, trace du passage dix mois plus tôt d'une colonne blindée du régime qui a ravagé la campagne au nord d'Alep. Frigorifiés, nous nous installons autour du poêle à mazout ; ce froid humide nous accompagnera tout au long du voyage. Nous relançons l'entretien pour reconstruire le parcours du chef de groupe jusqu'à sa position actuelle de commandant d'unité. Pendant la discussion, en réponse à une question sur le régime, notre hôte sort son téléphone pour nous montrer des vidéos de tortures par les services de sécurité et de corps déchiquetés après un bombardement. Plus tard, il nous propose de le suivre à travers Maraa et nous amène jusqu'à une boutique où des habitants sont rassemblés. Il s'agit de la veillée funèbre d'un jeune homme tué la veille par un bombardement aérien. Des femmes se lamentent, les hommes sont assis, immobiles. À notre arrivée, ces derniers se lèvent pour nous faire une place. Mal à l'aise, nous refusons les invitations répétées de notre hôte à poser des questions aux personnes présentes et partons rapidement.
Tôt le matin, nous prétextons une visite dans le quartier pour nous éclipser. Il est facile de circuler, les bombardements sont rares à Maraa. Au fil de la journée, les habitants que nous rencontrons au hasard des déambulations nous indiquent la mosquée d'où est partie la

première manifestation, ainsi que l'itinéraire des cortèges. Des combattants et des habitants attablés nous invitent à les rejoindre pour le déjeuner. Les habitants suivent avec inquiétude les avions qui survolent la localité, mais l'atmosphère se détend aussitôt que le danger s'éloigne. Un ancien instituteur, qui a longtemps vécu en Russie, nous invite à prendre un thé dans son jardin. Alternant le russe et l'arabe, nous l'interrogeons sur sa trajectoire personnelle avant et pendant la révolution et sur les nouveaux équilibres politiques dans la ville. Après quatre heures d'entretien, nous quittons notre hôte avec un de ses amis, un combattant à mi-temps qui fabrique des bombes artisanales pour son unité, postée dans la vieille ville d'Alep. Il cherche à vendre sa boutique de rideaux et de décorations d'intérieur pour acheter des armes. Nous passons la soirée en compagnie de ses amis, militants/journalistes, qui nous expliquent comment ils impriment et diffusent leur journal révolutionnaire. Le lendemain nous prenons un bus pour la partie insurgée d'Alep avec plusieurs lettres d'introduction pour les autorités militaires, civiles et religieuses.

Entretiens

L'entretien formel n'est qu'un des aspects du travail de terrain, l'observation et les discussions informelles étant tout aussi, sinon plus, importantes. Nos entretiens sont parfois individuels, parfois collectifs par exemple en famille ou, plus rarement, avec des collectifs de plus de dix ou quinze personnes (réfugiés en Irak en particulier). Certains entretiens ont été conduits en arabe (directement ou avec une traduction), d'autres en anglais, en français, rarement en turc (pour des questions simples) et en russe dans deux cas. De ce fait, nous n'utilisons pas nos entretiens dans une perspective anthropologique, ce qui supposerait une étude précise de langue utilisée, mais d'abord à des fins informatives tout en notant le vocabulaire clé. La présence d'un intermédiaire/facilitateur a souvent été d'une grande aide, notamment parce que ce dernier était garant de notre respectabilité. Sauf deux exceptions, nous n'avons pas payé nos intermédiaires et en aucun cas les personnes interviewées.

Codes	**Lieu de l'entretien**	**Date de l'entretien**	**Sexe**	**Religion /ethnicité**	**Lieu d'origine**	**Profession et/ou statut avant 2011**	**Activités politiques et/ou position au moment de l'entretien**
E-1	Antakya	Sep-13	M	Arabe chrétien	Alep	Homme d'affaires, membre d'une grande famille	Participe aux mouvements de protestation, activités commerciales
							Participe aux mouvements

E-2	Maraa	Déc-12	M	Arabe sunnite	Maraa	Étudiant, chômeur	de protestation, combattant dans un groupe armé à Maraa
E-3	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	al-Bab	Instituteur	Participe aux mouvements de protestation, dirige le conseil municipal d'al-Bab
E-4	Antakya, Ganziantep	Sep-13	F	Arabe sunnite	Idlib	Couturière	Participe aux mouvements de protestation à Idlib puis membre du conseil du gouvernorat d'Idlib
E-5	Erbil	Déc-12	M	Kurde	Qamichly	Professeur de science politique, Université de Erbil	Participe aux mouvements de protestation, pas d'affiliation partisane. En exil au Kurdistan irakien après 2004
E-6	Erbil	Jan-12	M	Kurde	Damas	Commerçant, membre de l'UPK jusqu'en 2004	Participe aux mouvements de protestation en 2011, pas d'affiliation partisane
E-7	Alep	Déc-12, Aug-13	M	Arabe sunnite	Alep	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation, membre du conseil du quartier d'al-Sukari à Alep
E-8	Maraa	Déc-12	M	Arabe sunnite	Maraa	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation à Maraa
E-9	Alep	Aug-13	M	Arabe sunnite	Alep	Instituteur	Employé au conseil municipal d'Alep

E-10	Gaziantep	Sep-13	F	Arabe sunnite	Damas	Employée dans une organisation internationale	Employée dans une ONG occidentale
E-11	Maraa	Déc-12	M	Arabe sunnite	Maraa	Instituteur à la retraite	Employé dans le conseil municipal de Maraa
E-12	Alep	Déc-12, Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Étudiant en anglais	Participe aux mouvements de protestation, *media activist* à Alep
E-13	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	al-Bab	Chômeur	Participe aux mouvements de protestation à al-Bab
E-14	Istanbul	Sep-13	F	Arabe sunnite	Damas	Employée dans une ONG occidentale	Participe aux mouvements de protestation, employée dans une entreprise occidentale en Turquie
E-15	Istanbul	Sep-13	M	Arabe sunnite	Homs	Directeur d'une grande entreprise à Homs	Participe aux mouvements de protestation, employé dans une entreprise occidentale en Turquie
E-16	Alep	Aug-13	M	Arabe sunnite	Alep	Étudiant, travailleur journalier	Participe aux mouvements de protestation à Alep
E-17	Alep	Aug-13	M	Arabe sunnite	Alep	Informaticien dans une entreprise à Alep	Participe aux mouvements de protestation, membre du conseil municipal d'Alep
E-18	Alep, al-Bab	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation, membre de la Sécurité révolutionnaire à Alep

E-19	Alep	Aug-13	F	Arabe sunnite	Alep	Médecin	Participe aux mouvements de protestation, médecin
E-20	Istanbul	Juil-13	M	Arabe sunnite	Damas	Enseignant d'arabe en Syrie	Ancien militant au Parti communiste syrien, participe aux mouvements de protestation, exilé en Turquie où il enseigne l'arabe
E-21	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	al-Bab	Travailleur journalier	Participe aux mouvements de protestation
E-22	Alep	Déc-12	M	Arabe sunnite	Alep	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation à Alep, membre du conseil du quartier d'al-Sukari (Alep)
E-23	Alep	Déc-12	M	Arabe sunnite	Alep	Inconnu	Participe aux mouvements de protestation
E-24	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	al-Bab	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation, membre du conseil municipal d'al-Bab
E-25	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	al-Bab	Chômeur	Participe aux mouvements de protestation, policier
E-26	Alep	Aug-13	M	Arabe sunnite	Alep	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation, chef d'un groupe armé à Alep
E-27	Urfa	Sep-13	M	Kurde	Raqqa	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation

							à Raqqa, réfugié en Turquie
E-28	Le Caire	Jan-14	M	Arabe sunnite	Damas	Homme d'affaires	Participe aux mouvements de protestation, réfugié en Égypte
E-29	Amman	Oct-13	M	Arabe sunnite	Daraa	Fonctionnaire, ingénieur	Participe aux mouvements de protestation à Daraa, Homs et Damas, employé dans une ONG occidentale en Jordanie
E-30	Azaz	Déc-12	M	Arabe sunnite	Azaz	Enseignant d'anglais	Ne participe pas aux mouvements de protestation, pas d'emploi
E-31	Azaz	Déc-12 Jan-13	M	Arabe sunnite	Azaz	Imam et étudiant en droit islamique	Participe aux mouvements de protestation, membre du Comité judiciaire de Azaz
E-32	Erbil	Féb-12	M	Kurde	Qamichly	Inconnu	Membre du PDKS, réfugié à Erbil
E-33	Alep	Déc-12	M	Arabe sunnite	Alep	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation à Alep
E-34	Azaz	Déc-12	M	Arabe sunnite	Alep	Fonctionnaire	Participe aux mouvements de protestation à Alep
E-35	Amman	Oct-13	M	Arabe sunnite	Daraa	Fonctionnaire	Participe aux mouvements de protestation à Daraa, réfugié en Jordanie
							Participe aux mouvements de protestation

E-36	Istanbul	Sep-13	M	Arabe sunnite	Homs	Fonctionnaire	à Homs, réfugié en Turquie, employé dans une entreprise de sécurité occidentale
E-37	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation à Alep, membre du conseil municipal d'Alep
E-38	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation à Alep, commandant d'un groupe armé
E-39	Azaz	Déc-12	M	Arabe sunnite	Azaz	Travailleur journalier	Participe aux mouvements de protestation à Azaz, commandant de la police de Azaz
E-40	Maraa	Déc-12	M	Arabe sunnite	Maraa	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation, combattant dans un groupe armé de Maraa
E-41	Alep	Déc-12	M	Arabe sunnite	Maraa	Policier	Participe aux mouvements de protestation, commandant d'un groupe armé de Maraa, combat à Alep
E-42	Maraa	Déc-12	M	Arabe sunnite	Maraa	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation, combattant d'un groupe armé de Maraa, combat à Alep

E-43	Azaz	Déc-12	M	Arabe sunnite	Azaz	Étudiant	Déserteur de l'armée syrienne
E-44	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	Inconnu	Officier dans l'armée syrienne	Déserte en 2011, prend en charge les déserteurs à al-Bab
E-45	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Chômeur	Participe aux mouvements de protestation à Alep, membre d'un groupe armé
E-46	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation, commandant d'un groupe armé à Alep
E-47	Amman	Oct-13	M	Arabe sunnite	Daraa	Employé dans une ONG occidentale à Damas	Participe aux mouvements de protestation à Daraa, membre d'un groupe armé
E-48	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	al-Bab	Diplômé d'économie, commerçant	Participe aux mouvements de protestation, directeur du bureau administratif du Liwa' al-Umawiyyin
E-49	Azaz	Déc-12	M	Arabe sunnite	Azaz	Chômeur, service militaire	Participe aux mouvements de protestation, ancien combattant de la Jabhat al-Nusra jusqu'en 2012, rejoint un autre groupe armé à Azaz
						Étudiant en	Participe aux mouvements de protestation, combattant dans le Harakat

E-50	Alep	Aug-13	M	Arabe sunnite	Alep	littérature anglaise	Ahrar al-Cham al-Islamiyya, ancien combattant de la Jabhat al-Nusra
E-51	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Kinésithérapeute, champion de bodybuilding	Participe aux mouvements de protestation, commandant d'un groupe armé à Alep
E-52	Alep, al-Ra'i	Jan-13, Aug-13	M	Arabe sunnite	Alep	Employé dans une entreprise de commerce	Participe aux mouvements de protestation, travaille au centre d'information de la Sécurité révolutionnaire d'Alep
E-53	Afrin	Jan-13	F	Kurde	Inconnu	Juriste	Juge à Afrin
E-54	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	Al-Bab	Étudiant en droit islamique	Participe aux mouvements de protestation, juge à al-Bab
E-55	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	Al-Bab	Étudiant en droit islamique à Damas, imam	Participe aux mouvements de protestation, juge à al-Bab
E-56	Azaz	Déc-12	M	Arabe sunnite	Azaz	Avocat	Participe aux mouvements de protestation, juge à Azaz
E-57	Gaziantep	Aug-13, Sep-13	M	Arabe sunnite	Deir ez-Zor	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation à Deir ez-Zor
E-58	Azaz	Déc-12	M	Arabe sunnite	Azaz	Doctorant en droit islamique à Damas, imam	Participe aux mouvements de protestation, juge au Comité judiciaire de Azaz
E-59	Azaz	Déc-12	M	Arabe sunnite	Azaz	Imam	Participe aux mouvements de protestation, juge au Comité judiciaire de

							Azaz
E-60	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Officier de Police	Commandant de la police libre d'Alep
E-61	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Officier de Police	Commandant en second de la police libre d'Alep
E-62	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Juge	Participe aux mouvements de protestation, juge au Cour du conseil judiciaire uni d'Alep
E-63	Azaz	Déc-12	M	Arabe sunnite	Azaz	Imam, chômeur	Participe aux mouvements de protestation, commandant de la police d'Azaz
E-64	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Chômeur	Participe aux mouvements de protestation, commandant de la police du quartier de Salaheddin à Alep
E-65	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Employé dans le secteur privé	Participe aux mouvements de protestation, directeur administratif de la police libre d'Alep
E-66	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Officier de Police	Commandant de la police libre d'Alep
E-67	Le Caire	Jan-14	M	Arabe druze	Soueida	Commerçant, opposant communiste	Participe aux mouvements de protestation, réfugié au Caire, représentant de la Coalition nationale au Caire
							Participe aux

E-68	Le Caire	Jan-14	M	Arabe sunnite	Damas	Commerçant, opposant communiste	mouvements de protestation à Damas, réfugié au Caire
E-69	Istanbul	Avr-13	M	Arabe sunnite	Damas	Directeur d'une entreprise à Damas	Participe aux mouvements de protestation à Damas, réfugié à Istanbul
E-70	Paris	Sep-12	M	Arabe sunnite	Damas	Fonctionnaire	Participe aux mouvements de protestation à Damas, réfugié en France
E-71	Beyrouth	Juil-14	M	Arabe sunnite	Damas	Étudiant, artiste	Participe aux mouvements de protestation à Damas, réfugié au Liban
E-72	Le Caire	Jan-14	M	Arabe sunnite	Alep	Homme d'affaires	Participe aux mouvements de protestation à Alep, réfugié au Caire
E-73	Le Caire	Déc-13	M	Arabe druze	Soueida	Homme d'affaires en Arabie saoudite	Expulsé d'Arabie Saoudite en 2012, réfugié en Égypte, employé à la Coalition nationale au Caire
E-74	Alep	Aug-13	M	Arabe sunnite	Alep	Instituteur	Directeur du département de l'éducation au conseil municipal d'Alep
E-75	Antakya, Gaziantep	Sep-13	M	Arabe sunnite	Homs	Homme d'affaires	Participe aux mouvements de protestation, réfugié en Turquie, directeur d'une ONG

E-76	Aïn al-Arab	Jan-13	M	Kurde	Aïn al-Arab	Avocat	Participe aux mouvements de protestation
E-77	Erbil	Mai-13	M	Kurde	Alep	Étudiant à l'université d'Alep	Participe aux mouvements de protestation, réfugié à Erbil
E-78	Erbil	Jan-12	M	Kurde	Damas	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation, réfugié à Erbil
E-79	Erbil	Déc-12	M	Kurde	Alep, Qamichly	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation, réfugié à Erbil
E-80	Erbil	Mai-13	M	Kurde	Damas	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation, réfugié à Erbil
E-81	Erbil	Déc-12	M	Kurde	Amuda	Fonctionnaire	Participe aux mouvements de protestation, réfugié à Erbil
E-82	Erbil	Jan-12	M	Kurde	Qamichly	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation, membre du mouvement Avahi
E-83	al-Bab	Jan-13	M	Kurde	Alep	Chômeur	Participe aux mouvements de protestation, combattant kurde de l'ASL
E-84	Aïn al-Arab	Déc-12	M	Kurde	Aïn al-Arab	Avocat	Participe aux mouvements de protestation, réfugié à Erbil, juge au tribunal de Aïn al-Arab
E-85	Aïn al-Arab	Déc-12	M	Kurde	Aïn al-Arab	Membre du PYD, commerçant	Assaych, commandant de Aïn al-Arab
E-86	Aïn al-Arab	Déc-12	M	Kurde	Aïn al-Arab	Commerçant	Commerçant
E-87	Beyrouth	Juil-14	M	Kurde	Aïn al-Arab	Fonctionnaire à Aïn al-Arab	Réfugié au Liban
E-88	Gaziantep	Sep-13	M	Kurde	Qamichly	Avocat à	Réfugié en

						Qamichly	Turquie
E-89	Erbil	Mai-13	M	Kurde	Alep	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation, réfugié à Erbil
E-90	Erbil	Sep-12	M	Kurde	Qamichly	Fonctionnaire	Membre du Mouvement de la jeunesse kurde, réfugié au Kurdistan irakien
E-91	Erbil	Avr-13	F	Kurde	Afrin	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation, réfugié à Erbil
E-92	Erbil	Mai-13	M	Kurde	Qamichly	Commerçant, Président du PDKS	Membre du PDKS, réfugié à Erbil
E-93	Erbil	Avr-13	M	Kurde	Aïn al-Arab	Commerçant	Membre du PDKS, réfugié à Erbil
E-94	Gaziantep	Sep-13	M	Kurde	Alep	Commerçant	Commandant d'un groupe armé
E-95	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	al-Bab	Instituteur	Participe aux mouvements de protestation, maire d'al-Bab
E-96	Istanbul	Sep-13, Avr-14	M	Arabe sunnite	Inconnu	Étudiant, analyste économique dans le secteur privé	Participe aux mouvements de protestation, membre des Frères musulmans syriens, réfugiés en Turquie.
E-97	Alep	Aug-13	M	Arabe sunnite	Alep	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation, employé au conseil municipal d'Alep
E-98	Alep	Déc-12, Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Travailleur journalier	Participe aux mouvements de protestation, combattant dans un groupe

							armé d'Alep
E-99	Azaz	Déc-12	M	Arabe sunnite	Azaz	Travailleur journalier	Participe aux mouvements de protestation, combattant dans un groupe armé d'Azaz
E-100	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation, maire d'Alep
E-101	Antakya	Sep-13	M	Arabe sunnite	Latakia	Doctorant en droit islamique à l'université d'al-Azhar, au Caire, imam	Participe aux mouvements de protestation, fonde plusieurs groupes armés, déclaré apostat par l'État islamique, réfugié en Turquie
E-102	poste frontière de Bab al-Salam	Déc-12	M	Arabe sunnite	Azaz	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation, *media activist*
E-103	Gaziantep	Sep-13	M	Arabe alawite	Latakia	Journaliste	Participe aux mouvements de protestation, réfugié et étudiant à Londres
E-104	Aïn al-Arab	Déc-12	M	Kurde	Aïn al-Arab	Avocat	Avocat
E-105	Aïn al-Arab	Déc-12	F	Kurde	Inconnu	Cadre au PKK	Cadre au PKK
E-106	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	Al-Bab	Imam, enseignant dans une madrassa	Participe aux mouvements de protestation, juge à al-Bab
E-107	Afrin	Jan-13	M	Kurde	Afrin	Commerçant, membre du PYD	Maire d'Afrin
E-108	Amman	Oct-13	M	Arabe druze	Soueida	Commerçant et fonctionnaire	Participe aux mouvements de protestation, réfugié en Jordanie
E-109	Afrin	Jan-13	M	Kurde	Alep	Commerçant	Réfugié à Afrin
							Participe aux

E-110	Urfa	Sep-13	M	Kurde	Raqqa	Commerçant	mouvements de protestation, réfugié en Turquie
E-111	Amman	Oct-13	M	Arabe sunnite	Daraa	Fonctionnaire	Participe aux mouvements de protestation, réfugié en Jordanie
E-112	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Imam	Participe aux mouvements de protestations, juge à la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep
E-113	Akhtarin	Jan-13	M	Arabe sunnite	Akhtarin	Imam	Participe aux mouvements de protestation, juge dans plusieurs courts de villages au nord d'Alep
E-114	al-Bab	Jan-13	-	-	-	-	Docteur étranger, employé dans une ONG occidentale
E-115	Aïn al-Arab	Déc-12	M	Kurde	Aïn al-Arab	Notable	Président du KDPS à Aïn al-Arab
E-116	Aïn al-Arab	Déc-12	M	Kurde	Aïn al-Arab	Employé dans le secteur privé	Combattant, enrôlé de force dans les YPG
E-117	Afrin	Jan-13	M	Kurde	Afrin	Travailleur journalier	Garde forestier du PYD
E-118	Aïn al-Arab	Déc-12	M	Kurde	Aïn al-Arab	Commerçant	Membre du KDPS
E-119	Erbil	Avr-13	M	Kurde	Qamichly	Commerçant	Commerçant
E-120	Paris	Sep-12	M	Kurde	Afrin	Fonctionnaire	Membre du KNCS, exilé à Paris
E-121	Azaz	Déc-12	M	Arabes sunnites	Azaz	Inconnu	Membres du parti Umma
				Arabe			Participe aux mouvements

E-122	Antakya	Sep-13	M	sunnite	Damas	Fonctionnaire	de protestation, réfugié en Turquie
E-123	Gaziantep	Sep-13	M	Arabe sunnite	Inconnu	Ingénieur	Participe aux mouvements de protestations, membre du Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya
E-124	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Inconnu	Participe aux mouvements de protestation, ancien prisonnier de la Jabhat al-Nusra
E-125	Urfa	Sep-13	M	Arabe sunnite	Raqqa	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation
E-126	Kirkouk	Avr-13	M	Turkmène chiite	Kirkouk (Irak)	Employé chez un opérateur téléphonique en Irak	Employé chez un opérateur téléphonique en Irak
E-127	Hawija	Apr-13	M	Arabe sunnite	Hawija (Irak)	Inconnu	Membre de l'insurrection sunnite irakienne
E-128	Alep	Aug-13	M	Arabe sunnite	Alep	Étudiant en anglais et en gestion	Participe aux mouvements de protestation, supervise les ressources humaines au conseil municipal d'Alep
E-129	Gaziantep	Sep-13	M	Arabe sunnite	Damas	Notable	Participe aux mouvements de protestation, membre de l'ACU
E-130	Alep	Aug-13	F	Arabe sunnite	Alep	Femme au foyer, membre d'une grande famille d'Alep	Participe aux mouvements de protestation, maire du quartier d'Hamdaniyya (Alep)

E-131	al-Bab	Déc-12	M	Arabe sunnite	al-Bab	Chômeur	Participe aux mouvements de protestation
E-132	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Fils d'un commerçant d'Alep	Participe aux mouvements de protestation
E-133	Le Caire	Jan-14	M	Arabe sunnite	Alep	Industriel	Réfugié au Caire
E-134	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Électricien	Électricien
E-135	Gaziantep	Sep-13	M	Arabe sunnite	Raqqa	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation, réfugié en Turquie
E-136	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite	Alep	Directeur d'une usine à pain	Participe aux mouvements de protestation, directeur d'une usine à pain
E-137	Gaziantep	Sep-13	M	Arabe sunnite	Alep	Fonctionnaire	Participe aux mouvements de protestation, réfugié en Turquie, employé dans une ONG
E-138	Alep	Jan-13	F	Arabe sunnite	Alep	Étudiante anglo-syrienne à Londres	Participe aux mouvements de protestation
E-139	Gaziantep	Sep-13	F	Alawite	Damas	Étudiante, artiste, opposante politique	Participe aux mouvements de protestation, directrice du bureau de Beyrouth de la Friedrich Ebert Foundation
E-140	Aïn al-Arab	Déc-12	M	Kurde	Aïn al-Arab	Employé dans le secteur privé	Sympathisant PYD
E-141	Hawija	Mai-13	M	Arabe sunnite	Hawija (Irak)	Principal représentant tribal de Hawija	Déplacé interne
E-142	Kirkouk	Avr-12	M	Arabe sunnite	Kirkouk (Irak)	Directeur du département public des eaux de Kirkouk	Directeur du département public des eaux de Kirkouk
					Provinces		

E-143	Kirkouk	Jan-15	M/F	Arabes sunnites	de Salaheddin et Ninive(Irak)	Mukhtar, commerçants	Déplacés internes
E-144	Debaga	Jan-15	M	Arabes sunnites	Du-Azat, Sultan Abdullah, Talasheri, Tenta (Irak)	Mukhtar, commerçants, ouvriers, imams, instituteurs	Déplacés internes
E-145	Debaga	Jan-15	M	Arabes sunnites	Du-Azat, Sultan Abdullah, Talasheri, Tenta (Irak)	Mukhtar, commerçants, ouvriers, imams, instituteurs	Déplacés internes
E-146	Ali Awa 1st Camp, Khanakin	Jan-15	M	Arabes sunnites et chiites	Baji (Irak)	Travailleurs journaliers	Déplacés internes
E-147	Ali Awa 2nd Camp, Khanakin	Jan-15	M F	Arabes sunnites	Municipalité de Muqdadiyah (Irak)	Femmes au foyer, travailleurs journaliers	Déplacés internes
E-148	Debaga	Fév-15	M	Arabes sunnites	Talarim, Duawad (Irak)	Mukhtar, commerçants, travailleurs journaliers, imams, teachers	Déplacés internes
E-149	Skype/Raqqa	Fév-15	M	Arabe sunnite	Raqqa	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation, membre de l'opposition clandestine à l'État islamique à Raqqa
E-150	Skype/ Tall Abyad	Fév-15, Mar-15	M	Arabe sunnite (tribus al-Chakana et al-Chammar)	Alep	Entrepreneur dans le textile	Commerçant
E-151	Skype/Allemagne	Fév-15	M	Arabe sunnite	Raqqa	Étudiant	Réfugié en Allemagne
E-152	Skype/ Latakia, Raqqa	Fév-15	M	Arabe sunnite	Raqqa	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation, membre de l'opposition clandestine à

							l'État islamique à Raqqa
E-153	Erbil, Dohuk	Mar-15 Mai-15	M	Kurde	Dohuk	Peshmerga – forces militaires du PDK	Peshmerga – forces militaires du PDK
E-154	Skype/ Turquie	Juin-15	M	Arabe sunnite	Raqqa	Inconnu	Participe aux mouvements de protestation, membre d'un groupe armé de Raqqa, combat le régime et l'État islamique
E-155	Erbil	Mar-15	M	Arabe sunnite	Tikrit (Irak)	Inconnu	Déplacé interne
E-156	Kirkouk	Fév-15	M	Turkmène chiite	Tall Afar (Irak)	Inconnu	Déplacé interne
E-157	Kirkouk	Mar-15	M	Arabe sunnite	Kirkouk (Irak)	Président du parti islamique irakien à Kirkouk	Président du Parti islamique irakien à Kirkouk
E-158	Kirkouk	Mar-15	M	Arabe sunnite	Hawija (Kirkouk, Irak)	Notable	Déplacé interne
E-159	Alep	Aug-13	M	Arabe sunnite	Alep	Commerçant	Participe aux mouvements de protestation, commerçant
E-160	Alep	Jan-13	M	Arabe sunnite (Palestinien)	Alep	Étudiant	Participe aux mouvements de protestation
E-161	Bab al-Salam	Jan-13	M	Arabe Sunnite	Inconnu	Colonel dans l'armée syrienne	Déserteur en 2011, membre du Conseil militaire d'Alep

Slogans des manifestations

https://www.facebook.com/Syrian.Revolution est une page Facebook, qui compte plus de 300 000 fans en septembre 2011 (940 000 à la fin de l'année 2014), et indique les lieux et les consignes pour les manifestations. On ne connaît pas la proportion des « fans » avant mai 2011, mais à cette époque, Adam Alqvist a estimé que 35 % des fans résident en Syrie, 50 % sont des Syriens résidant hors de Syrie et 15 % des Arabes des autres pays de la région{760}. Par la suite, la gestion et l'incertitude des procédures de votes conduiront à de nombreux débats entre internautes sur la nécessité d'avoir des slogans politiques ou religieux. Le choix du slogan du vendredi 9 mars 2012, « Loyauté aux martyrs de la révolte kurde [de 2004] » fait particulièrement débat puisque, cette fois, les gestionnaires de la page imposent un slogan au lieu d'obéir au vote. Par la suite, le CNS intervient pour mettre en place de nouvelles modalités de vote sur la page, via un site spécialisé, afin d'assurer la prise en compte des votes et la règle d'une personne une voie. Le site est un révélateur de l'évolution des discours et des objectifs des révolutionnaires. Le vocabulaire moral est particulièrement présent dès les premières semaines. L'espoir d'une intervention militaire, à l'exemple de la Libye, se manifeste avec les slogans de l'été 2011. À partir de janvier 2012 apparaissent des prises de positions en faveur de l'Armée syrienne libre et de la lutte armée, tandis que les premières citations coraniques datent du printemps 2012. Nous remercions Myriam Rubiano pour son travail sur cette page Facebook.

2011	
18 mars	Dignité

25 mars	Honneur
1 avril	Martyrs
8 avril	Constance
15 avril	Persistance
22 avril	Grand vendredi
29 avril	Colère
6 mai	Défi
13 mai	Femmes libres
20 mai	Liberté (en kurde)
27 mai	Défenseurs de Homs
3 juin	Enfants de la liberté
10 juin	Tribus
17 juin	Les honorables – Salah al-Ali
24 juin	Chute de la légitimité
1 juillet	Dégage!
8 juillet	Non au dialogue
15 juillet	Prisonniers de la liberté
22 juillet	Descendants de Khalid
29 juillet	Votre silence nous tue
5 août	Allah est avec nous
12 août	Nous ne céderons pas
19 août	Les débuts de la victoire
26 août	Patience et détermination
2 septembre	La mort plutôt que l'humiliation
9 septembre	Protection internationale
16 septembre	Nous continuerons jusqu'à la chute du régime
23 septembre	Opposition unie
30 septembre	Victoire pour notre Syrie et le Yémen
7 octobre	Le Conseil national me représente
14 octobre	Armée des hommes libres
21 octobre	Martyrs des deadlines arabes
28 octobre	Zone d'exclusion aérienne
4 novembre	Dieu est grand
11 novembre	Nous demandons la suspension de la participation
18 novembre	Expulsion des ambassadeurs
25 novembre	L'Armée libre me protège
2 décembre	Nous demandons une zone tampon
9 décembre	La frappe de la dignité
16 décembre	La Ligue arabe nous tue

23 décembre	Protocole de mort
30 décembre	Manifestation vers les places de la liberté
2012	
6 janvier	Si vous soutenez Allah, il vous aidera
13 janvier	Soutenez l'Armée syrienne libre
20 janvier	Détenus pour la révolution
27 janvier	Droit à l'auto-défense
3 février	Désolé Hama, pardonne nous
10 février	Mobilisation générale, la Russie tue nos enfants
17 février	Résistance populaire
24 février	Nous nous soulevons pour toi, Baba 'Amr
2 mars	Armer l'Armée libre
9 mars	Loyauté pour le soulèvement kurde
16 mars	Intervention militaire immédiate
23 mars	Damas, nous arrivons
30 mars	Les musulmans et les Arabes nous ont lâché
6 avril	Celui qui équipe un combattant a combattu
13 avril	Révolution pour tous les Syriens
20 avril	Nous gagnerons et nous battrons Assad
27 avril	Le commandement d'Allah arrive, ne soyez pas impatient
4 mai	Notre dévotion est notre salut
11 mai	L'aide d'Allah et une victoire proche
18 mai	Les héros de l'université d'Alep
25 mai	Damas, notre heure arrive
1 juin	Les enfants de Houla sont les flambeaux du triomphe
8 juin	Révolutionnaires et commerçants, main dans la main jusqu'à la victoire
15 juin	Préparation totale pour mobilisation totale, la Russie est l'ennemie du peuple syrien
22 juin	Si les gouvernants sont faibles, où est le peuple?
29 juin	Nous sommes confiants dans le triomphe d'Allah
6 juillet	Guerre de libération du peuple
13 juillet	Renverser Annan, le valet d'Assad et de l'Iran – Colère pour les martyrs de Tremseh
20 juillet	Le triomphe du Ramadan sera écrit à Damas
27 juillet	Révolte des deux capitales
3 août	Deir ez-Zor, le triomphe vient de l'Est
10 août	Donnez nous de l'armement anti-aérien
17 août	Avec l'union de l'Armée libre, nous arriverons à la victoire
24 août	Ne pleurez pas Daraa, Allah est avec nous

31 août	Loyauté à Tripoli et aux hommes libres du Liban
7 septembre	Homs assiégé appelle
14 septembre	Idlib est le tombeau de l'Armée de l'air et le symbole des victoires
21 septembre	Les amoureux du messager d'Allah en Syrie sont massacrés
28 septembre	Unir les bataillons de l'Armée libre
5 octobre	Nous avons besoin d'armes, pas de déclarations
12 octobre	Les hommes libres de la côte vont à la victoire
19 octobre	Amérique, ton hostilité n'est-elle pas satisfaite de notre sang?
26 octobre	Allah est grand, seul il a soutenu ses fidèles, fait ses soldats puissants et défait les divisions
2 novembre	Daraya-Fraternité de raisin et de sang
9 novembre	Il est temps de marcher sur Damas
16 novembre	Soutien à la Coalition nationale
23 novembre	Le temps approche et la victoire est proche
30 novembre	La banlieue de Damas est la main de la victoire sur le Palais
7 décembre	Non aux forces d'interposition sur la terre de Syrie
14 décembre	Il n'y a pas de terrorisme en Syrie, excepté celui d'Assad
21 décembre	Ô Alep, le triomphe était écrit sur vos portes
28 décembre	Pain sanglant
2013	
4 janvier	Homs appelle les libéraux à lever le siège de la ville
4 janvier	Non à Lakhdar, nous sommes tous de la Jabhat al-Nusra
11 janvier	Les camps de la mort
18 janvier	Université de la révolution – Le martyre des ingénieurs
25 janvier	Notre leader pour toujours, Sayyed Muhammad
1 février	La communauté internationale est le partenaire d'Assad dans ses massacres
8 février	Tenez bon, tous ensemble, à la corde d'Allah
15 février	Et Allah suffit comme soutien
22 février	La fière Raqqa est sur la route de la liberté
1 mars	Une nation, un drapeau, une guerre
8 mars	Votre Etat sectaire ne gagnera jamais
15 mars	Deux ans de lutte et la victoire de notre révolution s'approche
22 mars	Vos armes chimiques n'arrêteront pas la montée de la liberté
29 mars	Donnez la bonne nouvelle à ceux qui patiemment persévèrent
5 avril	Réfugiés... Honneur et dignité est toujours notre devise
12 avril	La Syrie est trop forte pour être divisée
19 avril	Iran, instrument du diable, tu seras vaincue avec Assad
26 avril	Protection de la majorité

3 mai	Avec votre ligne rouge les Syriens meurent
10 mai	Banyas, génocide sectaire et couverture internationale
17 mai	Indépendance de la décision syrienne
24 mai	La « fausse résistance », al-Quds n'est pas à Homs
31 mai	Les principes de la révolution sont notre ligne rouge
7 juin	La volonté inébranlable de la Ghouta et de Qusayr
14 juin	Le projet safavide, une menace contre l'Oumma
21 juin	Le soutien à la Syrie en action pas en mots
28 juin	Une révolution ardente et une opposition paralysée
5 juillet	Bataillons, attention, réveillez vous!
12 juillet	Jusqu'à ce que nous changions nous-mêmes
19 juillet	Ramadan est le mois des triomphes et des conquêtes
26 juillet	L'épée tirée d'Allah
2 août	Si Allah vous soutient, personne ne vous vaincra
9 août	Les héros de la côte arrivent
16 août	Soutien aux Révolutionnaires de la côte
23 août	Le terroriste Bachar tue des civils avec des armées chimiques et le monde regarde
30 août	Il n'y a de victoire que d'Allah
6 septembre	Bachar ne tue pas nos enfants seulement avec des armes chimiques
13 septembre	Le meurtrier est protégé par la communauté internationale
20 septembre	Les Syriens seuls libérerons la Syrie
27 septembre	Les prisonnières à la pureté de Jasmin
4 octobre	Merci à la Turquie
11 octobre	Nos armes sont pour le front, pas pour les zones libérées
18 octobre	Sauver Moadamiyyah et le sud de Damas
25 octobre	La solution est à la Hague, pas à Genève
1 novembre	Un siège est un génocide continu
8 novembre	Non à l'occupation iranienne de la Syrie
15 novembre	Aller de l'avant, facile ou difficile
22 novembre	Le sang du martyr Abd al-Qader Salah nous unit
29 novembre	La main de Dieu est avec la communauté
6 décembre	Briser le siège
13 décembre	Déplacer la bataille vers les territoires occupés par Assad

Chronologie

1920 – 1946 : la Syrie est administrée par la France sous un régime de mandat de la Société des Nations
1946 – 1949 : République syrienne sous un régime parlementaire
mars 1949 : coup d'état du général Chichackli
février 1954 : soulèvement populaire, restauration du régime parlementaire
1958 – 1961 : République arabe unie entre l'Égypte et la Syrie
8 mars 1963 : coup d'État de la branche syrienne du parti Baas
novembre 1970 : Hafez al-Assad, ministre de la Défense, s'empare du pouvoir
mars 1971 : Hafez al-Assad se proclame Président
février 1982 : massacre de Hama par le régime, fin du soulèvement populaire mené par les Frères musulmans (entre 10 000 et 40 000 morts)
juin 2000 : mort de Hafez al-Assad, son fils Bachar al-Assad lui succède
17 décembre 2010 : début de la Révolution tunisienne
25 janvier 2011 : début de la Révolution égyptienne
15 février 2011 : début de la Révolution libyenne
13 mars 2011 : torture de quinze adolescents de Daraa, arrêtés pour avoir écrit des graffitis contre le régime
25 avril 2011 : siège de Daraa par l'armée syrienne
4 juin 2011 : premier revers de l'armée à Jisr al-Chughur près de la frontière turque
29 juillet 2011 : annonce de la formation de l'Armée syrienne libre par un groupe d'officiers déserteurs
13 août 2011 : bombardement des quartiers sunnites du sud de la ville de Latakia
2 octobre 2011 : création du Conseil national syrien à Istanbul
26 octobre 2011 : création du Conseil national du Kurdistan syrien à Erbil
11 juillet 2012 : accords d'Erbil entre la branche syrienne du PKK, le PYD, et le CNKS
15 juillet 2012 : offensive de l'insurrection à Damas
19 juillet 2012 : offensive de l'insurrection à Alep
fin juillet 2012 : passation de pouvoir du régime syrien vers le PYD dans les enclaves kurdes du nord de la Syrie
avril 2013 : scission entre Jabhat al-Nusra et l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL)
21 août 2013 : attaque au gaz contre la Ghouta
janvier 2014 : offensive généralisée de l'ASL contre l'EIIL qui est chassé de l'ouest de la Syrie
janvier – février 2014 : négociations de Genève II entre le régime et l'opposition
10 juin 2014 : chute de Mossoul aux mains de l'État islamique et de l'insurrection irakienne,
29 juin 2014 : l'EIIL annonce l'établissement du califat, Abu Bakr al-Baghdadi est proclamé calife

juillet 2014 : offensive de l'État islamique à l'est de la Syrie et sur Aïn al-Arab
août 2014 : offensive de l'État islamique au Kurdistan irakien
22 septembre 2014 : intervention aérienne de la Coalition internationale menée par les États Unis contre l'État islamique en Syrie et en Irak
30 septembre 2015 : intervention militaire de la Russie

Bibliographie

Ababsa, Myriam, « Agrarian Counter-Reform in Syria », in Hinnebusch, Raymond, (dir.), *Agriculture and Reform in Syria*, Boulder, Lynne Rienner, 2011, p. 83-107.

Ababsa, Myriam, « Le démantèlement des fermes d'État syriennes : une contre-réforme agraire (2000-2005) », in Dupret, B., Ghazzal, Courbage, Y., al-Dbiyat, M. (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 739-45.

Ababsa, Myriam, « Contre-réforme agraire et conflits fonciers en Jazîra syrienne (2000-2005) », *Revue d'Études des Mondes Musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2007, p. 211-230.

Ababsa, Myriam, « La recomposition des allégeances tribales dans le Moyen-Euphrate syrien (1958-2007) », *Études rurales* 184, 2009, p. 65-78.

Ababsa, Myriam, Dupret, Baudouin, Denis, Eric (dir.), *Popular Housing and Urban Land Tenure in the Middle East*, Cairo, The American University in Cairo Press, 2012.

Ababsa, Myriam, Roussel, Cyril, al-Dbiyat, Mohammed, « Le territoire syrien entre intégration nationale et métropolisation renforcée », in Dupret, B., Ghazzal, Z., Mujahidin, Y., al-Dbiyat, M., *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 37-78.

Abboud, Cha'ban, « Les quartiers informels de Damas : une ceinture de misère », in Dupret, B., Ghazzal, Z., Mujahidin, Y., al-Dbiyat, M., (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 169-176.

Adang, Camilla, Ansari, Hassan, Fierro, Maribel, Schmidtke, Sabine (dir.), *Accusations of Unbelief in Islam: A Diachronic Perspective on Takfīr*, Leiden, Brill, 2015.

Adelman, Howard, « Why Refugee Warriors are Threats », *Journal of Conflict Studies* 18 (1), 1989, p. 49-70.

Ahmad, Balsam, « Neighbourhood and Health Inequalities in Formal and Informal Neighbourhoods in Aleppo », in Ahmad B. et Sudermann, Y. *Syria's Contrasting Neighbourhoods: Gentrification and Informal Settlements Juxtaposed*, Boulder, Lynne Rienner, 2012.

Aita, Samir, « L'économie de la Syrie peut-elle devenir sociale ? Vous avez dit : "économie sociale de marché" ? », in Dupret, B., Ghazzal, Courbage, Y., al-Dbiyat, M. (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 541-580.

Allal, Amin, « Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie : processus de radicalisation politique 2007-2011 », *Revue française de science politique*, 62 (5), 2012, p. 821-841.

Allison, Roy, « Russia and Syria: Explaining Alignment with a Regime in Crisis », *International Affairs* 89 (4), 2013, p. 795-823.

Alqvist, Adam, « The Syrian Insurgency and the Transnational Sphere: Transforming the Conflict in

Syria », in Carsten Wieland, Adam Almqvist et Helena Nassif, *The Syrian Insurgency: Dynamics of an Insurgency*, Boulder, Lynne Rienner, p. 57-58.

Alshesh, Eli, « The Doctrinal Crisis Within the Salafi-Jihadi Ranks and the Emergence of Neo-Takfirism: A Historical and Doctrinal Analysis », *Islamic Law and Society* 21, 2014, p. 419-452.

Anderson, Paul, « The Politics of Scorn in Syria and the Agency of Narrated Involvement », *Journal of the Royal Anthropological Institute* 19, 2013, p. 463-481.

Atzili, Boaz, « When Good Fences Make Bad Neighbors: Fixed Borders, State Weakness, and International Conflict », *International Security* 31 (3), 2006/2007, p. 139-173.

Autesserre, Séverine, *The trouble with Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.

Baczko, Adam, « Juger en situation de guerre civile : les cours de justice Taliban en Afghanistan (2001-2013) », *Politix* 104 (4), 2013, p. 25-46.

Baczko, Adam, Dorronsoro, Gilles, Quesnay, Arthur, « Mobilisations par délibération et crise polarisante : les mobilisations pacifiques en Syrie (2011) », *Revue française de science politique* 63 (5), 2013, p. 815-839.

Baczko, Adam, Dorronsoro, Gilles, Quesnay, Arthur, « Le capital révolutionnaire », *Actes de la recherche en sciences sociales* 211-212, 2016.

Balanche, Fabrice, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala, 2006.

Balanche, Fabrice, « La région côtière : d'une périphérie délaissée à une périphérie assistée », in Dupret, B., Ghazzal, Z., Mujahidin, Y., al-Dbiyat, M., (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 87-98.

Balanche, Fabrice, « La Syrie entre révolution, guerre civile et statu quo », in Gardelle, L., *Un « printemps arabe » ?*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 103-132.

Balanche, Fabrice, « Géographie de la révolte syrienne », *Outre-terre* 29 (3), 2011, p. 437-458.

Balanche, Fabrice, « Communautarisme en Syrie : lorsque le mythe devient réalité », *Confluences Méditerranée* 89, 2014, p. 29-44.

Balanche, Fabrice, « L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences », *Revue géographique de l'Est* 49 (4), 2009.

Balanche, Fabrice, « Transports et espace syrien », *Annales de Géographie* 112 (630), 2003, p. 146-166.

Balanche, Fabrice, « Clientélisme, communautarisme et fragmentation territoriale en Syrie », *A contrario* 11, 2009, p. 122-150.

Barnes, John A., « Class and Committees in a Norwegian Island Parish », *Human Relations* 7, 1954, p. 39-58.

Batatu, Hanna, *Syria's Peasantry, the Descendants of its Lesser Rural Notables, and their Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

Beaud, Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales : plaidoyer pour l''entretien ethnographique », *Politix* 9 (35), 1996, p. 226-257.

Beaugrand, Claire, « *L'engagement des monarchies du Golfe contre le régime de Bachar al-Assad* », in Burgat, F. et Paoli, B.(dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013, p. 310-321.

Becker, Annette, *La guerre et la foi : de la mort à la mémoire, 1914-1930*, Paris, Armand Colin, 1994.

Beinin, Joel, « *Introduction: The Middle East and North Africa Beyond Classical Social Movement Theory* », in Beinin, J. et Vairel, F. (eds), *Social movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa*, Second Edition, Stanford, Stanford University Press, 2013, p. 1-31.

Belhadj, Souhail, *La Syrie de Bashar al-Assad : anatomie d'un système autoritaire*, Paris, Belin, 2013.

Belhadj, Souhaïl, « L'appareil sécuritaire syrien, socle d'un régime miné par la guerre civile », *Confluences Méditerranée* 89 (2), 2014, p. 15-27.

Bennani-Chraïbi, Mounia, Filleule, Olivier, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires », *Revue française de science politique* 62 (5), 2012, p. 767-796.

Bennett, Andrew, Checkel, Jeffrey, *Process Tracing: From Metaphor to Analytic Tool*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

Berman, Bruce, Lonsdale, John, *Unhappy Valley: Conflict in Kenya and Africa*, Volume 1 : *State and Class*,

London, James Currey, 1992.
Bizeul, Daniel, « Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe », *Revue française de science politique* 57 (1), 2007, p. 69-89.
Bizeul, Daniel, « Faire avec les déconvenues : une enquête en milieu nomade », *Sociétés contemporaines* 33-34, 1999, p. 111-137.
Bloch, Marc, « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre », *Revue de synthèse historique* 33, 1921.
Blom, Amélie, « Les "martyrs" jihadistes veulent-ils forcément mourir ? Une approche émique de la radicalisation autosacrificielle au Pakistan », *Revue française de science politique* 61 (5), 2011, p. 867-891.
Boëx, Cécile, « Mobilisations d'artistes dans le mouvement de révolte en Syrie : modes d'action et limites de l'engagement », in Allal, A. et Pierret, T. (dir.), *Au cœur des révolutions arabes : devenir révolutionnaire*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 87-112.
Boëx, Cécile, « La vidéo comme outil de l'action collective et de la lutte armée », in Burgat, F. et Paoli, B. (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013, p. 172-184.
Boëx, Cécile, « Ce que la révolution fait à la création cinématographique en Syrie », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 133, 2013, p. 145-156.
Boëx, Cécile, « The End of the State Monopoly over Culture: Toward the Commodification of Cultural and Artistic Production », *Middle East Critique*, 20 (2), 2011, p. 139-155.
Boissière, Thierry, « L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse », *Revue d'étude des mondes musulmans et de la Méditerranée* 138, 2015, p. 117-130.
Botiveau, Bernard, *Loi islamique et droit dans les sociétés arabes : mutations des systèmes juridiques du Moyen-Orient*, Paris, Karthala, 1993.
Bou Nassif, Hicham, « "Second-Class": The Grievances of Sunni Officers in the Syrian Armed Forces », *Journal of Strategic Studies*, 38 (5), 2015, p. 626-649.
Boudon, Raymond, *Raison, bonnes raisons*, Paris, Presses Universitaires de France, 2003.
Bourdieu, Pierre, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1980, p. 2-3.
Bourdieu, Pierre, « The Forms of Capital », in J. Richardson (dir.), *Handbook of Theory and Research for the Sociology of Education*, New York, Greenwood, 1986, p. 241-259.
Bourdieu, Pierre, *Homo academicus*, Paris, Éditions de minuit, 1984.
Bourdieu, Pierre, *Sociologie générale, Volume 1 : Cours au Collège de France 1981-1983*, Paris, Seuil, 2015.
Bourgois, Philippe, « La violence en temps de guerre et en temps de paix », *Cultures & Conflits* 47, 2002, p. 81-116.
Burgat, François, *L'islamisme en face*, Paris, La Découverte, 2007.
Burgat, François, Paoli, Bruno (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013.
Burgat, François, « La stratégie al-Assad : diviser pour survivre », in Burgat, F. et Paoli, B. (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013, p. 17-32.
Burgat, François, Caillet, Romain, « Une guérilla islamiste ? Les composantes idéologiques de la révolte armée », in Burgat, F. et Paoli, B.(dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013, p. 55-83.
Camau, Michel, « L'exception autoritaire ou l'improbable point d'Archimède de la politique dans le monde arabe », in Picard, E. (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 29-54.
Camau, Michel, « Un printemps arabe ? L'émulation protestataire et ses limites », *L'année du Maghreb* 8, 2012, p. 27-47.
Cattedra, Raffaele, Idrissi-Janati, M'hammed, « Espace sacré, espace de citadinité, espace de mouvement. Les territoires des mosquées au Maroc », in Bennani-Chraïbi, M. et Fillieule, O. (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003, p. 127-175.
Centlivres, Pierre, « Violence illégitime et violence légitime : à propos des pratiques et des représentations

dans la crise afghane », *L'Homme* 144, 1997, p. 51-67.
Centlivres, Pierre, « The Controversy over the Buddhas of Bamiyan », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal* 2, 2008.
Centlivres, Pierre, « Les trois pôles de l'identité afghane au Pakistan », *L'Homme* 28 (108), 1988, p. 134-146.
Charap, Samuel, « Russia, Syria and the Doctrine of Intervention », *Survival* 55 (1), 2013, p. 35-41.
de Châtel, Francesca, « The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Insurgency: Untangling the Triggers of the Revolution », *Middle Eastern Studies* 50 (4), 2014, p. 1-15.
Chiffoleau, Sylvia (dir.), « La Syrie au quotidien : cultures et pratiques du changement », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2006.
Chiffoleau, Sylvia, « Fête et procession de Maaloula : une mise en scène des identités dans l'espace d'un village chrétien », *Revue d'études des mondes musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2006, p. 176-189.
Clark, Janine, *Islam, Charity and Activism: Middle-class Networks and Social Welfare in Egypt, Jordan and Yemen*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.
Coleman, James, « Social Capital in the Creation of Human Capital », *American Journal of Sociology* 94, 1988, p. 95-120.
Courbage, Youssef, « La population de la Syrie : des réticences à la transition (démographique) », in Dupret, B., Ghazzal, Z., Mujahidin, Y., al-Dbiyat, M., (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 177-213.
Cousin, Bruno, Chauvin, Sébastien, « L'économie symbolique du capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales* 193 (3), 2012, p. 96-103.
Daher, Aurélie, « Un chiisme combattant face au monde : la politique étrangère du Hezbollah », in Adraoui, M.-A. (dir.), *Les islamistes et le monde. Islam politique et relations internationales*, Paris, L'Harmattan, 2015, p. 147-164.
Daher, Aurélie, « In the Wake of the Islamic State Threat: Repercussions on Sunni Shi'i Competition in Lebanon », *Journal of Shi'a Islamic Studies* 8 (2), 2015, p. 209-235.
De Swaan, Abram, *The Killing Compartments: The Mentality of Mass Murder*, New Haven, Yale University Press, 2015.
Della Porta, Donatella, *Mobilizing for Democracy: Comparing 1989 and 2011*, Oxford, Oxford University Press, 2014.
Dobry, Michel, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des crises multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009.
Donati, Caroline, *L'exception syrienne : entre marchandisation et résistance*, Paris, La Découverte, 2011.
Donati, Caroline, « The Economics of Authoritarian Upgrading in Syria: Liberalization and the Reconfiguration of Economic Networks », in Heydemann S. et Leenders, R. (dir.), *Middle East Authoritarianisms: Governance, Contestation, and Regime Resilience in Syria and Iran*, Stanford, Stanford University Press, 2013, p. 35-60.
Dorronsoro, Gilles, *Revolution Unending: Afghanistan, 1979 to the Present*, New York, Columbia University Press, 2005.
Dorronsoro, Gilles, *Que veut la Turquie ?*, Paris, Autrement, 2008.
Dorronsoro, Gilles, « La torture discrète : capital social, radicalisation et désengagement militant dans un régime sécuritaire », *European Journal of Turkish Studies* 8, 2008, https://ejts.revues.org/2223.
Dorronsoro, Gilles, « The Transformation of the Afghanistan-Pakistan Border », in Bashir, S. et Crews, R. (dir.), *Under the Drones: Modern lives in the Afghanistan-Pakistan Borderlands*, Cambridge, Harvard University Press, 2012, p. 30-44.
Dorronsoro, Gilles, « Dynamiques entre champs religieux et politique. Le cas de l'Afghanistan », *Purusārtha* 30, 2012
Dorronsoro, Gilles, Grojean, Olivier (dir.), *Identités et politique : de la différenciation culturelle au conflit*, Paris, Presses de Sciences-po, 2015.
Dorronsoro, Gilles, Gourisse, Benjamin, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-partis », *Politix* 107 (1), 2015, p. 195-218.

Dot-Pouillard, Nicolas, « Les divisions stratégiques des oppositions syriennes : un leadership impossible ? », in Burgat, F. et Paoli, B. (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013, p. 115-218.

Dot-Pouillard, Nicolas, « Le mouvement national palestinien et la crise syrienne : une division contenue », in Burgat, F. et Paoli, B. (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie, Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013, p. 264-275.

Drysdale, Alasdair, *Center and Periphery in Syria: A Political Geographic Study*, Thesis, University of Michigan, 1977.

Dupret, Baudouin, Ghazzal, Zouhair, Courbage, Youssef, al-Dbiyat, Mohammed (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007.

Dupret, Baudouin, Belhadj, Souhail, Ferrié, Jean-Noël, « Démocratie, famille et procédure. Ethnométhodologie d'un débat parlementaire syrien », *Revue européenne des sciences sociales* 65 (139), 2007, p. 5-44.

Dupret-Schepens, Catherine, « Les populations syriennes sont-elles homogènes ? », in Dupret, B., Ghazzal, Z., Mujahidin, Y., al-Dbiyat, M. (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 115-233.

El Salah, Ali, « Les bourgeoisies syriennes », in Dupret, B., Ghazzal, Courbage, Y., al-Dbiyat, M. (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 771-778.

El-Chazli, Youssef, « Sur les sentiers de la révolution : comment des Egyptiens "dépolitisés" sont-ils devenus révolutionnaires ? », *Revue française de science politique*, 62 (5), 2012

Elias, Norbert, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Pocket, 2003, p. 843-865.

Festinger, Leon, Riecken, Henry, Schachter, Stanley, *When Prophecy Fails: A Social and Psychological Study of a Modern Group that Predicted the Destruction of the World*, New York, Harper-Torchbooks, 1964.

Fillieule, Olivier, « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques », in Dorronsoro G. (dir.), *La Turquie conteste*, Paris, Presses du CNRS, 2006, p. 201-218.

Foucault, Michel, *Dits et écrits (1954-1988), Tome III : 1976-1979*, Paris, Gallimard, p. 112.

Foucault, Michel, *Le courage de la vérité*, Paris, Seuil/Gallimard, 2009.

Frisch, Hillel (dir.), « The Role of the Military in the Arab Tumult », *Journal of Strategic Studies* 36 (2), 2012.

Geisser, Vincent, « Le Liban, au cœur de la crise syrienne, en marge des révolutions arabes ? », in Burgat, F. et Paoli, B. (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013, p. 219-237.

Georg, Elwert, « Market of Violence », in Elwert, G., Feuchtwang, S. et Neuvert D. (dir.), *Dynamics of Violence. Processes of Escalation and De-Escalation in Violent Group Conflicts*, Berlin, Duncker & Humblot, 1999, p. 85-102.

Georgeon, François, *Abdülhamit le Sultan calife (1976-1909)*, Paris, Fayard, 2003.

al-Ghazali, Abou Hamid, *Le civisme du Musulman : la commanderie du bien et le pourchas du mal*, Paris, Creadif, 1994.

Ghazzal, Zouhair, « Shared Social and Juridical Meanings in Aleppo Neighborhood », in Ababsa, M., Dupret B. et Denis, E. (dir.), *Popular Housing and Urban Land Tenure in the Middle East*, Cairo, The American University in Cairo Press, 2012, p. 169-202.

Glasman, Wladimir, « Les ressources sécuritaires du régime », in Burgat, F. et Paoli, B. (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013, p. 33-53.

Goulden, Robert, « Housing, Inequality, and Economic Change in Syria », *British Journal of Middle Eastern Studies* 38 (2), 2011, p. 187-202.

Granovetter, Mark, « Threshold Models of Collective Behavior », *American Journal of Sociology* 83 (6), 1978, p. 1420-1443.

Granovetter, Mark, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, 78 (6), 1973, p. 1360-1380.

Grawert, Elke, « Cross-Border Dynamics of Violent Conflict: The Case of Sudan and Chad », *Journal of*

Asian and African Studies 43 (6), 2008, p. 595-614.
Green, Donald P., Shapiro, Ian, *Pathologies of Rational Choice Theory: A Critique of Applications in Political Science*, New Haven, Yale University Press, 1994.
Grojean, Olivier, « Les aléas d'un terrain comme révélateurs de sa structuration : gestion et objectivation d'une relation d'enquête sur une mouvance radicale et transnationale », *Revue internationale de politique comparée* 17 (4), 2010, p. 63-76.
Gurr, Ted, *Why Men Rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1970.
Haddad, Bassam, *Business Networks in Syria: The Political Economy of Authoritarian Resilience*, Stanford, Stanford University Press, 2012.
Haddad, Bassam, « The Formation and Development of Economic Network in Syria: Implications for Economic and Fiscal Reforms, 1986-2000 », in Heydemann, S. (dir.), *Networks of Privilege in the Middle East: The Politics of Economic Reform Revisited*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 53-66.
Haddad, Bassam, « Syria's State Bourgeoisie: An Organic Backbone for the Regime », *Middle East Critique* 21 (3), 2012, p. 231-257.
Haenni, Patrick, *L'ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*, Paris, Karthala, 2005.
Hammal, Fadi, Mock, Jeremiah, Ward, Kenneth D., Fouad, Fouad M., Beech, Bettina M., Maziak, Wasim, « Settling With Danger: Conditions and Health Problems in Peri-Urban Neighbourhoods in Aleppo, Syria », *Environment and Urbanization* 17 (2), 2005, p. 113-125.
Harpviken, Kristian Berg, *Social Networks and Migration in Wartime Afghanistan*, London, Palgrave Macmillan, 2009.
Hashemi, Nader, Postel, Daniel (dir.), *The Syrian Dilemma*, Cambridge, MIT Press, 2013.
Hegghammer, Thomas, Nesser, Petter, « Assessing the Islamic State's Commitment to Attacking the West », *Perspectives on Terrorism* 9 (4), 2015, p. 14-30.
Heydemann, Steven, *Upgrading Authoritarianism in the Arab World*, Washington, Brooking's Institute, 2007.
Heydemann, Steven, Leenders, Reinoud, *Resilient Authoritarianism in the Middle East: Lessons from Syria and Iran & Implications for Democracy Promotion*, La Hague, Hivos, 2011.
Heydemann, Steven, Leenders, Reinoud (dir.), *Middle East Authoritarianisms: Governance, Contestation, and Regime Resilience in Syria and Iran*, Stanford, Stanford University Press, 2013.
Hibou, Béatrice, « Retrait ou redéploiement de l'État », *Critique internationale* 1, 1998, p. 128-129.
Hibou, Béatrice, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La découverte, 2011.
Hinnebusch, Raymond A., « Local Politics in Syria: Organization and Mobilization in Four Village Cases », *Middle East Journal* 30 (1), 1976, p. 1-24.
Hinnebusch, Raymond A., « The Political Economy of Economic Liberalization in Syria », *International Journal of Middle East Studies* 27 (3) 1995, p. 305-310.
Hinnebusch, Raymond A., « Syria: The Politics of Economic Liberalization », *Third World Quarterly* 18 (2), 1997, p. 249-265.
Hinnebusch, Raymond A., *Revolution From Above*, New York, Routledge, 2002.
Hinnebusch, Raymond A., « Syria: from Authoritarian Upgrading to Revolution ? », *International Affairs* 88 (1), 2012, p. 95-113.
Honneth, Axel, *The Struggle for Recognition: The Moral Grammar of Social Conflicts*, New York, Polity Press, 1995.
Hourcade, Bernard, « L'Iran contre l'"encerclement sunnite" », in Burgat, F. et Paoli, B. (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013, p. 276-281.
Hudson, Leila, « Le voile et le portable : l'adolescence sous Bachar al-Assad », in Dupret, B., Ghazzal, Z., Mujahidin, Y., al-Dbiyat, M., (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 303-312.
Ismail, Salwa, « The Syrian Insurgency: Imagining and Performing the Nation », *Studies in ethnicity and nationalism* 11 (3), 2011, p. 538-549.
Jasper, James, *The Art of Moral Protest*, Chicago, The University of Chicago Press, 1997.

Jervis, Robert, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1978.

Joas, Hans, *War and Modernity: Studies and the History of Violence in the 20th Century*, Cambridge, Polity Press, 2003.

Joas, Hans, Knoebl, Wolfgang, *War and Social Thought: Hobbes to the Present*, Princeton, Princeton University Press, 2013.

Karabet, Aram, *Treize ans dans les prisons syriennes. Voyage vers l'inconnu*, Paris, Actes Sud, 2013.

Karmer, Martin, « Syria's Alawis and Shi'ism », in Karmer, M. (dir.), *Shi'ism, Resistance and Revolution*, Boulder, Westview Press, 1987, p. 246-249.

Khalifé, Moustafa, *La Coquille. Prisonnier politique en Syrie*, Paris, Actes Sud, 2007.

Kienle, Eberhard, « Entre jamaa et classe : le pouvoir politique en Syrie contemporaine », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 59-60, 1991, p. 211-239.

Koopmans, Ruud, Duyvendak, Jan W., « The Political Construction of the Nuclear Energy Issue and its Impact on the Mobilization of Anti-Nuclear Movements in Western Europe », *Social Problems* 42 (2), 1995, p. 235-251.

Kuran, Timur, *Private Truths, Public Lies: The Social Consequences of Preference Falsification*, Cambridge, Harvard University Press, 1997.

Kurzman, Charles, *The Unthinkable Revolution in Iran*, Cambridge, Harvard University Press, 2005.

Lagroye, Jacques (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

Laue, Franziska, « Vertical Versus Horizontal: Constraints of Modern Living Conditions in Informal Settlements and the Reality of Construction », in Ababsa, M., Dupret, B. et Denis, E. (dir.), *Popular Housing and Urban Land Tenure in the Middle East*, Cairo, The American University in Cairo Press, 2012, p. 111-135.

Lavergne, Marc, « L'urbanisation contemporaine de la Syrie du Nord », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 62, 1991, p. 195-208.

Lawson, Fred H., *Demystifying Syria*, London, Saqi Books, 2010.

Le Saux, Mathieu, « Les dynamiques contradictoires du Champ associatif syrien », *Revue d'Études des Mondes Musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2006, p. 193-209.

Leenders, Reinoud, « Iraqi Refugees in Syria: Causing a Spill-over of the Iraqi Conflict », *Third World Quaterly* 29 (8), 2008, p. 1563-1584.

Leenders, Reinoud, Heydemann, Steven, « Popular Mobilization in Syria: Opportunity and Threat, and the Social Networks of the Early Risers », *Mediterranean Politics* 17 (2), 2011, p. 139-159.

Leenders, Reinoud, « Collective Action and Mobilization in Dar'a: An Anatomy of the Onset of Syria's Popular Insurgency », *Mobilization* 17 (4), 2012, p. 419-434.

Leenders, Reinoud, « "Oh Buthaina, Oh Sha'ban – The Hawrani is not Hungry, We Want Freedom !": Revolutionary Framing and Mobilization at the Onset of the Syrian Insurgency », in Beinin, J. et Vairel, F. (dir.), *Social movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa, Second Edition*, Stanford, Stanford University Press, 2013, p. 246-261.

Lefevre, Raphaël, *Ashes of Hama: The Muslim Brotherhood in Syria*, London, Hurst, 2013.

Lischer, Sarah, « Collateral Damage: Humanitarian Assistance as a Cause of Conflict », *International Security* 28 (1), 2003, p. 79-109.

Lohmann, Susanne, « The Dynamics of Informational Cascade: The Monday Demonstrations in Leipzig, East Germany, 1989-1991 », *World Politics* 47 (1), 1994, p. 42-101.

Lund, Aron, *Struggling to Adapt: The Muslim Brotherhood in a New Syria*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2013.

Lutz, Catherine, « Ethnography at War Century's End », *Journal of Contemporary Ethnography* 28, 1999, p. 610-619.

Marks, Zoe, *The Internal Dynamics of Rebel Groups: Politics of Material Viability and Organisational Capacity in the RUF of Sierra Leone*, Thesis, University of Oxford, 2013.

Martinez, Luis, *La guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala, 1998.

Massey, Douglas, Espana, Felipe, « The Social Process of International Migration », *Science* 237, 1987, p. 733-738.

McDowall, David, *The Kurds of Syria*, London: KHRP, 1998.

Menkhaus, Ken, « Governance without Government in Somalia: Spoiler, State-Building and the Politics of Coping », *International Security* 31 (3), 2006/7, p. 74-106.

Méouchy, Nadine, « Les mobilisations urbaines et rurales à l'époque mandataire. Remarques préliminaires », in Méouchy, N. (dir.), *France, Syrie et Liban, 1918-1946 : les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire*, Damas, IFEAD, 2002, p. 315-323.

Mervin, Sabrina, « Des nosayris aux ja'farites : le processus de "chiitisation" des alaouites », in Dupret, B., Ghazzal, Z., Mujahidin, Y., al-Dbiyat, M., (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 359-364.

Mikaïl, Barah (dir.), « La tragédie syrienne », *Confluences Méditerranée* 89 (2), 2014.

Montgomery, Harriet, *The Kurds of Syria: An Existence Denied*, Berlin, Europäisches Zentrum für Kurdische Studien, 2005.

Moussaoui, Abderrahmane, « Du danger et du terrain en Algérie », *Ethnologie française* 37 (2), 2001, p. 51-59.

Nordstrom, Carolyn, Robben, Antonius C.G.M., *Fieldwork under Fire*, Oakland, University of California Press, 1996.

O'Dell, Emily J., « Waging War on the Dead: The Necropolitics of Sufi Shrine Destruction in Mali », *Archaeologies* 9 (3), 2013, p. 506-525.

Olson, Mancur, *The Logic of Collective Action: Public Goods and The Theory of Groups*, Cambridge, Harvard University Press, 1971.

Opp, Karl-Dieter, Gem, Christiane, Voss, Peter, *Origins of a Spontaneous Revolution: East Germany, 1989*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996.

Paoli, Bruno, « Et maintenant, on va où ? Les alaouites à la croisée des destins », in Burgat, F. et Paoli, B. (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013, p. 124-143.

Pérouse, Jean-François (dir.), « Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique », *European Journal of Turkish Studies* 1, 2004.

Perthes, Volker, *The Political Economy of Syria under Asad*, London, I.B. Tauris, 1995.

Pfaff, Steven, « Collective Identity and Informal Groups in Revolutionary Mobilizations: East Germany in 1989 », *Social Forces* 75 (1), 1996, p. 91-117.

Picard, Elizabeth, « Syrie : la coalition autoritaire fait de la résistance », *Politique étrangère* 4 2005, p. 755-768.

Picard, Elizabeth, « Fin de partie en Syrie », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 81-82, 1996, p. 207-229.

Pierret, Thomas, « Les oulémas syriens aux XXe-XXIe siècles », thèse, IEP de Paris – UCL, 2009.

Pierret, Thomas, Selvik, Kjetil, « Limits of "Authoritarian Upgrading" in Syria: Private Welfare, Islamic charities, and the Rise of the Zayd Movement », *International Journal Middle Eastern Studies* 41, 2009, p. 595-614.

Pierret, Thomas, « L'islam dans la révolution syrienne », *Politique étrangère* 4, 2011, p. 884-888.

Pierret, Thomas, *Baas et islam en Syrie : la dynastie Assad face aux oulémas*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.

Pierret, Thomas, « Les oulémas : une hégémonie religieuse ébranlée par la révolution », in Burgat, F. et Paoli, B. (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Paris, La découverte, 2013, p. 92-106.

Pierret, Thomas, « The State Management of Religion in Syria », in Heydemann S. et Leenders, R. (dir.), *Middle East Authoritarianisms: Governance, Contestation, and Regime Resilience in Syria and Iran*, Stanford, Stanford University Press, 2013, p. 83-106.

Pierret, Thomas, « Fragmentation et consolidation de l'opposition armée », *Confluences méditerranéennes* 89 (2), 2014, p. 45-51.

Pierret, Thomas, « Les salafismes dans l'insurrection syrienne : des réseaux transnationaux à l'épreuve des réalités locales », *Outre-Terre* 44 (3), 2015, p. 196-215.

Pierret, Thomas, Cheikh, Mériam, « "I Am Very Happy Here": Female Jihad in Syria as Self-

Accomplishment », *Journal of Women of the Middle East and the Islamic World* 13, 2015, p. 241-269.
Poirier, Marine, « De la place de la Libération (al-Tahrir) à la place du Changement (al-Taghyir) : recompositions des espaces et expressions du politique au Yémen », in Allal, A. et Pierret, T., *Au cœur des révolutions arabes : devenir révolutionnaire*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 31-51.
Polletta, Francesca, Amenta, Edwin, « Second that Emotion ? Lessons from Once-Novel Concepts in Social Movement Research », in Goodwin, J., Jasper, J.M. et Polletta, F. (dir.), *Passionate Politics: Emotions and Social Movements*, Chicago, The University of Chicago Press, 2001, p. 303-316.
Quesnay, Arthur, Roussel, Cyril, Roussel, « Avec qui se battre ? Le dilemme kurde », in Burgat, F. et Paoli, B. (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie. Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise* (2011-2013), Paris, La découverte, 2013, p. 144-157.
Rabo, Annika, « Affective, Parochial or Innovative ? Aleppo Traders on the Margin of Global Capitalism », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 115-116, 2006, p. 43-58.
Revel, Jean-François, *La connaissance inutile*, Paris, Grasset, 1988.
Roberts, David B., « Understanding Qatar's Foreign Policy Objectives », *Mediterranean Politics* 17 (2), 2012, p. 233-239.
Robinson, Glenn, « Elite Cohesion, Regime Succession and Political Instability in Syria », *Middle East Policy* 5 (4), 1998, p. 159-179.
Rodgers, Dennis, *Making Danger a Calling: Anthropology, Violence and the Dilemmas of Participant Observation*, London, LSE Development Research Centre, 2001.
Rougier Bernard, *L'oumma en fragments*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011.
Roussel, Cyril, « Les grandes familles druzes entre local et national », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2006, p. 135-153.
Roussel, Cyril, *Les Druzes de Syrie. Territoire et mobilité*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2011.
Roussel, Cyril, « La construction d'un territoire kurde en Syrie : un processus en cours », *Maghreb-Machrek* 213 (3), 2012, p. 83-98.
Rowell, Jay, *Le totalitarisme au concret. Les politiques du logement en RDA*, Paris, Economica, 2006.
Rufin, Jean-Christophe, Jean, François (dir.), *L'économie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996.
Ruiz de Elvira Carrascal, Laura, « State/Charities Relation in Syria: Between Reinforcement, Control and Coercion », in Ruiz de Elvira Carrascal, L. et Zintl, T. *Civil Society and the State in Syria: The Outsourcing of Social Responsibility*, Boulder, Lynne Rienner, 2012, p. 5-29.
Ruiz de Elvira, Tina Zintl, Laura, « The End of the Ba'thist Social Contract in Bashar al-Asad's Syria: Reading Sociopolitical Transformations through Charities and Broader Benevolent Activism », *International Journal of Middle Eastern Studies* 46, 2014, p. 329-349.
Salehyan, Idean, « Transnational Rebels: Neighboring States as Sanctuary for Rebel Groups », *World Politics* 59 (2), 2007, p. 217-242.
Salehyan, Idean, Gleditsch, Kristian Skrede, « Refugees and the Spread of Civil War », *International Organization* 60 (2), 2006, p. 335-366.
De Sardan, Jean-Pierre Olivier, « La politique du terrain », *Enquête* 1, 1995.
Schlichte, Klaus, *In the Shadow of Violence. The Politics of Armed Groups*, Campus Verlag, Frankfurt/New York, 2009.
Seurat, Michel, *L'État de Barbarie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012.
Seurat, Michel, « Les populations, l'État et la société », in André Raymond, (dir.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Paris, Editions du CNRS, 1980, p. 87-141.
Sewell Jr., William H., « A Theory of Structure: Duality, Agency, and Transformation », *The American Journal of Sociology* 98 (1), 1992, p. 1-29.
Shelling, Thomas C., « Hockey Helmets, Concealed Weapons, and Daylight Saving: A Study of Binary Choices with Externalities », *The Journal of Conflict Resolution* 17 (3), 1973, p. 381-428.
Sluka, Jeffrey, « Reflections on Managing Danger in Fieldwork: Dangerous Anthropology in Belfast », in Sluka, J. et Robben, A. (dir.), *Ethnographic Fieldwork: An Anthropological Reader*, Hoboken, Wiley-Blackwell, 2012, p. 283-296.
Sluka, Jeffrey, « Participant Observation in Violent Social Contexts », *Human Organization* 49 (2), 1990, p. 114-126.

Stoner, James A., *A Comparison of Individual and Group Decisions Involving Risk*, unpublished master's dissertation, Cambridge, MIT, 1961.

Sunayama, Sonoko, *Syria and Saudi Arabia: Collaboration and Conflicts in the Oil Era*, London, I. B. Tauris, 2007.

Tarrow, Sydney, *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

Tejel, Jordi, *Syria's Kurds, History, politics and society*, London, Routledge, 2009.

Tejel, Jordi, « La jeunesse kurde entre rupture et engagement militant », in Dupret, B., Ghazzal, Z., Mujahidin, Y., al-Dbiyat, M. (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007, p. 269-276.

Tejel, Jordi, « Les Kurdes de Syrie, de la "dissimulation" à la "visibilité" ? », *Revue d'Études des mondes musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2006, p. 117-133.

Theodoropoulou, A. M. Kastrinou, « A Different Struggle for Syria : Becoming Young in the Middle East », *Mediterranean Politics* 17 (1), 2012, p. 68-73.

Tilly, Charles, « War-Making and State-Making as Organized Crime », in Evans, P.B., Rueschmeyer, D. et Skocpol, T. *Bringing the State Back in*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 169-191.

Traïni, Christophe, « From Feelings to Emotions (and Back Again): How Does One Become an Animal Rights Activist ? », *Revue française de science politique* 60 (2), 2010, p. 335-338.

Valter, Stéphane (dir.), « La crise syrienne », *Maghreb-Machreq*, 213 (3), 2013, p. 5-8.

de Vaumas, Etienne, « La population de la Syrie », *Annales de Géographie* 64 (341), 1955, p. 74-80.

Vignal, Leïla, « La "nouvelle consommation" et les transformations des paysages urbains à la lumière de l'ouverture économique : l'exemple de Damas », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 115-166, 2006, p. 21-41.

Vignal, Leïla, « Jours tranquilles à Damas. Aperçus de la révolte syrienne », *Esprit* 6, 2011, p. 94-102.

Vignal, Leila, « Destruction-in-Progress: Revolution, Repression and War Planning in Syria (2011 Onwards) », *Built Environment* 40 (3), 2014, p. 326-341.

Vlassenroot, Koen, « War and Social Research: The Limits of Empirical Methodologies in War-Torn Environments », *Civilisations* 54, 2006, p. 191-198.

Vlassenroot, Koen, Raeymaekers, Timothy, « New Political Order in the D.R. Congo ? The Transformation of Regulation », *Afrika Focus* 21 (2), 2008, p. 39-52.

Volker, Perthes, *Syria under Bachar al-Asad: Modernisation and the Limits of Change*, Adelphi Series (Book 366), 2004.

de Waal, Alex, « Mission Without End: Peacekeeping in the African Political Marketplace », *International Affairs* 85 (1), 2009, p. 99-113.

Waters, Tony, Waters, Dagmar, *Weber's Rationalism and Modern Society*, New York: Palgrave Macmillan, 2015.

Weber, Max, *La science, profession et vocation*, Paris, Agone, 2005.

Weber, Max, *Economy and Society: An Outline to Interpretative Sociology, vol. 1*, Berkeley, University of California Press, 1978.

Wedeen, Lisa, *The Ambiguities of Domination: Politics, Rhetoric, and Symbols in Contemporary Syria*, Chicago, Chicago University Press, 1999.

Wedeen, Lisa, « Reflections on Ethnographic Work in Political Science », *Annual Review of Political Science* 13, 2010, p. 255-272.

Wedeen, Lisa, « Ideology and Humor in Dark Times: Notes from Syria », *Critical Inquiries* 39, 2013, p. 841-873.

Weiss, Max, « Who Laughs Last: Literary Transformation of Syrian Authoritarianism », in Heydemann, S. et Leenders, R. (dir.), *Middle East Authoritarianisms: Governance, Contestation, and Regime Resilience in Syria and Iran*, Stanford, Stanford University Press, 2013, p. 143-167.

Wieland, Carsten, « Asad's Decade of Lost Chances », in Wieland, C., Almqvist, A. et Nassif, H. *The Syrian Uprising: Dynamics of an Insurgency*, Boulder, Lynne Rienner, 2013.

Wiktorowicz (dir.), Quintan, *Islamic Activism: a Social Movement Theory Approach*, Bloomington, Indiana University Press, 2003.

Wimmer, Andreas, « War », *Annual Review of Political Science* 40, 2014, p. 173-197.
Wood, Elisabeth, « The Social Processes of Civil War: The Wartime Transformation of Social Networks », *Annual Review of Political Science* 11, 2004, p. 539-561.
Woods, Elisabeth, « The Ethical Challenges of Field Research in Conflict Zones », *Qualitative Sociology* 29 (3), 2006, p. 373-386.
Zacher, Mark, « The Territorial Integrity Norm: International Boundaries and the Use of Force », *International Organization* 55 (2), 2001, p. 215-250.
Zolberg, Aristide R., Astrin Suhrke, Aguayo, Sergio, *Escape from Violence, Conflict and the Refugee Crisis in the Developing World*, Oxford, Oxford University Press, 1989.

Index

{1} Des ouvrages d'anthropologie proposent des perspectives sur ces questions, en particulier Carolyn Nordstrom et Antonius C. G. M. Robben, *Fieldwork under Fire*, Oakland, University of California Press, 1996.
{2} Pour une méthodologie relativement similaire exposée dans le détail, voir Jeffrey Sluka, « Participant Observation in Violent Social Contexts », *Human Organization* 49 (2), 1990 ; Koen Vlassenroot, « War and Social Research: The Limits of Empirical Methodologies in War-Torn Environments », *Civilisations* 54, 2006.
{3} En particulier l'itération et la triangulation, voir Jean-Pierre Olivier de Sardan, « La politique du terrain », *Enquête* 1, 1995.
{4} Les conditions spécifiques du terrain nous ont obligés à anonymiser nos entretiens.
{5} Nous avons utilisé les auto-dénominations « État islamique en Irak », « État islamique en Irak et au Levant » et « État islamique » selon la période (chapitre 9 and 10). Dans la retranscription des entretiens nous avons gardé le terme « Daech », (l'acronyme arabe de l'État islamique), qui comporte une connotation nettement péjorative.
{6} Pour des raisons de clarté, nous avons traité l'État islamique à part, le terme « insurrection » renvoie donc à tous les groupes armés combattant le régime de Damas à l'exception de celui-ci.
{7} Jeffrey Sluka, « Reflections on Managing Danger in Fieldwork: Dangerous Anthropology in Belfast », in Jeffrey Sluka et Antonius Robben (dir.), *Ethnographic Fieldwork : An Anthropological Reader*, Hoboken, Wiley-Blackwell, 2012, p. 283-296. Pour le cas syrien, voir Thierry Boissière « L'anthropologie face au conflit syrien : replacer la société au cœur de l'analyse », *Revue d'étude des mondes musulmans et de la Méditerranée* 138, 2015, p. 117-130.
{8} Voir Olivier Grojean, « Les aléas d'un terrain comme révélateurs de sa structuration : gestion et objectivation d'une relation d'enquête sur une mouvance radicale et transnationale », *Revue internationale de politique comparée* 17 (4), 2010, p. 63-76.
{9} Trop souvent réduit à une dimension illustrative ou anecdotique, le travail de terrain a un intérêt propre car il contribue à construire un questionnement théorique. Voir Lisa Wedeen, « Reflections on Ethnographic Work in Political Science », *Annual Review of Political Science* 13, 2010, p. 255-272 et Daniel Bizeul, « Que faire des expériences d'enquête ? Apports et fragilité de l'observation directe », *Revue française de science politique* 57 (1), 2007, p. 69-89.
{10} Contrairement peut-être à une idée reçue, le délai entre l'enquête et les événements n'est pas nécessairement un gage d'objectivité ou de rigueur, mais multiplie certainement les difficultés méthodologiques.
{11} L'espace limité ne permet malheureusement pas de détailler les nombreuses déceptions, échecs et surprises que nous avons rencontrés sur le terrain. Mais il aurait été impossible d'imaginer *a priori* ce qui était faisable et ce qui ne l'était pas. Pour reprendre les termes de Daniel Bizeul, « *nous avons fait avec les déconvenues* », voir Daniel Bizeul, « Faire avec les déconvenues : une enquête en milieu nomade », *Sociétés contemporaines* 33-34, 1999, p. 111-137.
{12} Stéphane Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales : plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix* 9 (35), 1996, p. 226-257.
{13} De tels terrains affectent nécessairement le chercheur, notamment lorsqu'il est lui-même membre de la collectivité en guerre, et peut amener une adhésion à un groupe combattant. Voir respectivement Elisabeth Woods, « The Ethical Challenges of Field Research in Conflict Zones », *Qualitative Sociology* 29 (3), 2006, p. 373-386 ; Abderrahmane Moussaoui, « Du danger et du terrain en Algérie », *Ethnologie française* 37 (2), 2001, p. 51-59 ; Philippe Bourgois, « La violence en temps de guerre et en temps de paix », *Cultures & Conflits* 47, 2002, Dennis Rodgers, *Making Danger a Calling: Anthropology, Violence and the Dilemmas of Participant Observation*, London, Development Research Centre, 2001.
{14} Max Weber, *La science, profession et vocation*, Paris, Agone, 2005.
{15} Jean-François Revel, *La connaissance inutile*, Paris, Grasset, 1988.
{16} Certains sites reprennent les informations essentielles, notamment le site de Joshua Landis, *Syria Comment*, la page de la Carnegie Endowment for International Peace, *Syria in Crisis*, et le blog d'Ignace Leverrier, *Un œil sur la Syrie*, sur le site du journal *Le Monde*.
{17} François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *Pas de Printemps pour la Syrie, Les clés pour comprendre les*

acteurs et les défis de la crise (2011-2013), Paris, La découverte, 2013 ; Barah Mikaïl (dir.), « La tragédie syrienne », *Confluence Méditerranée*, 89 (2), 2014 ; Stéphane Valter (dir.), « La crise syrienne », *Maghreb-Machreq* 213 (3), 2013 ; Nader Hashemi et Daniel Postel (dir.), *The Syrian Dilemma*, Cambridge, MIT Press, 2013.

{18} Une partie significative de la recherche universitaire sur la Syrie a été produite par des chercheurs passés par l'IFPO. Nous utilisons en particulier les nombreuses publications sur l'urbanisation, la ville d'Alep, le foncier, les oulémas, l'économie ou encore l'associatif (voir bibliographie en fin d'ouvrage). Alors que les centres de Damas et d'Alep ont dû fermer, l'IFPO continue de conduire des recherches sur la Syrie à partir de ses instituts à Erbil, Beyrouth et Amman.

{19} Thomas Pierret, *Baas et islam en Syrie : la dynastie Assad face aux oulémas*, Paris, PUF, 2011 ; Cécile Boëx, « Ce que la révolution fait à la création cinématographique en Syrie », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 133, 2013, p. 145-156 ; Souhail Belhadj, *La Syrie de Bashar al-Assad : anatomie d'un système autoritaire*, Paris, Belin, 2013 ; Laura Ruiz de Elvira and Tina Zintl, « The End of the Ba'thist Social Contract in Bashar al-Asad's Syria: Reading Sociopolitical Transformations through Charities and Broader Benevolent Activism », *International Journal of Middle Eastern Studies* 46, 2014, p. 329-349.

{20} Lisa Wedeen, « Ideology and Humor in Dark Times: Notes from Syria, *Critical Inquiries* 39, 2013, p. 841-873.

{21} L'International Crisis Group, le Soufan Group et l'Institute for the Study of War ont publié parmi les meilleures études sur l'État islamique. « Iraq: Falluja's Faustian Bargain », *Middle East Report* 150, International Crisis Group, 2014, http://www.crisisgroup.org/en/regions/middle-east-north-africa/iraq-iran-gulf/iraq/150-iraq-falluja-s-faustian-bargain.aspx ; Charles C. Caris et Samuel Reynolds, « ISIS Governance in Syria », *Middle East Security Report* 22, Institute for the Study of War, 2014 ; Richard Barett, « The Islamic Sate », novembre 2014, http://soufangroup.com/wp-content/uploads/2014/10/TSG-The-Islamic-State-Nov14.pdf

{22} Cette recherche a été une première occasion pour développer notre programme ERC (European Research Council), Social Dynamics of Civil Wars, dirigé par Gilles Dorronsoro.

{23} Voir Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Filleule, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires », *Revue française de science politique* 62 (5), 2012, p. 767-796 ; Andrew Bennett et Jeffrey Checkel, *Process Tracing: From Metaphor to Analytic Tool*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

{24} Fareed Zakaria, « Obama Caves to Conventionnal Wisdom on Syria », *Washington Post*, 10 juillet 2014.

{25} Donatella Della Porta, *Mobilizing for Democracy: Comparing 1989 and 2011*, Oxford, Oxford University Press, 2014 ; Fabrice Balanche, « Géographie de la révolte syrienne », *Outre-terre* 29 (3), 2011, p. 437-458.

{26} L'ouvrage dirigé par Steven Heydemann et Reinoud Leenders, une mise à jour d'un projet qui se terminait lorsque les manifestations de 2011 ont éclaté, est particulièrement utile pour comprendre la répression du régime. Un résumé du projet initial est disponible, voir Steven Heydemann et Reinoud Leenders, *Resilient Authoritarianism in the Middle East: Lessons from Syria and Iran & Implications for Democracy Promotion*, La Hague, Hivos, Mars 2011. Pour, l'ouvrage final, voir Steven Heydemann et Reinoud Leenders (dir.), *Middle East Authoritarianisms: Governance, Contestation, and Regime Resilience in Syria and Iran*, Stanford, Stanford University Press, 2013.

{27} Michel Seurat, *L'État de Barbarie*, Paris, PUF, 2012.

{28} Le Jihad islamique d'Imad Moughnieh avait réalisé l'enlèvement pour le compte de la Syrie. Voir la préface de Gilles Kepel à la nouvelle édition de *L'État de barbarie*, PUF, 2012.

{29} Steven Heydemann, *Upgrading Authoritarianism in the Arab World*, Washington, Brooking's Institute, 2007.

{30} Thomas Pierret et Kjetil Selvik, « Limits of "Authoritarian Upgrading" in Syria: Private Welfare, Islamic charities, and the Rise of the Zayd Movement », *International Journal Middle Eastern Studies* 41, 2009, p. 595-614.

{31} Béatrice Hibou, *Anatomie politique de la domination*, Paris, La découverte, 2011.

{32} Lisa Wedeen, *The Ambiguities of Domination: Politics, Rhetoric, and Symbols in Contemporary Syria*,

Chicago, Chicago University Press, 1999. On retrouve le même phénomène dans les pays de l'Est dans les années 1970, voir aussi Jay Rowell, *Le totalitarisme au concret. Les politiques du logement en RDA*, Paris, Economica, 2006.

{33} Voir Joshua Landis, « Will "Day of Rage" Rock Syria ? » *Syria Comment*, 2 février 2011 ; Bassam Haddad, « Why Syria is Unlikely to Be Next... for Now », *Sada* (Formely known as Arab Reform Bulletin), 9 mars 2011. On retrouve les mêmes analyses chez les correspondants spécialisés, voir par exemple Aryn Baker, « Syria Is Not Egypt, but Might It One Day Be Tunisia ? », *Time*, February 4, 2001 http://content.time.com/time/world/article/0,8599,2046426,00.html ; Lina Sinjab, « Syria: Why is There No Egypt-Style Revolution ? », *BBC*, March 4, 2011, http://www.bbc.com/news/world-middle-east-12639025.

{34} Paul Anderson, reprenant après 2011 ses observations de terrain à Alep en 2008-09, interprète *a posteriori* le cynisme et le mépris rencontrés chez ses interlocuteurs comme des manifestations d'autonomie par lesquels les Syriens se détachaient du régime, préparant le terrain à la révolte. Paul Anderson, « The Politics of Scorn in Syria and the Agency of Narrated Involvement », *Journal of the Royal Anthropological Institute* 19, p. 463-481.

{35} Adam Baczko, Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay, « Mobilisations par délibération et crises polarisantes : les protestations pacifiques en Syrie en 2011 », *Revue française de science politique* 63 (5), 2013, p. 815-839.

{36} Sur la notion de champ, voir Pierre Bourdieu, *Sociologie générale, volume 1 : cours au Collège de France 1981-83*, Paris, Seuil, 2015, p. 531 et suivantes. Cependant, nous ne supposerons pas que chaque champ s'organise nécessairement autour d'une espère de capital.

{37} « *Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance et d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles* », Pierre Bourdieu, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales* 31, janvier 1980, p. 2.

{38} Voir Olivier Fillieule, « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques », in Gilles Dorronsoro (dir.), *La Turquie conteste*, Paris, presses du CNRS, 2006.

{39} Michel Camau, « Un printemps arabe ? L'émulation protestataire et ses limites », *L'année du Maghreb*, 8, 2012, p. 27-47.

{40} Axel Honneth, *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000.

{41} Voir Amin Allal, « Trajectoires "révolutionnaires" en Tunisie : processus de radicalisation politique 2007-2011 », *Revue française de science politique*, 62 (5), 2012, p. 821-841 ; Youssef El-Chazli, « Sur les sentiers de la révolution : comment des Egyptiens "dépolitisés" sont-ils devenus révolutionnaires ? », *Revue française de science politique*, 62 (5), 2012, p. 843-865.

{42} Pour l'Afghanistan, voir Gilles Dorronsoro, *La révolution afghane*, Paris, Karthala, 2000 ; pour la République Démocratique du Congo, Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers, « New Political Order in the D.R. Congo ? The Transformation of Regulation », *Afrika Focus* 21 (2), 2008 ; pour la Somalie, Ken Menkhaus, « Governance without Government in Somalia: Spoiler, State-Building and the Politics of Coping », *International Security* 31 (3), 2006/7, p. 74-106.

{43} Pierre Bourdieu, *Sur l'État : Cours au Collège de France (1989-1992)*, Paris, Le Seuil, 2012, p. 313-317.

{44} Le capital doit être considéré comme le correspondant décontextualisé d'une ressource, ce qui permet notamment de penser l'accumulation (d'un capital) et la conversion (entre capitaux). Par ailleurs, les ressources – le capital en action – renvoient à un contexte et à une intentionnalité, elles permettent à un agent social de produire ou de reproduire des relations de pouvoir ou d'influence. Enfin, les schèmes de pensée définissent les ressources utilisables dans un contexte social particulier. La dynamique des systèmes sociaux tient notamment au fait que les schèmes de pensée, multiples et contradictoires, sont utilisés de façon créative par les agents sociaux, alors que les schèmes de pensées qui ne permettent pas la mobilisation de ressources disparaissent. Sur ce dernier point, William H. Sewell Jr., « A Theory of Structure: Duality, Agency, and Transformation », *The American Journal of Sociology* 98 (1), 1992, p. 1-29.

{45} Jean-Christophe Rufin et François Jean (dir.), *L'économie des guerres civiles*, Paris, Hachette, 1996 ;

Elwert Georg, « Market of Violence », *in* Georg Elwert, Stephan Feuchtwang et Dieter Neuvert (dir.), *Dynamics of Violence. Processes of Escalation and De-Escalation in Violent Group Conflicts*, Berlin, Duncker & Humblot, 1999, p. 85-102 ; David Keen, *The Economic Functions of Violence in Civil Wars*, Adelphi Paper 320, 1998.

{46} En ce sens, l'identité, ethnique ou religieuse, a les propriétés d'un capital collectif. En effet, les identités ne sont pas seulement des principes d'affiliation territoriale ou sociale, des catégories de description ethnographique ou de perception populaire ; ce sont aussi des appartenances signalant un rang dans l'accès à différentes ressources dans le cadre d'une compétition ou d'une collaboration inégalitaire entre les groupes. Gilles Dorronsoro et Olivier Grojean (dir.), *Identités et politique : de la différenciation culturelle au conflit*, Paris, Presses de Sciences-po, 2015.

{47} Pour une présentation générale de la Syrie, on consultera utilement Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat (dir.), *La Syrie au présent. Reflets d'une société*, Paris, Actes Sud, 2007 ; Fred Haley Lawson, *Demystifying Syria*, Saqi Books, Londres, 2010 ; Chiffoleau Sylvia (dir.), « La Syrie au quotidien : cultures et pratiques du changement », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2006.

{48} Nous utilisons ici le concept wébérien de « décharge » tel qu'il est défini par Béatrice Hibou, c'est-à-dire « *l'usage de truchements privés comme mode dominant de la gouvernementalité* », voir Béatrice Hibou, « Retrait ou redéploiement de l'État », *Critique internationale* 1, 1998, p. 154. Sur la décharge en Syrie, voir Thomas Pierret et Kjetil Selvik, *op. cit.* Sur la gestion communautaire, voir Fabrice Balanche, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Paris, Karthala, 2006 ; Cyril, Roussel, *Les Druzes de Syrie. Territoire et mobilité*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo, 2011.

{49} Bassam Haddad, *Business Networks in Syria: The Political Economy of Authoritarian Resilience*, Stanford, Stanford University Press, 2012.

{50} Le concept de « clique », que l'on emprunte à John A. Barnes, mobilise la théorie des graphes pour décrire des groupes fondés sur l'interconnaissance plutôt que sur la similarité des statuts. John A. Barnes, « Class and Committees in a Norwegian Island Parish », *Human Relations* 7, 1954, p. 39-58.

{51} Pour les membres de l'appareil sécuritaire syrien, voir Souhaïl Belhadj, « L'appareil sécuritaire syrien, socle d'un régime miné par la guerre civile », *Confluences Méditerranée* 89 (2), 2014. Pour les élites économiques, voir Ali El Salah, « Les bourgeoisies syriennes », in Baudoin Dupret, Zouhair Ghazzal, Toussef Courbage et Mohammad al-Dbiyat (dir.), *op. cit.*, p. 771-778 ; Élizabeth Picard, « Syrie : la coalition autoritaire fait de la résistance », *Politique étrangère* 4, 2005, p. 755-768 et Bassam Haddad, *Business Networks*..., *op. cit.*

{52} Michel Seurat, « Les populations, l'État et la société », in André Raymond, (dir.), *La Syrie d'aujourd'hui*, Paris, Editions du CNRS, 1980, p. 128. Volker Perthes reprend la même thèse quinze ans plus tard, Volker Perthes, *The Political Economy of Syria under Asad*, London, I.B. Tauris, 1995.

{53} Samir Aita, « L'économie de la Syrie peut-elle devenir sociale ? Vous avez dit : "économie sociale de marché" ? », in Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat, (dir.), *op. cit.*, p. 570.

{54} Caroline Donati, *L'exception syrienne : entre marchandisation et résistance*, Paris, La Découverte, 2011, p. 149 et p. 171 ; Glenn Robinson, « Elite Cohesion, Regime Succession and Political Instability in Syria », *Middle East Policy* 5 (4), p. 171-172.

{55} Elisabeth, Picard, *op. cit.*, p. 761.

{56} Raymond A. Hinnebusch, « The Political Economy of Economic Liberalization in Syria », *International Journal of Middle East Studies* 27 (3), 1995, p. 305-310 et « Syria: The Politics of Economic Liberalization », *Third World Quarterly* 18 (2), 1997, p. 249-265.

{57} Caroline Donati, *op. cit.*, p. 211-244.

{58} Samir Aita, *op. cit.*, p. 562.

{59} Caroline Donati, *op. cit.*, p. 89.

{60} Elizabeth Picard, *op. cit.*, p. 759-761.

{61} E-1, à Antakya, septembre 2014.

{62} Samir Aita, *op. cit.*, p. 541-580.

{63} Bassam Haddad, « The Formation and Development of Economic Network in Syria : Implications for

Economic and Fiscal Reforms, 1986-2000 », in Steven Heydemann (ed.), *Networks of Privilege in the Middle East : the Politics of Economic Reform Revisited*, New York, Palgrave Macmillan, 2004, p. 53-66.
{64} Caroline Donati, « The Economics of Authoritarian Upgrading in Syria: Liberalization and the Reconfiguration of Economic Networks », in Steven Heydemann et Reinoud Leenders (dir.), *op. cit.*, p. 41-42.
{65} Volker Perthes, *Syria under Bachar al-Asad: Modernisation and the Limits of Change*, Adelphi Paper 366, 2004, p. 37-38.
{66} Caroline Donati, *op. cit.*, p. 229.
{67} Fabrice Balanche, « Communautarisme en Syrie : lorsque le mythe devient réalité », *Confluences Méditerranée* 89, 2014, p. 33.
{68} Ignace Leverrier, « Les ressources sécuritaires du régime », in François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *op. cit.*, p. 41.
{69} Voir Myriam Ababsa, « Agrarian Counter-Reform in Syria », in Raymond Hinnebusch (ed.), *Agriculture and Reform in Syria*, Boulder, Lynne Rienner, 2010, p. 210 et « Le démantèlement des fermes d'État syriennes : une contre-réforme agraire (2000-2005) », in Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat (dir.), *op. cit.*, p. 739-745.
{70} Francesca de Châtel, « The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Uprising: Untangling the Triggers of the Revolution », *Middle Eastern Studies* 50 (4), 2014, p. 1-15.
{71} Hanna Batatu, *Syria's Peasantry, the Descendants of its Lesser Rural Notables, and their Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1999 ; Alasdair Drysdale, *Center and Periphery in Syria : A Political Geographic Study*, PhD, Chicago, University of Michigan, 1977 ; Raymond A. Hinnebusch, « Local Politics in Syria: Organization and Mobilization in Four Village Cases », *Middle East Journal* 30 (1), 1976, p. 1-24.
{72} Raymond A. Hinnebusch, *Revolution from above*, New York, Routledge, 2002.
{73} Eberhard Kienle, « Entre jamaa et classe : le pouvoir politique en Syrie contemporaine », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 59-60, 1991, p. 211-239.
{74} Fabrice Balanche, *op. cit.*, p. 152.
{75} E-2 à Maraa, décembre 2012.
{76} Caroline Donati, *op. cit.*, p. 155.
{77} On retrouve les mêmes phénomènes en Turquie, voir Jean-François Pérouse (dir.), « Les tribulations du terme *gecekondu* (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique », *European Journal of Turkish Studies* 1, 2004, http://ejts.revues.org/117, et en Égypte, Patrick Haenni, *L'ordre des caïds. Conjurer la dissidence urbaine au Caire*, Paris, Karthala, 2005. Un ouvrage collectif sous la direction de Myriam Ababsa, Baudouin Dupret et Eric Denis traitent comparativement des cas égyptien, syrien, jordanien, libanais et turc, *Popular housing and urban land tenure in the Middle East*, Cairo, The American University in Cairo Press, 2012.
{78} Myriam Ababsa, Cyril Roussel et Mohammed al-Dbiyat, « Le territoire syrien entre intégration nationale et métropolisation renforcée », in Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat (dir.), *op. cit.*, p. 37-78.
{79} Robert Goulden, « Housing, Inequality, and Economic Change in Syria », *British Journal of Middle Eastern Studies* 38 (2), 2011, p. 195.
{80} E-3 avec le chef du conseil municipal révolutionnaire d'al-Bab, à al-Bab, décembre 2012.
{81} Franziska Laue, « Vertical Versus Horizontal: Constraints of Modern Living Conditions in Informal Settlements and the Reality of Construction », in Myriam Ababsa, Baudouin Dupret et Eric Denis (dir.), *op. cit.*, p. 112.
{82} Reinoud Leenders, « Iraqi Refugees in Syria : Causing a Spill-over of the Iraqi Conflict », *Third World Quaterly* 29 (8), 2008, p. 1567.
{83} Cha'ban Abboud, « Les quartiers informels de Damas : une ceinture de misère », in Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat (dir.), *op. cit.*, p. 169-176.
{84} Sur les quartiers informels à Alep, voir Balsam Ahmad, « Neighbourhood and Health Inequalities in Formal and Informal Neighbourhoods in Aleppo », in Balsam Ahmad, Yannick Sudermann, *Syria's Contrasting Neighbourhoods: Gentrification and Informal Settlements Juxtaposed*, St Andrews Papers on

Contemporary Syria, 2012 ; Fadi Hammal, Jeremiah Mock, Kenneth D. Ward, Fouad M. Fouad, Bettina M. Beech and Wasim Maziak, « Settling with Danger: Conditions and Health Problems in Peri-urban Neighbourhoods in Aleppo, Syria », *Environment and Urbanization* 17 (2), 2005, p. 113-125.
{85} Fabrice Balanche, « L'habitat illégal dans l'agglomération de Damas et les carences », *Revue géographique de l'Est* 49 (4), 2009.
{86} Fabrice Balanche, « La région côtière : d'une périphérie délaissée à une périphérie assistée », Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat (dir.), *op. cit.*, p. 89.
{87} Zouhair Ghazzal, « Shared social and juridical meanings in Aleppo Neighborhood », in Myriam Ababsa, Baudoin Dupret et Eric Denis (dir.), *op. cit.*, p. 169-202.
{88} Raymond Hinnebusch, « Syria: from Authoritarian Upgrading to Revolution ? », *International Affairs* 88 (1), 2012, p. 95-113.
{89} Pour le salaire ouvrier, Myriam Ababsa, Cyril Roussel et Mohammed al-Dbiyat, *op. cit.*, p. 51, pour celui d'un fonctionnaire, Caroline Donati, *op. cit.*, p. 264.
{90} Fabrice Balanche, « La région côtière... », *op. cit*.
{91} Samir Aita, *op. cit.*, p. 568.
{92} Cyril Roussel, « Reconfiguration des espaces transfrontaliers dans le conflit syrien », Noria Research, 19 février 2014, http://www.noria-research.com/la-reconfiguration-des-espaces-transfrontaliers-dans-le-conflit-syrien/, consulté le 25 février 2014.
{93} Bassam Haddad, « The Formation and Development... », *op. cit.*, p. 53-66.
{94} Caroline Donati, *op. cit.*, 2013, p. 55-56.
{95} Leïla Vignal, « La "nouvelle consommation" et les transformations des paysages urbains à la lumière de l'ouverture économique : l'exemple de Damas », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2006, p. 21-41.
{96} Leila Hudson, « Le voile et le portable : l'adolescence sous Bachar al-Assad », in Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat (dir.), *op. cit.*, p. 303-304.
{97} Caroline Donati, *op. cit.*, p. 335-342.
{98} Catherine Dupret-Schepens, « Les populations syriennes sont-elles homogènes ? », in Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat, *op. cit.*, p. 220.
{99} E-4, une femme issue d'un mariage entre un alaouite et une sunnite, à Antakya, septembre 2013. Pour d'autres exemples, voir A. M. Kastrinou Theodoropoulou, « A Different Struggle for Syria: Becoming Young in the Middle East », *Mediterranean Politics* 17 (1), 2012, p. 68-73.
{100} Caroline Donati, *op. cit.*, p. 295.
{101} Fabrice Balanche, « Transports et espace syrien », *Annales de Géographie* 112 (630), 2003, p. 165.
{102} Les chiffres de 1953 proviennent des travaux d'Etienne de Vaumas, repris par Youssef Courbage. Ceux de 2004 sont le résultat des « *évaluations effectuées par des spécialistes du milieu syrien* » et « *des imputations de certains paramètres démographiques à partir de données régionales* ». Les extrapolations de 2012 sont des projections de Youssef Courbage à partir des chiffres estimés de 2004. Voir respectivement, Etienne de Vaumas, « La population de la Syrie », *Annales de géographie* 341, 1955 ; Youssef Courbage, « La population de la Syrie : des réticences à la transition (démographique) », in Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat, *op. cit.*, p. 189 ; Youssef Courbage, « Ce que la démographie nous dit du conflit syrien », *Slate*, 15 octobre 2012, http://www.slate.fr/story/62969/syrie-guerre-demographie-minorites, consulté le 19 novembre 2014.
{103} Ali El Saleh, *op. cit.*, p. 777.
{104} Fabrice Balanche, *La région alouite...*, *op. cit.*, p. 13-19 et p. 173.
{105} *Ibid.*, p. 267.
{106} Sylvia Chiffoleau, « Fête et procession de Maaloula : une mise en scène des identités dans l'espace d'un village chrétien », *Revue d'études des mondes musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2006, p. 176-189.
{107} Thomas Pierret, « Les oulémas : une hégémonie religieuse ébranlée par la révolution », in François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *op. cit.*, p. 92.
{108} Caroline Donati, *op. cit.*, p. 295 voir aussi p. 290-298.
{109} Elizabeth Picard, « Fin de partie en Syrie », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 81-

82, 1996, p. 207.
{110} Youssef Courbage, *op. cit.*, 2007, p. 209.
{111} Martin Karmer, « Syria's Alawis and Sh'ism », in Martin Karmer (dir.), *Shi'ism, Resistance and Revolution*, Boulder, Westview Press, 1987, p. 246-249.
{112} Dans les années 1980, les Frères musulmans exigent que la constitution précise que le président de la Syrie doit être de confession sunnite, Sabrina Mervin, « Des nosayris aux ja'farites : le processus de "chiitisation" des alaouites », in Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat, *op. cit.*, p. 359-364.
{113} E-110 à Antakya, septembre 2013.
{114} Fabrice Balanche, « Le communautarisme en Syrie : lorsque le mythe devient réalité », *Confluences Méditerranée* 89, 2014, p. 38.
{115} Thomas Pierret, *Baas et Islam en Syrie*, *La dynastie Assad face aux Oulémas*, Paris, PUF, 2012.
{116} Bruno Paoli, « Et maintenant, on va où ? Les alaouites à la croisée des destins » in François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *op. cit.*, p. 130.
{117} Fabrice Balanche, *op. cit.*, p. 4.
{118} Caroline Donati, *op. cit.*, p. 145-152.
{119} Les entretiens en Turquie avec des officiers déserteurs menés par Hicham Bou Nassif lui ont permis de reconstituer les positions de commandement au sein du régime en 2011, Hicham Bou Nassif, « "Second-Class": The Grievances of Sunni Officers in the Syrian Armed Forces », *Journal of Strategic Studies*, 38 (5), 2015, p. 626-649.
{120} Fabrice Balanche, « Clientélisme, communautarisme et fragmentation territoriale en Syrie », *A contrario* 11, 2009, p. 129.
{121} Bassam Haddad, « Syria's State Bourgeoisie: An Organic Backbone for the Regime », *Middle East Critique* 21 (3), 2012, p. 231-257.
{122} Hanna Batatu, *op. cit.*, p. 326.
{123} Souhail Belhadj, *op. cit.*, p. 340-343.
{124} Cité par Caroline Donati, *op. cit.*, p. 293.
{125} Cyril Roussel, « Les grandes familles druzes entre local et national », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2006, p. 135-153.
{126} Caroline Donati, *op. cit.*, p. 299.
{127} Myriam Ababsa, « Contre-réforme agraire et conflits fonciers en Jazîra syrienne (2000-2005) », *Revue d'Études des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2007, p. 211-230.
{128} Jordi Tejel, *Syria's Kurds, History, politics and society*, Londres, Routledge, 2009.
{129} Cette politique vise à arabiser les zones frontières avec la Turquie pour faciliter leur contrôle et éviter la formation d'une région homogène kurde.
{130} Tejel, *op. cit.*, p. 50.
{131} *Ibid.*, p. 51.
{132} *Ibid.*, p. 59.
{133} Cyril Roussel, « La construction d'un territoire kurde en Syrie : un processus en cours », *Maghreb-Machrek* 213 (3), 2012, p. 83-98.
{134} E-5 à Erbil, décembre 2012.
{135} Jordi Tejel, « Les Kurdes de Syrie, de la "dissimulation" à la "visibilité" ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2006, p. 117-133.
{136} David McDowall, *The Kurds of Syria*, London : KHRP, 1998, p. 65.
{137} On estime qu'entre 7 000 et 10 000 Kurdes syriens ont été tués dans des affrontements avec l'armée turque, Harriet Montgomery, *The Kurds of Syria : An Existence Denied*, Berlin, Europäisches Zentrum für Kurdische Studien, 2005, p. 134.
{138} E-6, un militant kurde syrien, à Erbil, janvier 2012.
{139} Tejel, *op. cit.*, 2009, p. 126.
{140} Jordi Tejel, « La jeunesse kurde entre rupture et engagement militant » in Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat, *op. cit.*, p. 270.
{141} E-6, à Erbil, janvier 2012. L'UPK (Yekitiya Nistimani Kurdistane, Union Patriotique du Kurdistan) a

été fondée en 1975 en Syrie par des Kurdes irakiens.

{142} Le gouvernorat comptait 9 000 policiers pour environ 4,7 millions d'habitants en 2011 (notre projection des chiffres du recensement de 2004 à partir du taux de croissance annuelle). Pour les chiffres de la police, nous nous appuyons sur des entretiens avec d'anciens policiers du régime, à Alep, janvier 2013.

{143} E-7 à Alep, décembre 2012.

{144} E-8 à Maraa, décembre 2012.

{145} Ainsi, celui du quartier de Bab al-Qadim à Alep dénonçait les protestataires ; il a été condamné à six mois de prison par l'Armée syrienne libre après la prise du quartier par l'ASL en septembre 2012, E-9 à Alep, août 2013.

{146} E-10 à Gaziantep, septembre 2013.

{147} Jordi Tejel, « Les Kurdes de Syrie, de la "dissimulation" à la "visibilité" ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2006, p. 117-133.

{148} Voir les nombreux témoignages de prisonniers : Moustafa Khalifé, *La Coquille. Prisonnier politique en Syrie*, Paris, Actes Sud, 2007 ; Aram Karabet, *Treize ans dans les prisons syriennes. Voyage vers l'inconnu*, Actes Sud, 2013.

{149} E-11, avec un habitant de Maraa, Maraa, décembre 2012. Belhadj rapporte de la même manière le cas d'un haut fonctionnaire qui craint « *sa secrétaire personnelle ou le jeune coursier d'étage ou encore le collègue avec qui il échange chaque jour* », Souhail Belhadj, *op. cit.*, p. 318-319.

{150} Thomas Pierret, *Baas et islam en Syrie : la dynastie Assad face aux oulémas*, Paris, PUF, 2011 ; Mathieu Le Saux, « Les dynamiques contradictoires du champ associatif syrien », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 2006, p. 193-209 ; Laura Ruiz de Elvira Carrascal, « State/Charities Relation in Syria: Between Reinforcement, Control and Coercion », in Laura Ruiz de Elvira Carrascal et Tina Zintl, *Civil Society and the State in Syria: The Outsourcing of Social Responsibility*, Boulder, Lynne Rienner, 2012 ; Cécile Boex, « The End of the State Monopoly over Culture: Toward the Commodification of Cultural and Artistic Production », *Middle East Critique*, 20 (2), 2011, p. 139-155.

{151} Cecil Boex, « Mobilisations d'artistes dans le mouvement de révolte en Syrie : modes d'action et limites de l'engagement », in Amin Allal and Thomas Pierret, *Au cœur des révolutions arabes : devenir révolutionnaire*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 87-112.

{152} Max Weiss, « Who Laughs Last: Literary Transformation of Syrian Authoritarianism », in Steven Heydemann et Reinoud Leenders, *Middle East Authoritarianisms: Governance, Contestation, and Regime Resilience in Syria and Iran*, Stanford, Stanford University Press, 2013, p. 152.

{153} Caroline Donati, *op. cit.*, p. 346.

{154} Thomas Pierret, *op. cit.*

{155} Voir Thomas Pierret, « *Les oulémas syriens aux XXe-XXIe siècles* », Thèse IEP de Paris – UCL, 2009, p. 78.

{156} Thomas Pierret, « Syrie : l'islam dans la révolution », *Politique étrangère* 4, 2011, p. 886.

{157} Bernard Botiveau, *Loi islamique et droit dans les sociétés arabes : mutations des systèmes juridiques du Moyen-Orient*, Karthala, Paris, 1993, p. 238.

{158} Thomas Pierret et Kjetil Selvik, *op. cit.*

{159} Thomas Pierret, *op. cit*, p. 99-101.

{160} Jacques Lagroye (dir.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

{161} E-12 à Alep, janvier 2013.

{162} Elizabeth Picard, *op. cit.*, 1996, p. 221.

{163} Jordi Tejel, *op. cit.*, 2009, p. 85.

{164} Fabrice Balanche, « Géographie de la révolte syrienne », *Outre-terre* 29 (3), 2011, p. 444.

{165} Pour les mobilisations kurdes voir chapitre 8, ainsi que Arthur Quesnay, Cyril Roussel « Pour qui se mobilise-t-on ? » in François Burgat et Bruno Paoli (dir.) *op. cit.* Bien que les mobilisations soient limitées dans les régions druzes, ces derniers manifestent dans des cortèges de plusieurs centaines d'individus, voir Cyril Roussel, *Les Druzes du Liban et de Syrie*, Gallimard, Paris, à paraître.

{166} Fabrice Balanche, *op. cit.*, p. 437-438.

{167} Ted Gurr, *Why men rebel ?*, Princeton, Princeton University Press, 1970. On trouve plusieurs versions de ces explications socio-économiques. Francesca de Châtel met ainsi en avant le mécontentement causé

par la mauvaise gestion par le régime de la sécheresse de 2006-2010 sans jamais expliquer pourquoi et comment ce mécontentement débouche sur une mobilisation, Francesca de Châtel, « The Role of Drought and Climate Change in the Syrian Uprising: Untangling the Triggers of the Revolution », *Middle Eastern Studies* 50 (4), 2014, p. 521-535.

{168} Joel Beinin et Frédéric Vairel affirment que la théorie de mobilisation des ressources n'est pas applicable pour l'ensemble des révolutions arabes « Introduction : The Middle East and North Africa beyond classical social movement theory », in Joel Beinin, Frédéric Vairel (eds), *Social movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North Africa, Second edition*, Stanford, Stanford University Press, 2013, p. 9.

{169} Elizabeth Picard, « Syrie : la coalition autoritaire fait de la résistance », *Politique étrangère* 4, 2005, p. 762.

{170} Reinoud Leenders, « Collective Action and Mobilization in Dar'a: an Anatomy of the Onset of Syria's Popular Uprising », *Mobilization* 17 (4), 2012, p. 419-434.

{171} Reinoud Leenders, Steven Heydemann, « Popular Mobilization in Syria: Opportunity and Threat, and the Social Networks of the Early Risers », *Mediterranean Politics* 17 (2), 2011, p. 139-159. Pour les « *early risers* », voir Sydney Tarrow, *Power in Movement: Social Movements, Collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994.

{172} E-111, avec un participant aux premières manifestations dans les provinces de Daraa, à Amman, octobre 2013. Des entretiens avec des manifestants de Damas, Homs, Alep, Idlib, Raqqa, Latakia, Qamichly et Deir ez-Zor réalisé en Syrie et dans les pays frontaliers entre 2012 et 2014 tendent à confirmer ces hypothèses pour le reste de la Syrie.

{173} Donatella Della Porta, *Mobilizing for Democracy: Comparing 1989 and 2011*, Oxford, Oxford University Press, 2014. Le chapitre qui traite de la Syrie (p. 237-268), en comparaison avec la Libye, la Roumanie et l'Albanie, illustre bien les difficultés à traiter le cas syrien. Della Porta néglige la phase pacifique des protestations syriennes de 2011, incompréhensible dans le cadre de la théorie de la mobilisation des ressources. Elle se concentre, par un biais rétrospectif, sur le passage à la guerre civile où apparaissent les acteurs collectifs.

{174} James Jasper, *The Art of Moral Protest*, Chicago, The University of Chicago Press, 1997, p. 106. Jasper définit ainsi le choc moral : « *an unexpected event or piece of information [which] raises such a sense of outrage in a person that she becomes inclined toward political action, with or without the network of personal contacts emphasized in mobilization and process theories* ».

{175} Voir Raphaël Lefevre, *Ashes of Hama: The Muslim Brotherhood in Syria*, Londres, Hurst, 2013.

{176} Ruud Koopmans, Jan W. Duyvendak, « The Political Construction of the Nuclear Energy Issue and its Impact on the Mobilization of Anti-Nuclear Movements in Western Europe », *Social Problems* 42 (2), 1995, p. 235-251 ; Francesca Polletta et Edwin Amenta, « Second that Emotion ? Lessons from Once-Novel Concepts in Social Movement Research », in Jeff Goodwin, James M. Jasper, Francesca Polletta (eds), *Passionate Politics: Emotions and Social Movements*, Chicago, The University of Chicago Press, 2001, p. 307-308 ; Christophe Traïni, « Des sentiments aux émotions (et vice versa) : comment devient-on militant de la cause animale », *RFSP* 60 (2), 2010, p. 335-338.

{177} Raymond Boudon a souligné les limites de la TCR pour expliquer les engagements qui mettent en jeu des valeurs morales et produisent des comportements individuels non-égoïstes, Raymond Boudon, *Raison, bonnes raisons*, Paris, PUF, 2003, p. 42-47. De même, Donald P. Green et Ian Shapiro, *Pathologies of Rational Choice Theory: A Critique of Applications in Political Science*, New Haven, Yale University Press, 1994.

{178} Mancur Olson, *The Logic of Collective Action: Public Goods and The Theory of Groups*, Cambridge, Harvard University Press, 1971. Rappelons que le paradoxe du *free rider* (passager clandestin) consiste dans l'absence d'incitation individuelle à agir quand les biens revendiqués sont collectifs et que la participation d'un individu n'influe pas de façon notable sur les chances de succès : un individu rationnel s'abstiendra alors de s'engager et profitera (éventuellement) du succès de la mobilisation.

{179} Mark Granovetter, « Threshold Models of Collective Behavior », *American Journal of Sociology* 83 (6), 1978, 1420-43 et Thomas C. Shelling, « Hockey Helmets, Concealed Weapons, and Daylight Saving: A Study of Binary Choices with Externalities », *The Journal of Conflict Resolution* 17 (3), 1973, p. 381-428.

{180} Timur Kuran, *Private Truths, Public Lies: The Social Consequences of Preference Falsification*, Cambridge, Harvard University Press, 1997.
{181} Susanne Lohmann, « The dynamics of Informational Cascade: The Monday Demonstrations in Leipzig, East Germany, 1989-1991 », *World Politics* 47 (1), 1994, p. 49.
{182} Sydney Tarrow, « Aiming at a Moving Target: Social Science and the Recent Rebellion in Eastern Europe », *PS: Political Science and Politics* 24, 1991, p. 12-20.
{183} Charles Kurzman, *op. cit.* ; Karl-Dieter Opp, Christiane Gern, Peter Voss, *Origins of a Spontaneous Revolution: East Germany, 1989*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1996.
{184} Charles Kurzman, *op. cit.*, p. 133.
{185} Michel Camau, « L'exception autoritaire ou l'improbable point d'Archimède de la politique dans le monde arabe », in Élisabeth Picard (dir.), *La politique dans le monde arabe*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 29-54.
{186} E-13 à al-Bab, décembre 2012.
{187} Al Jazeera joue un rôle paradoxal dans le déclenchement du mouvement syrien en montrant des images des révolutions tunisienne, égyptienne, yéménite et libyenne. Pourtant, le régime qatari étant allié à Bachar al-Assad, elle ne diffuse pas les images des premières manifestations syriennes. Il faut attendre le retournement du Qatar, du fait notamment de l'ampleur de la répression, pour voir Al Jazeera s'imposer comme la principale chaîne diffusant des images des manifestations. Le régime syrien interdit alors à ses correspondants se déplacer ; internet et le téléphone portable permettent alors à la chaîne d'obtenir des informations et des images dans toute la Syrie.
{188} Michel Camau, « Un printemps arabe ? L'émulation protestataire et ses limites », *L'année du Maghreb* 8, 2012, p. 27-47.
{189} E-13 à al-Bab, décembre 2012.
{190} Charles Kurzman, *The Unthinkable Revolution in Iran*, Cambridge, Harvard University Press, 2005, p. 172.
{191} Pour le détail des événements à Daraa, voir Reinoud Leenders, *op. cit.*, p. 421. Pour le cas du Suq Hamidiyya à Damas, voir Leila Vignal, « Jours tranquilles à Damas. Aperçus de la révolte syrienne », *Esprit* 6, 2011, p. 94-102.
{192} « Interview with Syrian president Bachar al-Assad », *Wall Street Journal*, le 31 janvier 2011.
{193} https://www.facebook.com/Syrian.Revolution, voir annexe 2.
{194} Fabrice Balanche, « La Syrie entre révolution, guerre civile et statu quo », in Linda Gardelle, *Un « printemps arabe » ?*, Paris, L'Harmattan, 2013, p. 103.
{195} Entretiens E-14 et E-15 à Istanbul, septembre 2013.
{196} E-16 à Alep, août 2013.
{197} E-17 à Alep, août 2013.
{198} Leila Vignal, *op. cit.*, p. 99.
{199} Observations de Félix Legrand à Damas, mars 2011.
{200} E-18 à Alep, janvier 2013.
{201} E-19 à Alep, août 2013.
{202} E-17 à Alep, août 2013.
{203} James A. Stoner, *A Comparison of Individual and Group Decisions Involving Risk*, mémoire de master non publié, Cambridge, MIT, 1961.
{204} Axel, Honneth, *op. cit.*
{205} E-21 à al-Bab, décembre 2012.
{206} « Dignité » est d'ailleurs le premier nom voté sur la page Facebook « Révolution syrienne » pour le slogan du vendredi du 18 mars. Pour une liste complète des noms de vendredi, voir en annexe 2.
{207} Steven Pfaff, « Collective Identity and Formal Groups in Revolutionary Mobilizations: East Germany in 1989 », *Social Forces* 75 (1), 1996, p. 91-117.
{208} Communication de Félix Legrand, septembre 2014.
{209} Reinoud Leenders, « "Oh Buothaina, Oh Sha'ban – The Hawrani is not Hungry, We Want Freedom !": Revolutionary Framing and Mobilization at the Onset of the Syrian Uprising » in Joel Beinin, Frederic Vairel (eds), *Social movements, Mobilization, and Contestation in the Middle East and North*

Africa, Second edition, Stanford, Stanford University Press, 2013, p. 246-261.
{210} E-12 à Alep, janvier 2013.
{211} Ainsi, avant que le drapeau pré-baassiste ne s'impose parmi les révolutionnaires, les soldats qui annoncent leur désertion en vidéo mettent en fond le drapeau baassiste, à l'instar du colonel Riyad al-Asaad, futur commandant de l'Armée syrienne libre, https://www.youtube.com/watch?v=M7A5WfIx92Q. Communication de Félix Legrand, août 2014.
{212} Voir par exemple https://www.youtube.com/watch?v=EMMt9P_Ouo4
{213} Voir Facebook, https://www.facebook.com/Syrian.Revolution, consulté en octobre 2012.
{214} Voir Cécile Boëx, « Le rôle de la vidéo dans l'émergence d'une nouvelle culture protestataire » in François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *op. cit.*, p. 172-184.
{215} E-22 à Alep, décembre 2012.
{216} Une pratique qu'on retrouve en Égypte (place Tahrir), puis au Yémen (le campement al-Tahrir), en Libye (devant le tribunal de Benghazi) au Bahreïn (Place de la perle), « De la place Tahrir à la place Taghrir », Amin Allal et Thomas Pierret, *op. cit.*, p. 31-51.
{217} E-23 à Alep, décembre 2012.
{218} E-7 à Alep, décembre 2012.
{219} Il existe des exceptions : la mosquée de Kafr Sussa à Damas est devenue le principal lieu de contestation dans le centre-ville alors qu'il s'agit d'un quartier très surveillé. En effet, son imam Ussama Rifa'i est un des rares cheikhs à critiquer le régime dans ses prêches, alors très suivis, ce qui explique que de nombreuses manifestations du vendredi partent de sa mosquée en dépit de la présence d'un poste de la sécurité intérieure de l'autre côté de la rue. Communication de Félix Legrand sur ses observations personnelles, à Damas, au printemps 2011.
{220} E-12 avec un ancien étudiant de la faculté d'anglais, Alep, janvier 2013.
{221} De nombreux entretiens auprès des révolutionnaires kurdes à partir de Paris, d'Erbil (Irak), et dans les régions d'Afrin et de Aïn al-Arab, en décembre 2012 et janvier 2013, mentionnent des arrestations, détentions et intimidations de la part du PYD, voir aussi le site Kurd Watch : http://www.kurdwatch.org/?aid=2732&z=en&cure=1009, consulté le 10 septembre 2014.
{222} Deux imams de Damas, Ussama al-Rifa'i et Krayyim Rajih, sans appeler directement à manifester, reconnaissent dans leurs prêches du vendredi la légitimité des demandes des protestataires et critiquent la violence du régime. À Daraa et Banyas, des clercs s'engagent plus directement dans le mouvement de contestation entre mars et avril 2011 mais doivent se rétracter ou quitter le pays dans les semaines qui suivent. Voir Thomas Pierret, « L'islam dans la révolution syrienne », *Politique étrangère* 4, 2011, p. 884-888.
{223} E-117 avec un juge de la Cour du conseil judiciaire uni, Alep, janvier 2013. Celui-ci explique qu'il va protester dans une mosquée éloignée de la sienne pour rester anonyme. Ce n'est qu'un mois après les premières manifestations que des religieux aleppins, dont le grand mufti d'Alep, cheikh Ibrahim al-Salqini, sortent de leur réserve et parlent en faveur des manifestants.
{224} On reprend ici l'opposition de Granovetter entre liens forts et liens faibles à la différence que, dans ce contexte, les liens faibles se révèlent largement inutilisables, voir Mark Granovetter, « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology* 78 (6), 1973, p. 1360-1380.
{225} E-7 à Alep, août 2013.
{226} E-17 à Alep, août 2013.
{227} E-10 à Gaziantep, septembre 2013.
{228} Cécile Boëx, *op. cit.*, p. 87-112.
{229} E-24 à al-Bab, décembre 2012.
{230} E-23 à Alep, décembre 2012.
{231} E-25 à al-Bab, décembre 2012.
{232} Entretiens E-12, E-13, E-18, E-21 et E-19 avec des membres de différents groupes à Alep et à al-Bab, décembre 2012, janvier et août 2013.
{233} E-26 à Alep, août 2013.
{234} E-27 à Urfa, septembre 2013.
{235} Adam Baczko, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, « Le capital révolutionnaire », *Actes de la*

recherche en sciences sociales, 211-212, 2016.
{236} E-28 au Caire, janvier 2014.
{237} En dépit d'une approche théorique différente, on rejoint les conclusions de James Coleman sur l'importance de la fermeture (*closure*) du groupe, voir James Coleman, « Social Capital in the Creation of Human Capital », *American Journal of Sociology* 94, 1988, p. 99.
{238} E-17 à Alep, août 2013.
{239} Bruno Cousin, Sébastien Chauvin, « L'économie symbolique du capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales* 193 (3), 2012, p. 96-103.
{240} E-28 au Caire, janvier 2014.
{241} E-17 à Alep, août 2013.
{242} E-7 à Alep, décembre 2013.
{243} E-9 à Alep, août 2013.
{244} E-17 à Alep, août 2013.
{245} Ignace Leverrier, « Communiquer et s'informer dans la Syrie en révolution », 28 août 2011, http://syrie.blog.lemonde.fr/2011/08/28/retour-de-syrie-2-communiquer-et-sinformer-dans-la-syrie-en-revolution/, consulté en septembre 2014.
{246} Voir Hillel Frisch (ed.), « The Role of the Military in the Arab Tumult », *Journal of Strategic Studies* 36 (2), 2012.
{247} Kheder Khaddour, *Assad's Officer Ghetto: Why the Syrian Army Remains Loyal*, Beyrouth, Carnegie Middle East Centre, 2015, available at http://carnegie-mec.org/2015/09/30/assad-s-officer-ghetto-why-syrian-army-remains-loyal/iigr, consulté le 3 janvier 2016.
{248} Pour une analyse des slogans scandés par les manifestants, voir François Burgat, Jamal Chehayed, Bruno Paoli et Manuel Sartori, « La puissance politique des slogans de la révolution », in François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *op. cit.*, p. 185-200.
{249} E-29 à Amman, octobre 2013.
{250} E-30 à Azaz, décembre 2012.
{251} Carsten Wieland, « Asad's Decade of Lost Chances », in Carsten Wieland, Adam Almqvist and Helena Nassif, *op. cit.*, p. 36.
{252} E-31 à Azaz, décembre 2012.
{253} François Burgat, *op. cit.*, p. 151.
{254} E-31 à Azaz, décembre 2012.
{255} E-32 à Erbil, février 2012.
{256} Voir Arthur Quesnay et Cyril Roussel, *op. cit.*
{257} Ignace Leverrier, « Les religieux, ultimes garants de la neutralité de la communauté druze de Syrie », 18 avril 2014, http://syrie.blog.lemonde.fr/2014/04/18/les-religieux-ultimes-garants-de-la-neutralite-de-la-communaute-druze-de-syrie/, consulté le 10 mai 2014.
{258} Les témoignages recueillis évoquent la remise régulière des corps par les responsables locaux de la sécurité, E-108, à Amman, octobre 2013. Un militant pacifiste, Chadi Abu Raslan, est arrêté sur la route Beyrouth-Damas et torturé à mort pour avoir collé au dos de son téléphone portable le drapeau pré-baassiste de l'indépendance, Ignace Leverrier, *op. cit.*, 18 avril 2014.
{259} Ignace Leverrier, « Les ressources sécuritaires du régime », in François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *op. cit.*, p. 46.
{260} Aymenn al-Tamimi, « Christian Militia and Political Dynamics in Syria », *Syria Comment*, 23 février 2014, http://www.joshualandis.com/blog/christian-militia-political-dynamics-syria/, consultée le 13 mai 2014.
{261} Déclaration du Conseil militaire syriaque, https://www.youtube.com/watch?v=VGbsKFUwuFE, consulté le 13 mai 2014.
{262} *Le Figaro*, « Syrie : un opposant kurde assassiné », 7 octobre 2011, http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/10/07/97001-20111007FILWWW00582-syrie-un-opposant-kurde-assassine.php, consulté le 9 mai 2014.
{263} Composé de forces de gauche et nationalistes arabes, du Parti d'action communiste (PAC), de l'Union socialiste arabe démocratique et du PYD, il est formé en juin 2011, lors d'une conférence tenue à Damas.

{264} Nicolas Dot-Pouillard, « Les divisions stratégiques des oppositions syriennes : un leadership impossible ? », in François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *op. cit.*, p. 120.
{265} Voir notamment les rapports d'Amnesty International, http://www.amnesty.org/fr/region/syria/report-2011 et de l'observatoire syrien pour les droits de l'homme, http://www.syriahr.com/, consulté le 27 mars 2016.
{266} François Burgat, Romain Caillet, *op. cit.*, p. 73-74.
{267} Bernard Rougier, *L'oumma en fragments*, Paris, PUF, 2011, p. 154-160.
{268} Ce répertoire est commun aux régimes autoritaires du Moyen-Orient, confrontés aux révolutions arabes, Steven Heydemann et Reinoud Leenders, *op. cit.*
{269} Reinoud Leenders, « Repression Is "Not a Stupid Thing": The Syrian Regime's Response to the Uprising », 2012, connexion le 15 août 2013, URL : http://www.kcl.ac.uk/sspp/departments/warstudies/people/pubs/leenders/repression.pdf, consulté le 15 avril 2014.
{270} Voir notamment le rapport de HRW sur les centres de torture en Syrie, « Syria : Torture Centers Revealed », HRW, 3 juillet 2012, http://www.hrw.org/news/2012/07/03/syria-torture-centers-revealed, consulté le 11 avril 2014 ; *Le Monde*, « Le régime accusé de torture à grande échelle », 20 janvier 2014, http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/01/20/syrie-le-regime-accuse-de-torture-a-grande-echelle_4351376_3218.htmlrapportconfidentielsurcésar, http://www.scribd.com/doc/200984823/Syria-Report-Execution-Tort et http://www.washingtonpost.com/world/national-security/2014/07/28/c53d2024-16a3-11e4-9349-84d4a85be981_story.html et http://online.wsj.com/articles/10-000-bodies-inside-syrian-president-bashar-al-assads-crackdown-1406315472, consulté le 9 novembre 2014.
{271} E-17 à Alep, août 2013.
{272} Sur l'utilisation de la torture pour démobiliser les protestataires, voir Gilles Dorronsoro, « La torture discrète : capital social, radicalisation et désengagement militant dans un régime sécuritaire », *European Journal of Turkish Studies* 8, 2008, http://ejts.revues.org/2223, consulté le 15 août 2013.
{273} E-31 à Azaz, décembre 2012.
{274} Le terme de *chabbiha* est utilisé par les Syriens pour décrire indistinctement les soutiens du régime, les miliciens payés et les traîtres. Par souci de clarté, nous traduisons *chabbiha* en fonction du contexte de l'entretien.
{275} E-33 à Alep, décembre 2012.
{276} E-12 à Alep, janvier 2013.
{277} Entretien réalisé par François Burgat avec Ahmed Tlass, publié le 29 mars 2014 sur le blog *Un œil sur la Syrie*, http://syrie.blog.lemonde.fr/2014/03/29/syrie-temoignage-du-general-ahmed-tlass-sur-le-systeme-et-la-repression-14/, consulté le 24 septembre 2014.
{278} *Ibid.*
{279} Human Rights Watch, « We've Never Seen Such Horror », 1er juin 2011, http://www.hrw.org/node/99345/section/5, consulté le 7 septembre 2014.
{280} Khaled Yacoub Oweis, « Dozens Die, Thousands Flee Syrian Tank Assault in Hama », *Reuters*, 4 août 2011, http://www.hrw.org/node/99345/section/5, consulté le 8 avril 2013 ; Joseph Holliday, « Syria's Maturing Insurgency », *Middle East Security Report* no 5, June 2012, p. 15.
{281} Human Right Watch, « Syria: Crimes Against Humanity in Homs », novembre 2011, http://www.hrw.org/news/2011/11/11/syria-crimes-against-humanity-homs, consulté le 8 octobre 2013 ; « Syria: Witnesses Describe Idlib Destruction, Killings », 15 mars 2012, http://www.hrw.org/news/2012/03/15/syria-witnesses-describe-idlib-destruction-killings, consulté le 15 avril 2014 ; « Syria: Government Uses Homs Tactics on Border Town », 22 mars 2012, http://www.hrw.org/news/2012/03/22/syria-government-uses-homs-tactics-border-town, consulté le 14 mai 2014.
{282} Human Rights Watch, « Syrie : Crimes contre l'humanité à Deraa », 1er juin 2011, http://www.hrw.org/fr/news/2011/06/01/syrie-crimes-contre-l-humanit-deraa, consulté le 30 mai 2014.
{283} E-29 avec un militant originaire de Daraa, à Amman, octobre 2013.
{284} Nour Ali, « Syrian Tanks Kill Protestors in Hama », *The Guardian*, 31 juillet 2011 ; Nada Bakri, « Civilian Toll Is Mounting in Assault on Syrian City », *New York Times*, 4 août 2011.

{285} Valentina Napolitano, « L'enfer de Yarmouk, camp palestinien en Syrie. La faim ou la soumission », *Orient XXI*, 20 février 2014, http://orientxxi.info/magazine/l-enfer-de-yarmouk-camp, 0518 ; *Le Monde*, « Syrie : le dernier convoi de rebelles va quitter Homs », 8 mai 2014, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/05/08/l-hotel-carlton-d-alep-detruit-a-l-explosif_4413487_3218.html.
{286} E-29 à Amman, octobre 2013.
{287} E-34 à Azaz, décembre 2012.
{288} Yara Bayoumy, « Syrian Forces Kill 34 in Hama, Crackdown Intensifies », *Reuters*, 3 juin 2011 ; Anthony Shadid, « With Police Absent, Protests Surge in Syrian City », *New York Times*, 1er juillet 2011
{289} E-35 avec un révolutionnaire de Daraa, à Amman, octobre 2013.
{290} E-36 à Istanbul, septembre 2013.
{291} Entretien réalisé par Matthieu Rey à Damas en septembre 2012, in François Burgat et Bruno Paoli (dir.), *op. cit.*, p. 62.
{292} E-37 à Alep, janvier 2013.
{293} E-38 à Alep, janvier 2013.
{294} E-39 à Azaz, décembre 2012.
{295} Joseph Holliday, « Syria's Maturing Insurgency », *Institute for the Study of War*, Middle East Security Report no 5, juin 2012, p. 22.
{296} Nir Rosen, « Armed Defenders of Syria's Revolution », Al Jazeera, 27 septembre 2011.
{297} Dominic Evans, « Syrian Army Forces Take Back Most of Rastan from Deserters, Activists Say », *Reuters*, 1er octobre 2011.
{298} E-40 à Maraa, décembre 2012.
{299} Dans le nord de la Syrie, les principales bases militaires du régime tombent quasiment sans combat après de longs sièges. C'est notamment le cas de l'école militaire de Muchat et de la station radars de Chaala qui sont prises en décembre 2012, après plusieurs mois d'encerclement. Les aéroports militaires de Taftanaz dans la région d'Idlib et de Menegh au nord d'Alep sont conquis après des mois de siège, en 2013.
{300} Entretiens E-26, E-41, E-44, E-49, E-51, réalisés avec plusieurs commandants et combattants dans la région d'Alep, décembre 2012 et janvier 2013.
{301} E-2 à Maraa, décembre 2012.
{302} E-68 au Caire, janvier 2014.
{303} https://www.youtube.com/watch?v=POx380poU_8, consulté le 23 septembre 2014.
{304} E-43 à Azaz, décembre 2012.
{305} E-44 avec un ancien sergent responsable de la prise en charge des déserteurs, à al-Bab, décembre 2012.
{306} Entretiens E-44, E-25, E-48, E-83 à al-Bab et dans les environs, décembre 2012 et janvier 2013.
{307} Il s'agirait de 6 000 officiers, 7 500 sous-officiers et 175 500 hommes de troupe appartenant à toutes les communautés. Parmi eux, il y aurait 3 000 officiers déserteurs réfugiés dans des camps spéciaux en Turquie et Jordanie et 3 700 officiers déserteurs restés en Syrie ou coopérant avec la révolution sans avoir déserté, Ignace Leverrier, « À la veille de Genève 2, le régime syrien en manque de combattants... », 20 janvier 2014, http://syrie.blog.lemonde.fr/2014/01/20/a-la-veille-de-geneve-2-le-regime-syrien-en-manque-de-combattants/, rapport disponible sur https://docs.google.com/document/d/1hp1FmVHsY8TFnfaZOwjJpRXZodZMT9zwc-O_Xd32cF0/edit?pli=1, consulté le 8 mars 2014.
{308} Ignace Leverrier, « Un général déserteur en faveur d'une zone sûre en Syrie », 9 janvier 2012, http://syrie.blog.lemonde.fr/2012/01/09/un-general-deserteur-en-faveur-dune-zone-sure-en-syrie/, consulté le 8 avril 2014.
{309} Une étude des officiers déserteurs suggère que les motivations éthiques et morales ont joué un rôle plus important que les considérations communautaires et économiques, voir Dorothy Ohl, Holger Albrecht, Kevin Koehler, *For Money or Liberty ? The Political Economy of Military Desertion and Rebel Recruitment in the Syrian Civil War*, Beyrouth, Carnegie Middle East Center, available at http://carnegieendowment.org/2015/10/24/for-money-or-liberty-political-economy-of-military-desertion-and-rebel-recruitment-in-syrian-civil-war/ilqf, consulté le 3 janvier 2016.
{310} E-45 à Alep, janvier 2013.

{311} Entretien téléphonique réalisé par François Burgat, janvier 2013, François Burgat et Romain Caillet, *op. cit.* p. 61.

{312} Anthony Shadid, « Syrian Navy Joins Attack on Key Rebellious Port City », *New York Times*, 14 août 2011.

{313} « Syrie : l'opposition en voie de décomposition ? », *Le Point*, 29 février 2012, http://www.lepoint.fr/monde/syrie-l-opposition-en-voie-de-decomposition-29-02-2012-1436196_24.php, consulté le 5 décembre 2014.

{314} E-36 à Istanbul, septembre 2013.

{315} E-46 avec un commandant à Alep, janvier 2013.

{316} E-47 à Amman, octobre 2013.

{317} Observations à Alep, août 2013.

{318} Dans plusieurs entretiens réalisés à l'été 2013, des insurgés originaires de l'est de la Syrie mentionnent que le régime a d'abord tenté de manipuler les élites tribales pour calmer la population, avant que certaines grandes familles ne se retournent contre lui, voir dans le même sens « Syrian forces arrest top tribal leader – opposition », *Reuters*, 31 juillet 2011 ; « Tribesmen say Deir ez-Zour's sheikh is dead; evidence indicates he was tortured », *Al Arabiya English*, 6 octobre 2011.

{319} Nous avons généralement traduit *katiba* et *liwa'* par « groupe armé » ou « unité militaire », car son usage au sein de l'insurrection est ambigu et parfois trompeur. En effet, certaines unités gardent le nom de *katiba*, alors qu'elles sont composées de plus d'hommes que certains *liwa'*.

{320} On a là un cas explicite de « vulgarisation du pouvoir », avec une conscience très aiguë de la part des acteurs du processus de formation de l'État auquel ils participent, voir Bruce Berman et John Lonsdale, *Unhappy Valley: Conflict in Kenya and Africa*, Volume 1: *State and Class*, London, James Currey, 1992, p. 5 et 13-45.

{321} E-48 à al-Bab, décembre 2012.

{322} Nadine Méouchy, « Les mobilisations urbaines et rurales à l'époque mandataire. Remarques préliminaires », in Nadine Méouchy (dir.), *France, Syrie et Liban, 1918-1946 : les ambiguïtés et les dynamiques de la relation mandataire, Actes des journées d'études organisées par le CERMOC et l'IFEAD*, IFEAD, Damas, 2002, p. 315-323.

{323} Observations à Alep, août 2013.

{324} E-49 à Azaz, décembre 2012.

{325} E-50 à Alep, août 2013.

{326} E-41 à Alep, décembre 2012.

{327} En comparaison, ces prix peuvent être divisés par trois en Irak (en 2013).

{328} E-42 à Maraa, décembre 2012.

{329} E-29 à Amman, octobre 2013.

{330} De très nombreuses vidéos sont disponibles en ligne, voir par exemple le Liwa' al-Tawhid qui revendique une attaque sur Alep, https://www.youtube.com/watch?v=mCxn2VoHxzc, consulté le 10 avril 2014.

{331} E-102 au poste frontière Syrien de Bab al-Salam, décembre 2012.

{332} E-48 avec un responsable du bureau administratif du Liwa' al-Umawiyyin, à al-Bab, décembre 2012.

{333} « Syrian Rebels Create New Unified Military Command », *Associated Press*, 8 décembre 2012, http://www.huffingtonpost.com/2012/12/08/syria-rebels-military-council_n_2263256.html, consulté le 28 mai 2014.

{334} E-51 à Alep, janvier 2013.

{335} Sur la tension entre le Liwa' al-Tawhid et les officiers de carrière du Conseil militaire d'Alep, voir http://online.wsj.com/article/SB10000872396390444082904577608613073062158.html, consulté le 10 mars 2014.

{336} Plusieurs vidéos de propagande du *liwa'* sont régulièrement publiées sur internet, http://www.liveleak.com/view?i=627_1389068164, consulté le 25 mars 2014.

{337} Entretiens E-13, E-12 et E-23 avec des civils et des combattants de différentes unités actives dans le gouvernorat d'Alep, décembre et janvier 2012.

{338} E-52 à Alep, août 2013.

{339} Entretiens E-39, E-53, E-61, E-61 avec un commandant du bureau de la Sécurité révolutionnaire d'Alep, ainsi que des membres des différents services du bureau d'al-Ra'i et d'Alep, janvier 2013, et E-67, E-68, E-69 avec la Police militaire à Alep, août 2013.

{340} Entretien avec des membres du Conseil militaire d'Alep, janvier 2013. Voir aussi International Crisis Group, « Tentative Jihad: Syria's Fundamentalist Opposition », *Middle East Report* no 131, 12 octobre 2012, p. 26.

{341} Entretiens E-50, E-51, E-94 des combattants de différents *liwa'* dans le gouvernorat d'Alep, voir aussi « Opposition says Syrian rebel fighters to get salaries », *BBC*, 1er avril 2012, http://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-17578248, consulté le 20 avril 2012 ; « First "pay day" for Syrian rebels in Aleppo », *Al Arabiya News*, 23 octobre 2012, http://english.alarabiya.net/articles/2012/10/23/245483.html, consulté le 30 novembre 2012.

{342} E-54 à al-Bab, décembre 2012.

{343} Un cheikh a des connaissances religieuses sans avoir nécessairement suivi des études très poussées, il peut être employé dans une madrasa ou exercer un métier hors du champ religieux.

{344} E-55 à al-Bab, décembre 2012.

{345} E-56 avec un juge de Azaz, à Azaz, décembre 2012.

{346} En Afghanistan et en Somalie, on retrouve la même efficacité du système chariatique dans des situations de retrait de l'État, voir Adam Baczko, « Juger en situation de guerre civile : les cours de justice Taliban en Afghanistan (2001-2013) », *Politix* 104 (4), 2013, p. 25-46 ; André Le Sage, « Stateless Justice in Somalia: Formal and Informal Rule of Law Initiatives », *Centre of Humanitarian Dialogue*, Report, 2005, p. 38-48.

{347} E-57 avec un révolutionnaire de Deir ez-Zor, à Gaziantep, août 2013.

{348} Communications personnelles de Félix Legrand et de Patrick Haenni, septembre-octobre 2013.

{349} E-58 avec un juge du Comité judiciaire d'Azaz, à Azaz, décembre 2012.

{350} Observations personnelles des auteurs et entretiens avec le personnel et les usagers des tribunaux du gouvernorat d'Alep, décembre 2012 – janvier 2013.

{351} E-29 avec un révolutionnaire de Daraa à Amman, septembre 2013.

{352} E-58 et E-59 sur les peines et la permanence des pratiques de négociation, révélatrices de l'incapacité des cours à imposer la charia, à Azaz, décembre 2012.

{353} Baudouin Dupret, Souhaïl Belhadj et Jean-Noël Ferrié, « Démocratie, famille et procédure. Ethnométhodologie d'un débat parlementaire syrien », *Revue européenne des sciences sociales* 65 (139), 2007, p. 5-44.

{354} Cheikh Yussef Suker, cheikh Ahmed Zerati, alors juge d'une cour chariatique à Akhtarin, cheikh Mustafa Chaabi, cheikh 'Umar Jumaa. Cheikh Ahmed Nabi a un statut d'observateur car, en tant qu'imam de la grande mosquée d'al-Bab, il a soutenu le régime, mais il demeure localement le seul religieux à posséder une formation en droit islamique.

{355} E-54, E-55 avec des juges à al-Bab, décembre 2012, et E-114 à al-Bab, janvier 2013.

{356} E-66 avec un commandant de la police d'Alep, Alep, janvier 2013.

{357} E-61 avec un commandant en second du poste de police du quartier de Bustan al-Qasr, à Alep, janvier 2013.

{358} E-62 à la Cour de justice d'Alep, janvier 2013.

{359} E-63 dans la prison d'Azaz, décembre 2012.

{360} *Idem*.

{361} Observations dans le nord de la Syrie, décembre 2012- janvier et août 2013.

{362} E-64 avec le chef de la Sécurité du quartier de Salaheddin à Alep, janvier 2013.

{363} E-65 avec le chef de l'administration de la police d'Alep, janvier 2013.

{364} E-61 avec le commandant en second du poste de police de Bustan al-Qasr, à Alep, janvier 2013.

{365} *Idem*.

{366} E-66 avec un général de la police d'Alep, à Alep, janvier 2013.

{367} *Idem*.

{368} Au printemps 2013, un soutien financier européen et américain de 3,5 millions de dollars a été donné à la Police libre d'Alep par le biais de la compagnie de sécurité privée britannique ARK (Access Research

Knowledge). Le financement, d'une durée de quatre mois, visait à payer les salaires, l'équipement et l'entraînement de plusieurs centaines de policiers. Il était explicitement conçu comme la première étape d'un plan plus ambitieux destiné aux gouvernorats voisins, au moment où la Coalition s'efforçait de faire accepter le principe d'une Police civile dans tous les gouvernorats.

{369} E-66 avec un général de la police d'Alep, à Alep, janvier 2013.

{370} *Idem*.

{371} Observations des auteurs à al-Bab, décembre 2012.

{372} Les conseils municipaux sont divisés en départements : santé, services, bureau légal, éducation, médias, comptabilité, police (entretiens réalisés auprès de différents membres de Conseils municipaux dans le gouvernorat d'Alep, décembre 2012 et janvier 2013).

{373} Entretiens avec des habitants et des membres des conseils municipaux d'al-Bab, de Maraa et d'al-Ra'i, décembre 2012 et janvier 2013.

{374} Entretiens avec des habitants et des membres des conseils municipaux d'Azaz, d'al-Sukari, d'Ansari, décembre 2012 et janvier 2013. Depuis 2013 des élections ont été organisées dans d'autres villes, notamment à Jabal al-Zawiya et à Salqin.

{375} « New Local Council Election in Raqqa », *The Syrian Observer*, 7 février 2014, http://www.syrianobserver.com/News/News/New+Local+Council+Election+in+Raqqa, consulté le 8 septembre 2014.

{376} Angelova Ilina, « Rebel-held Suburbs of Damascus : Resilience Mechanisms in the Face of Chemical Attacks », *Policy Alternative*, Arab Reform Initiative, 2014.

{377} Observations personnelles des auteurs dans les cours et les Conseils civils du gouvernorat d'Alep, décembre 2012 et janvier 2013.

{378} Entretiens avec des fonctionnaires du régime dans le gouvernorat d'Alep, décembre 2012 et janvier 2013.

{379} De façon qui reste à expliquer, le centre administratif de Cheikh Najaf, bien que facile à bombarder est resté intact jusqu'à sa prise par le régime en 2014.

{380} Observation à Hreitan, août 2013.

{381} Angelova Ilina, *op. cit.*

{382} E-67 avec un représentant de la Coalition nationale syrienne au Caire, Le Caire, janvier 2014.

{383} E-68 avec un ancien militant communiste, Le Caire, janvier 2014.

{384} E-69 en Turquie, avril 2013.

{385} E-70 à Paris, septembre 2012.

{386} E-71 à Beyrouth, juillet 2014.

{387} Communication personnelle de Maaï Youssef à partir d'observations faites au Caire en janvier-février 2014.

{388} E-72 au Caire, janvier 2014.

{389} E-73 au Caire, décembre 2014.

{390} E-20 à Paris, septembre 2012.

{391} Déclaration du Dr. Burhan Ghalioun avec le colonel Riyad al-Asaad, publié le 30 novembre 2011, http://syrie.blog.lemonde.fr/2011/11/30/larmee-syrienne-libre-reconnait-lautorite-du-conseil-national-syrien/, consulté le 8 septembre 2014.

{392} « Syrie : le CNS va payer l'Armée libre », *Le Figaro*, 1er avril 2012, www.lefigaro.fr/flash-actu/2012/04/01/97001-20120401FILWWW00059-syrie-le-cns-va-payer-l-armee-libre.php, consulté le 8 septembre 2014.

{393} Le 12 novembre 2012, l'Arabie saoudite, le Barheïn, les Emirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar reconnaissent la Coalition nationale comme le gouvernement légitime de la Syrie. Ils sont suivis par la Turquie, le Vatican, la France, l'Italie et le Royaume-Uni, l'Union européenne et les États-Unis.

{394} Yezid Sayigh, « The Syrian Opposition's Leadership Problem », Washington, *Carnegie Endowment for International Peace*, 2013, p. 15.

{395} « Syrie : le premier ministre de l'opposition démissionne », *Le Monde*, 8 juillet 2013, http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/07/08/le-premier-ministre-rebelle-syrien-demissionne_3444359_3218.html, consulté le 8 septembre 2014.

{396} Yezid Sayigh, *op. cit.*
{397} Khaled Kanafani, « The Revolution Between Victories and Stumbling Blocks », *Souriyatna*, no 74, 8 février 2013, http://Souriyatna.files.wordpress.com/2013/02/Souriyatna_issue_74_a4.pdf, cité par Yezid Sayigh, *The Syrian Opposition's Leadership Problem*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2013, p. 29.
{398} « Syrie : d'importants groupes rebelles prônent la charia et rejettent la Coalition nationale », *Le Monde*, 25 septembre 2013, http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/09/25/syrie-d-importants-groupes-rebelles-pronent-la-loi-islamique_3483973_3218.html, consulté le 8 septembre 2014.
{399} Séverine Autesserre, *The Trouble With Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
{400} Site officiel de l'Assistance Coordination Unit (ACU), www.acu-sy.org/, consulté le 1er avril 2016.
{401} Yezid Sayigh, *op. cit.*, p. 11.
{402} Observation des auteurs en Syrie et en Turquie, septembre 2013.
{403} E-74 avec un responsable du secteur éducatif de la municipalité d'Alep, Alep, août 2013.
{404} E-114 avec un médecin travaillant pour une ONG en Syrie, à Al-Bab, janvier 2013.
{405} E-75 à Antakya, septembre 2013.
{406} « Syrian Rebels Create New Unified Military Command », *Associated Press*, 8 décembre 2012, http://www.huffingtonpost.com/2012/12/08/syria-rebels-military-council_n_2263256.html, consulté 20 mai 2014.
{407} E-98 avec un combattant sur le front à Alep, décembre 2012.
{408} Entretiens avec des combattants dans le gouvernorat d'Alep, décembre 2012 et janvier 2013.
{409} « Syrie : d'importants groupes rebelles prônent la charia et rejettent la Coalition nationale », *Le Monde*, 29 septembre 2013, consulté le 5 mai 2014, http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/09/25/syrie-d-importants-groupes-rebelles-pronent-la-loi-islamique_3483973_3218.html, consulté le 20 mai 2014.
{410} « Les actions du Front islamique affaiblissent l'Armée syrienne libre », *Le Monde*, 13 décembre 2013, http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2013/12/13/les-actions-du-front-islamique-affaiblissent-l-armee-syrienne-libre_4333875_3218.html, consulté le 13 juin 2014.
{411} « Syrie : le chef d'état-major de l'ASL limogé pour "des erreurs" », *Le Monde*, 17 février 2014, http://abonnes.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/02/17/syrie-limogeage-du-chef-d-etat-major-de-l-armee-syrienne-libre_4367664_3218.html, consulté le 20 mai 2014.
{412} Samuel Charap, « Russia, Syria and the Doctrine of Intervention », *Survival* 55 (1), 2013, p. 35-41.
{413} Khaled Sid Mohand, « Dans les geôles de Bachar Al-Assad », *Le Monde*, 28 mai 2011, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/05/28/dans-les-geoles-de-bachar-al-assad_1528800_3218.html, consulté le 9 septembre 2014.
{414} « La Chine et la Russie opposent leur veto à une résolution de l'ONU condamnant la répression en Syrie », *RFI*, 5 octobre 2011, http://www.rfi.fr/ameriques/20111005-chine-russie-opposent-leur-veto-une-resolution-onu-condamnant-repression-syrie/, consulté le 9 septembre 2014.
{415} Créée en février 2012, la Conférence internationale des amis du peuple syrien est un groupe de contact qui réunit une centaine d'États membres des Nations Unies. Elle se réunit régulièrement pour discuter du soutien à apporter à l'insurrection et des sanctions à appliquer au régime de Damas.
{416} « Barack Obama établit une "ligne rouge" en Syrie », *Le Figaro*, 22 août 2012, http://www.lefigaro.fr/international/2012/08/22/01003-20120822ARTFIG00265-barack-obama-etablit-une-ligne-rouge-en-syrie.php, consulté le 9 septembre 2014.
{417} Roy Allison, « Russia and Syria: Explaining Alignment with a Regime in Crisis », *International Affairs* 89 (4), 2013, p. 795-823. De plus, la montée en puissance des groupes jihadistes en Syrie affecte le nord du Caucase qui reste instable.
{418} « Moscow "Rejects" Saudi "Offer" to Drop Assad for Rich Arms Deal », 8 août 2013, *RT*, http://rt.com/news/saudi-russia-arms-putin-239/, consulté le 9 septembre 2014.
{419} Roy Allison, *op. cit.*, p. 805-808.
{420} Dimitri Trenin, « The Mythical Alliance: Russia's Syria Policy », Washington, *Carnegie Endowment for International Peace*, 2012.

{421} À partir de mars 2012, Kofi Annan, représentant de la Ligue arabe et des Nations unies, a tenté de mettre en place un cessez-le-feu. Le 30 juin 2012, la conférence de Genève I réunit, sans succès, les membres du Conseil de sécurité, la Turquie et des pays du Golfe.
{422} Voir le communiqué de presse de l'OIAC, http://www.opcw.org/news/article/opcw-fact-finding-mission-compelling-confirmation-that-chlorine-gas-used-as-weapon-in-syria/, consulté le 19 décembre 2014.
{423} Sonoko Sunayama, *Syria and Saudi Arabia: Collaboration and Conflicts in the Oil Era*, Londres, I. B. Tauris, 2007, p. 14-48.
{424} Bernard Hourcade, « L'Iran contre l'"encerclement sunnite" », in François Burgat et Bruno Paoli, *op. cit.*
{425} Sonoko Sunayama, *op. cit.*
{426} Claire Beaugrand, « L'engagement des monarchies du Golfe contre le régime de Bachar al-Assad », in François Burgat et Bruno Paoli, *op. cit.*
{427} Gilles Dorronsoro, *Que veut la Turquie ?*, Paris, Autrement, 2008.
{428} Aurélie Daher, « Un chiisme combattant face au monde : la politique étrangère du Hezbollah », in Mohamed-Ali Adraoui (ed.), *Les islamistes et le monde. Islam politique et relations internationales*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp. 147-164.
{429} Vincent Geisser, « Le Liban, au coeur de la crise syrienne, en marge des révolutions arabes ? », in François Burgat et Bruno Paoli, *op. cit.*, p. 232-234.
{430} Nicolas Dot-Pouillard, « Le mouvement national palestinien et la crise syrienne : une division contenue », in François Burgat et Bruno Paoli, *op. cit.*, p. 268-269.
{431} Les pays du Golfe soutiennent l'insurrection sunnite irakienne en organisant des conférences qui sont l'occasion de distribuer directement des financements aux chefs des principaux groupes insurgés, pour l'essentiel d'anciens baassistes. Ainsi, le 21 juin 2014, ces derniers se réunissent à Erbil et prennent position en faveur l'État islamique qui vient de conquérir la ville de Mossoul. Voir la déclaration d'un des chefs de l'insurrection, Ali Hatem al-Suleyman, https://www.youtube.com/watch?v=qB4_6_eKxMA, consulté le 19 décembre 2014. De même, le 17 juillet 2014, une conférence à Amman regroupe des représentants de l'insurrection irakienne afin d'organiser la lutte contre Bagdad, « Amman Conference to Save Iraq: Unannounced Calls to Align with ISIS, Face the Iranian "Savadi Wave", and Agreement to Take Down the Current System », CNN Arabic, http://arabic.cnn.com/middleeast/2014/07/17/iraq-jordanconvention?hpt=continous, consulté le 21 juillet 2014.
{432} Claire Beaugrand, *Pas de printemps pour la Syrie*, *op. cit.*, p. 311.
{433} Bernard Hourcade, *op. cit.*
{434} Stéphane Lacroix, « Saudi Islamist and the Arab Spring », Kuwait Programme on Development, Governance and Globalisation in the Gulf States, Koweït, LSE, 2014.
{435} De même, lors de la guerre civile afghane dans les années 1990, la polarisation entre les Taliban et l'Alliance du Nord de Massoud s'expliquait par l'alignement des oppositions sociales, politiques et ethniques, accroissant l'intensité de l'inimitié.
{436} Salwa Ismail, « The Syrian Uprising: Imagining and Performing the Nation », *Studies in ethnicity and nationalism* 11 (3), 2011, p. 540-541.
{437} Thomas Pierret, « Les salafismes dans l'insurrection syrienne : des réseaux transnationaux à l'épreuve des réalités locales », *Outre-Terre* 2015 44 (3), p. 203-204.
{438} David B. Roberts, « Understanding Qatar's Foreign Policy Objectives », *Mediterranean Politics* 17 (2), 2012, p. 233-239.
{439} Communication personnelle de Maaï Youssef, décembre 2014.
{440} En Égypte notamment des centaines de milliers de Syriens se sont réfugiés sans s'enregistrer au HCR, car ils profitent des accords noués par le passé entre les gouvernements syrien et égyptien. Ils ont ainsi les mêmes droits en matière d'éducation et de santé que les citoyens égyptiens. Le gouvernement des Frères musulmans, par solidarité avec les révolutionnaires syriens prolonge ces accords en 2012-2013 et voit ainsi affluer de nombreux Syriens, qui se déplacent avec leurs entreprises et leurs moyens.
{441} Observations en Syrie, décembre 2012.
{442} UNHCR, « Syrian Regional Refugee Response Inter-agency Information Sharing Portal »,

http://data.unhcr.org/syrianrefugees/regional.php, consulté le 16 décembre, 2014.

{443} Aristide R. Zolberg, Suhrke Astri, Sergio Aguayo, *Escape from Violence, Conflict and the Refugee Crisis in the Developing World*, Oxford, Oxford University Press, 1989 ; Elke Grawert, « Cross-Border Dynamics of Violent Conflict: The Case of Sudan and Chad », *Journal of Asian and African Studies* 43 (6), 2008 ; Jennifer Giroux, David Lanz, Damiano Sguaitamatti, « The Tormented Triangle: the Regionalisation of Conflict in Sudan, Chad and the Central African Republic », *Crisis State Research Center*, working paper no 49, 2009.

{444} Boaz Atzili, « When Good Fences Make Bad Neighbors: Fixed Borders, State Weakness, and International Conflict », *International Security* 31 (3), 2006/2007, p. 139-173, Idean Salehyan, « Transnational Rebels: Neighboring States as Sanctuary for Rebel Groups », *World Politics* 59 (2), 2007, p. 217-242.

{445} Sarah Lischer, « Collateral Damage: Humanitarian Assistance as a Cause of Conflict », *International Security* 28 (1), 2003, p. 79-109.

{446} Idean Salehyan et Kristian Skrede Gleditsch, « Refugees and the Spread of Civil War », *International Organization* 60 (2), 2006, p. 335-366.

{447} Howard Adelman, « Why Refugee Warriors are Threats », *Journal of Conflict Studies* 18 (1),1989.

{448} Voir Douglas Massey et Felipe Espana, « The Social Process of International Migration », *Science* 237, 1987 ; Kristian Berg Harpviken, *Social Networks and Migration in Wartime Afghanistan*, London, Palgrave Macmillan, 2009.

{449} Voir Laure Stephan, « Ersal, base arrière de la rebellion syrienne dans la vallée libanaise de la Bekaa », *Le Monde*, mis en ligne le 21 avril 2014, http://abonnes.lemonde.fr/international/article/2014/04/21/ersal-base-arriere-de-la-rebellion-syrienne-dans-la-vallee-libanaise-de-la-bekaa_4404689_3210.html, consulté le 9 septembre 2014.

{450} Aurélie Daher, « In the Wake of the Islamic State Threat: Repercussions on Sunni-Shi‘i Competition in Lebanon », *Journal of Shi‘a Islamic Studies* 8 (2), 2015, p. 209-235.

{451} Vincent Geisser, *op. cit.*, p. 222.

{452} Cengiz Candar, « Is Syria War Additional Spark to Alevi Protests in Turkey ? », *Al Monitor*, septembre 2013, http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2013/09/turkish-alevis-protest-syria-war.html#, consulté le 9 septembre 2014.

{453} Site de l’UNHCR, http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d5c5.html, consulté le 4 mai 2014.

{454} « Syria War, Refugees to Cost Lebanon $7.5 billion – World Bank », Reuters, 19 septembre 2013, http://www.reuters.com/article/2013/09/19/syria-crisis-lebanon-idUSL5N0HF3I220130919, consulté le 9 septembre 2014 ; Omar S. Dahi, « Breaking Point: The Crisis of Syrian Refugees in Lebanon », Middle East Report Online, 25 septembre 2013, http://www.merip.org/mero/mero092513, consulté le 9 septembre 2013.

{455} « Iraqi Helicopters Hit Convoy in Syria », Al Jazeera, 27 avril 2014, http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/04/iraq-security-forces-ambush-syria-fuel-convoy-2014427113049340239.html, consulté le 9 septembre 2014.

{456} Nous utiliserons le nom de PYD pour décrire les activités locales du PKK. Le mouvement a construit en Syrie sa branche locale, de manière similaire à sa branche iranienne, le PJAK (Partiya Jiyana Azad a Kurdistane – Parti pour une vie libre au Kurdistan).

{457} Arthur Quesnay, Cyril Roussel, « Avec qui se battre ? Le dilemme kurde », in F. Burgat et B. Paoli (dir.), *op. cit.* ; International Crisis Group, « Syria’s Kurds: A Struggle Within a Struggle », *Middle East Report* no 136, 22 janvier 2013.

{458} Entretien avec plusieurs révolutionnaires kurdes syriens à Erbil, mars 2013.

{459} E-76 à Aïn al-Arab, décembre 2013.

{460} Dans la continuité des mobilisations de 2004, les Kurdes revendiquent la reconnaissance de leur langue, le droit de créer des associations culturelles, l’accès à la terre et la nationalisation des *bidun*.

{461} E-77 à Erbil, mai 2013.

{462} E-78 avec un militant kurde syrien, à Erbil, janvier 2012.

{463} E-12 à Alep, décembre 2012.

{464} E-79 avec un Kurde syrien réfugié au Kurdistan irakien, à Erbil, décembre 2012.

{465} E-80 avec un kurde syrien, à Erbil, mai 2013.
{466} E-81 avec un kurde syrien de Amuda, à Erbil, décembre 2012.
{467} Notamment, le Mouvement de la jeunesse kurde, l'Union de coordination de la jeunesse kurde et l'Union de la jeunesse kurde, les Jeunes de la naissance de la liberté, le Mouvement des jeunes révolutionnaires et le Groupe des jeunes Sewa (Ensemble). Pour plus d'informations, lire l'entretien d'Abdussalam Uthman, membre fondateur de l'Union de coopération des jeunes kurdes de Syrie, proche du Courant du futur kurde de Syrie, http://www.kurdwatch.org/syria_article.php?aid=2719&z=en&cure=240, consulté le 20 mai 2014.
{468} E-82 avec un membre du mouvement Avahi, à Erbil, janvier 2012.
{469} E-83 avec un combattant kurde de l'ASL, al-Bab, janvier 2013.
{470} De nombreux entretiens auprès de militants kurdes à partir de Paris, du Kurdistan irakien, et dans les régions d'Afrin et de Aïn al-Arab (décembre 2012 et janvier 2013), mentionnent des arrestations, détentions et intimidations de la part du PYD, voir également le site Kurd Watch : http://www.kurdwatch.org/?aid=2732&z=en&cure=1009, consulté le 20 avril 2014.
{471} Différents entretiens datent le retour du PKK du printemps 2011. En avril 2011, Salih Muslim Muhammad, le leader du PYD retourne en Syrie avec plusieurs militants du parti graciés par le régime. Selon International Crisis Group, le PKK aurait à cette époque envoyé près de 1000 combattants pour renforcer le PYD en Syrie, International Crisis Group, « Syria's Kurds: A Struggle Within a Struggle », *Middle East Report* no 136, 22 janvier 2013.
{472} L'assassinat le plus connu, perpétré le 7 octobre 2011, est celui de Mechaal Tammo, l'un des fondateurs du Mouvement du futur, une organisation politique kurde anti-régime, qui entretenait des liens avec les comités kurdes.
{473} E-91 à Erbil, avril 2013.
{474} International Crisis Group, « Syria's Kurds: a Struggle Within a Struggle », *Middle East Report* no 136, 22 janvier 2013, p. 15. Pour plus de détails, voir http://www.kurdwatch.org/index.php?cid=, consulté le 8 septembre 2014.
{475} E-84 à Aïn al-Arab, décembre 2013.
{476} Le PYD prend immédiatement la suite du régime. Cette transition, certainement préparée, s'opère sans violence et les villes kurdes ne subissent aucune destruction. Dans les quartiers d'Achrafiya et de Cheikh Maqsud à Alep, la situation est différente avec des incursions du régime, un contrôle partiel du PYD et des affrontements occasionnels.
{477} E-85 à Aïn al-Arab, décembre 2012.
{478} Entretiens avec des membres des Maisons du peuple, des municipalités, des écoles, des hôpitaux et des tribunaux à Aïn al-Arab (décembre 2012) et Afrin (janvier 2013).
{479} E-115 à Aïn al-Arab, décembre 2012.
{480} E-84 à Aïn al-Arab, décembre 2012. De nombreux exemples sont disponibles sur le blog *Kurd Watch*, « Ain al 'Arab: Asayiş beat up village mayor », *Kurd Watch*, 9 septembre 2014, http://www.kurdwatch.org/index.php?aid=3209&z=en&cure=1016, consulté le 22 septembre 2014.
{481} E-107 à Afrin, janvier 2013.
{482} Entretiens avec des membres du TEV-DEM, du PYD et des différentes institutions civiles liées au PYD à Erbil, Aïn al-Arab et Afrin entre décembre 2012 et janvier 2013.
{483} E-140 avec un militant PYD à Aïn al-Arab, décembre 2012.
{484} E-53 avec un juge du tribunal d'Afrin, janvier 2013.
{485} E-104 avec un avocat, à Aïn al-Arab, décembre 2012. Cette persistance du droit syrien dans les zones sous contrôle du PYD pousse certains habitants des régions environnantes à s'y rendre pour enregistrer les actes d'état civil, en particulier les mariages, afin qu'ils soient reconnus par le régime.
{486} E-105 avec une cadre du PKK, à Aïn al-Arab, décembre 2012.
{487} E-84 à Aïn al-Arab, décembre 2012.
{488} Depuis 2012, le PYD procède à plusieurs vagues de conscriptions pour défendre les enclaves kurdes, « Amuda: PYD Compiles Lists of Names for Recruitment », *Kurd Watch*, 6 septembre 2014, www.kurdwatch.org/index.php?aid=3208&z=en&cure=1016, consulté le 22 septembre 2014.
{489} E-116 à Aïn al-Arab, décembre 2012.

{490} E-87 à Beyrouth, juillet 2014.
{491} E-86 à Aïn al-Arab, décembre 2012.
{492} E-88 à Gaziantep, septembre 2013.
{493} E-117 avec un garde forestier du PYD à Afrin, janvier 2013.
{494} E-118 à Aïn al-Arab, décembre 2012.
{495} E-86 à Aïn al-Arab, décembre 2012.
{496} E-119 à Erbil, avril 2013.
{497} Des documents internes au YPG confirment certains accords entre des groupes de l'insurrection à Alep (notamment Ahl al-Cham) et le YPG, voir le document du 25 avril 2014, http://the-arab-chronicle.com/dialogue-collaboration-syria-kurds-rebels/, consulté le 15 juillet 2014.
{498} Communication de Félix Legrand, septembre 2014.
{499} Mouvements kurdes membres du CNKS (mai 2012) avec leurs dirigeants/fondateurs Kurdish Democratic National Party in Syria (Tahir Sfook), Kurdish Democratic Equality Party in Syria (Aziz Dawe), Kurdish Democratic Progressive Party in Syria (Hamid Darwish), Syrian Democratic Kurdish Party (Cheikh Jamal), Kurdish Left Party in Syria (Muhammad Musa), Kurdish Yekiti Party in Syria (Ismail Hamo), Yekiti Kurdistani (Abdul Basit Hamo), Kurdish Democratic Party in Syria (Abdul Rahman Alouji), Kurdish Democratic Party in Syria (Feysel Yusuf), Kurdish Democratic Wifaq Party (Nash'at Muhammad), Kurdistan Democratic Party of Syria (Dr. Abdul Hakim Bachar), Kurdish Democratic Unity Party in Syria (Cheikh Ali), Azadi Kurdish Party in Syria (Mustafa Oso), Azadi Kurdish Party in Syria (Mustafa Jumaa), voir Jordi Tejel, *Syria's Kurds, History, politics and society*, Londres, Routledge, 2009.
{500} E-89 avec un Kurde originaire d'Alep, à Erbil, mai 2013.
{501} E-90 à Erbil, septembre 2012.
{502} E-91 à Erbil, avril 2013.
{503} Entretiens E-120 à Paris, septembre 2012 ; E-91, E-93, E-82, E-81 à Erbil, février, septembre et décembre 2012 ; E-86 à Aïn al-Arab, décembre 2012.
{504} En décembre 2012, les présidents de quatre partis du CNKS – Abdulhakim Bachar, Ismail Hama, Mustafa Juma et Mustafa Oso – annoncent la formation d'une nouvelle coalition, l'Union démocratique kurde syrienne.
{505} E-92 à Erbil, mai 2013.
{506} E-93 à Erbil, avril 2013.
{507} E-94 avec le commandant d'une unité kurde de l'ASL, Gaziantep, septembre 2013.
{508} François Burgat, *L'islamisme en face*, Paris, La Découverte, 2007.
{509} Cette dimension a été particulièrement bien étudiée dans le cas algérien, voir Luis Martinez, *La guerre civile en Algérie*, Paris, Karthala, 1998.
{510} Quintan Wiktorowicz (dir.), *Islamic Activism: A Social Movement Theory Approch*, Bloomington, Indiana University Press, 2003 et Janine Clark, *Islam, Charity and Activism: Middle-class Networks and Social Welfare in Egypt, Jordan and Yemen*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.
{511} E-12 à Alep, janvier 2013.
{512} Dans un autre contexte, la déclaration de jihad en 1909 par le Sultan Abdülhamit n'avait pas empêché les minoritaires, notamment chrétiens, de soutenir avec enthousiasme l'armée ottomane, voir François Georgeon, *Abdülhamit le Sultan calife (1976-1909)*, Paris, Fayard, 2003.
{513} Ce que nous avons régulièrement observé, notamment durant les cérémonies mortuaires. Le documentaire « Homs – Chronique d'une révolte » de Talal Derki et le documentaire web « Syrie : Journaux intimes de la révolution » de Caroline Donati et Caroline Lefebvre-Quennell montrent l'évolution des personnes filmées pendant ces années. Pour le second, http://syria.arte.tv/, consulté le 2 octobre 2014.
{514} Pierre Centlivres, « Violence illégitime et violence légitime : à propos des pratiques et des représentations dans la crise afghane », *L'Homme* 144, 1997, p. 51-67.
{515} Voir Annette Becker, *La guerre et la foi : de la mort à la mémoire, 1914-1930*, Paris, Armand Colin, 1994.
{516} E-95, à al-Bab, décembre 2012.
{517} Observations à Alep, décembre 2013 et août 2013.
{518} Le même phénomène se produit en Afghanistan dans les années 1990. Le financement de l'Itihad-e

islami par l'Arabie saoudite avait conduit à différentes opérations anti-chiites, y compris contre des civils

{519} E-96 avec un membre des Frères musulmans, à Istanbul, avril 2014.

{520} E-97 avec le maire d'Alep, à Alep, août 2013.

{521} E-121, avec des membres du parti Umma, à Azaz, décembre 2012.

{522} E-96 à Istanbul, septembre 2013.

{523} Déclaration publiée par *L'Orient-Le Jour* du 27 mars 2012, http://www.observatoirepharos.com/c/asie/syrie/veille-syrie-declaratio200bn-des-freres-musulmans, consulté le 26 mars 2016.

{524} E-122 à Antakya, septembre 2013.

{525} Les Frères musulmans tentent d'attirer des salafistes, pourtant en désaccord idéologique avec le mouvement. Cette ouverture s'explique par la concurrence avec la Jabhat al-Nusra, voir Aron Lund, « Struggling to Adapt: The Muslim Brotherhood in a New Syria », Washington, *Carnegie Endowment for International Peace*, 2013, p. 17-22.

{526} Rania Abouzeid, *The Jihad Next Door*, 23 juin 2014, http://www.politico.com/magazine/story/2014/06/al-qaeda-iraq-syria-108214.html#.VCA0mRbxfDs, consulté le 22 septembre 2014.

{527} La première vidéo date d'avril 2014, voir Aron Lund, « Syria's Salafi Insurgents: The Rise of the Syrian Islamic Front », mars 2013, p. 29, http://www.euromesco.net/index.php?option=com_content&view=article&id=1941%3Asyrias-salafi-insurgents-the-rise-of-the-syrian-islamic-front&catid=88%3Amembers-publications&Itemid=79&lang=en, consulté le 9 mars 2014.

{528} La construction de la Harakat Ahrar al-Cham al-Islamiyya en « mouvement » se fait en plusieurs temps. Le groupe se présente d'abord comme une *katiba*, puis comme le regroupement de plusieurs *kata'ib* avant de se présenter comme un « mouvement », https://www.youtube.com/watch?v=D64QLg-F9_Q, consulté le 22 septembre 2014.

{529} E-123 à Gaziantep, septembre 2013.

{530} « Charter of the Syrian Islamic Front », *Carnegie Endowment for International Peace*, 4 février 2013, http://carnegieendowment.org/2013/02/04/charter-of-syrian-islamic-front, consulté le 22 septembre 2014.

{531} Thomas Pierret, « Crise et déradicalisation : les rebelles syriens d'Ahrar al-Sham », *Confluences Méditerranée* 94 (3), 2015, p. 47.

{532} « Islamic Front-Revolutionary Covenant », pietervanostaeyen, 17 mai 2014, http://pietervanostaeyen.wordpress.com/2014/05/17/islamic-front-revolutionary-covenant/, consulté le 22 septembre 2014.

{533} Aron Lund, « Islamist Mergers in Syria: Ahrar al-Sham Swallows Suqour al-Sham », Syria in Crisis, March 23, 2015, available at http://carnegieendowment.org/syriaincrisis/?fa=59471, consulté le 3 janvier 2016.

{534} Thomas Pierret, « Crise et déradicalisation... », *op. cit.*, p. 43-49. Labib Al Nahhas « The Deadly Consequences of Mislabeling Syria's revolutionaries », *Washington Post*, 10 juillet 2015, https://www.washingtonpost.com/opinions/the-deadly-consequences-of-mislabeling-syrias-revolutionaries/2015/07/10/6dec139e-266e-11e5-aae2-6c4f59b050aa_story.html, viewed January 02 2016 ; Labib Al Nahhas « I'm a Syrian and I Fight Isil Every Day », *Telegraph*, 21 juillet 2015, http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/islamic-state/11752714/Im-a-Syrian-and-I-fight-Isil-every-day.-We-need-more-than-bombs-from-the-West-to-win-this-battle.html, consulté le 2 janvier 2016.

{535} Une vidéo annonce sa formation le 24 janvier 2012, https://www.youtube.com/watch?v=Fuh1cI9vlR0, consulté le 20 mars 2014, consulté en décembre 2014.

{536} Du fait de la culture du secret qui règne au sein de la Jabhat al-Nusra, il est difficile d'obtenir des informations précises sur le mouvement, à commencer par son origine. Les articles de presse et les rapports sur ce mouvement se fondent sur un nombre réduit de sources et très peu d'observations directes.

{537} E-49 avec un ancien membre de la Jabhat al-Nusra à Alep, décembre 2012.

{538} E-50 à Alep, août 2013.

{539} E-98 à Alep, janvier 2013.

{540} E-199 à Azaz, décembre 2012.

{541} E-41 avec un commandant de brigade, à Alep, décembre 2012.

{542} Joshua Landis rapporte ainsi que plusieurs groupes de coordination syriens ont affirmé leur solidarité avec la Jabhat al-Nusra, « Syrian Militias Establish New Command – Pro-Jabhat al-Nusra Alliance Emerges », *Syria Comment*, 10 décembre 2012, http://www.joshualandis.com/blog/?p=16924&cp=all, consulté le 10 mai 2013 ; « Syrian protesters slam U.S. blacklisting of jihadist group », *AFP*, 14 décembre 2012.
{543} E-31 avec un juge de la cour d'Azaz, à Azaz, janvier 2013.
{544} E-58 à Azaz, décembre 2012.
{545} Entretiens E-124 avec un révolutionnaire ex-détenu de la Jabhat al-Nusra à Alep et avec différents membres de la Cour du conseil judiciaire uni d'Alep, à Alep, janvier 2013.
{546} E-18 à Alep, janvier 2013.
{547} Observations à al-Bab, décembre 2012 et janvier 2013.
{548} Entretiens avec des membres des cours d'Azaz et d'al-Bab, décembre 2012 et janvier 2013.
{549} E-100 à Alep, janvier 2013.
{550} E-97 à Alep, août 2013.
{551} E-12, E-160 à Alep, janvier 2013, et E-74, E-100, avec des responsables du Conseil transitoire d'Alep, à Alep, août 2013.
{552} E-161 avec un colonel membre du Conseil militaire d'Alep, à Bab al-Salam, janvier 2013.
{553} Maxwell Martin, « Al-Qaeda's Syrian Judiciary—Is It Really What al-Jolani Makes It Out to Be ? », *Syria Comment*, consulté le 9 novembre 2014, www.joshualandis.com/blog/al-qaedas-syrian-judiciary-really-al-jolani-makes/ ; « Dar al-Qada in its Own Words », *Goha's Nail*, consulté le 27 octobre 2014, https://gohasnail.wordpress.com/2014/10/27/dar-al-qada-in-its-own-words/.
{554} Thomas Pierret, « Les salafismes dans l'insurrection... », *op. cit.*, p. 211.
{555} Abdallah Suleiman Ali, « Idlib Prepares for War Between Factions and Jabhat al-Nusra », *Al-Monitor*, consulté le 20 août 2014, http://www.al-monitor.com/pulse/security/2014/08/syria-idlib-war-jabhat-al-nusra-factions.html#.
{556} Aron Lund, « The Nusra Front's Internal Purges », *Syria in Crisis*, consulté le 7 août 2015, http://carnegieendowment.org/syriaincrisis/?fa=60967.
{557} « Nusra Leader: Our Mission Is to Defeat Syrian Regime », *Al Jazeera*, consulté le 28 mai, http://www.aljazeera.com/news/2015/05/nusra-front-golani-assad-syria-hezbollah-isil-150528044857528.html.
{558} Entretiens E-126 à Kirkouk et E-127 à Hawija, avril 2013.
{559} Voir notamment RSF (Reporters Sans Frontières), http://fr.rsf.org/syrie-syrie-12-03-2012,42016.html, consulté le 9 septembre 2014.
{560} http://www.vice.com/fr/vice-news/l-etat-islamique-version-integrale-125, consulté le 30 septembre 2014.
{561} Voir les 11 règles sur le site Syria Deeply http://www.syriadeeply.org/articles/2014/10/6200/isis-issues-11-rules-journalists-deir-ezzor/, consulté le 26 mars 2016.
{562} Ceci explique en partie la prise de contrôle plus rapide de Raqqa par l'EIIL, contrairement à Deir ez-Zor, où la plupart des combattants de la Jabhat al-Nusra refusent de prêter allégeance au mouvement.
{563} Thomas Pierret, « Fragmentation et consolidation de l'opposition armée », *Confluences méditerranéennes* 89, 2014.
{564} « *We, who are the widest spectrum of Islamic brigades working on the soil of beloved Syria, hereby announce the creation of the Syrian Islamic Front. It is a comprehensive Islamic front, representing Islam as a religion, a creed, a path, and a conduct. Its beliefs spring from the path of Ahl al-Sunnawal-Jamaa, understood as that of the pious ancestors, without extremism or negligence. It aims to overthrow the Assad regime, and to build a civilized Islamic society ruled by God's law* [sharia], *in which Muslim and non-Muslim alike will enjoy the justice of Islam. To realize its goals, the Front relies on many different means. The military movement aims to overthrow the regime and establish security. The civil movement follows various paths – political, missionary, educational, relief, and humanitarian – within the confines of sharia rulings. In addition to this, the Front is considered one of the* [many] *Islamic forces working in the Syrian society, and therefore it works to preserve a unified discourse and a coalition, and to avoid division and differences, while striving for understanding with everyone who works for Islam, with whom it is possible to*

cooperate based on a common understanding of devoutness, piety, and a righteous vision », https://www.youtube.com/watch?v=qPzWVz4Pqbo, consulté le 9 septembre 2014.
{565} Gohasnail, « Translation: The Formation of the Syrian Revolutionary Command Council », *Goha's Nail*, 3 août 2014, http://gohasnail.wordpress.com/2014/08/03/translation-the-formation-of-the-syrian-revolutionary-command-council/, consulté le 7 septembre 2014.
{566} Thomas Pierret, « Fragmentation et consolidation... », *op. cit.*
{567} E-149 avec un Syrien de Raqqa, par Skype, février 2015.
{568} Ce chapitre a été rédigé avec Maaï Youssef, qui, avec les auteurs, a réalisé les entretiens en Irak.
{569} Thomas Hegghammer and Petter Nesser, « Assessing the Islamic State's Commitment to Attacking the West », *Perspectives on Terrorism* 9 (4), 2015, p. 14-30.
{570} Amélie Blom, « Les "martyrs" jihadistes veulent-ils forcément mourir ? Une approche émique de la radicalisation autosacrificielle au Pakistan », *Revue française de science politique* 61 (5), 2011, p. 867-891.
{571} Pierre Centlivres, « The Controversy over the Buddhas of Bamiyan », *South Asia Multidisciplinary Academic Journal* 2, 2008, consulté le 6 janvier 2016 ; Emily J. O'Dell, « Waging War on the Dead: The Necropolitics of Sufi Shrine Destruction in Mali », *Archaeologies* 9 (3), 2013, p. 506-525.
{572} Gilles Dorronsoro, *Revolution Unending...*, *op. cit.*
{573} Graeme Wood, « What ISIS Really Wants », *The Atlantic*, mars 2015, http://www.theatlantic.com/magazine/archive/2015/03/what-isis-really-wants/384980/, consulté le 2 janvier, 2016.
{574} Andrew March and Mara Revkin, « The Caliphate of Law: ISIS' Ground Rules », *Foreign Affairs*, 2015, https://www.foreignaffairs.com/articles/syria/2015-04-15/caliphate-law.
{575} Michel Foucault, *Dits et écrits (1954-1988), Tome III : 1976-1979*, Paris, Gallimard, p. 112.
{576} Michel Foucault, *Le courage de la vérité*, Paris, Seuil/Gallimard, 2009. Dans des contextes idéologiques bien différents, on peut se rappeler du lyssenkisme soviétique et des attaques nazies contre la théorie de la relativité d'Einstein.
{577} Cette vision imprègne toutes les vidéos et les publications de l'État islamique, voir « Al-Qaïda du Waziristan », *Dabiq*, Issue #6, http://media.clarionproject.org/files/islamic-state/isis-isil-islamic-state-magazine-issue-6-al-qaeda-of-waziristan.pdf
{578} Cole Bunzel, *From Paper State to Caliphate: The Ideology of the Islamic State*, Washington, The Brookings Institution, 2015, http://www.brookings.edu/~/media/research/files/papers/2015/03/ideology-of-islamic-state-bunzel/the-ideology-of-the-islamic-state.pdf, consulté le 2 janvier, 2016.
{579} Camilla Adang, Hassan Ansari, Maribel Fierro and Sabine Schmidtke (eds.), *Accusations of Unbelief in Islam: A Diachronic Perspective on Takfīr*, Leiden, Brill, 2015.
{580} Eli Alshesh, « The Doctrinal Crisis within the Salafi-Jihadi Ranks and the Emergence of Neo-Takfirism: A Historical and Doctrinal Analysis », *Islamic Law and Society* 21, 2014, p. 419-452.
{581} Leon Festinger, Henry Riecken and Stanley Schachter, *When Prophecy Fails: A Social and Psychological Study of a Modern Group that Predicted the Destruction of the World*, New York, Harper-Torchbooks, 1964.
{582} Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1978.
{583} Abram De Swaan, *The Killing Compartments: The Mentality of Mass Murder*, New Haven, Yale University Press, 2015.
{584} Max Weber, *Economy and Society: An Outline to Interpretative Sociology, vol.1*, Berkeley, University of California Press, 1978, p. 1111-1158.
{585} Max Weber, *Weber's Rationalism and Modern Society*, New York: Palgrave Macmillan, 2015.
{586} E-155 avec un habitant de Tikrit, à Erbil, mars 2015.
{587} E-156 avec un ancien habitant de Tall Afar, Kirkouk, février 2015.
{588} E-157 avec le dirigeant du Parti islamique irakien, à Kirkouk, mars 2015
{589} E-158 avec un notable tribal d'Hawija, Kirkouk, mars 2015.
{590} E-151 avec un habitant de Raqqa, par Skype, février 2015.
{591} Jusqu'en juin 2014, environ 12 000 combattants étrangers avaient rejoint les groupes rebelles en Syrie, y compris l'État islamique. Voir le rapport de Soufan : http://soufangroup.com/foreign-fighters-in-

syria/. En décembre 2015, les estimations de Soufan atteignent 30 000 combattants étrangers, http://soufangroup.com/foreign-fighters/.

{592} François Burgat et Romain Caillet, *op. cit.*, p. 73.

{593} Dans l'État islamique, le terme d'émir se réfère aux hauts cadres civils et militaires. E-125 avec un révolutionnaire de Raqqa, à Urfa, septembre 2013.

{594} E-151 avec un habitant de Raqqa, par Skype, février 2015.

{595} Le califat est divisé en 18 provinces (*wilaya*) : Anbar, Bagdad, Diyala, Falluja, al-Janub (le sud), Kirkouk, Ninive, Salaheddin (Irak), Alep, al-Badiah (Homs), al-Baraka (Hasaka), Damas, Hama, Idlib, al-Khair (Deir ez-Zor), al-Raqqa, al-Sahel (Latakia) en Syrie et al-Furat entre la Syrie et l'Irak.

{596} Pour 2012-2013, « Military Operation Islamic State Periodical Bulletin in Iraq and Syria », disponible ici : https://azelin.files.wordpress.com/2013/08/islamic-state-of-iraq-and-al-shc481m-22harvest-of-operations-for-the-year-1433-h-in-iraq22.pdf ; pour les opérations de Daech en 2013-2014, voir ici : https://azelin.files.wordpress.com/2014/04/al-binc481-magazine-1.pdf. L'Institute for the Study of War a analysé les deux documents et les a confirmés, voir : « ISIS Annual Reports Reveal a Metrics-driven Military Command », ISW, May 22, 2014, disponible ici : http://www.understandingwar.org/sites/default/files/ISWBackgrounder_ISIS_Annual_Reports_0.pdf.

{597} Andrew March et Mara Revkin, *op. cit.*

{598} E-152 avec un habitant de Raqqa, par Skype, février 2015.

{599} E-149 avec un révolutionnaire de Raqqa, par Skype, mars 2015.

{600} E-143, avec un déplacé interne de Ninive, à Kirkouk, janvier 2015.

{601} Selon Andrew March et Mara Revkin, cela pourrait être dû à l'application de la doctrine de « Siyasa char'iyya » qui « *met en place une sorte de modèle dualiste du droit et de la gouvernance. D'une part, le système nécessite les tribunaux de la charia pour l'application de règles juridiques islamiques de routine pour lesquels des règles spécifiques existent. Mais d'autre part, il reconnaît que ces règles n'existent pas pour toutes questions possibles et imaginables. Et donc la théorie "Siyasa char'iyya" postule qu'il y a des autorités légitimes – des inspecteurs de marchés aux commandants militaires et gouverneurs jusqu'au calife lui-même – qui ont le droit de prendre des décisions de droit aussi longtemps que ces décisions sont délivrées uniquement avec l'intérêt (*maslaha*) de la communauté musulmane à l'esprit et ne violent pas les lois connues* », Andrew March et Mara Revkin, *op. cit.*

{602} E-152, avec un habitant de Raqqa, par Skype, février 2015.

{603} Adam Baczko, « Juger en situation... *op. cit.*

{604} « Califat de l'appel de l'État islamique pour les sujets à comparaître devant la Commission des griefs pour toute plainte contre ses soldats ou ses émirs », document imprimé par l'État islamique et publié sur internet par l'agence de presse de l'État islamique, décembre 2014, http://www.dawaalhaq.com/?p=21065, cité par Mara Revkin, « The Legal Foundations of the Islamic State », *Syria Comment*, http://www.joshualandis.com/blog/legal-foundations-islamic-state-mara-revkin/

{605} E-146 avec un déplacé interne arabe sunnite de Baji, à Khanaqin, janvier 2015.

{606} E-145 avec des déplacés internes de villages situés près de Mossoul, à Debaga, janvier 2015.

{607} E-144 avec des déplacés internes, à Debaga, janvier, 2015.

{608} Voir « The Return of Khilafah », *Dabiq* 1 p. 6. http://media.clarionproject.org/files/09-2014/isis-isil-islamic-state-magazine-Issue-1-the-return-of-khilafah.pdf

{609} « A Message to the Mujahideen and the Muslim Umma in the Month of Ramadan » a été publié le 1er juillet 2014, par al-Furqan Media Foundation de l'État islamique. Des traductions supplémentaires de ce document existent en anglais, français, allemand et albanais, publiées par al-Hayat Media Center de l'État islamique : https://news.siteintelgroup.com/Jihadist-News/islamic-statI-leader-abu-bakr-al-baghdadi-encourages-emigration-worldwidI-action.html

{610} E-143 avec des déplacés internes de la province de Ninive, à Kirkouk, janvier 2015.

{611} E-144 avec des déplacés internes de la province de Ninive, à Debaga, janvier 2015.

{612} E-150 avec un déplacé interne originaire d'Alep, à Tall Abyad, par Skype, mars 2015.

{613} Thomas Pierret et Mériam Cheikh, « "I Am Very Happy Here": Female Jihad in Syria as Self-Accomplishment », *Journal of Women of the Middle East and the Islamic World* 13, 2015, p. 241-269.

{614} E-143 avec un déplacé interne de Alam, à Kirkouk, janvier 2015.

{615} E-141 avec un notable tribal de Hawija, à Hawija, mai 2013 ; E-142 avec un notable tribal de Kirkouk, à Kirkouk, avril, 2012.
{616} E-147 avec un déplacé interne de Muqdadiyah, à Khanaqin, janvier 2015.
{617} E-145 avec un déplacé interne de la province de Ninive, à Debaga, janvier 2015.
{618} E-151 avec un habitant de Raqqa, par Skype, février, 2015.
{619} E-148 avec des déplacés internes de Ninive, à Debaga, février 2015.
{620} Coran 3, 110, traduction de Léon Bercher et Sadek Sellam dans Abou Hamid al-Ghazali, *Le civisme du Musulman : la commanderie du bien et le pourchas du mal*, Paris, Creadif, 1994.
{621} « Women of the Islamic State, A Manifesto on Women by the Al-Khanssaa Brigade », traduit par la Fondation Quilliam, février 2015, http://www.quilliamfoundation.org/wp/wp-content/uploads/publications/free/women-of-the-islamic-state3.pdf
{622} E-150 avec un déplacé interne d'Alep installé à Tall Abyad, par Skype, mars 2015.
{623} Abu Ibrahim Raqqawi, « Prisoners in Their Own City: ISIS Bans Women Under 45 from Leaving Raqqa », *Raqqa News*, consulté le 20 janvier 2015, http://www.raqqa-sl.com/en/?p=332
{624} Ali Mamuri, « Islamic State Imposes New Rules on Education in Syria », *Al Monitor*, 21 octobre, 2014, http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/10/islamic-state-impose-education-program-iraq-syria.html#
{625} E-151 avec un déplacé interne de Raqqa, par Skype, février 2015.
{626} E-150 avec un habitant de Tall Abyad, par Skype, mars 2015.
{627} E-149 avec un habitant de Raqqa, par Skype, février 2015.
{628} E-153 avec une personne affiliée au PDK en charge des forces de sécurité kurdes à Mossoul, à Dohuk, mai 2015 ; E-154 avec un membre de la Katibat Thuwwar al-Raqqa, par Skype, juin 2015.
{629} Ce discours a été retranscrit dans un document intitulé *The promise of Allah* et diffusé sur internet par les réseaux sociaux. Les fautes sont dans l'original. Abu Muhammad al-'Adnani al-Shami, « This is the Promise of Allah », *Al-Hayat Media Center*, 19 juin 2014, https://ia902505.us.archive.org/28/items/poa_25984/EN.pdf
{630} E-153 avec une personne affiliée au PDK en charge des forces de sécurité kurdes à Mossoul, à Erbil, mars 2015.
{631} En 2004, un livre publié par un militant d'Al-Qaïda promeut une stratégie similaire à celle de l'État islamique, voir Abu Bakr Naji, *The Management of Savagery: The Most Critical Stage through Which the Umma Will Pass*, 2004, https://azelin.files.wordpress.com/2010/08/abu-bakr-naji-the-management-of-savagery-the-most-critical-stage-through-which-the-umma-will-pass.pdf, consulté le 2 janvier 2016.
{632} Will McCants, « Al Qaeda is Doing Nation-Building: Should We Worry ? », *Foreign Policy*, 30 avril 2012, http://foreignpolicy.com/2012/04/30/al-qaeda-is-doing-nation-building-should-we-worry/, consulté le 2 janvier 2016.
{633} Lettre de Zawahiri à Zarqawi, Combating Terrorism Center, 2005, https://www.ctc.usma.edu/posts/zawahiris-letter-to-zarqawi-original-language-2
{634} Rita Katz, « Interactive Map: The Islamic State's Global Network of Pledged and Supporting Groups », *Insite Blog*, 17 février 2015, http://news.siteintelgroup.com/blog/index.php/entry/360-interactive-map-the-islamic-state%E2%80%99s-global-network-of-pledged-and-supporting-groups
{635} Adam Withnall, « Syria, Iraq... and Now Afghanistan: Isis Advance Enters Helmand Province for the First Time, Afghan Officials Confirm », *The Independent*, le 13 janvier 2015, http://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/syria-iraq-and-now-afghanistan-isis-advance-enters-helmand-Province-for-the-first-time-afghan-officials-confirm-9974304.html
{636} « ISIS Video Features A Canadian Fighter Urges Muslims to Join Jihad », You Tube, 11 juillet 2014, https://www.youtube.com/watch?v=n8-PYZxSLgU, consulté le 9 septembre 2014.
{637} Pierre Bourdieu, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales* 31, janvier 1980, p. 2.
{638} La division tripartite de la société syrienne (élites, classes moyennes, classes populaires) apparaît – au moins en creux – dans la littérature, voir notamment Baudouin Dupret, Zouhair Ghazzal, Youssef Courbage et Mohammed al-Dbiyat, *op. cit.* Pour notre objet, ces catégories constituent des idéaux-types plus que des groupes constitués comme tels.

{639} Sylvia Chiffoleau, « La Syrie au quotidien : cultures et pratiques du changement », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2006, p. 9-18.
{640} Sur le double jeu de l'autochtonie et de l'international, voir Bruno Cousin et Sébastien Chauvin, « L'économie symbolique du capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales* 193 (3), 2012, p. 102.
{641} Marc Lavergne, « L'urbanisation contemporaine de la Syrie du Nord », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 62, 1991, p. 195-208.
{642} Ainsi, la ville de Raqqa est divisée en quartiers occupés majoritairement par un clan, voir Myriam Ababsa, « La recomposition des allégeances tribales dans le Moyen-Euphrate syrien (1958-2007) », *Études rurales*, juillet-décembre 2009, no 184, p. 65-78. De même, dans le village de Maraa (gouvernorat d'Alep), cinq clans occupent des quartiers distincts, observations à Maraa, décembre 2012.
{643} Voir par exemple la sociabilité des commerçants du souk d'Alep, Annika Rabo, « Affective, Parochial or Innovative ? Aleppo Traders on the Margin of Global Capitalism », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* 115-116, 2006. On retrouve ce type de sociabilité dans d'autres pays musulmans, par exemple au Maroc, Cattedra Raffaele et Idrissi-Janati Mohamed, « Espace sacré, espace de citadinité, espace de mouvement. Les territoires des mosquées au Maroc », in Mounia Bennani-Chraïbi, Olivier Fillieule (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2003, p. 127-175.
{644} Voir Leila Hudson, « Le voile et le portable... », *op. cit.*
{645} Entretiens avec des réfugiés syriens en Irak, Turquie, Jordanie et Égypte entre septembre 2012 et janvier 2014.
{646} Pierre Centlivres aborde cette question en 1987 à partir d'un terrain dans les camps de réfugiés afghans au Pakistan, Pierre Centlivres, « Les trois pôles de l'identité afghane au Pakistan », *L'Homme* 28 (108), 1988, p. 134-146.
{647} E-30 à Azaz, décembre 2012.
{648} Observations et entretiens à la municipalité d'Alep, août 2013.
{649} E-128 à Alep, août 2013.
{650} E-106 à al-Bab, décembre 2012.
{651} E-63 à Azaz, décembre 2012.
{652} Observations et entretiens à al-Bab, décembre 2012.
{653} E-18 à Al-Bab, janvier 2013.
{654} Entretiens à la Cour du conseil judiciaire uni, janvier 2013.
{655} Entretiens avec des cheikhs exerçant dans des tribunaux à al-Bab et à Alep, décembre 2012-janvier 2013.
{656} Les groupes de combattants issus de l'université d'Alep restent une exception.
{657} Entretiens à Alep, août 2013.
{658} E-15 avec un ancien cadre dans une grande entreprise de Homs qui a participé aux premières manifestations de la ville, à Istanbul, septembre 2013.
{659} E-129 à Gaziantep, septembre 2013.
{660} Entretiens avec des membres d'ACU, à Gaziantep, septembre 2013.
{661} Elizabeth Picard, « Syrie : la coalition autoritaire... », *op. cit.*
{662} Thomas Pierret and Mériam Cheikh, « "I Am Very Happy Here"... », *op. cit.*
{663} Les trois noms sont des pseudonymes.
{664} E-19 à Alep, août 2013.
{665} *Idem*.
{666} Des exceptions existent, https://news.vice.com/video/syria-al-qaeda-39-s-new-home, voir min 11 à 13.
{667} E-4 à Gaziantep, septembre 2013.
{668} E-130 à Alep, août 2013.
{669} E-4 à Antakya, septembre 2013.
{670} E-130 à Alep, août 2013.
{671} E-4 à Antakya, septembre 2013.

{672} Elwert Georg, *op. cit.*, p. 85-102.
{673} David Keen, *op. cit.* ; Alex de Waal, « Mission Without End: Peacekeeping in the African Political Marketplace », *International Affairs* 85 (1), 2009, p. 99-113.
{674} La frontière afghano-pakistanaise est à cet égard comparable, Gilles Dorronsoro, « The Transformation of the Afghanistan-Pakistan Border », in Shahzad Bashir et Robert Crews (eds.), *Under the Drones: Modern Lives in the Afghanistan-Pakistan Borderlands*, Cambridge, Harvard University Press, p. 30-44.
{675} Rabie Nasser, Zaki Mehchy, Khaled Abou Ismail, « Root and Impact of Syria Crisis », *Syrian Center for Policy Research*, janvier 2013, http://scpr-syria.org/en/S33/Roots-and-Impact-of-the-Syrian-Crisis, consulté le 9 septembre 2014.
{676} Le rapport sous-estime largement le nombre des réfugiés, car il se base sur des données des Nations Unies qui comptabilisent uniquement les demandes auprès du HCR.
{677} L'IHD est un indice composite créé par le PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) en 1990 qui repose principalement sur trois critères : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de vie.
{678} E-131 à Al-Bab, décembre 2012.
{679} Leyla Vignal, « Destruction-in-Progress: Revolution, Repression and War Planning in Syria (2011 Onwards) », *Built Environment* 40 (3), 2014, p. 326-341.
{680} E-132 à Alep, janvier 2013.
{681} « The Syrian Catastrophe : Socioeconomic Monitoring Report First Quarterly Report (January-March 2013) », juin 2013, *Syrian Centre for Policy Research for the United Nations Relief and Works Agency (UNRWA)* p. 15, http://scpr-syria.org/att/1374248216_kQVrL.pdf, consulté le 11 septembre 2014.
{682} E-1 à Antakya, septembre 2013.
{683} E-133 au Caire, janvier 2014.
{684} E-134 à Alep, janvier 2013.
{685} E-1, à Antakya, septembre 2013.
{686} E-4 avec une militante originaire de Idlib, à Antakya, septembre 2013.
{687} E-107 avec le maire d'Afrin, à Afrin, janvier 2013.
{688} Danya Chudacoff, « "Water War" Threatens Syria Lifeline », Al Jazeera, 7 juillet 2014, http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2014/07/water-war-syria-euphrates-2014757640320663.html, consulté le 10 septembre 2014.
{689} Le blé pose un problème spécifique. En effet, les silos à grains et les minoteries appartiennent à différents groupes. Par ailleurs, nous avons constaté que les sacs de farine fournis par les Nations Unies au régime syrien sont revendus au marché noir dans les zones insurgées.
{690} E-135 avec un militant originaire de Raqqa, à Gaziantep, septembre 2013.
{691} *Ibid.*
{692} E-109 à Afrin, janvier 2013.
{693} E-117 à Afrin, janvier 2014.
{694} Rapport de l'EIIL sur le gouvernorat d'Alep, 26 juin 2014, http://justpaste.it/HalabReport, consulté le 10 septembre 2014.
{695} Hala Kodmani, « Le système totalitaire de l'État islamique », 8 août 2014, www.liberation.fr/monde/2014/08/08/le-systeme-totalitaire-de-l-etat-islamique_1077864, consulté le 10 septembre 2014.
{696} « Islamic State Works to Win Hearts, Minds with Bread », 29 mars 2014, http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/07/islamic-state-bread-subsidies-syria-iraq-terrorism.html, consulté le 10 septembre 2014.
{697} E-136 avec le responsable d'une usine à pain, à Alep, janvier 2013.
{698} E-57 avec un habitant de Deir ez-Zor, à Gaziantep, septembre 2013.
{699} Félix Legrand, « The Colonial Strategy of ISIS in Syria », *Policy Alternative*, *Arab Reform Initiative*, 2014.
{700} E-75 à Antakya, septembre 2013.
{701} Alison Tahmizian Meuse, « Raqqa's FSA Brigades Join Jabhat al-Nusra », 20 septembre 2013,

http://www.syriadeeply.org/articles/2013/09/2493/raqqas-fsa-brigades-join-jabhat-al-nusra/, consulté le 10 septembre 2014.
{702} E-1 à Antakya, septembre 2013.
{703} E-12 à Alep, janvier 2013.
{704} E-137 à Gaziantep, septembre 2013.
{705} E-53 à al-Ra‘i, janvier 2013.
{706} Observations personnelles des auteurs, décembre 2012 et janvier 2013.
{707} Entretiens avec des militants et des commerçants dans différents quartiers d'Alep et dans les villes d'al-Bab, d'al-Ra‘i et d'Azaz, décembre 2012-janvier 2013.
{708} E-75 à Gaziantep, septembre 2013.
{709} E-12 à Alep, janvier 2013.
{710} E-159 à Alep, août 2013.
{711} « Squandering Humanity », *Syrian Center for Policy Research*, mai 2014, p. 24 http://scpr-syria.org/att/SCPR_Squandering_Humanity_En.pdf, consulté le 11 janvier 2015.
{712} *Ibid.*, p. 23.
{713} Marek Menkiszak, « Responsibility to Protect... Itself ? Russia's Strategy Towards the Crisis in Syria », *The Finnish Institute of International Affairs*, 28 mai 2013, http://www.fiia.fi/en/publication/341/responsibility_to_protect..._itself/, consulté le 11 septembre 2014.
{714} Will Fulton, Joseph Holliday, Sam Wyer, « Iranian Strategy in Syria », *AEI's Critical Threats Project, Institute for the Study of War*, mai 2013, http://www.understandingwar.org/sites/default/files/IranianStrategyinSyria-1MAY.pdf, consulté le 11 septembre 2014.
{715} « The Interim Finance Minister: 15 Billion Dollars Iranian Support to Assad », *Syria economic forum*, 24 janvier 2014, http://www.syrianef.org/En/?p=3029, consulté le 11 septembre 2014.
{716} « Chine, Russie : le double veto qui protège la Syrie », *RFI*, 22 mai 2014, http://www.rfi.fr/moyen-orient/20140522-chine-russie-le-double-veto-protege-syrie-tchourkine-onu-cpi-justice-internati/, consulté le 19 septembre 2014.
{717} Données tirées de « Squandering Humanity », *Syrian Center for Policy Research*, mai 2014, p. 23, http://scpr-syria.org/att/SCPR_Squandering_ Humanity_En.pdf, consulté le 11 janvier 2015. Le PIB de 2013 intègre un ajustement saisonnier.
{718} *Ibid.*, p. 28.
{719} « Syrie/fonctionnaires : hausses de salaires », *Le Figaro*, 24 mars 2011, http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2011/03/24/97001-20110324FILWWW00688-syriefonctionnaires-hausse-de-salaires.php?cmtpage=0#comments-20110324FILWWW00688, consulté le 11 septembre 2014.
{720} « Syrie : coup de pouce aux salaires des militaires et fonctionnaires, piliers du régime », *RFI*, 22 juin 2013, http://www.rfi.fr/moyen-orient/20130622-syrie-hausse-salaires-militaires-fonctionnaires-piliers-regime/, consulté le 20 juillet 2014.
{721} E-155 avec un cheikh originaire de Latakia, à Antakya, septembre 2013.
{722} E-108 à Amman, octobre 2013.
{723} Voir le tableau 1, chapitre 1.
{724} En principe, tous les habitants, quelles que soient leur ethnie ou leur confession, sont représentés par les institutions sous contrôle du PYD. Dans les faits, il faut être affilié au PYD pour accéder à des postes de responsabilité.
{725} Aymenn Al-Tamimi, « The Islamic State of Iraq and ash-Sham's Dhimmi Pact for the Christians of Raqqa province », *Syria Comment*, 26 février 2014, http://www.joshualandis.com/blog/islamic-state-iraq-ash-shams-dhimmi-pact-christians-raqqaprovince/, consulté le 9 septembre 2014.
{726} Chris Looney, « Al-Qaeda's Governance Strategy in Raqqa », *Syria Comment*, 8 décembre 2013, http://www.joshualandis.com/blog/al-qaedas-governance-strategy-raqqa-chris-looney/, consulté le 11 septembre 2014.
{727} E-28 avec Viyan Dakheel, députée yézidie au parlement irakien, à Erbil, mars 2015 ; voir aussi Amnesty international, « Escape from Hell Torture and Sexual Slavery in Islamic State Captivity in Iraq », décembre 2014, https://www.es.amnesty.org/uploads/media/Escape_from_hell_-

_Torture_and_sexual_slavery_in_Islamic_State_captivity_in_Iraq_-_English.pdf ; United Nation, « Report of the Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic », 14 novembre 14, 2014, *http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoISyria/HRC_CRP_ISIS_14Nov2014.pdf* ; l'État islamique s'est vanté de ces mesures, « The Failed Crusade », *Dabiq*, issue 4, http://media.clarionproject.org/files/islamic-state/islamic-state-isis-magazine-Issue-4-the-failed-crusade.pdf

{728} E-103 à Gaziantep, septembre 2013.

{729} Communication avec Félix Legrand, septembre 2014.

{730} *Ibid*.

{731} E-101 à Antakya, septembre 2013

{732} E-138 à Alep, janvier 2013.

{733} E-120 à Afrin, janvier 2013.

{734} Observations des auteurs à Alep, janvier 2013.

{735} « Islamic State in Iraq Executes Syrian Truck Drivers », https://www.youtube.com/watch?v=zF35a5E0uss, consulté le 4 octobre 2014.

{736} « Shiite Shrine Bombed by ISIL in Syria's Raqqa », *ARA news*, 16 mai 2014, http://aranews.net/2014/05/shiite-shrine-bombed-by-isil-in-syrias-raqqa/, consulté le 11 septembre 2014.

{737} Observations à Alep, janvier 2013.

{738} On retrouve ici les remarques de Marc Bloch sur les fausses nouvelles : « *Celles-ci sans doute naissent souvent d'observations individuelles inexactes ou de témoignages imparfaits, mais cet accident originel n'est pas tout ; en vérité, à lui seul il n'explique rien. L'erreur ne se propage, ne s'amplifie, ne vit enfin qu'à une condition : trouver dans la société où elle se répand un bouillon de culture favorable. En elle, inconsciemment, les hommes expriment leurs préjugés, leurs haines, leurs craintes, toutes leurs émotions fortes.* [...] *Or, du moment où l'erreur avait fait couler le sang, elle se trouvait définitivement établie. Des hommes animés d'une colère aveugle et brutale, mais sincère, avaient incendié et fusillé ; il leur importait désormais de garder une foi parfaitement ferme en l'existence d'*« *atrocités* », *qui seules pouvaient donner à leur fureur une apparence équitable ; il est permis de supposer que la plupart d'entre eux eussent reculé d'horreur s'ils avaient dû reconnaître la profonde absurdité des terreurs paniques qui les avaient poussés à commettre tant d'actes affreux ; mais ils ne reconnurent jamais rien de semblable* » « Réflexions d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre », *Revue de synthèse historique* 33, 1921.

{739} « Les forces d'Assad détruisent le sanctuaire de Khalid ibn al-Walid à Homs », *Al Arabiya*, 22 juillet 2013.

{740} Les vidéos de décapitations et d'exécutions sommaires, dans des conditions parfois atroces, montrent les violences contre l'ennemi et contre son propre groupe. La logique de la victimisation ne semble pas dominante.

{741} E-160 avec un Palestinien vivant à Alep, Alep, janvier 2013.

{742} E-139 à Gaziantep, septembre 2013.

{743} E-75 à Antakya, septembre 2013.

{744} E-103 à Gaziantep, septembre 2013.

{745} E-139 Gaziantep, septembre 2013.

{746} Gilles Dorronsoro et Benjamin Gourisse, « Une clé de lecture du politique en Turquie : les rapports État-partis », *Politix* 107 (1), 2015.

{747} Luis Martinez, *The Libyan Paradox*, New York, Columbia Press, 2007.

{748} Voir respectivement Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Éditions de Minuit, 1984, p. 212 ; Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Presses de Sciences-Po, 1992 (1986), p. 13.

{749} Elisabeth Wood, « The Social Processes of Civil War: The Wartime Transformation of Social Networks », *Annual Review of Political Science* 11, 2004.

{750} Hans Joas, *War and Modernity: Studies and the History of Violence in the 20th Century*, Cambridge, Polity Press, 2003 ; Hans Joas and Wolfgang Knoebl, *War and Social Thought: Hobbes to the Present, Princeton*, Princeton University Press, 2013 ; Andreas Wimmer, « War », *Annual Review of Political Science* 40, 2014 ; Catherine Lutz, « Ethnography at War Century's End », *Journal of Contemporary Ethnography* 28, 1999.

{751} Voir cependant Klaus Schlichte, *In the Shadow of Violence. The Politics of Armed Groups*, Campus

Verlag, Frankfurt/New York, 2009.

{752} On ne peut que suivre Tilly quand il remarque que la légitimité de la violence n'est pas déterminante dans le fonctionnement du monopole étatique, « War-Making and State-Making as Organized Crime », in Peter B. Evans, Dietrich Rueschmeyer et Theda Skocpol, *Bringing the State Back in*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985, p. 171.

{753} Boaz Atzili, *Good Fences, Bad Neighbors : Border Fixity and International Conflict*, Chicago, University of Chicago Press, 2012 ; Mark Zacher, « The Territorial Integrity Norm: International Boundaries and the Use of Force », *International Organization* 55 (2), 2001.

{754} Norbert Elias, *La dynamique de l'Occident*, Paris, Pocket, 2003.

{755} Voir notamment Zoe Marks, *The Internal Dynamics of Rebel Groups : Politics of Material Viability and Organisational Capacity in the RUF of Sierra Leone*, Thèse, University of Oxford, 2013.

{756} Gilles Dorronsoro, « Dynamiques entre champs religieux et politique. Le cas de l'Afghanistan », *Purusartha* 30, 2012.

{757} L'idée est reprise en termes presque identiques par Olivier Roy et Gilles Kepel. Le premier écrit que « *Le printemps arabe avait signifié la mort politique d'Al-Qaida* » Olivier Roy dans « La mort d'Oussama Ben Laden, son dernier grand rôle », *Le Monde* du 5 mai 2011, http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2011/05/05/la-mort-d-oussama-ben-laden-son-dernier-grand-role_1517404_3232.html et le second « *la mort politique du chef d'Al-Qaida, liquidé par les révolutions démocratiques arabes* » dans « La mort de Ben Laden clôt une "sombre décennie" », *Le Monde* du 2 mai 2011, http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2011/05/02/la-mort-de-ben-laden-clot-une-sombre-decennie_1515870_3232.html

{758} Deux passages clés de la lettre : « *It has always been my belief that the victory of Islam will never take place until a Muslim state is established in the manner of the Prophet in the heart of the Islamic world, specifically in the Levant, Egypt, and the neighboring states of the Peninsula and Iraq ; however, the center would be in the Levant and Egypt*. » Et plus loin : « *It has always been my belief that the victory of Islam will never take place until a Muslim state is established in the manner of the Prophet in the heart of the Islamic world, specifically in the Levant, Egypt, and the neighboring states of the Peninsula and Iraq ; however, the center would be in the Levant and Egypt*. », voir *Combating Terrorism Center*, https://www.ctc.usma.edu/posts/zawahiris-letter-to-zarqawi-original-language-2.

{759} Nous avons obtenu cette lettre une dizaine de jours auparavant, lors de notre passage du côté syrien de la frontière. Par la suite, d'autres lettres de recommandation, remises par diverses autorités locales (commandants militaires, institutions judiciaires, conseils locaux), nous ont facilité la circulation dans les zones insurgées.

{760} Adam Alqvist, « The Syrian Uprising and the Transnational Sphere: Transforming the Conflict in Syria » in Carsten Wieland, Adam Almqvist and Helena Nassif, *The Syrian Uprising: Dynamics of an Insurgency*, Saint Andrews Papers on Contemporary Syria, 57-58.